

En Chine

M. HU YAOLANG
REMPLECE
M. HUA GUOFENG
A LA PRÉSIDENTIE DU P.C.

LIBRE PAGE 44

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 250 m. ;
Mali, 1,40 000 ; Niger, 1,40 000 ; Sénégal, 1,40 000 ;
Soudan, 1,40 000 ; Liban, 225 p. ; Israël, 20 p. ;
Jordanie, 6,50 000 ; Émirats, 70 000 ; O.A.S., 40 p. ;
Arabie, 40 p. ; Iran, 125 000 ; Turquie, 70 p. ;
Italie, 600 L. ; Grèce, 225 p. ; Espagne, 20 p. ;
Portugal, 4,50 000 ; Pays-Bas, 1,75 000 ; Belgique, 40 p. ;
Allemagne, 225 p. ; France, 4,20 000 ;
Suisse, 1,20 000 ; E.-U., 10 c. ; Royaume-Uni, 30 p. ;
Lettre des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 13
C.C.P. 4297 - 23 PARIS
Tél. Paris 01 42 55 72
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Une « première » en Italie

Au terme d'une crise ministérielle qui a duré plus d'un mois, le sénateur Spadolini présente au Parlement italien le 30 juin le quarante et unième gouvernement formé depuis la Libération. C'est aussi le premier que préside un homme extérieur à la démocratie chrétienne depuis l'instauration de la République en 1946. Après avoir dû céder la présidence de la République aux socialistes, en la personne de M. Sandro Pertini, le parti catholique renonce maintenant à la direction de l'exécutif.

Résultant d'une lente évolution en profondeur de l'Italie, ce fait est-il durable ? M. Spadolini dirige-t-il un cabinet un « cabinet de terre » comme l'a dit l'un de ses ministres, M. Guido Bodrato, démocrate-chrétien ? Est-il un « laïc assésé », comme le qualifie « l'Unità » quotidien du P.C.I. ?

Le nouveau président du conseil avait voulu en revenir à la lettre de la Constitution qui lui réservait, et à lui seul, le choix de ses ministres. Il a dû, au fil des jours, s'incliner devant la pression de la D.C., qui défient quinze portefeuilles (soit un de plus que dans le précédent cabinet), et la médiation des socialistes, qui entendent bien ne pas laisser échapper trop longtemps la perspective de former un grand gouvernement laïc avec le soutien communiste.

Ravivé très en deçà de ses ambitions et de ses capacités, M. Spadolini risque donc fort de voir entravée sa volonté de développer une grande politique de renouveau. Ses alliés ne se cachent guère de vouloir le confiner à la liquidation des conséquences des différents scandales qui ont compromis certains de leurs membres, notamment celui de la loge P.2. Après les sanctions administratives et les procès, la démocratie chrétienne a tant, espère-t-elle, refait son unité sur de nouveaux équilibres et relevé quelques dirigeants, sera en mesure de réclamer à nouveau le pouvoir.

« Moindre mais » pour le parti catholique, M. Spadolini est considéré comme un défricheur par les socialistes. Encouragé aussi bien par l'effet Mitterrand (que par ses 14 % de voix (un gain de quatre points) aux récentes élections municipales partielles, M. Bettino Craxi, qui tient bien en main le P.S.I., dispose d'un poids que ce parti n'a jamais eu pour proposer un parti communiste une alliance qui contredirait les ambitions de la D.C.

Mais si M. Enrico Berlinguer semble avoir abandonné la formule du « compromis historique » — formation d'une majorité avec les catholiques, les socialistes et les communistes — l'analyse des forces en présence continue de justifier cette stratégie. Le chef du P.C.I. accueille avec intérêt la tentative de M. Spadolini, parce que ce dernier est en meilleure posture que quiconque pour convaincre le patronat de ne pas remettre en cause l'accord sur l'échelle mobile des salaires. La relative ouverture du P.C.I. à son égard exige qu'un contrepartie M. Spadolini ne pousse pas trop loin son projet de « pacte social » contre l'inflation, dès lors que la C.G.I.L., soutenu par le P.C.I., s'y oppose catégoriquement.

(Lire nos informations page 4.)

Le nouveau président du conseil avait voulu en revenir à la lettre de la Constitution qui lui réservait, et à lui seul, le choix de ses ministres. Il a dû, au fil des jours, s'incliner devant la pression de la D.C., qui défient quinze portefeuilles (soit un de plus que dans le précédent cabinet), et la médiation des socialistes, qui entendent bien ne pas laisser échapper trop longtemps la perspective de former un grand gouvernement laïc avec le soutien communiste.

Ravivé très en deçà de ses ambitions et de ses capacités, M. Spadolini risque donc fort de voir entravée sa volonté de développer une grande politique de renouveau. Ses alliés ne se cachent guère de vouloir le confiner à la liquidation des conséquences des différents scandales qui ont compromis certains de leurs membres, notamment celui de la loge P.2. Après les sanctions administratives et les procès, la démocratie chrétienne a tant, espère-t-elle, refait son unité sur de nouveaux équilibres et relevé quelques dirigeants, sera en mesure de réclamer à nouveau le pouvoir.

« Moindre mais » pour le parti catholique, M. Spadolini est considéré comme un défricheur par les socialistes. Encouragé aussi bien par l'effet Mitterrand (que par ses 14 % de voix (un gain de quatre points) aux récentes élections municipales partielles, M. Bettino Craxi, qui tient bien en main le P.S.I., dispose d'un poids que ce parti n'a jamais eu pour proposer un parti communiste une alliance qui contredirait les ambitions de la D.C.

Mais si M. Enrico Berlinguer semble avoir abandonné la formule du « compromis historique » — formation d'une majorité avec les catholiques, les socialistes et les communistes — l'analyse des forces en présence continue de justifier cette stratégie. Le chef du P.C.I. accueille avec intérêt la tentative de M. Spadolini, parce que ce dernier est en meilleure posture que quiconque pour convaincre le patronat de ne pas remettre en cause l'accord sur l'échelle mobile des salaires. La relative ouverture du P.C.I. à son égard exige qu'un contrepartie M. Spadolini ne pousse pas trop loin son projet de « pacte social » contre l'inflation, dès lors que la C.G.I.L., soutenu par le P.C.I., s'y oppose catégoriquement.

(Lire nos informations page 4.)

Le nouveau président du conseil avait voulu en revenir à la lettre de la Constitution qui lui réservait, et à lui seul, le choix de ses ministres. Il a dû, au fil des jours, s'incliner devant la pression de la D.C., qui défient quinze portefeuilles (soit un de plus que dans le précédent cabinet), et la médiation des socialistes, qui entendent bien ne pas laisser échapper trop longtemps la perspective de former un grand gouvernement laïc avec le soutien communiste.

Ravivé très en deçà de ses ambitions et de ses capacités, M. Spadolini risque donc fort de voir entravée sa volonté de développer une grande politique de renouveau. Ses alliés ne se cachent guère de vouloir le confiner à la liquidation des conséquences des différents scandales qui ont compromis certains de leurs membres, notamment celui de la loge P.2. Après les sanctions administratives et les procès, la démocratie chrétienne a tant, espère-t-elle, refait son unité sur de nouveaux équilibres et relevé quelques dirigeants, sera en mesure de réclamer à nouveau le pouvoir.

« Moindre mais » pour le parti catholique, M. Spadolini est considéré comme un défricheur par les socialistes. Encouragé aussi bien par l'effet Mitterrand (que par ses 14 % de voix (un gain de quatre points) aux récentes élections municipales partielles, M. Bettino Craxi, qui tient bien en main le P.S.I., dispose d'un poids que ce parti n'a jamais eu pour proposer un parti communiste une alliance qui contredirait les ambitions de la D.C.

Mais si M. Enrico Berlinguer semble avoir abandonné la formule du « compromis historique » — formation d'une majorité avec les catholiques, les socialistes et les communistes — l'analyse des forces en présence continue de justifier cette stratégie. Le chef du P.C.I. accueille avec intérêt la tentative de M. Spadolini, parce que ce dernier est en meilleure posture que quiconque pour convaincre le patronat de ne pas remettre en cause l'accord sur l'échelle mobile des salaires. La relative ouverture du P.C.I. à son égard exige qu'un contrepartie M. Spadolini ne pousse pas trop loin son projet de « pacte social » contre l'inflation, dès lors que la C.G.I.L., soutenu par le P.C.I., s'y oppose catégoriquement.

(Lire nos informations page 4.)

Le nouveau président du conseil avait voulu en revenir à la lettre de la Constitution qui lui réservait, et à lui seul, le choix de ses ministres. Il a dû, au fil des jours, s'incliner devant la pression de la D.C., qui défient quinze portefeuilles (soit un de plus que dans le précédent cabinet), et la médiation des socialistes, qui entendent bien ne pas laisser échapper trop longtemps la perspective de former un grand gouvernement laïc avec le soutien communiste.

Ravivé très en deçà de ses ambitions et de ses capacités, M. Spadolini risque donc fort de voir entravée sa volonté de développer une grande politique de renouveau. Ses alliés ne se cachent guère de vouloir le confiner à la liquidation des conséquences des différents scandales qui ont compromis certains de leurs membres, notamment celui de la loge P.2. Après les sanctions administratives et les procès, la démocratie chrétienne a tant, espère-t-elle, refait son unité sur de nouveaux équilibres et relevé quelques dirigeants, sera en mesure de réclamer à nouveau le pouvoir.

« Moindre mais » pour le parti catholique, M. Spadolini est considéré comme un défricheur par les socialistes. Encouragé aussi bien par l'effet Mitterrand (que par ses 14 % de voix (un gain de quatre points) aux récentes élections municipales partielles, M. Bettino Craxi, qui tient bien en main le P.S.I., dispose d'un poids que ce parti n'a jamais eu pour proposer un parti communiste une alliance qui contredirait les ambitions de la D.C.

Mais si M. Enrico Berlinguer semble avoir abandonné la formule du « compromis historique » — formation d'une majorité avec les catholiques, les socialistes et les communistes — l'analyse des forces en présence continue de justifier cette stratégie. Le chef du P.C.I. accueille avec intérêt la tentative de M. Spadolini, parce que ce dernier est en meilleure posture que quiconque pour convaincre le patronat de ne pas remettre en cause l'accord sur l'échelle mobile des salaires. La relative ouverture du P.C.I. à son égard exige qu'un contrepartie M. Spadolini ne pousse pas trop loin son projet de « pacte social » contre l'inflation, dès lors que la C.G.I.L., soutenu par le P.C.I., s'y oppose catégoriquement.

(Lire nos informations page 4.)

Le nouveau président du conseil avait voulu en revenir à la lettre de la Constitution qui lui réservait, et à lui seul, le choix de ses ministres. Il a dû, au fil des jours, s'incliner devant la pression de la D.C., qui défient quinze portefeuilles (soit un de plus que dans le précédent cabinet), et la médiation des socialistes, qui entendent bien ne pas laisser échapper trop longtemps la perspective de former un grand gouvernement laïc avec le soutien communiste.

Ravivé très en deçà de ses ambitions et de ses capacités, M. Spadolini risque donc fort de voir entravée sa volonté de développer une grande politique de renouveau. Ses alliés ne se cachent guère de vouloir le confiner à la liquidation des conséquences des différents scandales qui ont compromis certains de leurs membres, notamment celui de la loge P.2. Après les sanctions administratives et les procès, la démocratie chrétienne a tant, espère-t-elle, refait son unité sur de nouveaux équilibres et relevé quelques dirigeants, sera en mesure de réclamer à nouveau le pouvoir.

« Moindre mais » pour le parti catholique, M. Spadolini est considéré comme un défricheur par les socialistes. Encouragé aussi bien par l'effet Mitterrand (que par ses 14 % de voix (un gain de quatre points) aux récentes élections municipales partielles, M. Bettino Craxi, qui tient bien en main le P.S.I., dispose d'un poids que ce parti n'a jamais eu pour proposer un parti communiste une alliance qui contredirait les ambitions de la D.C.

Mais si M. Enrico Berlinguer semble avoir abandonné la formule du « compromis historique » — formation d'une majorité avec les catholiques, les socialistes et les communistes — l'analyse des forces en présence continue de justifier cette stratégie. Le chef du P.C.I. accueille avec intérêt la tentative de M. Spadolini, parce que ce dernier est en meilleure posture que quiconque pour convaincre le patronat de ne pas remettre en cause l'accord sur l'échelle mobile des salaires. La relative ouverture du P.C.I. à son égard exige qu'un contrepartie M. Spadolini ne pousse pas trop loin son projet de « pacte social » contre l'inflation, dès lors que la C.G.I.L., soutenu par le P.C.I., s'y oppose catégoriquement.

(Lire nos informations page 4.)

Le nouveau président du conseil avait voulu en revenir à la lettre de la Constitution qui lui réservait, et à lui seul, le choix de ses ministres. Il a dû, au fil des jours, s'incliner devant la pression de la D.C., qui défient quinze portefeuilles (soit un de plus que dans le précédent cabinet), et la médiation des socialistes, qui entendent bien ne pas laisser échapper trop longtemps la perspective de former un grand gouvernement laïc avec le soutien communiste.

Ravivé très en deçà de ses ambitions et de ses capacités, M. Spadolini risque donc fort de voir entravée sa volonté de développer une grande politique de renouveau. Ses alliés ne se cachent guère de vouloir le confiner à la liquidation des conséquences des différents scandales qui ont compromis certains de leurs membres, notamment celui de la loge P.2. Après les sanctions administratives et les procès, la démocratie chrétienne a tant, espère-t-elle, refait son unité sur de nouveaux équilibres et relevé quelques dirigeants, sera en mesure de réclamer à nouveau le pouvoir.

« Moindre mais » pour le parti catholique, M. Spadolini est considéré comme un défricheur par les socialistes. Encouragé aussi bien par l'effet Mitterrand (que par ses 14 % de voix (un gain de quatre points) aux récentes élections municipales partielles, M. Bettino Craxi, qui tient bien en main le P.S.I., dispose d'un poids que ce parti n'a jamais eu pour proposer un parti communiste une alliance qui contredirait les ambitions de la D.C.

Mais si M. Enrico Berlinguer semble avoir abandonné la formule du « compromis historique » — formation d'une majorité avec les catholiques, les socialistes et les communistes — l'analyse des forces en présence continue de justifier cette stratégie. Le chef du P.C.I. accueille avec intérêt la tentative de M. Spadolini, parce que ce dernier est en meilleure posture que quiconque pour convaincre le patronat de ne pas remettre en cause l'accord sur l'échelle mobile des salaires. La relative ouverture du P.C.I. à son égard exige qu'un contrepartie M. Spadolini ne pousse pas trop loin son projet de « pacte social » contre l'inflation, dès lors que la C.G.I.L., soutenu par le P.C.I., s'y oppose catégoriquement.

(Lire nos informations page 4.)

Le nouveau président du conseil avait voulu en revenir à la lettre de la Constitution qui lui réservait, et à lui seul, le choix de ses ministres. Il a dû, au fil des jours, s'incliner devant la pression de la D.C., qui défient quinze portefeuilles (soit un de plus que dans le précédent cabinet), et la médiation des socialistes, qui entendent bien ne pas laisser échapper trop longtemps la perspective de former un grand gouvernement laïc avec le soutien communiste.

Ravivé très en deçà de ses ambitions et de ses capacités, M. Spadolini risque donc fort de voir entravée sa volonté de développer une grande politique de renouveau. Ses alliés ne se cachent guère de vouloir le confiner à la liquidation des conséquences des différents scandales qui ont compromis certains de leurs membres, notamment celui de la loge P.2. Après les sanctions administratives et les procès, la démocratie chrétienne a tant, espère-t-elle, refait son unité sur de nouveaux équilibres et relevé quelques dirigeants, sera en mesure de réclamer à nouveau le pouvoir.

« Moindre mais » pour le parti catholique, M. Spadolini est considéré comme un défricheur par les socialistes. Encouragé aussi bien par l'effet Mitterrand (que par ses 14 % de voix (un gain de quatre points) aux récentes élections municipales partielles, M. Bettino Craxi, qui tient bien en main le P.S.I., dispose d'un poids que ce parti n'a jamais eu pour proposer un parti communiste une alliance qui contredirait les ambitions de la D.C.

Mais si M. Enrico Berlinguer semble avoir abandonné la formule du « compromis historique » — formation d'une majorité avec les catholiques, les socialistes et les communistes — l'analyse des forces en présence continue de justifier cette stratégie. Le chef du P.C.I. accueille avec intérêt la tentative de M. Spadolini, parce que ce dernier est en meilleure posture que quiconque pour convaincre le patronat de ne pas remettre en cause l'accord sur l'échelle mobile des salaires. La relative ouverture du P.C.I. à son égard exige qu'un contrepartie M. Spadolini ne pousse pas trop loin son projet de « pacte social » contre l'inflation, dès lors que la C.G.I.L., soutenu par le P.C.I., s'y oppose catégoriquement.

(Lire nos informations page 4.)

L'attentat de Téhéran a décimé la hiérarchie du parti républicain islamique

L'ayatollah Behechti, numéro deux du régime figure parmi les victimes

L'attentat commis dimanche soir 28 juin, au siège du parti républicain islamique, a fait, selon le dernier bilan officiel, soixante-quatre morts, parmi lesquels d'importantes personnalités du parti au pouvoir et du gouvernement.

Outre l'ayatollah Behechti, le chef du P.R.I., considéré comme le numéro deux du régime islamique, figurent parmi les victimes l'ayatollah Montazeri, chef de file de l'aile radicale du clergé, quatre ministres et une vingtaine de députés, tous membres du parti républicain islamique. M. Behzad Nabavi, porte-parole du gouvernement, a déclaré que, à son avis, l'ex-président Bani Sadr n'était pas impliqué dans l'attentat. L'ayatollah Montazeri, père de l'orthodoxie islamique, a affirmé que l'attentat était l'œuvre de « groupuscules dévotionnistes liés aux États-Unis ». L'ayatollah Ardabili, procureur de la République, a été nommé président de la Cour suprême par l'imam Khomeiny. Il remplace ainsi, au sein du conseil provisoire de la présidence, l'ayatollah Behechti.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Le cycle infernal de la violence engagé depuis le début de la révolution islamique est entré dans une phase critique. L'attentat particulièrement meurtrier perpétré dimanche soir 28 juin contre le quartier général du parti républicain islamique au pouvoir aura vraisemblablement des conséquences d'une extrême gravité. Une centaine de personnalités appartenant à l'élite gouvernementale ont été tuées ou blessées. La plupart des observateurs y voient le signe précurseur d'une guerre civile ou, pour le moins, de bains de sang.

Les « ennemis » de la République islamique ont visé avec une compétence surprenante le cerveau même du régime. A 21 h. 5 précises (19 h. 35 à Paris), des explosions en chaîne qui ont duré moins d'une minute ont réduit à un tas de gravats l'imposant immeuble grouillant de monde qui abritait les divers services du parti républicain islamique. L'attentat s'est produit au moment où se tenait la réunion extraordinaire du comité directeur du parti, sous la présidence de l'ayatollah Behechti, élargie aux cadres responsables venus de diverses provinces, à plusieurs membres du gouvernement, dont le premier ministre, M. Radjavi, au gouverneur de la Banque centrale, à des sous-secrétaires d'Etat, ainsi qu'à une cinquantaine de députés, tous très proches de l'imam Khomeiny. La réunion avait été tenue secrète pour des raisons de sécurité.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Téhéran. — Le cycle infernal de la violence engagé depuis le début de la révolution islamique est entré dans une phase critique. L'attentat particulièrement meurtrier perpétré dimanche soir 28 juin contre le quartier général du parti républicain islamique au pouvoir aura vraisemblablement des conséquences d'une extrême gravité. Une centaine de personnalités appartenant à l'élite gouvernementale ont été tuées ou blessées. La plupart des observateurs y voient le signe précurseur d'une guerre civile ou, pour le moins, de bains de sang.

Les « ennemis » de la République islamique ont visé avec une compétence surprenante le cerveau même du régime. A 21 h. 5 précises (19 h. 35 à Paris), des explosions en chaîne qui ont duré moins d'une minute ont réduit à un tas de gravats l'imposant immeuble grouillant de monde qui abritait les divers services du parti républicain islamique. L'attentat s'est produit au moment où se tenait la réunion extraordinaire du comité directeur du parti, sous la présidence de l'ayatollah Behechti, élargie aux cadres responsables venus de diverses provinces, à plusieurs membres du gouvernement, dont le premier ministre, M. Radjavi, au gouverneur de la Banque centrale, à des sous-secrétaires d'Etat, ainsi qu'à une cinquantaine de députés, tous très proches de l'imam Khomeiny. La réunion avait été tenue secrète pour des raisons de sécurité.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Téhéran. — Le cycle infernal de la violence engagé depuis le début de la révolution islamique est entré dans une phase critique. L'attentat particulièrement meurtrier perpétré dimanche soir 28 juin contre le quartier général du parti républicain islamique au pouvoir aura vraisemblablement des conséquences d'une extrême gravité. Une centaine de personnalités appartenant à l'élite gouvernementale ont été tuées ou blessées. La plupart des observateurs y voient le signe précurseur d'une guerre civile ou, pour le moins, de bains de sang.

Les « ennemis » de la République islamique ont visé avec une compétence surprenante le cerveau même du régime. A 21 h. 5 précises (19 h. 35 à Paris), des explosions en chaîne qui ont duré moins d'une minute ont réduit à un tas de gravats l'imposant immeuble grouillant de monde qui abritait les divers services du parti républicain islamique. L'attentat s'est produit au moment où se tenait la réunion extraordinaire du comité directeur du parti, sous la présidence de l'ayatollah Behechti, élargie aux cadres responsables venus de diverses provinces, à plusieurs membres du gouvernement, dont le premier ministre, M. Radjavi, au gouverneur de la Banque centrale, à des sous-secrétaires d'Etat, ainsi qu'à une cinquantaine de députés, tous très proches de l'imam Khomeiny. La réunion avait été tenue secrète pour des raisons de sécurité.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Téhéran. — Le cycle infernal de la violence engagé depuis le début de la révolution islamique est entré dans une phase critique. L'attentat particulièrement meurtrier perpétré dimanche soir 28 juin contre le quartier général du parti républicain islamique au pouvoir aura vraisemblablement des conséquences d'une extrême gravité. Une centaine de personnalités appartenant à l'élite gouvernementale ont été tuées ou blessées. La plupart des observateurs y voient le signe précurseur d'une guerre civile ou, pour le moins, de bains de sang.

Les « ennemis » de la République islamique ont visé avec une compétence surprenante le cerveau même du régime. A 21 h. 5 précises (19 h. 35 à Paris), des explosions en chaîne qui ont duré moins d'une minute ont réduit à un tas de gravats l'imposant immeuble grouillant de monde qui abritait les divers services du parti républicain islamique. L'attentat s'est produit au moment où se tenait la réunion extraordinaire du comité directeur du parti, sous la présidence de l'ayatollah Behechti, élargie aux cadres responsables venus de diverses provinces, à plusieurs membres du gouvernement, dont le premier ministre, M. Radjavi, au gouverneur de la Banque centrale, à des sous-secrétaires d'Etat, ainsi qu'à une cinquantaine de députés, tous très proches de l'imam Khomeiny. La réunion avait été tenue secrète pour des raisons de sécurité.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Téhéran. — Le cycle infernal de la violence engagé depuis le début de la révolution islamique est entré dans une phase critique. L'attentat particulièrement meurtrier perpétré dimanche soir 28 juin contre le quartier général du parti républicain islamique au pouvoir aura vraisemblablement des conséquences d'une extrême gravité. Une centaine de personnalités appartenant à l'élite gouvernementale ont été tuées ou blessées. La plupart des observateurs y voient le signe précurseur d'une guerre civile ou, pour le moins, de bains de sang.

Les « ennemis » de la République islamique ont visé avec une compétence surprenante le cerveau même du régime. A 21 h. 5 précises (19 h. 35 à Paris), des explosions en chaîne qui ont duré moins d'une minute ont réduit à un tas de gravats l'imposant immeuble grouillant de monde qui abritait les divers services du parti républicain islamique. L'attentat s'est produit au moment où se tenait la réunion extraordinaire du comité directeur du parti, sous la présidence de l'ayatollah Behechti, élargie aux cadres responsables venus de diverses provinces, à plusieurs membres du gouvernement, dont le premier ministre, M. Radjavi, au gouverneur de la Banque centrale, à des sous-secrétaires d'Etat, ainsi qu'à une cinquantaine de députés, tous très proches de l'imam Khomeiny. La réunion avait été tenue secrète pour des raisons de sécurité.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Téhéran. — Le cycle infernal de la violence engagé depuis le début de la révolution islamique est entré dans une phase critique. L'attentat particulièrement meurtrier perpétré dimanche soir 28 juin contre le quartier général du parti républicain islamique au pouvoir aura vraisemblablement des conséquences d'une extrême gravité. Une centaine de personnalités appartenant à l'élite gouvernementale ont été tuées ou blessées. La plupart des observateurs y voient le signe précurseur d'une guerre civile ou, pour le moins, de bains de sang.

Les « ennemis » de la République islamique ont visé avec une compétence surprenante le cerveau même du régime. A 21 h. 5 précises (19 h. 35 à Paris), des explosions en chaîne qui ont duré moins d'une minute ont réduit à un tas de gravats l'imposant immeuble grouillant de monde qui abritait les divers services du parti républicain islamique. L'attentat s'est produit au moment où se tenait la réunion extraordinaire du comité directeur du parti, sous la présidence de l'ayatollah Behechti, élargie aux cadres responsables venus de diverses provinces, à plusieurs membres du gouvernement, dont le premier ministre, M. Radjavi, au gouverneur de la Banque centrale, à des sous-secrétaires d'Etat, ainsi qu'à une cinquantaine de députés, tous très proches de l'imam Khomeiny. La réunion avait été tenue secrète pour des raisons de sécurité.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

M. François Mitterrand expose sa politique européenne au conseil de Luxembourg

Le conseil européen de Luxembourg s'est ouvert, ce lundi 29 juin, en présence de M. Mitterrand, dont c'est le premier voyage à l'étranger depuis son élection à la présidence de la République, et qui trouve là une première occasion de s'entretenir avec les chefs de gouvernement de l'Europe des Dix : il n'avait rencontré jusqu'à présent que M. Helmut Schmidt, à Paris, en mai.

Le chef de l'Etat entendait présenter ses vues sur la construction européenne, en particulier dans le domaine social : sa toute première priorité, comme l'a rappelé M. Cheysson, est la lutte contre le chômage. M. Mitterrand est accompagné, notamment, du ministre des relations extérieures, ainsi que de MM. Bérégovoy, secrétaire général de l'Elysée, Attali, conseiller spécial, et Védrine, conseiller technique.

De notre envoyé spécial

Luxembourg. — M. Mitterrand est assuré d'un succès de curiosité au conseil européen — sommet triennal de l'Europe des Dix — qui se réunit ce lundi 29 et mardi 30 juin à Luxembourg. C'est la première conférence internationale à laquelle prend part le nouveau président de la République après les changements majeurs intervenus en France et l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

Commentant la réunion de cette instance suprême européenne, créée il y a sept ans à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, M. Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, a indiqué vendredi que le nouveau gouvernement n'avait pas demandé de modifier le calendrier arrêté bien avant l'élection présidentielle : « Cela montre, a-t-il dit, que la France continue ».

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 3.)

Luxembourg. — M. Mitterrand est assuré d'un succès de curiosité au conseil européen — sommet triennal de l'Europe des Dix — qui se réunit ce lundi 29 et mardi 30 juin à Luxembourg. C'est la première conférence internationale à laquelle prend part le nouveau président de la République après les changements majeurs intervenus en France et l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

Commentant la réunion de cette instance suprême européenne, créée il y a sept ans à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, M. Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, a indiqué vendredi que le nouveau gouvernement n'avait pas demandé de modifier le calendrier arrêté bien avant l'élection présidentielle : « Cela montre, a-t-il dit, que la France continue ».

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 3.)

Luxembourg. — M. Mitterrand est assuré d'un succès de curiosité au conseil européen — sommet triennal de l'Europe des Dix — qui se réunit ce lundi 29 et mardi 30 juin à Luxembourg. C'est la première conférence internationale à laquelle prend part le nouveau président de la République après les changements majeurs intervenus en France et l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

Commentant la réunion de cette instance suprême européenne, créée il y a sept ans à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, M. Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, a indiqué vendredi que le nouveau gouvernement n'avait pas demandé de modifier le calendrier arrêté bien avant l'élection présidentielle : « Cela montre, a-t-il dit, que la France continue ».

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 3.)

Luxembourg. — M. Mitterrand est assuré d'un succès de curiosité au conseil européen — sommet triennal de l'Europe des Dix — qui se réunit ce lundi 29 et mardi 30 juin à Luxembourg. C'est la première conférence internationale à laquelle prend part le nouveau président de la République après les changements majeurs intervenus en France et l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

Commentant la réunion de cette instance suprême européenne, créée il y a sept ans à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, M. Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, a indiqué vendredi que le nouveau gouvernement n'avait pas demandé de modifier le calendrier arrêté bien avant l'élection présidentielle : « Cela montre, a-t-il dit, que la France continue ».

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 3.)

Luxembourg. — M. Mitterrand est assuré d'un succès de curiosité au conseil européen — sommet triennal de l'Europe des Dix — qui se réunit ce lundi 29 et mardi 30 juin à Luxembourg. C'est la première conférence internationale à laquelle prend part le nouveau président de la République après les changements majeurs intervenus en France et l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

Commentant la réunion de cette instance suprême européenne, créée il y a sept ans à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, M. Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, a indiqué vendredi que le nouveau gouvernement n'avait pas demandé de modifier le calendrier arrêté bien avant l'élection présidentielle : « Cela montre, a-t-il dit, que la France continue ».

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 3.)

Luxembourg. — M. Mitterrand est assuré d'un succès de curiosité au conseil européen — sommet triennal de l'Europe des Dix — qui se réunit ce lundi 29 et mardi 30 juin à Luxembourg. C'est la première conférence internationale à laquelle prend part le nouveau président de la République après les changements majeurs intervenus en France et l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

Commentant la réunion de cette instance suprême européenne, créée il y a sept ans à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, M. Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, a indiqué vendredi que le nouveau gouvernement n'avait pas demandé de modifier le calendrier arrêté bien avant l'élection présidentielle : « Cela montre, a-t-il dit, que la France continue ».

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 3.)

Une révolution : la décentralisation

M. Gaston Defferre a refusé la présidence de l'Assemblée nationale pour demeurer ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, ou plutôt, s'il avait eu à en décider lui-même, ministre de la décentralisation et de l'intérieur. Car il entend mettre tout son poids et toute son expérience au service de la décentralisation, qui doit être l'une des grandes œuvres du nouveau septennat.

Mille et une questions se posent. En voici deux :

— L'exécutif du département ne sera plus assuré par le préfet mais par le président du conseil général. Il conviendrait donc que cette assemblée soit à l'image du département. Il faut alors refondre la carte totalement anachronique des cantons, qui ne tiennent compte de l'urbanisation, privilège à l'excès les zones rurales (1). Du même coup il faudrait logiquement procéder à un renouvellement global en 1982. Les conseillers généraux sont jusqu'ici renouvelables par moitié tous les six ans.

— L'exécutif de la région sera lui aussi confié non plus au préfet mais au président du conseil régional, conseil désormais élu au suffrage universel. Pour ne pas multiplier les scrutins, l'élection pourrait être opportunément couplée avec celle des conseils municipaux en 1983.

Dès lors ne faut-il pas aussi redécouper les régions, dont plusieurs n'ont aucune unité ni même aucune raison d'être ? Mais peut-on refondre la carte des régions sans modifier ici ou là celle des départements ? Ce serait logique, mais le temps manquerait et le patriotisme départemental s'y opposerait.

Une réelle décentralisation au profit des communes, des départements et des régions ? C'est plus qu'une réforme ; c'est une révolution, administrative et politique. La première, en ce domaine, depuis 1789.

(1) Deux exemples : dans l'Hérault, le territoire cantonal de Montpellier a 48 000 habitants et celui de Montpellier, 740 000. Le canton de Mende a 13 127 habitants et celui du Masséguet, 888. Chacun élu un conseiller général.

M. Gaston Defferre a refusé la présidence de l'Assemblée nationale pour demeurer ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, ou plutôt, s'il avait eu à en décider lui-même, ministre de la décentralisation et de l'intérieur. Car il entend mettre tout son poids et toute son expérience au service de la décentralisation, qui doit être l'une des grandes œuvres du nouveau septennat.

Mille et une questions se posent. En voici deux :

— L'exécutif du département ne sera plus assuré par le préfet mais par le président du conseil général. Il conviendrait donc que cette assemblée soit à l'image du département. Il faut alors refondre la carte totalement anachronique des cantons, qui ne tiennent compte de l'urbanisation, privilège à l'excès les zones rurales (1). Du même coup il faudrait logiquement procéder à un renouvellement global en 1982. Les conseillers généraux sont jusqu'ici renouvelables par moitié tous les six ans.

— L'exécutif de la région sera lui aussi confié non plus au préfet mais au président du conseil régional, conseil désormais élu au suffrage universel. Pour ne pas multiplier les scrutins, l'élection pourrait être opportunément couplée avec celle des conseils municipaux en 1983.

Dès lors ne faut-il pas aussi redécouper les régions, dont plusieurs n'ont aucune unité ni même aucune raison d'être ? Mais peut-on refondre la carte des régions sans modifier ici ou là celle des départements ? Ce serait logique, mais le temps manquerait et le patriotisme départemental s'y opposerait.

Une réelle décentralisation au profit des communes, des départements et des régions ? C'est plus qu'une réforme ; c'est une révolution, administrative et politique. La première, en ce domaine, depuis 1789.

(1) Deux exemples : dans l'Hérault, le territoire cantonal de Montpellier a 48 000 habitants et celui de Montpellier, 740 000. Le canton de Mende a 13 127 habitants et celui du Masséguet, 888. Chacun élu un conseiller général.

M. Gaston Defferre a refusé la présidence de l'Assemblée nationale pour demeurer ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, ou plutôt, s'il avait eu à en décider lui-même, ministre de la décentralisation et de l'intérieur. Car il entend mettre tout son poids et toute son expérience au service de la décentralisation, qui doit être l'une des grandes œuvres du nouveau septennat.

Mille et une questions se posent. En voici deux :

— L'exécutif du département ne sera plus assuré par le préfet mais par le président du conseil général. Il conviendrait donc que cette assemblée soit à l'image du département. Il faut alors refondre la carte totalement anachronique des cantons, qui ne tiennent compte de l'urbanisation, privilège à l'excès les zones rurales (1). Du même coup il faudrait logiquement procéder à un renouvellement global en 1982. Les conseillers généraux sont jusqu'ici renouvelables par moitié tous les six ans.

— L'exécutif de la région sera lui aussi confié non plus au préfet mais au président du conseil régional, conseil désormais élu au suffrage universel. Pour ne pas multiplier les scrutins, l'élection pourrait être opportunément couplée avec celle des conseils municipaux en 1983.

Dès lors ne faut-il pas aussi redécouper les régions, dont plusieurs n'ont aucune unité ni même aucune raison d'être ? Mais peut-on refondre la carte des régions sans modifier ici ou là celle des départements ? Ce serait logique, mais le temps manquerait et le patriotisme départemental s'y opposerait.

Une réelle décentralisation au profit des communes, des départements et des régions ? C'est plus qu'une réforme ; c'est une révolution, administrative et politique. La première, en ce domaine, depuis 1789.

(1) Deux exemples : dans l'Hérault, le territoire cantonal de Montpellier a 48 000 habitants et celui de Montpellier, 740 000. Le canton de Mende a 13 127 habitants et celui du Masséguet, 888. Chacun élu un conseiller général.

M. Gaston Defferre a refusé la présidence de l'Assemblée nationale pour demeurer ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, ou plutôt, s'il avait eu à en décider lui-même, ministre de la décentralisation et de l'intérieur. Car il entend mettre tout son poids et toute son expérience au service de la décentralisation, qui doit être l'une des grandes œuvres du nouveau septennat.

Mille et une questions se posent. En voici deux :

— L'exécutif du département ne sera plus assuré par le préfet mais par le président du conseil général. Il conviendrait donc que cette assemblée soit à l'image du département. Il faut alors refondre la carte totalement anachronique des cantons, qui ne tiennent compte de l'urbanisation, privilège à l'excès les zones rurales (1). Du même coup il faudrait logiquement procéder à un renouvellement global en 1982. Les conseillers généraux sont jusqu'ici renouvelables par moitié tous les six ans.

— L'exécutif de la région sera lui aussi confié non plus au préfet mais au président du conseil régional, conseil désormais élu au suffrage universel. Pour ne pas multiplier les scrutins, l'élection pourrait être opportunément couplée avec celle des conseils municipaux en 1983.

Dès lors ne faut-il pas aussi redécouper les régions, dont plusieurs n'ont aucune unité ni même aucune raison d'être ? Mais peut-on refondre la carte des régions sans modifier ici ou là celle des départements ? Ce serait logique, mais le temps manquerait et le patriotisme départemental s'y opposerait.

Une réelle décentralisation au profit des communes, des départements et des régions ? C'est plus qu'une réforme ; c'est une révolution, administrative et politique. La première, en ce domaine, depuis 1789.

(1) Deux exemples : dans l'Hérault, le territoire cantonal de Montpellier a 48 000 habitants et celui de Montpellier, 740 000. Le canton de Mende a 13 127 habitants et celui du Masséguet, 888. Chacun élu un conseiller général.

M. Gaston Defferre a refusé la présidence de l'Assemblée nationale pour demeurer ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, ou plutôt, s'il avait eu à en décider lui-même, ministre de la décentralisation et de l'intérieur. Car il entend mettre tout son poids et toute son expérience au service de la décentralisation, qui doit être l'une des grandes œuvres du nouveau septennat.

Mille et une questions se posent. En voici deux :

— L'exécutif du département ne sera plus assuré par le préfet mais par le président du conseil général. Il conviendrait donc que cette assemblée soit à l'image du département. Il faut alors refondre la carte totalement anachronique des cantons, qui ne tiennent compte de l'urbanisation, privilège à l'excès les zones rurales (1). Du même coup il faudrait logiquement procéder à un renouvellement global en 1982. Les conseillers généraux sont jusqu'ici renouvelables par moitié tous les six ans.

— L'exécutif de la région sera lui aussi confié non plus au préfet mais au président du

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

L'ATTENTAT DE TÉHÉRAN

La hiérarchie du parti républicain islamique est décimée

(Suite de la première page.)

Les principaux animateurs de la République islamique devaient prendre des décisions engageant l'avenir du pays dans divers domaines. La désignation officielle d'un candidat à la présidence de la République, les mesures destinées à mettre un terme aux actions terroristes qui s'étaient multipliées ces derniers jours, la situation économique-financière du pays, le projet de loi sur le fonctionnement des partis politiques, figuraient notamment à l'ordre du jour. Sur ce dernier point, un consensus était déjà acquis avant que ne se tienne le conseil. Plusieurs personnalités nous avaient confié, dès vendredi, que plusieurs formations islamiques et non islamiques seraient légalisées à brève échéance. Les communistes du Toudéh, les Fedayin (tendance majoritaire), les trotskistes, entre autres, devaient être les bénéficiaires de la loi, nous a-t-on précisé, parce qu'ils s'étaient engagés à respecter la Constitution du pays et surtout parce qu'ils n'avaient pas pris les armes contre la République.

Au cours d'un long entretien qu'il nous avait accordé vingt-quatre heures avant sa mort dimanche soir, le hodjatolislam Mohamed Montazeri, très proche de l'imam Khomeiny et l'un des chefs de file de l'aile radicale du clergé, nous avait déclaré : « Pour neutraliser le complot contre-révolutionnaire tenté par les Etats-Unis, nous sommes décidés à favoriser la création d'un front anti-impérialiste, regroupant musulmans et non musulmans, même

si ces derniers sont des adeptes du marxisme ».

D'abord rassurés par l'impuissance des formations de l'opposition à susciter des manifestations de masse dans le pays en faveur de M. Bani Sadr, les dirigeants commençaient à s'inquiéter. Il y a quarante-huit heures, du « projet terroriste » mis au point, selon eux, par les Moudjahidin du peuple, le parti le plus nombreux et le mieux organisé, et surtout le mieux armé de la « coalition contre-révolutionnaire ». Plusieurs attentats à la bombe ont été signalés vendredi et samedi à Téhéran, Corin, Machad notamment. L'ayatollah Khomeini a failli être tué samedi par un magnétophone piégé. Représentant l'imam Khomeiny au sein du Conseil suprême de la défense, membre encore du « triumvirat » dirigeant du Parti républicain islamique, il a été grièvement blessé aux poulmon et au cou.

L'un des principaux chefs des pasdarans (les gardiens de la révolution) nous avait montré la veille un document confidentiel faisant état d'une réunion secrète des Moudjahidin du peuple. Son propre nom, ainsi que ceux des ayatollahs Behehti, Khomeini et Rafsanjani (ce dernier est président du Parlement) figuraient sur une liste de treize personnalités à abattre en priorité. Vrai ou faux, ce document paraissait agiter notre interlocuteur, qui a estimé alors qu'une répression accrue serait indispensable. Après une interruption de deux jours, les exécutions capitales reprirent dimanche matin. Huit personnes ont été passées par les armes dans trois

villes différentes pour « insurrection armée contre la République ».

La hétérocléité montazeri nous tenait des propos analogues à ceux du chef des pasdarans. « Les exécutions se poursuivront. Nous serons fermes et expéditifs quelles que soient les critiques dont nous serions l'objet à l'étranger. L'opinion mondiale devrait faire un effort pour nous comprendre. L'Iran, en état de révolution, est, de surcroît, un pays en guerre, assiéé de toute part par les alliés des Etats-Unis, qui cherchent notre perte. Si les révolutionnaires de 1789, qui affrontaient une situation analogue à la nôtre, n'avaient pas été, eux aussi, impitoyables, la France vivrait aujourd'hui en régime monarchique et l'histoire aurait pris un cours bien différent de celui dans lequel elle s'est effectivement engagée ».

M. Montazeri avait le pressentiment qu'il serait tué à brève échéance, peut-être parce que son nom figurait sur la liste de « hommes à abattre ». En nous raccompagnant à la porte de son modeste appartement, qui n'était pas gardé, il nous disait sur un ton faussement enjoué : « J'espère malgré tout que l'on m'admettra au paradis car au moins là-bas les multinationales ne font pas la loi. N'oubliez pas surtout qu'Allah est antisémitiste. » Ses yeux derrière des lunettes corallées pétillaient de malice quand il referma la porte de son appartement. Dimanche soir, son cadavre brossé fut l'un des premiers à être déposé dans des décombres par un bulldozer, tandis qu'une cinquantaine d'ambulances faisaient la navette

pour transporter des dizaines de blessés dans divers hôpitaux.

Si l'attentat avait été coordonné avec une conjuration au sein des forces armées, la République islamique aurait couru un grave danger. Pendant quelques heures, le pays risquait d'aller à la dérive : ses principaux dirigeants tués, blessés ou désemparés par l'ampleur de la catastrophe n'auraient pas été en mesure de réagir promptement à une situation insurrectionnelle. L'homme fort du régime, l'ayatollah Behehti, qui contrôlait virtuellement les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, venait de mourir ; plusieurs membres du gouvernement avaient été tués ou blessés ; près d'un tiers des députés, les plus « engagés » du Parlement, étaient ensevelis sous les décombres, vivants ou non. Le président de l'Assemblée, l'ayatollah Rafsanjani, a échappé de justesse à la mort. Pour une raison inconnue, il s'était retiré inopinément du conseil quelques minutes à peine avant que ne s'effondre l'immeuble du Parti républicain.

La menace potentielle qui pesait sur le régime a été prise au sérieux, du moins par les responsables des pasdarans et du Comité islamique. Bien avant que la nouvelle de l'attentat ne soit annoncée, de manière sibylline d'ailleurs, à la radio, les miliciens se sont répandus en pleine nuit dans les grandes artères et autour des positions stratégiques de la ville, le doigt sur la détente de leur fusil mitrailleur. Les bâtiments officiels se sont brusquement éclairés. Les pions étaient fouillés, interrogés, retenus si leurs papiers d'identité n'étaient pas en règle.

Le premier ministre, M. Radjaf, a invité ce lundi matin la population, d'une part, à dénoncer tout mouvement qui lui paraîtrait suspect et, d'autre part, à conserver son calme. Mais en vain. Dès que la radio a fait état pour la première fois de l'ampleur de la catastrophe, les Téhéranais, hommes, femmes, souvent portant leurs enfants dans les bras, se sont précipités par dizaines de milliers dans les rues pour manifester contre les Américains et leurs partisans présumés, les « Mounafikin » (textuellement les hypocrites, ceux qui se livrent à un double jeu).

En fin de matinée, les coupables n'étaient pas encore désignés d'une manière précise. Mais les soupçons s'orientaient, selon la rumeur, dans deux directions : l'organisation musulmane d'extrême droite Forghan, et celle des Moudjahidin du peuple, tout autant islamiques, pour les accuser l'un et l'autre de faire le jeu, « consciemment ou non », de l'impérialisme américain.

ERIC ROULEAU.

PORTRAIT

L'ayatollah Behehti : un « apparatchik » exemplaire

L'ayatollah Behehti n'était pas à proprement parler un homme populaire. Il préférait les entretiens privés aux harangues, les coulisses aux baines de foule. Tout le monde s'accordait pour lui prêter une habileté consommée. En relation secrète avec l'imam Khomeiny et la résistance, c'était sous le régime impérial, il avait réussi le tour de force de conserver la confiance du chah. Il est vrai qu'il avait épousé la cause d'un dignitaire de la cour. Nommé à Hambourg imam-jomeh, en d'autres termes chef religieux de la communauté chiite dans cette ville, il était tenu, par ses fonctions, à entretenir des rapports étroits avec les officiels qui surveillaient les étudiants iraniens, pour la plupart des militants révolutionnaires, dont il était le guide spirituel.

Ces ambiguïtés lui avaient valu la suspicion des « étudiants islamiques », qui avaient occupé l'ambassade américaine à Téhéran en novembre 1979. Certains d'entre eux soutenaient même en privé qu'il détenait des documents compromettants pour le fondateur du parti républicain islamique. Il semble que ces documents aient trait aux tractations secrètes qu'avait menées l'ayatollah Behehti avec des diplomates, notamment américains, à la veille et au lendemain de la chute de la monarchie. La dignité religieuse, que ses adversaires surnommaient le « Mazhar iranien », avait le don de le négocier. Outre le persan, il parlait parfaitement bien l'allemand, l'anglais et l'arabe, sans compter le français, qu'il comprenait.

Grand, de noble prestance, la barbe volumineuse bien peignée, il ne haussait jamais la ton, ne se laissait jamais entraîner dans une quelconque polémique. Quand un jour nous lui demandions pourquoi M. Bani Sadr l'avait traité de « fasciste » dans une interview que l'ancien président de la République avait accordée au Monde, l'ayatollah Behehti nous avait répondu sans sourcilier : « Vous avez sûrement mal compris. M. Bani Sadr, malgré nos divergences, est un « mi très cher » ».

En « apparatchik » exemplaire, l'ayatollah Behehti a patiemment mis en place le « filet » dans lequel il allait enserrer M. Bani Sadr. Il fut l'architecte de parti républicain islamique, qui devait d'abord peupler le Parlement et ensuite fournir des ministres et des cadres supérieurs à l'Etat. L'ayatollah se réservait modestement les fonctions de président de la Cour suprême. C'est à ce titre qu'il supervisait, de surcroît, le pouvoir judiciaire, les tribunaux révolutionnaires, y compris celui qui s'apprêtait à juger l'ancien président de la République pour « haute trahison ».

Malgré tout, l'ayatollah Behehti était considéré, à tort ou à raison, notamment aux Etats-Unis, comme un « modéré » ou pour le moins comme un « homme avec lequel l'Occident pourrait traiter ». En tout cas, sa disparition prématurée laisse la voie ouverte aux représentants de l'aile radicale du clergé, aux mollahs « jusqu'aboutistes » de la « guerre anti-impérialiste ».

E. R.

Israël

Le résultat des élections législatives du 30 juin demeure incertain

Jérusalem. — Jusqu'au dernier jour, la campagne électorale aura été marquée par des incidents violents, dont l'opposition travailliste a surtout fait les frais et dont la plupart sont imputables aux débordements de certains militants du Likoud (« le Monde » du 19 juin). La réprobation soulevée par ces exactions semble devoir profiter aux opposants travaillistes, alors que l'avantage accordé depuis le début du mois au Likoud paraît soudain s'émousser.

Après avoir tardivement retrouvé un semblant d'unité en mettant « officiellement » fin à la lutte fratricide qui opposait leurs principaux dirigeants, MM. Shimon Peres et Itzhak Rabin, les travaillistes conservent des chances de l'emporter le 30 juin. Mais leur retour au

pouvoir signifierait-il un véritable changement ? Une partie des Israéliens en doute. Les travaillistes ont souffert de n'avoir pu présenter une image et des idées nettement différentes de celles du Likoud. Peut-être ne pouvaient-ils faire autrement, dans la mesure où l'opinion israélienne semble évoluer dans un sens plutôt favorable aux mouvements de droite et à M. Begin (« le Monde » du 27 juin). Cette évolution, que certains disent inéluctable car elle s'est dessinée depuis longtemps, le parti travailliste donne l'impression de l'avoir lui-même subie, à tel point que les deux grandes formations qui dominent la vie politique israélienne seraient maintenant devenues plus proches l'une de l'autre qu'on ne le pense généralement.

De notre correspondant

La plupart des partis, et que durant les derniers mois les « faucons » ont pris le contrôle des appareils chez les plébéiens (parlementaires au sein du Likoud du parti Herout de M. Begin) et au parti national religieux, qui soutient l'actuel gouvernement mais à qui, comme par le passé, les travaillistes pourraient être obligés de faire appel pour créer une nouvelle coalition. Cela provoque non seulement des réactions de combat mais aussi des attitudes de démission. Chaque jour des Israéliens annoncent à leurs amis qu'ils sont prêts à « partir » si M. Begin reçoit un nouveau mandat. De telles dispositions risquent de renforcer le mouvement d'émigration (jusqu'alors essentiellement causé par les difficultés économiques que connaît Israël) qui est déjà en passe d'excéder largement une immigration considérablement réduite depuis deux ans (« le Monde » du 2 janvier).

M. Peres a beau affirmer sur un ton dramatique qu'un renouvellement du mandat accordé à M. Begin annoncerait « la fin du sionisme », le parti travailliste a bien du mal à se démarquer réellement du Likoud sur de nombreux points importants tels que la recherche d'un règlement du conflit israélo-arabe et du problème palestinien. Au moment des négociations sur le traité de paix entre Israël et l'Egypte, le parti travailliste avait reproché au gouvernement de M. Begin d'avoir trop vite accepté l'évacuation de toutes les implantations israéliennes dans le Sinaï. Pour cela plusieurs dirigeants du parti travailliste ont été accusés de faire de la « surenchère à droite ». De même, lorsqu'ils ont taxé de faiblesse M. Begin pour avoir présenté le projet d'autonomie qui, selon eux, fait le lit d'un Etat palestinien dirigé par l'O.L.P.

Certes, M. Peres dit qu'il est prêt à restituer les trois quarts des territoires occupés à la Jordanie, mais il précise par ailleurs qu'avant un accord total et définitif un gouvernement travailliste ne prendrait pas la décision de démanteler les multiples implantations créées par M. Begin, en contradiction complète avec le programme travailliste. En outre, plusieurs corrections apportées

par un homme considéré désormais comme le plus influent au sein du parti, sont révélatrices d'un conservatisme travailliste. Dans un interview paru au dernier (1), M. Eilabou Spieser a mis en garde ceux qui « nourrissent des perverses illusions selon lesquelles un futur gouvernement travailliste fera des concessions excessives ». Pour être plus clair, M. Spieser devait ajouter : « La tendance dominante chez nous n'est pas d'être colombe » et il affirmait que, si certains avaient pu faire croire le contraire, il ne s'agissait que d'une « invention des journaux étrangers ». Il devenait cependant en garde les gouvernements étrangers contre toute spéculation sur les orientations d'un futur gouvernement travailliste en donnant ce conseil : « Réduisant considérablement la portée de l'élément apparemment essentiel du projet travailliste, M. Spieser a déclaré enfin : « Je pense que Zou a trop mis l'accent sur « l'option jordanienne », celle-ci pourrait s'avérer moins séduisante qu'on ne le pense. Ce n'est en fait qu'une option parmi beaucoup d'autres. » Pour éclaircir davantage la nature des propos de M. Spieser, il convient de noter, comme l'a fait la presse israélienne fréquemment, que dans la liste présentée par le Maarakh (Alignement), front composé du parti travailliste et du MAPAM (parti socialiste arabe), plusieurs personnes ayant la réputation de faucons ont été placées dans le peloton de tête. C'est notamment le cas pour Mme Arbel-Almoulin, devenue contre toute attente « numéro deux » de la formation.

Pour M. Benjamin Akiss, l'un des fondateurs de l'enseignement des sciences politiques en Israël, les divergences entre le Likoud et le parti travailliste sont exagérées accentuées par les nécessités de la compétition électorale. « Cela est provisoire, nous a-t-il dit, car, en fait, les deux grands partis se différencient peu beaucoup ». Il estime que les travaillistes au pouvoir changeraient le « style » de la politique israélienne mais garderaient le « fond ».

FRANÇOIS CORNU.

(1) Jerusalem Post du 19 février.

LE BILAN OFFICIEL

Téhéran (A.F.P.). — Soixante-quatre personnalités iraniennes, dont l'ayatollah Behehti, chef du parti de la République islamique, quatre ministres et six ministres adjoints, ont été exécutés dimanche soir dans l'attentat au siège du P.R.I. selon le dernier bilan de l'agence PARS (officielle), citant les autorités judiciaires.

Selon une première liste de trente-cinq noms diffusée par l'agence, les quatre ministres sont : MM. Hassan Abbaspour (énergie), M. Ousey « Khatami » (transports), Mohamed Ali Fayazbakhchi (bien-être et conseiller du premier ministre) et Mahmoud Ghandi (postes et télé-

communications). Les six ministres adjoints sont MM. Javad Sarhadisadeh (coopération et développement), Ghassemi (commerce), Djavad Assadollahsadeh (commerce extérieur), Sadeghi Esfahani (commerce), Moayeri (santé), Gholamali Mostafaei (travail).

Parus les députés tués figurent l'hodjatolislam Mohamed Montazeri, fils de l'ayatollah Montazeri, et M. Abbas Ali Nategh Nouri, directeur de la « croisée » pour la reconstruction. L'agence PARS ajoute que l'attentat a fait en outre deux blessés, dont M. Hossein Sadeghi, ministre adjoint aux affaires étrangères.

L'été pour aimer

Michèle Manceaux

Pourquoi pas Venise

roman

Seuil

Une femme au soir de sa vie, un homme au début de la sienne, une rencontre violente, il fallait la distance, l'ironie et subtilité de Michèle Manceaux pour que Venise soit un roman d'amour ou l'art commandé.

L'été pour lire au Seuil

EUROPE

Pologne

La prochaine visite de M. Gromyko pourrait contribuer à une détente entre Varsovie et les autres capitales communistes

De notre correspondant

Varsovie. — Trois semaines après l'échec de l'offensive lancée contre M. Kania par le comité central polonais, les dirigeants soviétiques reprennent directement contact avec ceux de la Pologne. Publié simultanément dans les deux capitales, un communiqué a annoncé, dimanche soir, la prochaine arrivée à Varsovie, sur l'invitation du comité central et du gouvernement, de M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères et membre du bureau politique.

Cette visite, dont l'objet n'est pas précisé, doit avoir lieu « dans les premiers jours de juillet », c'est-à-dire peut-être dès mercredi. Elle fait suite à la campagne de presse engagée à la mi-juin contre la Pologne dans tous les pays socialistes, sauf la Roumanie, et à l'annonce, le 25 juin, de manœuvres soviéto-polonaises en Silésie (le Monde du 27 juin). Si inquiétant que puisse être cet arrière-plan, il n'est pas certain, pour autant qu'on soit à la veille d'un nouveau assaut frontal en vue de « renverser le cours des événements ». Le fait que M. Gromyko fasse lui-même le voyage donne à cette rencontre un caractère beaucoup moins dramatique que si les dirigeants polonais avaient été convoqués à Moscou ou en quelque autre capitale. D'autre part, une manière de reconnaissance de l'autorité de MM. Kania et Jaruzelski, un geste important après la défection d'expriment à leur égard la lecture soviétique.

En second lieu, le ton des critiques des pays frères s'est notablement nuancé. Jeudi dernier, un communiqué de l'agence soviétique Novosti s'efforçait de distinguer entre Solidarité et les éléments « contre-révolutionnaires » agissant en son sein, et appelait le congrès polonais à prendre des décisions fermes. Le même jour, l'organe des jeunes communistes bulgares, Narodna Mladost, tout en se référant à des « provocations contre les communistes » en Pologne, estimait que la décision du onzième plénum (1) de poursuivre la politique de pourparlers avec les bourgeois, était « la seule bonne issue ».

Le soutien de M. Ceausescu

Le lendemain, le chef de l'Etat et du parti roumain, N. Ceausescu, dans un discours publié samedi : « Nous appuyons entièrement la position exprimée au dernier plénum du comité central polonais — par le communiqué (1) qui a défini les voies du renouveau et de la garantie du développement socialiste de la Pologne ». Cette prise de position du seul dirigeant du bloc qui ait condamné l'intervention en Tchécoslovaquie peut évidemment se lire comme une mise en garde à Moscou ou le premier ministre roumain, M. Vericea, s'était rendu lundi.

Autre indice de cette détente — relative et vigilante — dans le bloc, la Bulgarie a décidé dimanche, après des négociations avec Varsovie, d'autoriser à nouveau le transit par son territoire (suspendu depuis le 11 juin) des touristes polonais vers la Grèce et la Turquie. Les séjours individuels restent interdits, mais un contingent de « quinze à vingt mille places supplémentaires » a été déblocqué pour les voyages organisés.

La victoire du réalisme

M. Kania pourra, en accueillant son « invité », lui broder un tableau de la situation à bien des égards satisfaisant pour Moscou. Il est peut-être désagréablement ironique pour la direction soviétique que sa lettre ait renforcé l'autorité du premier secrétaire polonais au lieu de permettre sa mise à l'écart. Elle a aussi permis à M. Kania de modérer la contestation dans le parti. C'était le 1^{er} juin, le premier sonnet de Krenzlin, et M. Brejnev peut en ce sens se targuer aujourd'hui d'efficacité devant les tenants des méthodes expéditives à Moscou, Prague et Berlin-Est.

Les élections des députés au congrès et des nouveaux cadres intermédiaires s'achèvent, ce lundi, avec la fin de la conférence de Varsovie. Aucun des conservateurs de la direction ne s'est vu refuser de mandat. Cela ne signifie pas que tous seront réélus par le congrès au comité central, puis au bureau politique ou

au secrétariat. Mais c'est une nette victoire du réalisme proche par M. Kania, qui s'est affirmé comme le seul homme capable de se faire entendre de la base. Après avoir aidé jeudi M. Grabinski à sauver la face dans le conflit qui l'opposait à la conférence de Poznan (le Monde du 27 juin), le premier secrétaire s'est rendu vendredi à la conférence de Katowice pour déclarer que le premier secrétaire sortant, M. Zabinski, l'un des membres conservateurs du bureau politique, avait toute sa confiance. M. Zabinski aurait peut-être gagné la partie sans ce rappel ostentatoire, mais le fait est que cette déclaration a été faite avant le vote.

Le même jour, M. Grabinski était du à Poznan. Samedi, devant la conférence de Varsovie, M. Kania a expliqué longuement que le premier secrétaire sortant, M. Kociolek, auquel des comptes ont été demandés sur son rôle dans la répression de 1970, n'est pour rien dans cette tragédie. Lui aussi, avec MM. Olszowski et Siwak, « étés durs » du comité central, ont été élus députés de Varsovie au congrès.

Entre-temps, et c'est le signe d'une évolution à Moscou, la conférence de Varsovie avait reçu un message du comité du parti de Moscou exprimant « la conviction que l'organisation du parti de Varsovie (...) mobilisera toutes les forces de la société pour défendre les acquis du socialisme et surmonter la crise ». La réponse, en affirmant une « profonde compréhension » pour la lettre soviétique, assure que la Pologne « a été et restera une nation solide et crédible de la communauté socialiste ». Ainsi, une formidable ambiguïté s'installe. Le message du comité de Moscou légitime les élections préparatoires au congrès, mais il saluait aussi une organisation du POUF dominée par les conservateurs. L'ambiguïté s'exprime surtout dans l'appui donné aux « durs » par M. Kania. Ce soutien qu'il a l'élégance, mais il leur conserve aussi une place que l'on ne pouvait leur enlever sans risque ; et MM. Zabinski, Grabinski et Kociolek se sont bien gardés de rendre les armes.

Notons enfin que samedi, devant la conférence de Bydgoszcz, M. Rakowski s'en est pris à ce que les « libéraux » n'avaient jamais fait — à M. Walesa personnellement, accusé d'être « un ton hautain et méprisant » qui exaltait les « rapports de parenté » et « les liens familiaux » au congrès et les concessions pour l'instant verbales faites aux

(1) C'est au cours de ce plénum que M. Kania avait repoussé l'offensive des conservateurs suscités par le titre du comité central soviétique.

République d'Irlande

Le parti travailliste accepte de participer à un gouvernement de coalition avec le Fine Gael

De notre correspondant

Dublin. — M. Garret Fitzgerald, leader du Fine Gael (chrétien), pourrait succéder à M. Charles Haughey à la tête du gouvernement irlandais. En effet, la majorité des mille trois cents députés au parlement irlandais du parti travailliste ont voté le dimanche 28 juin en faveur de la participation de leur parti à un gouvernement de coalition avec le Fine Gael. Ce résultat a été acquis après deux semaines de négociations entre le docteur Garret Fitzgerald et le nouveau leader du parti travailliste, M. Michael O'Leary.

Les deux formations ont obtenu quatre-vingt sièges au scrutin du 11 juin (soixante-cinq pour le Fine Gael et quinze pour les travaillistes) contre soixante-dix-huit pour le parti gouvernemental, Fianna Fail (conservateur nationaliste) de M. Charles Haughey. Mais, bien qu'ayant gouverné ensemble de 1972 à 1977, elles n'avaient pu s'entendre pour un pacte électoral et avaient mené campagne sur des programmes différents, particulièrement dans le domaine économique. Le parti Fine Gael, par exemple, a proposé la création d'un impôt indirect vivement critiqué par les syndicats. Le parti travailliste a lancé de son côté un appel à un référendum sur le divorce, auquel le parti Fine Gael s'est opposé.

M. O'Leary, ancien ministre dans le précédent gouvernement de coalition et favorable à la participation à un gouvernement mené par M. Fitzgerald, a dû céder au parti Fine Gael des concessions et les obtenir.

Mais, mardi 30 juin, la formation du gouvernement dépend finalement de l'attitude de six députés non inscrits. Ils ont refusé jusqu'à présent de révéler leur intention mais on attend que trois d'entre eux, de tendance socialiste et anti-nationaliste, se prononcent en faveur d'un gouvernement de coalition mené par M. Fitzgerald, entraînant par conséquent la défaite de M. Haughey.

Irlande du Nord

UN HOMME DETENU RÉPUBLICAIN, Laurence Keown, emprisonné à vie pour la tentative de meurtre d'un policier et quatre attentats à la bombe, a commencé le lundi 30 juin une grève de la faim à la prison de Long Kesh, près de Belfast. L'état de santé d'un autre gréviste de la faim, Joe Mc Donnell, qui en est à son cinquante unième jour de jeûne s'aggrave.

D'autre part, le Sunday Times de Londres a publié un sondage réalisé en Irlande du Nord auprès de mille personnes sur l'avenir constitutionnel de l'Ulster : 71 % des catholiques et 53 % des protestants interrogés se prononcent en faveur d'un partage du pouvoir entre les deux communautés ; 41 % des catholiques et 80 % des protestants soutiennent le retrait des troupes britanniques en Ulster, 21 % à la réduction de leurs effectifs. (A.F.P., Reuters)

« durs » prenant un contenu réel. Mais plusieurs responsables de Solidarité et, semble-t-il, M. Walesa lui-même, commencent à le craindre, et c'est évidemment le moins qu'il faut attendre.

Les cérémonies de Poznan

Samedi et dimanche à Poznan, quelque cent cinquante mille personnes ont pris part aux cérémonies d'inauguration du monument à la mémoire des victimes des émeutes du 28 juin 1956, le premier combat, de « l'Octobre » qui allait suivre. La ville est couverte d'affiches et de drapeaux. Le gouvernement, le Conseil d'Etat et le parti (par le premier secrétaire de la voïvodie) sont représentés. Au cours de la grande messe en plein air, Mgr Macharski rend hommage à ceux qui « ont versé leur sang pour la liberté et la justice ». L'archevêque de Cracovie se félicite, ensuite, de la « maturité » grâce à laquelle « un nouveau drame national a été évité » l'été dernier. Il en remercie en termes transparents les dirigeants, prêche la « pondération », la « sagesse politique et sociale » et l'« amour de la patrie ». Le message du pape appelle « à faire un effort courageux et responsable pour œuvrer à la cohésion nationale sur la base du respect de la dignité humaine ». La foule applaudit à tout rompre, mais elle applaudit aussi ce premier secrétaire qui vient d'être élu, a été lié aux structures horizontales et incarne le renouveau. Elle applaudit encore le responsable régional de Solidarité quand il remercie ceux qui ont aidé les ouvriers en 1976 — c'est-à-dire le KOR. Elle applaudit enfin, M. Walesa quand il prend la parole. Le leader socialiste commence par dénoncer les profanations de tombes de soldats soviétiques, qu'il qualifie de « provocation », avant d'ajouter : « Nous devons nous attendre à l'avenir à des provocations encore plus graves ». Il appelle à ne pas s'y laisser entraîner et hausse le ton : « Les Polonais ne se laisseront pas diviser. Ils s'opposeront à toute falsification de la vérité et ne se laisseront plus tromper ». Le monde du travail n'est pas une force antisocialiste, et encore moins une force contre-révolutionnaire. Cessez, lance-t-il, d'offenser les Polonais ! Il conclut contre la dictature.

BERNARD GUETTA.

● M. Jerry Wojcik, rédacteur en chef du quotidien Zycie Warszawy, qui était devenu sous la direction l'un des journaux les plus favorables au « renouveau » polonais, est mort samedi 27 juin, à Varsovie, d'une crise cardiaque, à l'âge de quarante-cinq ans. (A.F.P.)

Israël

LA LOI ANTI-TERRORISTE EST APPLIQUÉE A UN OFFICIER

(De notre correspondant)

Madrid. — Le ministre de l'Intérieur a décidé, samedi 27 juin, l'application de la loi anti-terroriste à un officier de la police israélienne. Le ministre de l'Intérieur a fait connaître que deux autres officiers et quatre civils d'extrême droite soupçonnés d'avoir participé à une « possible conspiration » contre le régime. Le ministre de l'Intérieur a fait connaître sa décision quelques heures après que le juge d'instruction militaire chargé de l'affaire de la libération des trois officiers détenus depuis le 22 juin, mais n'a pas encore statué sur le sort d'un quatrième, un commandant arrêté deux jours plus tard. C'est la première fois que le gouvernement décide d'appliquer à un militaire la loi anti-terroriste. Adoptée en décembre 1980, celle-ci permet de maintenir une personne en détention pendant une semaine sans mandat judiciaire, et de la mettre au secret. Jusqu'ici, elle a été principalement utilisée contre des membres de mouvements d'extrême gauche. Son application contre un militaire pourrait indiquer que le gouvernement est décidé à durcir son attitude vis-à-vis des activistes d'extrême droite, alors que l'incertitude règne quant au sort des putschistes du 23 février, dont le procès est toujours en instruction. — Th. M.

JOE MULHOLLAND.

CEPES spécialiste des préparations au CAPA assuré du 17 août au 11 septembre une préparation intensive à l'entrée au CAPA enseignement supérieur (voir 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly 722.94.34 - 745.09.19)

Italie

Le nouveau gouvernement de M. Spadolini est assuré d'obtenir la confiance

Le nouveau gouvernement italien, formé par M. Giovanni Spadolini, avec la participation des partis socialistes, républicains, social-démocrates, démocrates-chrétiens et libéraux, se présente le 30 juin devant les Chambres. Il est assuré d'obtenir la confiance.

Ayant prêté serment le 28 juin au Quirinal, M. Spadolini s'est immédiatement attaqué à la discussion des problèmes sociaux. Il a rencontré les dirigeants des syndicats, qui refusent toute remise en cause de l'échelle mobile des salaires par la confédération patronale.

LA COMPOSITION DU CABINET

Le gouvernement Spadolini comprend vingt-huit postes ministériels, contre vingt-six au cabinet Forlani. Six ministères sans portefeuille ont été créés ainsi qu'un haut commissariat avec rang de ministre sans portefeuille.

Onze ministères demeurent à leur poste. Cinq changent de portefeuille. Douze entrent au gouvernement.

Président du conseil : M. Giovanni Spadolini, P.R.I. (***).
Intérieur : M. Virgilio Rognoni, D.C. (***).
Justice : M. Clelio Darida, D.C. (***).
Finances : M. Beniamino Andreatta, D.C. (***).
Défense : M. Lello Lagorio, P.S.I. (***).
Instruction publique : M. Guido Bodrato, D.C. (***).
Travaux publics : M. Franco Nicolazzi, P.S.I. (***).
Agriculture : M. Rino Formica, P.S.I. (***).
Budget et programmation économique : M. Giorgio La Malfa, P.R.I. (***).
Affaires étrangères : M. Giuseppe Bartolomei, D.C. (***).
Transports : M. Vincenzo Balzamo, P.S.I. (***).
Postes et télécommunications : M. Bruno Caspari, D.C. (***).
Industrie, commerce et artisanat : M. Giovanni Marcora, D.C. (***).
Travail et prévoyance sociale : M. Michel Ciesi, P.S.I. (***).
Affaires régionales : M. Emilio Colombo, D.C. (***).
Commerce extérieur : M. Nicola Capria, P.S.I. (***).
Mairies, marchés : M. Calisto Tanzi, D.C. (***).
Participations d'Etat : M. Gianni de Michelis, P.S.I. (***).
Santé : M. Renato Altissimo, P.S.I. (***).
Tourisme et spectacles : M. Nicola Signorile, D.C. (***).
Biens culturels et environnement : M. Vincenzo Scotti, D.C. (***).

Ministres sans portefeuille :
Coordination des politiques communautaires : M. Gustavo Abis, D.C. (***).
Fonction publique : M. Dante Schiattone, P.S.I. (***).
Coopération de la recherche scientifique et technologique : M. Giancarlo Tesini, D.C. (***).
Affaires régionales : M. Aldo Aniasi, P.S.I. (***).
Interventions extraordinaires dans le Mezzogiorno : M. Claudio Signorile, P.S.I. (***).
Rapports avec le Parlement : M. Luciano Raci, D.C. (***).
Haut commissaire pour la protection civile avec rang de ministre sans portefeuille : M. Giuseppe Zamberetti, D.C. (***).

D.C. : démocrate chrétienne ; P.S.I. : parti socialiste italien ; P.S.D.I. : parti social-démocrate italien ; P.R.I. : parti républicain italien ; P.L.I. : parti libéral italien.

(*) Confirmé à son poste.
(**) A changé de portefeuille.
(***) Nouveau ministre.

(1) M. Clelio Darida occupe le ministère de la justice depuis la fin de la législature précédente. M. Adolfo Sarti, compromis dans l'affaire de la loge P.2.

Espane

LA LOI ANTI-TERRORISTE EST APPLIQUÉE A UN OFFICIER

(De notre correspondant)

Madrid. — Le ministre de l'Intérieur a décidé, samedi 27 juin, l'application de la loi anti-terroriste à un officier de la police espagnole. Le ministre de l'Intérieur a fait connaître que deux autres officiers et quatre civils d'extrême droite soupçonnés d'avoir participé à une « possible conspiration » contre le régime. Le ministre de l'Intérieur a fait connaître sa décision quelques heures après que le juge d'instruction militaire chargé de l'affaire de la libération des trois officiers détenus depuis le 22 juin, mais n'a pas encore statué sur le sort d'un quatrième, un commandant arrêté deux jours plus tard. C'est la première fois que le gouvernement décide d'appliquer à un militaire la loi anti-terroriste. Adoptée en décembre 1980, celle-ci permet de maintenir une personne en détention pendant une semaine sans mandat judiciaire, et de la mettre au secret. Jusqu'ici, elle a été principalement utilisée contre des membres de mouvements d'extrême gauche. Son application contre un militaire pourrait indiquer que le gouvernement est décidé à durcir son attitude vis-à-vis des activistes d'extrême droite, alors que l'incertitude règne quant au sort des putschistes du 23 février, dont le procès est toujours en instruction. — Th. M.

Un historien au pouvoir

M. Giovanni Spadolini n'est pas seulement le premier dirigeant d'un parti « laïc » à entrer au palais Chigi depuis 1948, il est aussi le premier historien de métier à prendre en main le pouvoir, en Italie du moins. Tout comme M. Raymond Barre a théorisé l'économie politique avant de la pratiquer, M. Giovanni Spadolini est entré dans la vie politique pour agir sur l'histoire contemporaine après en avoir été un analyste. Il avait rêvé auparavant d'être directeur du Corriere della Sera, l'a été. Songe-t-il au Quirinal ? On le dit.

Né à Florence le 21 juin 1925, cet homme grand et fort, aux allures de bon vivant, n'a jamais repoussé le qualificatif « d'enfant prodige » qui lui fut très tôt accolé. Les polémiques autour de son livre, *La restaurazione*, dans son billet quotidien de l'Unità — ont brodé là-dessus mille rumeurs, qui se sont estompées depuis que M. Spadolini appartient au groupe restreint des dirigeants.

En 1947, un essai sur Georges Sorel le fait remarquer du pape du journalisme italien, Mario Missiroli, qui l'appelle au Messaggero de Rome. Son premier livre, *La Papauté socialiste*, est une étonnante étude sur la « récupération » par l'Eglise des masses populaires pour combattre les souverains puis les bourgeois libéraux. Porté par un succès immédiat, souvent réédité, l'ouvrage n'est connu en France que quinze ans plus tard (chez Del Duca, dans une traduction d'Henriette Valot). L'essence de la philosophie politique de M. Giovanni Spadolini s'y trouve déjà.

Lorsque la faculté de sciences politiques de Florence crée, en 1970, la chaire d'histoire contemporaine — pour la première fois dans l'université italienne, — M. Giovanni Spadolini en est chargé. Il en devient titulaire dix ans plus tard, sans abandonner pour autant une carrière de journaliste qui l'amène en 1983 au Corriere della Sera comme chroniqueur, puis en 1985 à la direction du *Fatto del Corriere*, vieux journal libéral et républicain de Bologne.

L'homme aux formules

M. Giovanni Spadolini a l'art des formules-chocs. Deux de celles qu'il a lancées dans le vocabulaire politique traduisent la cohérence de son orientation d'historien et d'homme du pouvoir : « Le Tiro plus large » et la dénomination de la « République conciliante ». La première, empruntée à Jean XXIII pour introduire un essai, marque le souci d'accentuer le mouvement d'autonomie de la démocratie chrétienne vis-à-vis du Vatican, de dépasser la réalité italienne du poids et des interférences de l'Eglise. La seconde formule qualifie la tentative constante des démocrates-chrétiens et des communistes de chercher un accord entre eux au détriment des parties légitimes intermédiaires.

Ces deux définitions ont-elles fait leur temps ? Le Tiro, indice ostensible, s'est « élargi », et la République conciliante a changé de perspectives et de formes. L'élection de M. Sandro Pertini au Quirinal, sans laquelle l'entrée de M. Giovanni Spadolini au palais Chigi aurait été inconcevable, témoigne de l'évolution en profondeur des structures et des mentalités de la société politique, comme de celle des rapports de forces.

L'engagement politique de M. Giovanni Spadolini peut se définir comme l'attachement à un empire comploté à la raison, une attention portée aux problèmes plus qu'aux hommes qui les incarnent. Cela pour le distinguer d'une démocratie chrétienne qui donne la priorité aux impératifs des relativités de la nature humaine ou des parties inspirées du marxisme, qui entendent soumettre l'action aux règles d'une utopie.

Mais, dans la pratique, M. Giovanni Spadolini est un homme de compromis, administrateur de Giolitti et d'Aldo Moro, passé

auquel il donnera une audience nationale. En 1983 enfin, avec un peu de retard sur le programme, il prend en main les destinées du Corriere della Sera.

Interrompue en 1972 par un incendement assez brutal pour provoquer la première grève des rédacteurs du journal, cette expérience amène M. Giovanni Spadolini à s'intégrer parmi les élus d'une classe politique assez fermée. Il a fait du Corriere un soutien de la politique de centre-gauche, avec une prudence, une concision, qui ne brisent pas les silences officiels sur les rumeurs souterraines qui agitent l'Italie : massacre de décembre 1982, à Milan, terrorisme d'extrême droite et d'extrême gauche, projets de coups d'Etat. Le Corriere de cette époque respecte la raison d'Etat.

Ugo La Malfa, secrétaire du parti républicain, propose alors à M. Giovanni Spadolini d'entrer au Sénat comme indépendant sur la liste républicaine, à Milan. Elu en 1972, il commence à quarante-sept ans une vie politique active. Bientôt président de la commission sénatoriale de l'instruction publique, ministre des biens culturels en novembre 1974, dans un cabinet Moro, puis de l'instruction publique dans le gouvernement Andreotti, de mars 1979, il est élu, en septembre 1979, secrétaire général du parti républicain. C'est une nouvelle étape de l'ascension, car le pouvoir de fait est exercé par le groupe des secrétaires généraux des partis de la majorité. Tout s'y résout, et le gouvernement ne tient qu'autant que dure leur entente.

La carrière scientifique de M. Giovanni Spadolini ne connaît pas d'interruption. Il n'abandonne pas son enseignement régulier et publie, sans discontinuer, des études sur le Risorgimento, livres ou articles, des chroniques dans la Stampa, des extraits de son journal politique — conçu comme un matériau pour l'histoire —, dirige une collection et la plus vieille revue italienne, la Nuova Antologia. Une activité intellectuelle incessante jamais coupée de la politique.

Le rôle de l'historien

Le rôle de l'historien au pouvoir est un rôle complexe. Il est celui d'un homme qui doit concilier la science et le calcul. Il est tout l'opposé d'Aldo Moro, dont il a cependant bien secondé les desseins. Aussi étonnant et cordial que Moro était muet et inépuisable. Mais, né Florentin, le professeur Spadolini partage tout ce qu'une telle origine porte de redoutable. Ce châteauesque est certainement un froid, cet expansif un calculateur, cet érudit un homme porté par un grand dessein : marquer son temps à la suite des architectes du Risorgimento.

C'est là le changement dont son œuvre d'historien annonce l'ambition. Avec la démocratie chrétienne, c'est une forme moderne de l'Italie des communes qui a géré le pouvoir. A présent, c'est presque une philosophie jacobine qui voudrait orienter la vie politique, dans la lignée des Plémières, qui, voilà un siècle, amorçant la construction encore inachevée de la nation. Elle entraîne l'ouverture sur le concept d'Europe des patries plus que sur l'Europe supranationale, une compréhension des managers milanais ou turinois plutôt que des petites entreprises, une sensibilité surtout plus attentive encore que par le passé aux influences américaines et britanniques.

Le nom de M. Giovanni Spadolini n'est pas familier aux vieux routiers de la vie politique européenne. Leur accueil compte pourtant dans son destin. Mais ses alliés au pouvoir semblent plus disposés à l'enlever sans preuves d'homme de gouvernement. Il a besoin de temps pour préciser la politique nationale (peu éloignée du nationalisme) qu'il entend incarner. Ce serait une erreur de le méconnaître en arguant qu'il n'est pas connu.

JACQUES NOBÉCOURT.

ISTH
DEPUIS 1953
INSTITUT DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
DECS
STAGE INTENSIF
du 30 Juillet au 29 Août
Certif. COMPTABLE 84 h.
Certif. JURIDIQUE 80 h.
Certif. ECONOMIQUE 70 h.
Succès importants confirmés
Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 585.59.35 -

CEPES
spécialiste des préparations au
CAPA
assuré du 17 août au 11 septembre
une préparation intensive
à l'entrée au CAPA
enseignement supérieur (voir
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly
722.94.34 - 745.09.19)

LA C
des objectifs d'opinion
par la jointe n'a eu
mission internationale
NEAU BAC
15.000 TAP
D'ORIE
Rollei 8

AMÉRIQUES

LA CRISE DU SALVADOR ET SES CONSÉQUENCES

Aucun des objectifs d'apaisement annoncés par la junte n'a été atteint

estime la Commission internationale de juristes

Une délégation du Parlement européen, composée de trois démocrates-chrétiens et de deux socialistes, arrivée le 25 juin pour quatre jours, à San-Salvador, a eu, le vendredi 26 juin, des entretiens avec le ministre des affaires étrangères, M. Fidel Chavez Mesa (D.C.) et son collègue de la défense, le colonel García. Elle a également vu, le 27 juin, des parents de détenus et de disparus.

Cependant, des rapports accablants ont été établis, à Genève, sur la situation des droits de l'homme au Salvador.

De notre correspondant

Genève. — Dans sa dernière publication, la Commission internationale de juristes (C.I.J.), qui rassemble, sous la présidence de M. Kéba Mbaye (Sénégal), des personnalités de divers horizons politiques, et dont le siège est à Genève, déplore qu'au Salvador aucun des objectifs d'apaisement annoncés par la junte n'ait été atteint. Le pouvoir réel est entre les mains de l'armée, qui contrôle, en vertu de l'état d'urgence, l'ensemble de l'administration civile. La réforme agraire est rendue inapplicable du fait de la guerre civile, qui continue à faire rage dans les campagnes, opposant les forces armées au Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.), qui unit l'ensemble des partis et mouvements d'opposition. Cette réforme exclut d'ailleurs de son champ d'application la main-d'œuvre sans terre, soit 60 % de la population rurale.

La C.I.J. avait déjà signalé à la commission des droits de l'homme de l'O.N.U. « un accroissement spectaculaire des violations des droits de l'homme dans ce petit pays plongé dans un bain de sang ». Aux dix mille morts violents relevés en 1980 s'ajoutent, cette année, des milliers de nouvelles victimes de la répression, appartenant surtout aux couches les plus défavorisées de la population. La C.I.J. rappelle qu'ont été également assassinés ou ont disparu des membres de la commission salvadorienne des droits de l'homme, des magistrats, des avocats, des syndicalistes et des ecclésiastiques — ces derniers étant particulièrement

visés en raison des tâches sociales auxquelles ils se sont voués. La C.I.J. constate qu'en dépit du meurtre de trois religieux, d'un missionnaire et de deux journalistes, « la nouvelle administration des États-Unis s'abstient de critiquer le gouvernement pour ce qui est le respect des droits de l'homme ». « L'intention de présenter le conflit interne du Salvador comme un acte indirect d'agression de la part du marxisme international », la C.I.J. dénonce enfin le danger d'une extension du conflit aux pays voisins, « où la situation est explosive ».

Quatre cent mille réfugiés

Le 28 juin, d'autre part, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a lancé un appel à la communauté internationale afin de recueillir 9,8 millions de dollars pour venir en aide à soixante mille réfugiés salvadoriens parmi les plus démunis. Selon le H.C.R., il y a actuellement trois cent mille réfugiés salvadoriens au Honduras, pour la plupart analphabètes et sans formation professionnelle (« L'ère l'horreur », continue-t-il). De source autorisée à Genève, on affirme que quatre cent mille Salvadoriens (sur une population de 4,5 millions d'habitants) ont cherché asile hors des frontières de leur pays. À ce chiffre s'ajoute celui de plus de cent mille réfugiés de l'intérieur, qui ont fui les opérations militaires, les bombardements et la répression des groupes paramilitaires à la suite des actions de la guérilla.

Les chiffres officiels du H.C.R. sont éloquentes : outre les réfugiés salvadoriens au Honduras, on en compte dix mille au Nicaragua, autant au Costa-Rica et sept cents à Belize, les autres ayant trouvé asile au Mexique, où s'accroît, outre la commission mexicaine d'aide aux réfugiés, vingt-trois organismes bénévoles. La protection juridique de l'ensemble de ces réfugiés n'est pas aisée car peu de pays d'Amérique centrale ont ratifié la convention du H.C.R. sur le statut des réfugiés. Le Haut Commissariat cherche des solutions durables car l'espoir de voir s'améliorer rapidement la situation au Salvador est faible. Il s'efforce d'installer les réfugiés sur des terres en friche et prévoit à cet effet des programmes de développement agricole ; mais il manque de fonds pour mener la tâche à bien. Certains pays se montrent peu généreux, craignant que les réfugiés soient des « rouges » ; d'autres, comme l'Union soviétique, n'apportent aucune contribution humanitaire ou financière au H.C.R.

ISABELLE VICHNIAC.

Une visite aux camps de réfugiés au Honduras

De notre envoyé spécial

Tegucigalpa. — « Mais entrez donc », dit la vieille, un sourire aux lèvres. « C'est sa cuisine ». Derrière elle, le mobilier se réduit à deux pierres noircies entre lesquelles un feu de brindilles chauffe une

boîte de conserve contenant un qu'on pourrait appeler une soupe. Mme Maria de Jésus, soixante et onze ans, s'écroule de rire. Ni murs ni toit. Nous sommes en terrain découvert au bord d'un camp « abritant » 4.000 réfugiés salvadoriens. Sa famille partage avec d'autres une toile en forme de tente à quatre mètres de la. Entourée de ceux de ses enfants et petits-enfants qui ont survécu, et qui ont pu traverser la frontière, elle prépare le dîner avec les moyens du bord.

Tout autour, des dizaines de femmes se livrent aux mêmes tâches. Certaines font la lessive ou se lavent dans un « jessau ». Les hommes sont peu nombreux. L'un d'entre eux, assis dans un hamac entre deux piquets fichés dans le sol. Des myriades de gamins courent en tous sens. Les garçons jouent avec des hélicoptères en bambou de leur fabrication. Bardés de « mitrail- leuses », ils représentent ceux qui les ont forcés à quitter le Salvador.

Dans un champ voisin, deux équipes de moins de douze ans jouent au football. « C'est une grande victoire », nous dit M. Philippe Souder, responsable du camp pour Médécins sans frontières. Ils commencent à oublier la guerre.

Les réfugiés salvadoriens, pour lesquels on a créé ce campement appelé Oscar Arnulfo Romero, ont traversé le rio Lempa qui sépare les deux pays au sud-est. Piedras Coloradas entre le 17 mars au soir et le 19 au matin. Ils viennent de onze villages du département de Cabanas que l'armée a bombardé systématiquement au matin du 18.

« Nous nous sommes d'abord jetés par terre, car nous voulions rester dans notre maison, notre seule richesse », raconte Mme Maria de Jésus. Mais la peur nous a obligés à la quitter au bout de deux jours. Sans couvertures ni chaussures. Et ceux qui n'ont pas pu partir ont été

tus à coups de machette par la garde nationale. « L'armée dit qu'il y avait des subversifs parmi nous, précise M. Tito Sanchez, mais je ne crois pas que ceux qui parlent de leurs droits soient subversifs. Nous demandions simplement une réduction du prix de la terre. Les autres réclamaient que nous ayons été avec le curé. Il disait la vérité et nous sommes l'écouter, mais ils l'ont obligé à partir. » Toutes les informations concordent pour indiquer que la zone attaquée le 18 mars n'était pas une zone de guérilla, mais que la population commençait à s'organiser.

La matrasse des forces armées salvadoriennes visait à repousser les habitants vers la frontière. Manifestement, l'armée hondurienne a attendu pendant deux jours. Mais, en fin d'après-midi du 17, comme personne n'avait encore tenté de traverser le rio Lempa, les Honduriens se sont retirés. C'est alors qu'a commencé une odyssée qui devait durer trente-six heures.

La traversée du rio Lempa

A Piedras Coloradas, le rio est profond et encaissé. Des hommes ont mis des filets en travers et, en s'aidant de quelques oncs, ils ont fait traverser femmes, vieillards et enfants en pleine nuit. L'un d'entre eux est mort d'épuisement après des dizaines de va-et-vient. Dans la matinée du 18, deux hélicoptères sont arrivés et ont ouvert le feu.

« Une femme et sa petite fille ont été tuées à deux mètres de moi », raconte le Père Manuel, qui, en compagnie de journalistes américains et d'infirmières de Médécins sans frontières, s'est rendu sur les lieux dans la matinée du 18. « Une autre a perdu son enfant emporté par le courant de la rivière. »

En fin de journée, l'armée hondurienne a fait une nouvelle apparition à Piedras Coloradas, mais il semble que la présence de témoins étran-

gers ait permis d'éviter le drame. On a quand même dénombré plus d'une vingtaine de cadavres en territoire hondurien dans les jours suivants, dont certains tués à coups de crosse. Six blessés transportés à l'hôpital de Santa-Rosa-de-Copan, à une cinquantaine de kilomètres, ont disparu. Il ne fait aucun doute que certains militaires trouvent du plaisir à « faire un carton » ou à « casser du rouge », mais cette attitude n'est pas générale et les réfugiés des régions les plus pauvres du pays. Une commission interministérielle a été chargée d'assurer la coordination avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et les différentes organisations d'aide : Caritas, Médécins sans frontières, World Food Program, Comité évangélique, etc. Le ministre de l'intérieur s'est engagé à ce que personne ne soit refoulé, mais, conformément aux règles appliquées avec les sandinistes du temps de Somoza, les nouveaux venus n'ont ni le droit de se déplacer ni celui de travailler.

« Nous préférons de beaucoup l'hébergement chez l'habitant », déclare M. Vincent Jeannerod, responsable de Médécins sans frontières (M.S.F.). C'est si vrai que plus d'un réfugié, même si cela nous donne plus de travail, mais nous n'avons pu éviter de recourir aux campements. « Ces derniers ont la préférence de l'armée, car ils facilitent son travail de contrôle et de surveillance. »

L'organisation est prise en charge par les réfugiés eux-mêmes. Des commissions ont été créées, des équipes de travail ont été constituées avec un sérieux et une efficacité qui font l'admiration de tous les visiteurs. La délégation de M.S.F., comote

huit médecins et infirmières qui travaillent dans des conditions très dures en collaboration avec des étudiants de la faculté de médecine de Tegucigalpa. Un hôpital a été installé dans le village où sont soignés Honduriens et Salvadoriens.

Sécurité, alimentation, soins

« La H.C.R. a pris en charge vingt-cinq mille personnes, nous a déclaré son représentant à Tegucigalpa, M. Charles-Henri Bazoché, et nous estimons qu'il peut y avoir, en outre, entre deux mille et dix mille réfugiés clandestins. » Les problèmes les plus importants sont ceux de la sécurité, de l'alimentation et des soins médicaux. Une vigilance constante des représentants des organismes internationaux est nécessaire pour que soient respectés localement les ordres donnés officiellement à Tegucigalpa par le gouvernement et les autorités militaires.

L'alimentation de base des adultes (maïs, riz, haricots) est en quantité presque satisfaisante grâce à une aide de la C.E.E. et de la Suisse. Mais les enfants manquent de la nourriture complémentaire dont ils ont besoin (lait enrichi, farine de soja, œufs en poudre, etc.) Ils arrivent dans un état lamentable et les médecins ont dû mettre en place un rigoureux système de dépistage.

Les médicaments envoyés de l'extérieur sont, trop fréquemment, hors d'usage ou inutiles. Les principales maladies sont les infections pulmonaires et les diarrhées susceptibles de tuer un enfant sous-alimenté en quelques jours. « Nous avons surtout besoin d'antibiotiques », affirme M. Vincent Jeannerod. Encore ne s'agit-il que du strict minimum pour limiter les ravages de la mort. Ces gens-là manquent de tout. Il faudrait aussi de l'argent, des couvertures, des cahiers, des crayons, des tableaux noirs et aussi des lieux pour les gosses dont la moitié n'est même pas scolarisée. »

FRANCIS PISANI.

NIVEAU BAC (ou plus)

Par une formation intensive à plein temps de 300 heures dont mi-temps sur terminaux connectés à un ordinateur Hewlett-Packard 3000, vous pouvez devenir

PROGRAMMEURS-ANALYSTES

Tests d'aptitude préliminaires.

institut du groupe



Premier spécialiste français sur matériel informatique Hewlett-Packard. Renseignements et inscriptions : Tél : 552-43-20. Institut SERIC, établissement privé d'enseignement continu. 32 rue de Valenciennes 75008 Paris.

TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

15.000 TAPIS D'ORIENT

avec certificat d'origine. Crédit gratuit et immédiat sur demande. ouvert tous les jours de 10 à 19 h sauf dimanche. 5, RUE FLAHERT LYON VILLEURBANNE Tél. (077) 862.22.23. 15 R. DIEU 75010 PARIS T. 239.32.00 Mo République

SHIMON PERES

LA FORCE DE VAINCRE

entretiens avec Joëlle Jonathan

LE CENTURION



LE CENTURION

collection "LES INTERVIEWS"

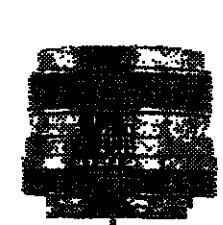
SCOTS LIQUEUR
LIQUEUR DECOSSE

offre exceptionnelle pour la promotion de l'image.

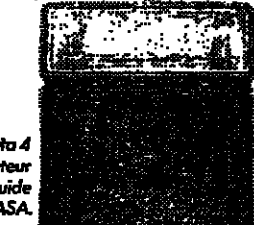
Rollei & Rollei & Rollei & Rollei



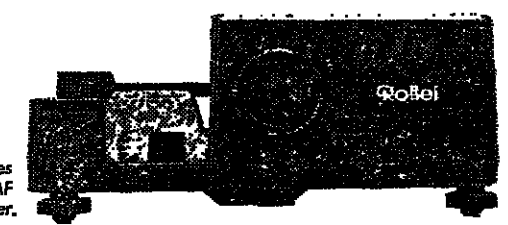
Rolleiflex SL 35 E
Reflex 24x36
automatique
débrayable.
Sac TP.



Rolleinar MC
14/55 mm
(triple multicouche)



Flash Rollei Beta 4
à compteur
nombre guide
25 pour 100 ASA.



Projecteur diapositives
24x36 Rollei P 355 AF
autofocus timer.

Dans le cadre de la promotion de la photo en France, ROLLEI propose aux "modus" de la photo, une offre exceptionnelle : le kit du photographe amateur.

Ce kit se compose du boîtier SL 35 E, reflex 24x36 automatique débrayable équipé d'un objectif Rolleinar MC 14/55, du flash Beta 4 d'une portée

supérieure à 15 m avec 100 ASA, et d'un projecteur diapositives P 355 AF à mise au point automatique. Cet équipement prestigieux vous est proposé pour moins de 3.000 F.

Passionnés de photo, dépêchez-vous ! Vous avez une superbe occasion de réaliser votre rêve. Chacun des éléments peut être vendu séparément.

L'ensemble : **2990 F**
(valeur réelle : 3690 F)

Cette offre est valable jusqu'au 30 juillet dans la limite des stocks disponibles.

Colin Oulton & Assoc.

EUROPE 1 PREMIERE DE TOUTES LES STATIONS DE RADIO

EUROPE 1 ACCENTUE SON AVANCE!

**PLUS DE 10 MILLIONS
D'AUDITEURS PAR JOUR.**

CESP 2^e VAGUE 1981. DU 22 AVRIL AU 22 MAL

• **1^{re} STATION DE L'INFORMATION.**

EUROPE 1 est en tête pour tous les grands rendez-vous de l'information : 7 h - 8 h - 13 h - 19 h.

• **1^{re} STATION DU DIVERTISSEMENT ET DES JEUNES.**

EUROPE 1 est en tête avec Pierre BELLEMARE et Jean-Loup LAFONT.

Ensemble, journalistes, animateurs et techniciens ont gagné 706 000 nouveaux auditeurs.



Recherches du puits de
du gisement

Le puits de...
Le gisement de...
Le puits de...
Le gisement de...

Le puits de...
Le gisement de...
Le puits de...
Le gisement de...

1000 dollars

Le puits de...
Le gisement de...
Le puits de...
Le gisement de...

Pour connaître
la situation de

Philippe...
Histoire
interne
du parti
communiste

1945
1972
★★

Les Nouvelles
de la presse

هكذا من الامم

AMÉRIQUES

Bolivie

L'échec du putsch du 27 juin a renforcé l'autorité du général Luis Garcia Meza

Un putsch dirigé par le commandant en chef de l'armée de terre et le chef de l'état-major, les généraux Humberto Cayula et Lucio Anez, a avorté le samedi 27 juin, en Bolivie. Ses protagonistes sont partis en exil. Le chef de l'état, le général Luis Garcia Meza, voit ainsi se raffermir son autorité. Deux tentatives de soulèvement, le mois dernier, dirigées par le lieutenant-colonel Emilio Lanza, avaient

contraint le chef de l'état à présenter sa démission. Ces derniers événements vont l'inciter à revenir sur cette décision. Le soulèvement du 27 juin est le cent quatre-vingt-troisième mouvement de cette nature enregistré en cent cinquante-six ans d'indépendance de la Bolivie. Notre correspondant à Lima en explique ici l'origine et la portée.

De notre correspondant

Lima. — L'histoire de la Bolivie rassemble plus que jamais à un mauvais film. Les récents événements pourraient conduire le pays à la guerre civile et à la désintégration de ses forces armées. En moins de six semaines, trois tentatives de coup d'état contre le général Luis Garcia Meza ont eu lieu. Mouvements désespérés et improvisés, ils ont échoué et leurs auteurs, des militaires, ont été exécutés. Aujourd'hui, plus de deux cents officiers vivent en exil, comme les deux ex-présidents, les généraux Hugo Benzer et Alberto Natusch Busch, ou sont confinés dans des régions inhospitalières. Les forces armées sont, à leur tour, victimes de la répression, comme l'ont été systématiquement, depuis le 17 juillet, les principales personnalités politiques et syndicales du pays.

Mafia et « coca-dollars »

Soutenu à bout de bras par la Mafia et les « coca-dollars », du trafic de la cocaïne, le régime du général Garcia Meza, moribond le mois dernier, semble renaitre de ses cendres. Les militaires institutionnalistes battent en retraite, privés de leurs chefs de file et traumatisés par leur échec. Ils sont remplacés aux postes-clés par des « hommes du président ». Le général Celso Torrealba Villa, ex-ministre de l'Intérieur, est nommé commandant en chef de l'armée de terre, et le général Carlos Tardes accède au rang de chef d'état-major : celui-ci se voit ainsi récompensé pour sa loyauté des 11 et 25 mai lorsqu'il obligea les parachutistes du colonel Lanza, insurgés à Cochabamba, à la reddition.

Le chef de l'état compte aussi sur l'appui inconditionnel du commandant en chef de l'aviation, le général Waldo Bernal, sur celui du ministre de la défense, le général Armando Reyes Villa, ainsi que sur ceux des commandants du régiment

L'épreuve de force

Les principaux candidats à la succession, les généraux Cayula et Anez, se lancèrent alors dans une véritable campagne, annonçant une prochaine ouverture démocratique et la transformation radicale des structures économiques, politiques et sociales du pays.

C'est alors que l'épreuve de force éclata entre, d'une part, les officiers institutionnalistes et, d'autre part, les

civils et les militaires qui, ayant vécu l'âge d'or sous la République de la coca, ne se résignent pas à la perte de leurs privilèges. Les premières manifestations d'appui au président en place provenaient de Santa-Cruz, la province orientale bourgeoise et blanche — fief de la Mafia des trafiquants de drogue, de la contrebande, des paramilitaires et des phalangistes. De son côté, la Confédération nationale des paysans de Cochabamba, qui appuie sans discrimination tous les régimes depuis 1987, menaçait même de bloquer les routes.

Consentants de la manœuvre, les institutionnalistes tentèrent d'accélérer le processus de désignation du futur chef de l'état. Le général Garcia Meza, soucieux de gagner du temps, la tension devait redoubler le 25 juin, en raison de déclarations du chef de l'état-major, le général Anez : « L'abdication du président est un fait. Il l'a annoncée personnellement le mois dernier. Si un chef prend une décision, il se doit de la maintenir avec la plus grande autorité et la fermeté nécessaires. L'appui de quelques organisations civiles fantômes n'influencera pas l'opinion des commandants. » Le général Garcia Meza ripostait : « Si le peuple l'exige, le conservateur le pouvoir jusqu'en décembre. Il n'y a pas d'autres alternatives. » Le lendemain, des manifestations de solidarité envers le président folloisonnèrent dans la presse.

Les institutionnalistes cédèrent alors au désespoir. Ils s'insurgent. Le coup d'état avorta. « Nous avons échoué », confia le général Anez à l'agence américaine Associated Press. Des commandements d'armes ont été ordonnés et nous ont traités. » C'est le deuxième coup d'état financé par les « coca-dollars ». La Mafia n'a pas hésité pour préserver ses privilèges.

NICOLE BONNET.

La fin de la visite de M. Huang Hua à New-Delhi

L'Inde et la Chine vont ouvrir des pourparlers pour tenter de régler leur différend frontalier

New-Delhi (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — L'Inde et la Chine sont convenues de régler par des négociations le différend frontalier qui les oppose depuis de nombreuses années. L'accord de principe dans ce sens a été annoncé à la presse par le premier ministre indien, Mme Gandhi, à l'issue d'un entretien, dimanche 28 juin, avec le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères chinois, M. Huang Hua. Elle précède que les deux parties discuteront du problème de la frontière et d'un réseau approprié. Une délégation indienne se rendra probablement à Pékin, en septembre, apprend-on d'autre part.

Mme Gandhi a déclaré : « Nous sommes favorables à une amélioration des relations entre les deux pays. Nous reconnaissons qu'il existe des divergences, mais je pense qu'il est possible par une démarche pacifique de les résoudre sur les principaux points. Nous sommes également tombés d'accord sur la nécessité de créer un climat meilleur en vue d'une plus grande compréhension entre nous. »

De son côté, M. Huang Hua a déclaré : « Nous adopterons une attitude positive et nous continuerons à rechercher les moyens de régler ce différend frontalier. Nous avons un désir commun d'améliorer nos relations. » Selon le premier ministre indien, qui a indiqué avoir accepté une invitation à se rendre en visite officielle en Chine, le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères chinois a reconnu que l'Inde avait « des arguments sérieux » en ce qui concerne le différend frontalier. Il a cependant qualifié de « perte » le fait que le premier ministre indien, qui a indiqué avoir accepté une invitation à se rendre en visite officielle en Chine, le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères chinois a reconnu que l'Inde avait « des arguments sérieux » en ce qui concerne le différend frontalier. Il a cependant qualifié de « perte » le fait que le premier ministre indien, qui a indiqué avoir accepté une invitation à se rendre en visite officielle en Chine, le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères chinois a reconnu que l'Inde avait « des arguments sérieux » en ce qui concerne le différend frontalier.

M. Huang Hua, qui a achevé dimanche soir sa visite de trois jours à New-Delhi, devra se rendre lundi 30 juin dans le sud de l'Inde, puis à Sri-Lanka et aux Maldives.

Malgré leurs divergences de vues sur les frontières internationales, l'Inde et la Chine vont ouvrir des conversations en vue de tenter de régler leur différend frontalier. L'après-midi, l'Inde a annoncé qu'elle avait accepté une invitation à se rendre en visite officielle en Chine, le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères chinois a reconnu que l'Inde avait « des arguments sérieux » en ce qui concerne le différend frontalier. Il a cependant qualifié de « perte » le fait que le premier ministre indien, qui a indiqué avoir accepté une invitation à se rendre en visite officielle en Chine, le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères chinois a reconnu que l'Inde avait « des arguments sérieux » en ce qui concerne le différend frontalier.

Pour l'essentiel, le différend sino-indien porte actuellement sur deux zones au nord-ouest sur un territoire aride du plateau tibétain, l'Aksai Chin, que les cartographes de New-Delhi incorporent dans l'Inde, et où les Chinois ont construit une route conduisant au Sinkiang et installé des positions stratégiques ; au nord-est, sur une large bande montagneuse du nord-ouest du Brahmapoutre formant pour l'essentiel le territoire de l'Union indienne de l'Himalachal — Pradesh (ancienne Agence de la frontière du nord-est N.E.F.) entre le Bhoutan et la Birmanie.

La frontière ne fut jamais démarquée avec précision. Du moins Pékin ne reconnut jamais le tracé sur sa partie orientale — la ligne Mac Mahon — qui avait fait l'objet d'un accord, en 1914, entre l'administration britannique et la région du Tibet. En octobre 1962, les troupes chinoises bousculèrent les postes indiens et firent une profonde avancée vers la vallée du Brahmapoutre, mais se retirèrent après le 27 novembre au-delà de leurs positions antérieures. Elles consolidèrent à cette occasion, leurs positions dans l'Aksai Chin, autre théâtre d'opérations. La zone frontalière est longue de près de 4 000 kilomètres. L'Inde souhaite voir reconnaître par Pékin sa souveraineté sur 51 498 kilomètres carrés de territoire au nord-est, mais elle aura plus de

mal à la faire accepter sur les 25 748 environ contestés au nord-ouest. Les difficultés ne manquent pas de naître lorsque les deux pays entrent dans le vif du sujet, mais le fait qu'ils se montrent décidés à aborder le problème représente un pas important. Pour l'heure, les deux parties acceptent le « fait accompli » et le contentieux frontalier — qui ne pourra trouver rapidement une solution — ne doit plus faire obstacle à la poursuite de la coopération dans les autres domaines (économiques, culturels, scientifiques) et les rivalités de

fond entre les deux grandes nations asiatiques ne vont pas s'estomper pour autant. L'accord de principe de New-Delhi correspond néanmoins à un dégel après une longue période d'hostilité et de suspicion mutuelles. Un facteur y a contribué récemment : l'indignation de l'Albanie par l'U.R.S.S. Celle-ci a amené les responsables indiens à s'interroger sur les intentions de Moscou en Asie du Sud-Ouest. Sans doute veulent-ils montrer en renouant le dialogue avec Pékin qu'ils ne sacrifient pas l'indépendance de leur pays à l'amitié avec l'U.R.S.S.

G. V.

Afghanistan

Libres opinions

Radio-Kaboul libre

par MAREK HALTER

POUR permettre aux Afghans de parler aux Afghans, comme pendant l'occupation en France les Français parlaient aux Français, le Comité d'radio de l'homme (1) a décidé d'aider la résistance afghane à construire une radio sur son territoire : Radio-Kaboul libre. Il y a un an et demi, le 27 décembre 1979, un pont aérien débarqua en Afghanistan quatre-vingt-quinze mille soldats soviétiques et un important matériel offensif. Kaboul était occupée, bientôt l'armée rouge quadrilla l'ensemble du pays. L'une des premières puissances du globe venait d'envahir un pays voisin, faible et sans défense. Et quelques partis communistes se déclarèrent solidaires de cette agression, notamment le P.C.F., par la voix de Georges Marchais alors à Moscou.

Le monde s'émut, protesta, boycotta puis laissa faire. Des milliers de réfugiés, femmes et enfants, qui fuyaient l'envahisseur, s'entassèrent dans des camps au Pakistan et dans des villages frontaliers. Ils sont aujourd'hui deux millions.

Ceux qui restent au pays s'organisent. Les vieux fusils sortent des coffres, les pistolets de dessous les bottes de paille. Mal armée, la résistance se lève.

Les Soviétiques répliquent durement : en février-mars 1980, par exemple, tous les villages de la vallée du Kunar sont rasés, des milliers de paysans sont tués. La région du Panjshir subit de multiples razzias et des attaques aériennes. A Kaboul, la répression est généralisée. La ville « vit dans la peur, sous le règne de la dénonciation ou du marchandage » (2). Et pourtant, au début de l'année 1981, la Pravda est elle-même obligée de reconnaître que les coups de main des résistants afghans continuent.

En effet, du Nuristan au Hazaradjan, la résistance libre et continue d'importantes parties du territoire, en particulier dans les montagnes d'où les Soviétiques, malgré un armement ultra-sophistiqué, ne parviennent pas à les déloger.

Depuis un an et demi, les Afghans se battent et meurent. Leurs enfants se demandent pourquoi personne ne leur vient en aide.

Après les premières réactions, l'essentiel des Etats se sont rendus aux exigences de la politique internationale et repliés derrière la bien connue doctrine de non-ingérence.

Du coup, et une fois de plus, il ne reste que de simples individus pour tenter de dire ça et là à travers le monde l'horreur d'une guerre d'occupation. Il ne reste qu'eux, les hommes solitaires et solidaires, pour raconter ces moudjahidin assaillés sur les hauteurs de l'Hindukush, ces enfants affamés dans la plaine tadjik du Nord, ou encore ces millions de réfugiés qui attendent dans les camps le temps du retour.

Toujours les mêmes peut-être, mais de plus en plus nombreux, nous ne nous lassons pas d'appeler à la conscience pour les causes oubliées. Aussi sommes-nous résolument favorables au principe de l'ingérence, ingérence sans laquelle il n'y a pas de solidarité humaine.

Il ne s'agit évidemment pas pour nous de prendre les armes, mais la parole. Cette parole qui, répétée inlassablement à travers les continents, peut, seule à notre époque redoutable où un drame chasse l'autre avec une rapidité inquiétante, rappeler l'actualité de l'Afghanistan. Encore faut-il que les Afghans puissent se servir de cette parole qu'une armée étrangère leur a ravie par la violence. C'est la raison de Radio-Kaboul libre.

Plusieurs émetteurs seront installés dans les régions contrôlées par la résistance. La voix des Afghans pourra enfin pénétrer dans les contrées les plus reculées où les populations s'opposent à l'armée d'occupation.

Radio-Kaboul libre émettra également en russe. Les dissidents les plus connus s'adresseront au corps expéditionnaire soviétique. Il n'est pas sûr que les soldats russes se sentent plus à l'aise en Afghanistan que les soldats américains au Vietnam, et certains se seraient déjà mutinés au Badakshan en avril 1980.

Une équipe de techniciens se rendra bientôt sur place avec le premier émetteur. D'autres suivront, ainsi que des milliers de transistors. Cela dépendra pourtant de la générosité de ces millions d'individus qui, en France comme ailleurs, savent que tout geste pour aider autrui nous rend meilleur et que toute victoire des opprimés sur les oppresseurs est une victoire de tous les hommes.

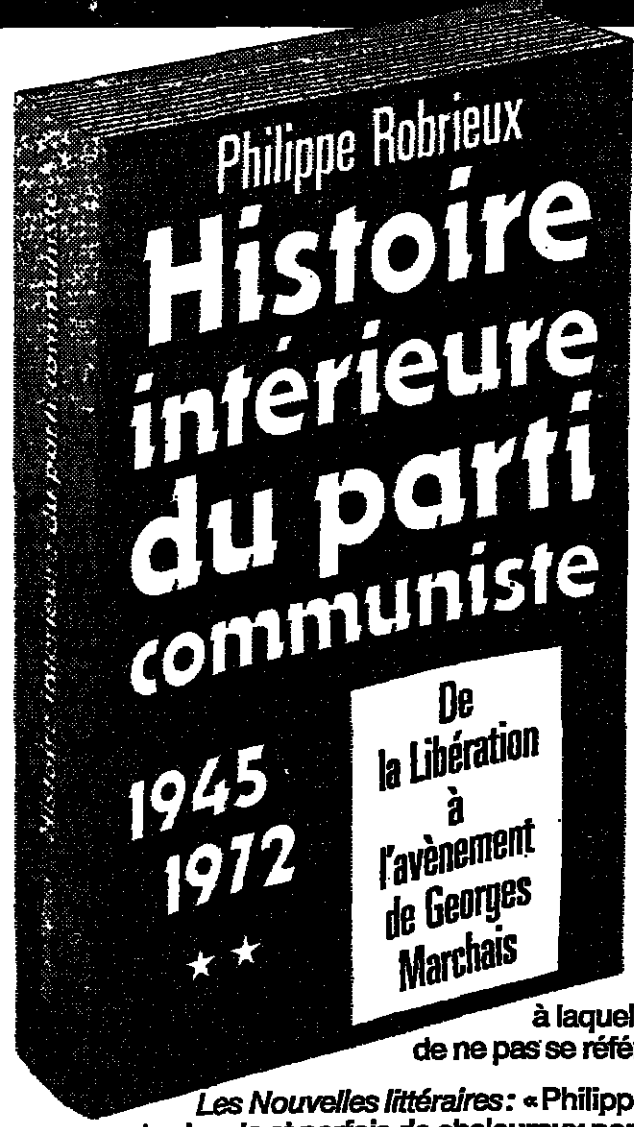
Participons nombreux, à l'heure des radios libres, à l'installation de cette radio libre aux portes de Kaboul (3).

(1) Animé par Marek Halter et Bernard-Henri Lévy, 122, rue du Château, 92141 Paris. Une conférence de presse va réunir avec autres Vladimir Bonkowski, Vladimir Jankélévitch, Alfred Kastler, Edgar Morin, Pehudin Magrouh (fondateur des mouvements de résistance à l'Université à Kaboul), Enzo Rossetti et l'équipe technique de Radio-Kaboul libre. Elle se tiendra mardi 30 juin 1981 à 15 heures à l'espace Cardin, avenue Gabriel, 75008 Paris.

(2) Le Monde, 8 avril 1981.

(3) Les dons peuvent être envoyés au siège du comité.

Pour comprendre la situation actuelle du P.C.



- Une documentation jamais révélée: les dossiers confidentiels du Parti, les archives des polices française et américaine,
- des analyses vivantes et fouillées,
- l'appareil de l'appareil,
- comment on fabrique une direction ou un congrès,
- la vérité sur les effectifs,
- le P.C.F. face à de Gaulle,
- les communistes au gouvernement,
- le Parti et le Kominform,
- le choc de la déstalinisation,
- l'ascension et la biographie de Georges Marchais.

736 pages.

A propos du premier volume:

Le Monde: «...une somme à laquelle il sera impossible de ne pas se référer.» Patrick Jarreau.

Les Nouvelles littéraires: «Philippe Robrieux excelle à brosser de vivants et parfois de chaleureux portraits.» Jean-François Kahn.

Fayard

CET ÉTÉ

Cent associations vous proposent :
— apprendre des techniques anciennes,
— restaurer des monuments,
— vivre en groupe,
— découvrir et animer des sites.

COMMENT ?

Voyez R.E.M.P.A.R.T.

CET ÉTÉ



100 chantiers de bénévoles dans toute la France

POUR LA SAUVEGARDE ET LA RESTAURATION DU PATRIMOINE BÂTI ET NATUREL

En vacances et en week-end

R.E.M.P.A.R.T. 1 rue des Guillemettes, 75004 Paris - Tél. (1) 271-96-55.

AFRIQUE

LA FIN DU SOMMET DE NAIROBI

L'O.U.A. invite les parties au conflit saharien « à observer un cessez-le-feu immédiat »

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Le bilan du dix-huitième sommet des chefs d'Etat, des rois et des présidents de l'O.U.A. à Nairobi, dans la nuit du 27 au 28 juin, paraît positif. Les principales têtes de chapitre de l'ordre du jour — Sahara occidental, Tchad, Namibie, zones de l'Afrique, chaires africaines des droits de l'homme — ont un consensus à été trouvé.

Le sommet restera marqué par l'offre de « référendum contrôlé » du roi Hassan II au Sahara occidental. Adoptée après de longs et vifs débats, la résolution du sommet est le nouveau texte de référence en la matière. Selon ce document, l'O.U.A. décide de mettre sur pied un comité de mise en œuvre doté de pleins pouvoirs et composé des pays suivants : Guinée, Kenya, Mali, Nigéria, Sierra-Leone, Soudan et Tanzanie. « invite les parties au conflit à observer un cessez-le-feu immédiat » ; « demande au comité de mise en œuvre de se réunir avant la fin d'août 1981 pour élaborer, en collaboration avec les parties au conflit, les modalités et tous les autres détails relatifs à l'instauration d'un cessez-le-feu ainsi qu'à l'organisation et à la tenue d'un référendum » ; « demande à l'ONU, en collaboration avec l'O.U.A., de fournir une force de maintien de la paix qui serait stationnée au Sahara occidental afin de maintenir la paix et la sécurité lors de la tenue du référendum et des élections subséquentes » ; « donne mandat au comité de mise en œuvre de prendre avec la participation de l'ONU toutes les mesures nécessaires en vue de garantir l'exécution du référendum d'autodétermination général et régulier du peuple du Sahara occidental ».

Ce texte semble plus tenir compte des positions du Maroc que de celles de ses adversaires. Ainsi il ne mentionne pas nom-

mément le Front Polisario ni ne demande le retrait des troupes marocaines du Sahara. Lors des débats en comité, puis en assemblée plénière, plusieurs pays « progressistes », dont l'Angola, le Bénin, le Congo, Madagascar et le Mozambique, ont essayé d'arracher ces concessions. Rabat, qui trouvait en face d'eux et aux côtés du Maroc la Guinée, le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Zaïre. La Tanzanie et la Sierra-Leone jouèrent les médiateurs permettant d'obtenir le consensus tant souhaité. Rabat lâcha du lest en acceptant l'expression « référendum d'autodétermination ».

L'affaire saharienne relève donc maintenant pour l'essentiel de la compétence d'un « comité de mise en œuvre » regroupant sept pays. Le comité devra élaborer la mécanique du règlement ainsi qu'un cessez-le-feu et un référendum « général et régulier ». Il veillera au respect du cessez-le-feu. La collaboration des Nations unies est souhaitée à deux stades : l'ONU est invitée à fournir une force de maintien de la paix qui resterait au Sahara jusqu'à la tenue des élections suivant le référendum ; l'ONU aidera l'O.U.A. pour l'organisation pratique du référendum.

Un succès pour Kadhafi

Celle-ci n'est pas une mince affaire tant les positions des protagonistes sont éloignées, notamment sur la question fondamentale du recensement des populations sahraïennes. L'étape de préparation de la consultation pourra durer un ou deux ans. Le premier test de la validité de ce processus. Quant à la controverse

sur l'admission de la R.A.S.D. au sein de l'O.U.A., reléguée au second plan à Nairobi, elle est provisoirement apaisée. S'agissant du Tchad, le consensus dégage à Nairobi est d'une importance majeure. Il dissuade mal, quoique M. Kodjo s'en défende, l'approbation d'un fait accompli, produit de la lassitude et d'une situation politico-militaire considérablement « clarifiée » par l'intervention et le maintien de dix mille soldats libyens. Le président Goukouni Oueddei, le colonel Kadhafi, ainsi que les autres vainqueurs du débat tchadien tel qu'il s'est tenu à Nairobi. Selon la résolution adoptée, l'O.U.A. réaffirme son soutien au gouvernement de N'Djamena et décide de l'aider financièrement et matériellement pour « lui permettre d'assurer la formation rapide de l'armée nationale libérée et le remplacement progressif des troupes étrangères ».

En outre, tous les membres de l'O.U.A. sont invités à financer la remise sur pied de l'administration et la reconstruction de l'économie. A cet effet l'O.U.A. devra organiser dans les deux mois et en collaboration avec l'ONU une conférence rassemblant d'éventuels bailleurs de fonds. Surtout, l'O.U.A. réaffirme le besoin d'envoyer au Tchad « une force permanente de maintien de la paix ». Toutefois, et c'est un fait nouveau, la composition de cette force « sera soumise à l'approbation préalable » du gouvernement tchadien. M. Goukouni Oueddei pourra donc refuser tel ou tel pays qui lui déplairait.

L'avenir de cette force pan-africaine est un élément essentiel de l'équation tchadienne. Selon le discours de Lagos d'août 1979 elle devait regrouper des unités appartenant à trois pays : Guinée, Bénin et Congo. Cependant, le mouvement financier de la paix, le Congo, qui avait envoyé quatre cents hommes à N'Djamena, n'ont jamais été en mesure de remplir la tâche qui leur avait été confiée. Ils se sont alors vu offrir des unités de la résolution. M. Goukouni Oueddei ne se fait pas faute de rappeler que cette sentence de l'O.U.A. lui a été imposée à la demande libyenne de Tripoli dans le cadre d'un accord de défense bilatérale. Pour réussir, cette force devra donc être élargie à d'autres pays africains. Encore faudrait-il trouver des généraux donateurs prêts à en financer la création.

Lors d'une conférence de presse, le président tchadien, visiblement satisfait de son voyage à Nairobi, a mis les choses au clair. Les forces libyennes, a-t-il dit, quitteront le Tchad seulement lorsqu'une force pan-africaine sera en mesure d'assurer à leur place la défense et la sécurité. En fait, a-t-il dit, il s'agit de la présence libyenne au Tchad — la Nigeria par exemple — qui est la véritable menace. Le plan financier notamment, pour hâter leur départ. La résolution sur le Tchad comblera d'aise le colonel Kadhafi. Elle ne contient pas mention de soldats libyens, se contentant de préconiser le « remplacement progressif des troupes étrangères ». Au cours du débat, l'intervention antilibyenne du général Nemeiry,

président du Soudan, est demeurée sans suite. Outre l'absence du président nigérian, M. Shagari, plusieurs facteurs expliquent le succès tchadien. D'abord les dirigeants de Tripoli avaient manifesté avant le sommet des propos conciliants affirmant que leurs troupes quitteraient le Tchad dès que les autorités de N'Djamena le leur demanderaient, annonçant même plusieurs retraits de contingents dont la réalité reste d'ailleurs à prouver. Ensuite la délégation marocaine s'est abstenue d'attaquer la Libye sur ce point. Pas question évidemment pour Rabat d'entraver le rapprochement en cours avec Tripoli. A l'exception du Soudan, tous le monde semble soudain de mettre un terme à cette affaire tchadienne qui n'a que trop duré.

Le prochain sommet à Tripoli

M. Kadhafi aura donc son sommet à Tripoli, en 1982. L'invitation libyenne faite dès 1979 a été acceptée par acclamations et à une très forte majorité. Seuls quatre pays s'y sont montrés hostiles : Egypte, Gabon, Ghana et Soudan.

Le colonel Kadhafi aurait-il reçu de l'O.U.A. un « feu vert » lui permettant d'agir au Tchad à sa guise ? L'affirmation serait trop loin. L'O.U.A. souhaite au contraire voir le plus tôt possible la nouvelle armée tchadienne et favoriser le départ des forces libyennes. Elle encourage le gouvernement à mettre en application les recommandations du séminaire des cadres tchadiens qui s'est tenu à N'Djamena : retrait des troupes étrangères, constitution d'une armée intégrée, tenue d'élections, etc. Le séminaire des cadres tchadiens du président Goukouni Oueddei que le renforcement de l'actuel gouvernement, l'organisation de l'autorité locale, la mise en œuvre de la loi, la garantie contre la persécution de la présence libyenne. Au contraire, ajoute-t-on, toute entreprise de déstabilisation venue de l'extérieur, par exemple, un soutien à M. Hissène Habré, pourrait un bon prétexte aux libyens.

Les autorités tchadiennes ne cachent pas leur désir de contrebalancer l'influence de Tripoli. M. Goukouni Oueddei a dit samedi un appel à l'aide à peine voilé au gouvernement français. Comme d'habitude, le consensus de l'O.U.A. est le résultat d'un jeu subtil. Les libyens ont obtenu ce qu'ils voulaient : la reconnaissance de leur régime. Les autres ont obtenu ce qu'ils voulaient : la reconnaissance de la souveraineté du Tchad. L'organisation pan-africaine a également adopté une « charte des droits de l'homme et des peuples », que chaque Etat du continent est invité à ratifier. Enfin, l'O.U.A. a décidé de créer un « comité technique des affaires étrangères », M. Salim Ben Salim, comme candidat à la succession du secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, dont le mandat expire à la fin de l'année.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Optimisme nuancé à Alger

De notre correspondant

Alger. — Volonté réelle d'en finir avec un dilemme jugé insoluble par la voie des armes ou nouvelle manœuvre destinée à gagner du temps alors que le royaume traverse, sur le plan intérieur, une phase difficile ? Telle est la question qui domine les commentaires et spéculations dans les milieux dirigeants comme dans l'opinion publique algérienne après l'annonce par le roi Hassan II d'un référendum contrôlé au Sahara occidental. Officiellement, les responsables manifestent leur optimisme et, qualifiant la démarche marocaine de « positive », se refusent à tout procès d'intention.

En privé, les propos sont beaucoup plus nuancés et l'on se demande si le souverain n'a pas voulu seulement atteindre deux objectifs : réajuster son second plan le problème de l'admission de la R.A.S.D. à l'O.U.A. ; obtenir un cessez-le-feu pour consacrer tous ses efforts aux difficultés intérieures. Si l'arrêt des combats n'est pas suivi rapidement de démantèlement politique, il jouera, en effet, au détriment du Polisario et aura un effet démobilisateur sur les maquisards. Les Algériens, en tout cas, sont formels : « Nous n'accepterons pas un référendum à deux visages qui servirait de prétexte à la ratification du fait accompli de l'occupation marocaine ».

Cette attitude, dit-on, est attendue à Nairobi. « Au point de non-retour ». Pour la première fois, le souverain algérien a admis que le Sahara occidental pouvait être autre chose que marocain.

Le thème du « dossier cas » est, estime-t-on à Alger, définitivement abandonné. Il précède la fiction du conflit bilatéral entre l'Algérie et le Maroc. Le ralliement du roi au principe d'un référendum met également fin à toutes les spéculations compromises basées sur un partage du territoire qui ont pu être envisagées dans le passé et notamment à l'idée contestée par certains de la création d'un Etat saharien installé dans la partie sud du Sahara occidental jadis revendiquée par la Mauritanie. Il démontre aussi le degré d'isolement atteint en Afrique par le Maroc.

La Tunisie a enregistré avec soulagement et satisfaction l'annonce de règlement du conflit saharien qui vient de se dénouer à Nairobi et y voit les prémices d'un règlement durable par la voie pacifique. Elle se réjouit également de la présence algérienne au pouvoir à Alger du président Chadli Bendjedid. Le président Habib Bourguiba a félicité samedi 27 juin « les citoyens et de la sagesse » d'un fait prouve le roi Hassan II du Maroc. — (Corresp)

roi, qui, sur les conseils de ses propres amis et notamment de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Gabon, aurait renoncé à l'idée de quitter l'O.U.A. car son geste n'aurait guère été suivi. On voit mal désormais, estime-t-on à Alger, comment l'autodétermination contrôlée ne débouchera pas sur une indépendance pour laquelle le peuple saharien a consenti d'immenses sacrifices.

DANIEL JUNQUA.

NOUAKCHOTT ET RABAT RÉTABLISSANT LEURS RELATIONS DIPLOMATIQUES

Le Maroc et la Mauritanie ont « décidé de rétablir des relations normales et de coopérer dans tous les domaines », déclare un communiqué publié dimanche soir 28 juin à Ta'at, en Arabie Saoudite, à la suite de la rencontre du roi Hassan II du Maroc et du président Khouni Ould Haidallah de Mauritanie. A l'annonce de l'agence de presse saoudienne SPA, Nouakchott avait rompu avec Rabat en mars dernier, après que le chef de l'Etat mauritanien eut accusé le royaume saoudien d'être à l'origine d'un putsch avorté organisé par un commando de l'Alliance pour la Mauritanie démocratique (Le Monde des 18 et 19 mars).

Les relations entre le Maroc et la Mauritanie « seront fondées sur la coexistence pacifique, le respect mutuel de la souveraineté, la non-ingérence de chaque partie dans les affaires intérieures de l'autre et l'instauration de la solidarité islamique », ajoute le communiqué. Il précise que la coopération des deux pays s'exercera notamment dans « la préservation de la sécurité et la stabilité, ainsi que dans l'affrontement en commun des défis lancés à la nation arabe et islamique et des dangers qui la menacent ».

Le communiqué indique que la rencontre à Ta'at du roi du Maroc et du président mauritanien a eu lieu « sur l'invitation du roi Khalid et grâce aux louables efforts du gouvernement saoudien ». Ce dernier est en mesure de force dans la mesure où il est un des principaux bailleurs de fonds des deux pays. La réconciliation entre Nouakchott et Rabat a été précédée par plusieurs rencontres en Arabie Saoudite, au cours des dernières semaines, entre le lieutenant de vaisseau Dahane, ministre mauritanien des affaires étrangères, et des représentants de Hassan II. Elle devrait contribuer à activer la solution qui se dessine au Sahara occidental. — (A.F.P.)

Un entretien avec M. Ben Bella

« Je suis ému de l'accueil des Français »

Singulier destin que celui de cet homme d'Etat qui, à la fin du quart de siècle passé en prison, en France puis en Algérie, a rendu philosophe. Il répond aux questions qu'on lui pose sur la période de sa vie où il a été coupé de tout, mais qui lui a aussi permis de beaucoup lire et d'approfondir sa réflexion sur le monde. Cependant, il ajoute aussitôt : « Je ne souhaite pas que vous en parliez. L'Algérie est ma patrie et il ne serait pas digne que j'écrive des choses qui ne sont que des blessures. Je n'ai pas de souvenirs. Pas de souvenirs, j'en ai eu à l'égard de la France ».

Manifestement heureux de vivre, d'être à Paris — arrivé vendredi 28 juin, il a décidé de prolonger son séjour jusqu'à mardi — et d'y retrouver des amis, il parle des gens et des événements avec cette chaleur qui l'a toujours caractérisé mais aussi avec une maturité acquise dans sa « traversée du désert ».

« Nous sommes allés, dit-il, dans le Marais visiter l'école où est allée ma femme Zohra, et le logement où habita son père, alors marchand de quatre-saisons, rue des Archives. Les nouveaux propriétaires nous ont reçus très aimablement et les Français qui m'ont reconnu dans la rue m'ont salué chaleureusement. Est-ce parce que j'ai souffert ? Est-ce parce que je

temps est passé ? Je n'étais pas à Paris pendant la majeure partie de mon existence. L'accueil m'a beaucoup ému. C'était comme le symbole de la réconciliation entre nos deux peuples ».

L'ancien président a pris du champ. Il parle des sujets qui lui tiennent particulièrement à cœur et allant à l'essentiel. Le conflit du Proche-Orient ? « La réconciliation avec les Juifs d'Iraël se fera et elle passera par les Juifs arabes, par le dialogue. Je n'ai aucun contact avec les Palestiniens, j'en suis persuadé. Les deux tiers de la population juive ont vécu pendant des siècles en Arabie. Après l'invasion, ils se sont réfugiés au Maghreb et dans l'empire ottoman. A partir du dix-huitième siècle, nombre d'entre eux sont allés en Tunisie, mais peu de gens savent que les Freud, les Jung et d'autres savants sont les arrière-petits-fils de ces Juifs d'Andalousie. De cette Andalousie où la pensée juive s'est épanouie et a atteint des sommets. Enrichi Moïse a écrit pour Israël, cette « Bible » qui est devenue la base de la civilisation juive. C'est pourquoi, quand il chante, tout comme les Juifs arabes le sont quand ils entendent nos chants, ils se mettent à chanter. C'est pourquoi, quand ils ont vu nos arrières-petits-fils de ces Juifs d'Andalousie, ils ont dit : « C'est nous ».

Après l'invasion, ils se sont réfugiés au Maghreb et dans l'empire ottoman. A partir du dix-huitième siècle, nombre d'entre eux sont allés en Tunisie, mais peu de gens savent que les Freud, les Jung et d'autres savants sont les arrière-petits-fils de ces Juifs d'Andalousie. De cette Andalousie où la pensée juive s'est épanouie et a atteint des sommets. Enrichi Moïse a écrit pour Israël, cette « Bible » qui est devenue la base de la civilisation juive. C'est pourquoi, quand il chante, tout comme les Juifs arabes le sont quand ils entendent nos chants, ils se mettent à chanter. C'est pourquoi, quand ils ont vu nos arrières-petits-fils de ces Juifs d'Andalousie, ils ont dit : « C'est nous ».

Ses projets ? Il va à Londres, à Amsterdam, s'il en a le temps, et à Madrid pour rencontrer les comités Amnesty International — ceux d'Espagne en particulier et l'écritain Juan Goytisolo — de tout ce qu'il a fait pour lui. Ensuite ? « Je retourne à Alger pour reprendre l'Algérie (la République). Puis, j'envisage de visiter des pays arabes et musulmans pour voir comment les choses s'y passent concrètement. Koweït m'intéresse, en particulier, parce que j'envisage l'immense à l'échelle de ces projets sociaux qui sont dans l'esprit de l'islam. »

N'a-t-il pas changé d'idéologie ? « Non ! Je suis toujours socialiste. »

PAUL BALTA.

Rejet de la société de consommation

Il parle de la « renaissance de l'islam », qui prouve chaque jour qu'il est plus vivant que jamais », et de la révolution iranienne qui a été « d'abord un fait culturel ». Il regrette que l'Algérie n'ait pas encore proposé un « grand projet social » mais ne désespère pas qu'elle « se transforme de l'intérieur ». « Il se passe beaucoup de choses dans les pays d'Islam, ajoute-t-il. Malheureusement il n'y a pas encore eu une réflexion suffisante en commun pour préparer l'avenir, alors qu'on assués l'agriculture et qu'on laisse proliférer les bidonvilles ».

Il souligne les distorsions qui existent trop souvent dans le monde arabe entre les couches dirigeantes et le peuple, qui est « une grande qualité humaine et qui a le sens de la dignité ». Après un silence : « 80 % des jeunes sont dans les mosquées et ont rejeté la société de consommation telle qu'elle se présente, mais que leur proposition ? Ce dont nous avons besoin dans le monde arabe c'est qu'on respecte l'Arabe, la personne humaine, c'est qu'il y ait une véritable démocratie. » Il formule une

A TRAVERS LE MONDE

Honduras

LA POLICE DETIENT DEUX DIRIGEANTS D'EXTRÊME GAUCHE. MM. Martinez et Naray, enlevés le 9 juin, a affirmé l'Union révolutionnaire du peuple, formation à laquelle appartiennent les deux victimes. Depuis cette date, ils seraient « détenus et torturés par la police », déclare l'U.R.P. Le chef de la police hondurienne, M. Gustavo Alvarez, a le 27 juin, démenti cette information. Le mort de MM. Martinez et Naray avait été annoncé peu après leur enlèvement.

Etats-Unis

ARRÊSTATION DE DEUX ESPIONS TRAVAILLANT POUR LA POLOGNE. Un Américain, William Holden Bell, âgé de soixante et un ans, chef de projet au département radar de la Hughes Aircraft Corporation, et un ressortissant polonais, Marian Zacharski, âgé de vingt-neuf

ans, président de la Polish American Machinery Company, ont été arrêtés par les services de renseignement polonais vendant des machines-outils aux Etats-Unis, ont été arrêtés à Los Angeles pour espionnage au profit des services de renseignements polonais, a annoncé dimanche 28 juin le F.B.I. à Washington. M. Bell est soupçonné d'avoir pendant plus d'un an remis des documents confidentiels de la Hughes Aircraft à M. Zacharski contre une somme supérieure à 110 000 dollars. — (A.F.P.)

Ouganda

FUSILLADE A KAMPALA. — Une violente fusillade a éclaté samedi soir 27 juin à Kampala entre policiers tanzaniens et ougandais. D'abord limités au quartier de Nambya, les affrontements se sont étendus à toute la capitale ougandaise. Il s'agit des plus graves émeutes à Kampala depuis l'élection à la présidence de M. Milton Obote, le 12 décembre dernier. — (Reuters)

MEDECINE

stage 6e rentrée septembre - soutien annuel - année préparatoire 5 centres : Quartier latin, Naully, Nation, Créteil, Orsay. CEPES 67, rue Ch.-Lemaire, 92 Naully, 722.94.94/72.05.79 (abonnement annuel 1000 F)

DIPLOMATIE

M. Mitterrand au Conseil de Luxembourg

(Suite de la première page.) M. Mitterrand s'efforcera de restituer au conseil européen son esprit d'origine. « Il ne s'agit pas d'un conseil européen de parler politique ou de noble du terme », a dit M. Vanzelle. Souvent dans le passé les chefs d'Etat et de gouvernement des Dix ont tenu des conférences d'experts techniques qui ne sont pas de leur ressort, mais en vain.

Traditionnellement, les conseils européens commencent par un examen de la situation économique et sociale de la Communauté. M. Mitterrand avait la ferme intention d'inviter ses partenaires à mettre l'accent sur la lutte contre le chômage (Le Monde des 28-29 juin). Il tirera d'ailleurs l'attention de ses collègues sur la manifestation espagnole de lundi après-midi dans la capitale du grand-duché à l'appel de la Commission européenne des syndicats sur le thème « Stop au chômage », ainsi que les manifestations de tous les pays de la Communauté sont attendues.

La préparation du sommet annuel des sept plus grandes puissances économiques occidentales, qui se tiendra les 20 et 21 juillet à Ottawa, plus généralement les rapports économiques entre l'Europe, les Etats-Unis et le Japon, sont un des autres grands sujets de discussion. Le France, comme l'a déjà indiqué M. Delors, ministre de l'Economie et des Finances, souhaite faire adopter aux Européens « une attitude commune et ferme » pour inciter les Américains à réduire les taux d'intérêt « de combat » qui affaiblissent gravement les monnaies européennes.

Les Dix seront saisis du rapport de la commission sur les réformes des structures communautaires (Le Monde du 23 juin). Selon une décision prise l'an dernier, ces réformes devraient entrer en vigueur en 1982 et éviter que ne se reproduisent « les situations incompatibles » dont se plaint la Grande-Bretagne. « C'est une affaire fondamentale », a dit

le porte-parole de l'Elysée. Mais les propositions de la commission soulèvent déjà de fortes objections. Ainsi, le chef du gouvernement danois, qui a déjà jugé « inacceptables » les propositions de l'Allemagne en matière de grands problèmes internationaux : situation en Pologne, Afghanistan et Proche-Orient. La Grande-Bretagne, qui assurera à partir du 1er juillet la présidence du conseil européen, a l'intention de proposer une conférence sur l'Afghanistan en deux phases : la première, s'inspirant de propositions faites en janvier dernier par M. Giscard d'Estaing, porterait sur la non-ingérence en Afghanistan et le réarmement des membres permanents du Conseil de sécurité et les gouvernements des voisins de l'Afghanistan. La seconde phase, avec la participation des Afghans de toutes tendances, porterait sur la situation intérieure du pays. C'est également au secrétaire au Foreign Office, Lord Carrington, qu'il revient de relancer l'initiative européenne pour la paix en Proche-Orient, dont les grandes lignes ont été fixées il y a un an au conseil européen de Venise.

Malgré la discussion à Luxembourg ne pourra aller très loin, dans l'attente des résultats des élections israéliennes de mardi.

En marge du conseil européen, M. Mitterrand, comme d'habitude les autres chefs de gouvernement, aura des entretiens bilatéraux. Ses seuls rendez-vous pour le moment sont avec M. Werner, président du gouvernement luxembourgeois, et Mme Thatcher, premier ministre britannique.

MAURICE DELARUE.

SI VOUS
NOUS ALLONS V
UNE PASSION M
MADAME L'AM
LE MANCHOT E

LA BURE

SI VOUS
LE CHOIX DES AM
LE COUSIN DE P
BEAUCHABROL
Gilbert Borden
Edm

مركز من راصم

SI VOUS AIMEZ...

...LA TENDRESSE

NOUS ALLIONS VERS LES BEAUX JOURS **Patrick Cauvin**
"Le plus beau livre de Patrick Cauvin. Il a trouvé les mots les plus doux... à la Cauvin, avec cette gaieté à lui... Merveilleuse histoire de deux jeunes vies..." *Le Matin*

...L'AMOUR FOU

UNE PASSION **Muriel Cerf**
"Le plus beau roman d'amour de la littérature française depuis Belle du Seigneur".

...L'EROTISME

MADAME L'AMBASSADRICE **Xaviera Hollander**
Madame l'Ambassadrice a voué sa carrière au corps diplomatique, et Xaviera Hollander nous en révèle les dessous.

...L'ETRANGE

LE MANCHOT EMPEREUR **Christian Bernadac**
Un animal doué d'humour : un livre extra-ordinaire, le premier roman de Christian Bernadac.



SI VOUS AIMEZ...

...LA LOUISIANE

BAGATELLE **Maurice Denuzière**
Le troisième tome de la grande saga louisianaise de Maurice Denuzière. Après *Louisiane* et *Fausse-Rivière*, le même envoûtement.

...L'ITALIE

LA MÉMOIRE DU TYRAN **Pierre Kast**
"En exhumant la Rome de jadis, Pierre Kast défend le vieil empereur Tibère et l'innocente. Un roman que l'on lit avec beaucoup de plaisir, que l'on savoure avec sagesse, que l'on dévore avec le plaisir aigu de l'œil." *Les Nouvelles Littéraires*

...LA BRETAGNE

LE PRINTEMPS DU FOSSOYEUR **Daniel Yonnet**
"François Rabelais revu par Marcel Aymé". *Pierre-Jakez Hélias*

...L'AFRIQUE

L'AVENTURE **René Mauries**
Un homme seul dans la brousse... "Un roman qui se situe du côté d'Hemingway et de Jean Hougron". *La Dépêche du Midi*

...NICE

SEGURANE **Michel de Roisin**
Le XVI^e siècle à Nice : les Barbaresques, les Inquisiteurs, un barbier précurseur d'Ambroise Paré et Segurane, la lavandière héroïque qui tint tête aux armées turques.

...L'ARDECHE

LA BURLE **Paul Perrève**
Un médecin en Haute-Ardèche dans les années cinquante : "Chronique d'une France qu'on voudrait croire anachronique, *La Burle* dresse un portrait impressionnant de cette population oubliée du bonheur et de l'aisance". *Les Nouvelles Littéraires*



SI VOUS AIMEZ...

...LE ROMAN NOIR

LE CHOIX DES ARMES **Michel Grisolia**
"Une course-poursuite menée de main de maître... Une réussite, et sur toute la ligne". *V.S.D.*

...LE ROMAN HISTORIQUE

LE COUSIN DE PORTHOS **Jean-Luc Dejean**
Le roman de Dumas que vous n'avez pas lu. "Un à-la-manière - de très réussi et plein d'humour. Un régal". *Le Conard enchaîné*

...LE ROMAN PAYSAN

BEAUCHABROL, ou le Temps des loups **Gilbert Bordes**
Un village cerné par les loups... "Le lecteur est tenu en haleine jusqu'à la dernière page, prisonnier d'une atmosphère d'autant plus oppressante que l'auteur est un observateur attentif de la nature, et il la fait vivre magnifiquement dans sa grandeur sauvage et hostile". *France-Soir*



Editions Jean-Claude LATTÈS

Communiqué par l'association des anciens étudiants de l'I.S.G.

L'enseignement supérieur de la gestion est « privé » lorsqu'il n'est pas universitaire. Le débat sur « l'enseignement privé » n'implique pas les études supérieures. Les « Grandes Écoles » s'interrogent ? La réussite des secteurs public, universitaire ou autonome d'enseignement supérieur de la gestion est essentielle.

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION confirme le succès d'une association d'éducation continue :

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR INTÉGRÉ A LA VIE ASSOCIATIVE

• L'autonomie et les liens avec les pouvoirs publics et l'État :

L'I.S.G. est :
• une association sans but lucratif ayant opté pour le statut de Fondation et la reconnaissance d'utilité publique (J.O. du 23 avril 80);
• reconnu par l'État, établissement libre d'enseignement supérieur (J.O. du 10/9/71);
• habilité à recevoir des subventions déductibles au titre de la taxe d'apprentissage pour la catégorie « cadre supérieur ».

• **Organisme d'intérêt général à caractère éducatif :**
L'I.S.G. bénéficie de l'article 238 bis du Code général des impôts : versement de 1 % du chiffre d'affaires des entreprises et 1 % du revenu des personnes physiques.

• La réalité de l'enseignement supérieur de la gestion :

Le règlement pédagogique validé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche est le DPLG (Diplôme de l'Institut Supérieur de Gestion) sous signature du Ministère de l'Éducation Nationale avec des cycles et des filières liés à une sélection et une orientation strictes.
2^e cycle classique : Concours réservé aux étudiants des classes préparatoires en haut enseignement commercial.
2^e cycle alternance : Concours réservé aux titulaires d'un DEUG, d'un DUT, d'un BTS ou d'une licence en 3 ans.
2^e cycle alternance long : Concours réservé aux étudiants des classes préparatoires scientifiques - Math. Sup, Math. Spé - et littéraires - Lettres Sup - et aux candidats pouvant attester d'au moins une année d'enseignement supérieur.
3^e cycle : Concours réservé aux ingénieurs, aux titulaires d'une maîtrise ou d'une licence en 4 ans, aux diplômés des I.E.P., aux architectes, médecins, pharmaciens et vétérinaires ainsi qu'aux cadres justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans.

• Les inscriptions sont closes pour la session de mai-juin 1981 (cf. Le Monde du 25 juin et du 10 juillet).
Informations : Centre d'orientation et d'information de l'I.S.G., 45 rue Spontini, 75116 PARIS - Tél. : (1) 553.80.27.
• L'admission se fait exclusivement par des concours nationaux. Le Président du Jury est nommé par le Ministère, mais la règle de la sélection est respectée celle d'un choix essentiel pour l'avenir du candidat et de l'I.S.G.
• 1080 étudiants répartis en 12 promotions et 212 équipes constituent les cycles et filières.

LE RÔLE ESSENTIEL DES ENSEIGNANTS ET DES PARTENAIRES SOCIO-ÉCONOMIQUES

• Les enseignants sont cooptés par l'association des professeurs de l'I.S.G. Ils organisent et gèrent « le temps pédagogique » dans le respect du règlement ministériel. Les 120 enseignants répartis en 9 départements sont des professionnels d'expérience et des experts. Leur action se situe dans une participation directe avec les étudiants et les anciens : animateurs de programme, responsables de séminaires, jurys pendants... Le directeur de l'I.S.G. est le garant de ces règles de fonctionnement et de la répartition des moyens indispensables à un enseignement supérieur de haut niveau.
• 1350 entreprises privées ou publiques, organismes nationaux et internationaux ont un rôle actif dans les jurys, les conférences, les études thématiques, les mémoires, la recherche, le congé formation, la formation permanente... et le financement de l'I.S.G.

LES VALEURS ET LA PÉRENNITÉ D'UNE ASSOCIATION D'ÉDUCATION

• Les moyens d'une gestion efficace

L'I.S.G. dispose de 3200 m² de locaux. Le coût locatif annuel du m² est inférieur à 600 F pour un véritable campus urbain. L'I.S.G. est équipé de moyens informatiques et audiovisuels, d'une bibliothèque et des services indispensables à sa pédagogie active.

Le financement de l'association I.S.G. : des accords préférentiels pour les prêts étudiants avec la BNP, le Crédit Lyonnais et la Société Générale : garantis pour l'avenir par la Mutuelle Centrale d'Assurances.
des subventions au titre de la taxe d'apprentissage : 4.200.000 F en 1981, une gestion conduite par le Conseil d'Administration avec une responsabilité et une politique liées à tous les « I.S.G. » : les difficultés d'une association indépendante sont compensées par une réelle stabilité dont la priorité est la réponse positive à toute demande pédagogique ou associative.

• Des liens étroits avec l'entreprise : l'enseignement alterné

Tous les « I.S.G. » ont :
— des périodes de plein temps de formation;
— une activité professionnelle directe : l'enseignement alterné;
— la responsabilité d'études thématiques et de mémoires;
— en 1980-1981 : 820 conventions liées à l'enseignement alterné.

La véritable action associative

L'I.S.G. est une association composée des associations de professeurs, de fondateurs, d'anciens, et d'étudiants de l'I.S.G.

• 37 associations autonomes sont liées à la vie associative de l'I.S.G., elles sont représentées au sein d'un conseil permanent garant d'une politique éducative liée à l'expérience directe et à la responsabilité :

• A caractère régional ou national : I.S.G. Conférences, I.S.G. Débats, Gala des Grandes Écoles, Journées Nationales de la Création d'Entreprises, I.S.G. Avenir (Association pour la valorisation dans l'entreprise de l'innovation et de la recherche).

• A objectifs internationaux : I.S.G. Tiers-Monde, Europe Étudiants Entreprises, Rencontres Internationales, Pratiques et accords internationaux (emplois, missions d'études, cycles intégrés universitaires en Amérique, Afrique, Asie, Europe, dont plus de 1.200 I.S.G. ont bénéficié à ce jour. Seul établissement français ayant une représentation permanente en Afrique et aux U.S.A.

• A vocation éducative, culturelle, et de formation : I.S.G. Informatique, I.S.G. Entreprise, I.S.G. Concerts,

Enseignement alterné en Europe, la Fête de l'Écriture... Avec plus de 120 « Manifestations » en 1980-81, et plus de 700 « I.S.G. » exerçant de réelles fonctions associatives.
• Des services « I.S.G. » animés par les enseignants et les étudiants : Forum Gestion, Recherche, Subventions et scolarités... Pour l'I.S.G. la réussite de la vie associative doit être ouverte à tous et être d'intérêt général : novembre 1980, Gala pour la Liberté d'Expression, juin 1981, Congrès National de la Vie Associative (cf. Le Monde du 16.6.81).

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION



8 rue de Lota, 75116 PARIS

(1) 553.87.46

Le rôle des associations d'éducation est essentiel. Elles ont un statut et une indépendance adaptés à l'enseignement supérieur et

L'EXPÉRIENCE DE LA RÉUSSITE PROFESSIONNELLE

La valeur d'un centre d'enseignement supérieur doit aussi se concrétiser :

• Par le plein emploi des diplômés

Les règles de l'enseignement alterné, les liens avec les secteurs professionnels, l'information des entreprises pour le premier emploi, conduisent à constater à nouveau en 1981 le plein emploi des « I.S.G. ».

• Par la valeur du titre :

L'association des anciens étudiants a présenté les résultats de son enquête au 31 mars 1981 : Le salaire annuel moyen de premier emploi pour les 2^e cycles I.S.G. : 89.000 F pour les 3^e cycles I.S.G. : 125.000 F (cf. L'Expansion juin 1981 pour le « 2^e cycle classique I.S.G. » : 81.000 F).

• Par la qualité et la diversité des fonctions des anciens « I.S.G. »

Commercial	37 %	Direction Générale	9 %
Informatique	5 %	Expertise, Comptabilité	6 %
Marketing	10 %	Banques	6 %
Personnel - Formation	2 %	Créations d'entreprises	5 %
Finances - Gestion	20 %		

MD - JPF - IP Mahouff

La qualité de l'enseignement supérieur de la gestion est reconnue par tous dans la diversité des universités, des établissements consulaires et privés. L'I.S.G. souhaite que, dans le cadre d'un accord global avec les pouvoirs publics, soient examinées, en fonction du caractère spécifique de chaque établissement, les questions relatives à la sélection, l'orientation, le financement, les équivalences, et les règlements pédagogiques. L'I.S.G. affirme la valeur spécifique de l'enseignement supérieur intégré à la VIE ASSOCIATIVE : **LE SECRET DE LA RENOMMÉE DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION : « LES I.S.G. ».**

RÉGIONS

Ile-de-France

NOUVEAUTÉS DANS LES VILLES NOUVELLES

Sept cent mille habitants et un seul député à soi

Un vivier politique un champ d'expérience économique

Neuf villes nouvelles, sept cent mille habitants, un seul député qui en soit véritablement issu dans la nouvelle Assemblée nationale, M. Jacques Guyard (P.S.), élu dans la deuxième circonscription de l'Essonne et président du syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle d'Evry.

Ces villes, créées de toutes pièces au début de la Ve République par la seule volonté du pouvoir central, semblent être quelque peu « oubliées » dans les grands débats politiques, au moins nationaux, même si, localement, la vie associative et politique y est intense.

Les responsables de ces villes nouvelles n'ont, il est vrai, guère de temps à consacrer aux affaires régionales et nationales. Leurs dossiers sont lourds, et les nouveaux habitants qu'ils représentent ont longtemps été considérés comme des « étrangers », pour ne pas dire des « occupants », aux yeux des anciens, qui n'appréhendaient guère de voir perturber leur tranquillité. Se présenter devant les électeurs ruraux avec l'étiquette de responsable de l'agglomération nouvelle, loin d'être un gage de succès, est un handicap certain. Le découpage des circonscriptions ne tenant pas compte de l'existence de ces villes nouvelles, leurs députés sont pourtant parmi ceux qui représentent, proportionnellement, le plus grand nombre d'électeurs.

Si les villes nouvelles, à une exception près, n'ont pas « leur » député, leur poids est incontestable dans les résultats électo-

raux. Vivier de « nouveaux socialistes », le P.S. est en train d'y prendre, petit à petit, la majorité et le pouvoir. Et si les candidats de M. François Mitterrand y ont rarement fait leurs classes « politiques », ils ont été bien aise de s'appuyer sur elles pour conquérir leur siège. Déjà, en 1978, Cécile Fontaine avait largement pris sa part dans la victoire de M. Alain Richard dans la première circonscription du Val-d'Oise, comme Mehdi-Sémar conforte maintenant la position de M. Alain Vivien dans la première circonscription de Seine-et-Marne.

Cette fois, les socialistes ont emporté les sièges de la huitième des Yvelines, où se trouve Saint-Quentin-en-Yvelines, de la deuxième de l'Essonne, qui englobe Evry, et la deuxième de Seine-et-Marne, où est bâtie la plus grande partie de Marne-la-Vallée. Toutes les villes nouvelles d'Ile-de-France ont donc maintenant un député socialiste.

Des défenseurs bien placés

Le nouveau pouvoir ne pourra donc se désintéresser d'elles. D'autant que les villes nouvelles auront à l'Assemblée nationale un porte-parole qui fait autorité. M. Jacques Guyard est aussi le président de l'association des élus des villes nouvelles, où toutes les tendances politiques sont confondues. Même s'il est seul, il aura de nombreux appuis : le président de M. Mermas est le président du conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de l'Île-d'Abeau, un des vice-présidents du syndicat communautaire d'Evry, M. Christian Rollet, est au cabinet de M. Mauroy. Le directeur du cabinet de M. Quilliot, ministre du logement et de l'urbanisme, s'est longtemps occupé des villes nouvelles, comme celui du cabinet de M. Joseph Franceschi, le secrétaire d'Etat aux personnes âgées. Il y a là un « groupe de pression » qui pourra se faire entendre.

Les villes nouvelles en auront bien besoin. Le dossier ne sera pas plus simple pour le gouvernement de M. Mauroy qu'il ne l'était pour celui de M. Barre. D'autant que si certains socialistes ont joué la carte des villes nouvelles, d'autres ont largement participé à leur contestation, et particulièrement au refus de leur extension. Mais, par exemple, si M. Quilliot veut donner un coup de fouet à la construction de nouveaux logements, il devra nécessairement faire appel aux villes nouvelles. Comme le dit M. Guyard : « Les dépendibilités foncières ne sont pas changées d'un coup de baguette magique. En Ile-de-France, les villes nouvelles sont un des seuls endroits où l'on trouve du terrain à bâtir pas trop cher. » Cela dit, il faudra aussi « lancer des opérations

de reconstruction des quartiers anciens », affirme le nouveau député d'Evry.

Douze mille logements neufs sont construits tous les ans dans les cinq villes nouvelles de la région parisienne. Déjà, l'ancien gouvernement « avait » souhaité accélérer le rythme pour atteindre quinze mille, voire vingt mille. Ce n'était pas simple. « Nous ne pouvons pas aller au-delà de quinze mille logements par an », dit M. Guyard, « sauf peut-être une année pour faire face à l'urgence. » Et encore, cela implique que soient donnés aux villes nouvelles les moyens de se doter d'équipements indispensables, moyens qui leur étaient chichement mesurés ces dernières années : si on leur donne trop largement satisfaction, ne risque-t-on pas de raviver la jalousie des villes voisines ? On peut s'attendre à des discussions serrées entre élus locaux et représentants du pouvoir central, avec, si est vrai, une différence de taille : maintenant les socialistes sont présents des deux côtés de la barrière. « Ce qui va changer, c'est qu'il y aura une véritable négociation », affirme M. Guyard, qui ajoute : « La construction des villes nouvelles n'est pas une opération d'intérêt local, mais relève de la politique nationale d'aménagement du territoire. » Ce que certains de ses collègues semblent avoir oublié. Le groupe central des villes nouvelles, qui, jusqu'alors, relevait directement du premier ministre, dépend maintenant de M. Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire. C'est avec lui que l'association des élus se rendra dans les prochains jours pour que les villes nouvelles trouvent leur place dans le plan intermédiaire que prépare le gouvernement.

« Tout sera plus simple »

« Tout sera plus simple », affirme encore le président du syndicat communautaire d'Evry, quand la véritable réforme de la fiscalité locale voulue par les socialistes sera en place. Cela prendra du temps. En attendant, M. Guyard s'efforcera de faire voter, le plus rapidement possible, un aménagement provisoire remplaçant le projet de loi préparé

FABRICANT - VENTE DIRECTE
COUVERTS
ARGENT ET INOX
ORFÈVRE
Depuis 25 ans s'occupant de la
République
FRANOR 70 R. AMELOT
75011 PARIS
TEL. 700.87.84 - Fermé le samedi
Catalogue gratuit M sur demande

Pour les villes nouvelles comme dans beaucoup d'autres domaines, on peut donc penser que dans le changement il faudra, d'abord, assurer la continuité. Réalisme oblige.

THIERRY BRÉNIER.

DANS LE FUTUR CENTRE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Les voitures feront aussi partie du paysage

Les derniers seront les premiers. On peut s'étonner qu'une ville pense à construire son centre, longtemps après avoir étalé ses quartiers résidentiels et ses bases de loisirs de part et d'autre d'une autoroute et de voies de chemin de fer.

L'APPEL d'idées lancé il y a un an auprès de neuf équipes d'architectes (Le Monde du 5 août 1980) était très clair, notamment sur un point : les automobiles et les passants devaient circuler au même niveau, se croiser parfois, et s'apprivoiser mutuellement. Cela supposait que la trame urbaine, la largeur des voies et la disposition des immeubles décourageaient les voitures de rouler trop vite, les contraignant à un « ralentissement » qui n'est pas négligeable dans l'agencement des villes traditionnelles.

Pouvoir déposer quelqu'un sur un trottoir, se garer quelques instants à deux pas d'une boutique, sont une des commodités dont les villes trop modernes voulaient nous priver. Aussi bien dans les rues piétonnes quand elles sont excessives, ou mal étudiées, que sur les dalles immenses et ventueuses qui resteront la marque de l'urbanisme rationaliste des années 60, on a péché par systématisme. En faisant mine d'oublier que personne n'est tout piéton, ou tout automobiliste, et que le passage d'un état à l'autre est, par des couloirs, des ascenseurs, des souterrains et des passages, une épreuve généralement éprouvante.

Poser ce principe a priori, et vouloir aussi que la ville soit nettement marquée en son centre par une certaine monumentalité, conduisait à s'inspirer des formes class-

C'est pourtant l'une des chances de Saint-Quentin-en-Yvelines. A l'ouest de Versailles, que de réfléchir à son quartier central, bien après les autres villes nouvelles de la région parisienne.

ques de l'urbanisme volontaire. Il semble que, depuis l'automne, on ait surtout travaillé, à Saint-Quentin, sur le projet élaboré par Alain Cornet-Vernet, architecte à Versailles, et l'Espagnol Manolo Nuñez.

On peut voir pendant une dizaine de jours, à l'école d'architecture de Conflans, à Charenton, les maquettes et les esquisses de ce projet exposées parmi les œuvres de Manolo Nuñez, l'un des fondateurs du Taller de arquitectura de Barcelone, en 1962, et dont il s'est séparé il y a trois ans, après l'échec du projet des Halles, pour former sa propre équipe, au Grand-Hornu, en Belgique, et à Paris.

Né à Samarcande, en URSS, en 1942, d'un père

Trois mille logements

Le centre de Saint-Quentin (130 hectares, 3 000 logements, 50 000 mètres carrés de commerces, 175 000 mètres carrés de bureaux) sera, si on le suit, ordonné, orienté, organisé. On devrait, moins qu'ailleurs, s'y perdre dans le dédale des échangeurs qui font tourner la tête, des parkings qui désorientent, des passerelles qui séparent et déjoignent. Les axes du centre seraient nettement marqués par des portes (porte de Paris, porte de Versailles...).

Une avenue conduirait à la place du Carrousel d'où les voitures pourraient, si elles le veulent, calmer par un « pin-

républicain espagnol réfugié, retourné à Barcelone à l'âge de quinze ans, Manolo Nuñez est l'une de ces figures qui ont fait l'originalité et la célébrité du Taller de arquitectura. Comme d'autres s'y adonnent à la musique ou aux mathématiques, tout en participant à l'œuvre commune et à la définition de la « ville dans l'espace », dont le plus beau modèle reste le Walden 7 de Barcelone. Manolo Nuñez partageait son temps entre le dessin et le théâtre. Il lui en reste un don pour la mise en scène de l'espace qui s'exprime de façon un peu inquiétante et solennelle dans un projet en construction à Marne-la-Vallée et, de façon beaucoup plus raisonnable et classique, dans les études pour Saint-Quentin.

ement », un passage, genre guichets du Louvre, traverser la Grand-Place après être passés sous les immeubles de logements (neuf étages) qui la bordent.

Sous les arcades, des commerces, ce qui est bien naturel, mais n'est plus jamais tenté dans les constructions entièrement neuves. Tout autour de cette place monumentale, de 100 mètres de diamètre, une double galerie commerciale sur 450 mètres de long et qu'il serait sans doute plus agréable de ne pas couvrir d'un bout à l'autre. Directement reliée à la place centrale, un hypermarché à

mentaire (sous la pyramide du gymnase), ses réserves et ses parkings, masqués à la vue, mais faciles d'accès puis-que tout cela reste au niveau du sol naturel.

A l'opposé, en direction du grand parc urbain qui fourrerait le centre animé, une grande serre tropicale, ce jardin d'hiver que tous les urbanistes rêvent de donner aux consommateurs d'images exotiques que nous sommes devenus à la faveur des clubs de vacances et des voyages à la chaîne.

On peut faire confiance à Manolo Nuñez pour « tenir » tout cet ensemble d'éléments qui ressemble à un pense-bête de ce qu'il ne faut pas oublier pour faire un vrai centre (il y a aussi un commissariat de police, quelques part entre la gare et la place). Pour tracer des voies qui débouchent sur quelque chose, un élément monumental ou pittoresque, afin de guider le visiteur ou l'habitant.

On peut aussi s'attendre à une architecture puissante, exprimant avec un vocabulaire très contemporain les images fortes de certains éléments de la fin du dix-huitième siècle. Voilà, en somme, un événement si les investisseurs commerciaux se prennent au jeu de la « vraie ville » et si les élus osent donner aux habitants de la ville nouvelle dispersée dans la campagne, colonisée le sentiment de l'urbanité.

MICHELLE CHAMPENOIS.



VACANCES

5 TIRAGES CONSECUTIFS

pensez LOTO

2 FORMULES DISPONIBLES:

BULLETIN D'ABONNEMENT SIMPLE

BULLETIN D'ABONNEMENT MULTIPLE

notice à votre disposition chez tous les dépositaires

AB 814

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Cycle de formation supérieure d'une durée de 3 ans de généraliste de la gestion.

Préparation aux diplômes d'Etat :

- D.E.C.S.
- B.T.S. d'action commerciale

Une large ouverture sur la vie des entreprises (séminaires, visites, jeux d'entreprises).

Documentation gratuite sur demande : 130, rue de Clignancourt 75018 PARIS - 252.27.27

Financement privé du gouvernement technodiscipliné

525 مازالاصح

DÉFENSE

Les troupes à pied et les unités du contingent en vedette du défilé du 14 juillet à Paris

Les troupes à pied et les unités du contingent seront les vedettes du défilé militaire du 14 juillet, sur les Champs-Élysées, à Paris. Le chef de l'État a, selon un communiqué de l'Élysée, « souhaité que les cérémonies militaires de la fête nationale traduisent l'assise populaire de la défense et soient l'occasion d'une rencontre entre le peuple et son armée ». L'Élysée précise que l'accent sera mis sur les troupes à pied (six mille six cents militaires) et sur les unités à base d'appelés.

D'autre part, selon la présidence de la République, « des cérémonies décentralisées d'une ampleur inaccoutumée » auront lieu, dès le 13 juillet en fin d'après-midi, dans les villes-sièges de région militaire (Paris, Lille, Lyon, Rennes, Bordeaux et Metz) et à Marseille et à Strasbourg. De nombreuses présentations d'unités sont prévues dans ces huit villes, ainsi que des concerts de musique militaire.

Libres opinions

LE MÉPRIS DE L'ENNEMI

par PHILIPPE DEBAS (*)

Le ministre de la défense n'aime pas les films sur les généraux : il préfère ceux qui portent sur les soldats. Flambeau est attaché à Marmont ne l'est pas. Mais selon le talent de celui-ci, il y a plus ou moins de chances que celui-ci vive. Patton ne ménageait pas ses hommes ; mais il était avare de leur sang. L'intérêt que le ministre porte à ses administrés n'exclut pas le caractère meurtrier de certaines des théories qu'il émet.

Patton met les choses en ordre. L'affaire du soldat, dit-il à peu près, n'est pas de mourir pour sa patrie ; elle est de faire que l'enfant de saul d'un face à sa mère pour la sienne. Euphémisme dit autrement : « Tu es au combat la suprême habileté : faire du mal à l'ennemi tout en préservant son corps et sans dépendre de la fortune... ». Ici, l'ennemi est tué parce qu'il est craint. Il est considéré.

A l'inverse, un autre principe méprise l'ennemi. Celui-ci est aveugle et lâche. Il tombe dans tous nos pièges ; il refuse devant nos assauts. Un tel adversaire est commode. Malheureusement, le champ de bataille le montre sous un autre jour. Pompièrement, le champ de bataille des légions du sol de l'Italie : César ne lui en a pas laissé le temps. L'impuissance de nos chevaliers avait raison de toutes les armées, sauf à Courtrai, Crécy, Poitiers, Azincourt, Pavie. Carnet pensait que l'ardeur des volontaires suppléerait les fusils ; il a changé d'avis dès les premières rencontres. L'offensive à outrance de 1914 devait plier l'ennemi à notre guise ; le résultat se lit sur tous les monuments aux morts. La ligne Maginot...

Aujourd'hui, deux théories renouvellent le mépris de l'ennemi : la dissuasion nucléaire et la résistance populaire. Elles tiennent que la suprême habileté au combat est de se faire plus de mal qu'à l'ennemi.

La première s'appuie sur des possibilités techniques incontestables. La France peut causer des pertes irréparables à quiconque. En revanche, si son adversaire possède des armes nucléaires, elle meurt. Quel enjeu démesuré exige le suicide ? Les ménages à trois ne sont pas tous composés de Phébé, Thésée et Hippolyte. Il y a des accommodements. Les forces nucléaires stratégiques nous permettent, suivant le mot du général de Gaulle, de venger notre propre mort. C'est considérable : mais c'est tout.

La deuxième théorie, qui tient pour acquis l'échec de la première, propose de faire de la guerre de Cent Ans l'idéal de notre défense. Elle laisse l'adversaire envahir le territoire pour mieux l'étrémer. Elle lui donne tout afin de tout lui reprendre. La don est assuré ; la reconquête à faire. L'occupant se retirera peut-être un jour, lassé. En attendant, il aura assez d'énergie pour supporter nos souffrances.

Ces théories ignorent, en outre, notre position. Nos efforts étant bornés à notre territoire, nous sommes conviés à « assister au massacre des innocents dans la plaine du haut de nos murailles ». Quelle politique européenne mener ? Nos voisins chercheraient-ils une alternative à la garantie américaine auprès d'une puissance nucléaire de leur continent ? Qu'ils ne comptent pas sur nous. De même, nos amis de Méditerranée et d'Afrique. Nous leur tiendrons des discours.

Les forces stratégiques nous protègent de leurs ennemis. En-deçà, il convient de briser les armées qui voudraient nous dicter leur loi. Notre époque et notre dimension veulent que la nucléaire y préside. En Europe, la taille de certains est telle que nous cherchions en vain à aligner autant de divisions blindées. Au loin, le prix des moyens de transport interdit de porter de nombreux bataillons. Si nous voulons compter, il faut peser. Le seul armement classique ne le permet pas. Et pourquoi préférer la pique au fusil ? Ne voit-on pas que les deux plus grands producteurs, par milliers, les armes nucléaires tactiques.

Les armées de haute technologie, donc coûteuses, sont peu nombreuses ; elles sont de métier. Le service militaire revient à ses origines : la milice. Celle-ci peut être municipale. En tout cas, il lui échappe, dans la paix, d'équilibrer les professionnels ; dans la guerre, de garantir les arrières et de veiller à ce que l'urbanisation interdite à l'atome.

La guerre est un massacre de gens qui ne se connaissent pas, et faite au profit de gens qui se connaissent et ne la font pas. Ceux qui s'ignorent savent que les ministres de leur compas ; plus encore de leur fournir l'outil tel que ce soit l'« enfant de saul d'un face » qui meure pour sa patrie.

* Auteur du livre *Armée de l'atome*, édition Copernic.

MANIFESTATION CONTRE L'EXTENSION DES CAMPS MILITAIRES SUR LA PRESQU'ÎLE DE CROZON

De notre correspondant

Brest. — Une manifestation contre l'extension des terrains militaires a rassemblé environ mille cinq cents personnes, samedi 27 juin, à Crozon (Finistère). Elle a donné lieu à un défilé jusqu'à Morgat, station balnéaire distante de 3 kilomètres de la commune de Crozon dont elle fait partie. Une trentaine de moutons, guidés par des paysans du Larzac, ont traversé la marche. M. Jean Beaufort, député socialiste du Finistère ; Claude Yvenal, maire de Crozon et conseiller général (P.S.) du Finistère ; le général Jacques Paris de Bollardière, et Mme Anne Kervat, présidente du comité de défense de Pligoff, s'étaient joints aux manifestants.

C'est la première fois, depuis que la marine nationale y est installée, qu'un rassemblement à la fois anti-militariste et anti-nucléaire a lieu dans la presqu'île de Crozon. Sur le territoire de ce canton du Finistère, qui s'étend sur environ 19 000 hectares, sont installés : à Landec-Poulmic, l'école navale et une base aéronavale ; à l'Île-Longue (commune de Crozon), la base de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; à Roscavel, le 11^e ré-

giment d'infanterie de marine (centre d'entraînement de commandos). Un régiment d'infanterie, le 41^e, occupe depuis 1979 une caserne construite à son intention aux portes mêmes de la presqu'île. — J. de R.

MÉDECINE

Conflit au centre hospitalier de Sélestat

De notre correspondant

Strasbourg. — Le hall central de la sous-préfecture de Sélestat (Bas-Rhin) a été occupé, le lundi 22 juin, pendant quelques heures, par une quinzaine de délégués et militants C.F.D.T. qui réclamaient la réintégration dans ses fonctions d'un de leurs collègues, M. Jean-Claude Ditsch, infirmier spécialisé aide-anesthésiste au centre hospitalier de la ville. Le jour même, l'anesthésiste avait retrouvé son poste au bloc opératoire, mais sans qu'on lui donne, sur instructions du médecin chef du service d'anesthésie et de réanimation, un quelconque travail. Il se retrouvait donc dans la même situation qui est la sienne depuis neuf mois : la présence dans la chambre de garde, sans se voir confier la moindre tâche.

Un anesthésiste sans emploi

Le conflit qui oppose le chef du service d'anesthésie-réanimation, le docteur André, à l'infirmier, remonte au 23 octobre 1978. A cette date, ce dernier, qui est aussi délégué syndical C.F.D.T. et représentant du personnel, reprochait, devant le conseil d'administration du centre hospitalier, à son chef de service « d'avoir détourné, à son profit, des honoraires provenant d'actes médicaux pratiqués sur des patients admis en régime commun », comme l'indique le jugement du tribunal administratif de Strasbourg. Il l'accusait d'avoir mis sur pied, à l'intérieur de l'hôpital, un service privé en faisant opérer des malades entrés à l'hôpital en service public pour le régime privé. Les malades n'étaient pas légalement dans l'affaire puisqu'ils étaient remboursés par la Sécurité sociale. Selon le syndicaliste, les sommes ainsi versées au service privé auraient dû revenir à « la masse des honoraires pleins temps » destinée entre autres à concourir au financement d'investissements en matériel pour le service. Une enquête de la direction départementale des services de santé concluait, de son côté, qu'il n'y avait rien à reprocher au médecin sur le plan réglementaire.

La direction a reconnu qu'elle n'était pas en mesure de faire exécuter la décision du tribunal, n'ayant pas autorisé hiérarchiquement le médecin, sauf à demander une sanction contre lui, ce qu'elle n'envisage pas de faire.

JEAN-CLAUDE HAHN.

M. Pierre Guillaumat, ancien ministre, ancien président d'E.D.F., vient d'accéder à la présidence de la Ligue nationale française contre le cancer, où il remplace M. Roger Gaspard, qui avait donné sa démission pour raisons personnelles.

Accès à la salle d'opération interdit

Quatre jours plus tard, le médecin-chef de service demandait au directeur de l'hôpital de muter, « pour faute professionnelle grave », l'infirmier dans un autre service, et, sans attendre la décision, le reléguait à la salle d'opération pour l'affecter au poste réveil - du service d'anesthésie. Trois mois plus tard, la di-

ÉDUCATION

Le SNI avait donné des consignes nationales pour l'attribution du brevet des collèges

C'est le conseil national du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNI-P.E.G.C.), réuni le 15 mai dernier, qui avait fixé l'attitude à adopter dans les jurys d'attribution du brevet des collèges. Attitude que la Fédération de l'enseignement privé (FEP-C.F.D.T.) a dénoncée la semaine dernière en révélant que certaines sections locales du SNI-P.E.G.C. avaient appelé leurs adhérents à refuser d'examiner les dossiers des élèves de l'enseignement privé (« Le Monde », date 28-29 juin).

Le brevet des collèges, qui remplace, depuis cette année, le brevet d'études du premier cycle (B.E.C.), est attribué par un jury départemental, présidé par l'inspecteur d'académie, et composé des inspecteurs pédagogiques régionaux, des professeurs de lycées d'enseignement professionnel, des principaux de collège, de membres des personnels enseignants de l'Etat. Pour les élèves du secteur public (sauf ceux qui sont scolarisés à l'étranger) et aussi pour ceux des établissements privés sous contrat, le jury se prononce au « sein » des résultats du contrôle continu.

Le SNI-P.E.G.C. désapprouve cette disposition. Selon lui, tous les élèves de l'enseignement privé devraient passer un examen et non seulement ceux qui étudient dans un établissement hors contrat. Dans l'école libérale du 18 juin, il accusait le brevet des collèges de « marquer un pas de plus dans la concurrence déloyale entre service public et enseignement privé », et annonçait l'envoi de consignes « fermes et nuancées » à ses adhérents.

Bien qu'aucun incident notable n'ait été signalé, cette directive nationale a suscité quelques réactions. Le Syndicat national des personnels de l'enseignement privé (S.N.P.E.P.) a communiqué les « directives sociales » données par « des sections régionales » du SNI-P.E.G.C. M. Bernard Sini, président-délégué du Centre des démocrates sociaux (C.D.S.) considère que ces directives « d'inspiration totalitaire » constituent une « atteinte à la liberté de l'enseignement ».

Quant à la Société des agrégés, elle profite de l'occasion pour demander par la voix de son président, M. Guy Bayet, « l'examen obligatoire défini au plan national » pour l'attribution du brevet des collèges, comme il en va pour le certificat d'études et le baccalauréat.

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande
• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle
IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 633.81.22/229.03.71/354.45.67

Une manifestation du Syndicat de la psychiatrie

« La folie est triste, savez-vous »...

Les temps n'ont guère changé : pour les cent sept mille malades internés dans les hôpitaux psychiatriques, une centaine de manifestants seulement se sont réunis pour demander la suppression des asiles, samedi 27 juin, devant l'hôpital Sainte-Anne, rue Ferrus, à Paris, rassemblée « rue des Frisons et des Inscrits ». La marche, à partir de la place Saint-Michel, avait eu lieu dans l'indifférence générale. « Il y a déjà assez de dingues comme ça à l'extérieur », dira simplement un commerçant.

Le personnel de la plupart des hôpitaux psychiatriques de la région parisienne avait pourtant été invité par les militants du Syndicat de la psychiatrie, qui était à l'origine de la manifestation (1). « La drogue à chacun

d'avoir sa place parmi nous » et celui d'« être aidé sans être jugé mineur », pronés par les manifestants, n'ont guère fait recette : quelques infirmiers psychiatriques seulement étaient présents, et on ne comptait qu'un chef de service d'un hôpital psychiatrique. Le représentant du Syndicat de la magistrature, lui-même, occupé par un conseil national très important, s'était fait excuser. « On ne gouverne pas tout le temps et tous ensemble », s'exclame une avocate présente au nom du Syndicat des avocats de France, on peut tout de même se déplacer. La silhouette de M. de Felice, avocat de toujours des luttes les plus dures sous le septennat précédent, qui représentait la Ligue des droits de l'homme, semblait indiquer que cette cause-là n'était pas gagnée.

« Des choses trop sérieuses »

La fête, pourtant, a eu lieu : les murs gris ont été recouverts d'une belle fresque pleine de couleur et de soleil, la rue a retenti des cymbales et des flûtes du groupe B 12, composé de malades de l'hôpital de jour d'Antony, et quelques manifestants, torse nu, et dissimulés derrière des masques blancs, ont surgi soudain en haut de la muraille, bien découverts dans le ciel gris. Silhouettes mystérieuses venues de l'univers astraire.

Signe des temps : les deux premières chaînes de télévision étaient présentes. Et le soir, les téléspectateurs auront l'impression que Paris tout entier était parti à l'assaut des forteresses psychiatriques. « Avant le 10 mai, explique un technicien, on se déplaçait déjà, mais les films ne passaient pas... »

Sainte-Anne resta fort discret : « Ce sont des choses trop sérieuses pour être discutées dans la rue », déclarait un médecin, qui sortait de l'hôpital dans sa voiture. « La folie est triste, savez-vous », commenta un membre du personnel administratif. Enfin, un ambulancier, fort de ses trente et un ans de métier, déclara :

« L'hôpital n'est vraiment plus concentratoire comme autrefois... L'existence de l'arbitraire a pourtant été rappelée par plusieurs malades qui ont pris la parole. Parmi eux un homme de vingt-neuf ans, soigné actuellement à Sainte-Anne, a raconté, très calmement : « Médecin d'origine, quatre infirmiers ont surgi chez moi avec une camisole de force, m'ont d'un certificat de placement volontaire signé par mon père et mon frère médecin. Ceux-ci sont très inquiets parce que le suis un peu dépressif. Or, un de mes frères s'est suicidé il y a quelques années. Pourtant les infirmiers n'ont pas jugé bon de me donner des médicaments. Pourquoi donner un tel pouvoir d'intervention arbitraire à la famille ? »

« Le problème de la folie est un problème de liberté », ont estimé ces psychiatres, qui ont écrit une lettre ouverte à M. François Mitterrand : « Il s'agit, monsieur le président, d'engager à la suppression des hôpitaux psychiatriques ».

NICOLAS BEAU.

(1) Syndicat de la psychiatrie, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, téléphone 831-43-38, permanence le vendredi à partir de 21 heures.

Admissions aux agrégations

- **GENIE ELECTRIQUE** (par ordre alphabétique).
MM. Amberg (33^e ex), Bianchi (14^e ex), Gérard Bonnet (37^e ex), Jérôme Candau (2^e), Caron (35^e), Champenois (3^e), Clavreau (14^e ex), Cornu (24^e ex), Cunliffe (7^e), Sabatius Dominique (38^e ex), Dubois (28^e ex), Erta (40^e), Gaudry (32^e), Gentil (28^e), Gerardin (22^e), Hertz (37^e ex), Jouvencel (14^e), Ledroit (4^e), Leguen (5^e ex), Lehmann (18^e), Loran (10^e), Louarn (39^e), Louiche (30^e), Magnan (1^e ex), Massard (38^e), Daniel Muller (30^e), Niederhorn (11^e), Parillon (18^e), Pépin (3^e), Sylvain Perrin (14^e ex), Pélissier (17^e ex), Placido (17^e), Bellier (33^e ex), Jean-Jacques Rousseau (23^e ex), Sallou (38^e ex), Sanchez (24^e ex), Sergent (38^e), Stenard (11^e ex), Pascal Thierry (8^e), Vialle (28^e ex).
- **POLONAIS** (par ordre alphabétique).
Mmes Maria Helena Grigolion née Brzezinska (2^e), Eva Maria Studzinska née Opolowicz (12^e).
- **ITALIEN** (par ordre alphabétique).
Mmes et MM. Lorenza André, née Barbieri (3^e ex), Bégin Assal, née Boutegge (4^e), Maria Olusal, née Signorini (3^e), Martin Duprat (9^e), Nella Henry, née Buticco (3^e), Laurence Leroy (7^e), Rosalia Onal (9^e), Francine Plassa (17^e), Jacqueline Raynaud (10^e), Evelyn Sam (1^e ex).
- **HEBREU MODERNE** (par ordre alphabétique).
M. Joseph Cohen (2^e), Samuel Vaniche (1^e).
- **ARABE**.
M. Jean-Patrick Guillemau.

● **Rassemblement des défenseurs de l'enseignement catholique**. — Près de cinq mille personnes ont participé, samedi 27 juin, au parc des expositions de Vanves (Morbihan) à un rassemblement organisé par le Comité départemental pour l'avenir de l'enseignement catholique. M. Henri Lefebvre, ancien président de l'Union nationale des associations des parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), a déclaré à cette occasion : « Si la liberté est attaquée, on la défend, et la liberté est défendue, on la reconquiert par la force. » Il a souligné que l'enseignement catholique continue à vivre et à progresser. « La liberté de l'enseignement, personne n'y touchera ; nous avons choisi depuis 1959 d'être éducation nationale, nous voulons consacrer la présidence de la République que nous sommes pour le pluralisme. »

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse
Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

Duel Borg-Ge

Le duel Borg-Ge est un événement sportif majeur. Les deux joueurs, Björn Borg et John McEnroe, se sont affrontés dans une série de matchs épiques. Le premier match, en 1979, a été marqué par une victoire de Borg en cinq sets. Le second match, en 1980, a été une victoire de McEnroe en quatre sets. Le troisième match, en 1981, a été une victoire de Borg en cinq sets. Ces matchs ont été considérés comme l'un des plus grands du tennis moderne.

physicien dans le boudoir entre les pays

Cette expression fait référence à la physique nucléaire et à son rôle dans la guerre froide. Les scientifiques ont travaillé à développer des armes nucléaires, ce qui a conduit à une course aux armements entre les États-Unis et l'Union soviétique. La physique nucléaire a également joué un rôle dans la médecine et l'énergie.

CHEVEUX

Cette section traite des soins pour les cheveux, y compris les coupes, les colorations et les traitements. Elle propose des conseils pour maintenir la santé et l'apparence des cheveux.

LE VIAGER

Cette section traite des assurances-vie et des produits financiers. Elle propose des conseils pour choisir le bon produit et pour gérer son patrimoine.

مكتبة من لاصح

Le Monde

culture

THÉÂTRE

Entretien avec Jacques Rosner, directeur du Conservatoire

Les vivants qui sont là

« Le bond en avant, dit Jacques Rosner, qui a eu lieu, comme vous le savez, en 1971 et dans les années suivantes, est sous l'impulsion prépondérante, en effet, d'André Vitez, et qui était visible dans l'extrême qualité de ces Journées de fin d'année, au cours desquelles les tout jeunes élèves du Conservatoire s'orientaient presque au sein de leur école une exposition neuve proposée à tous — ce bond en avant a été dû aussi au fait que, dans l'enceinte du Conservatoire, la libération et le « mieux » culturels de mai 68 ont été, si l'on veut, décalés dans le temps. »

Cette libération, ce progrès, ont eu leur effet avec pas mal de retard. Sur le moment, il y a eu des pesanteurs. Les élèves ont dû faire face plus qu'ailleurs souvent à des volontés contraires. On a réfléchi plus longtemps. Il a fallu plusieurs saisons pour transformer les structures, et pour promouvoir l'orientation nouvelle. Les structures, les données matérielles du travail, c'est décisif. Nous en avons renoué, nous ensemble, pour organiser les actions en cours d'année, comme pour présenter les Journées finales, qui donnaient lieu à plus d'oppositions parce qu'elles étaient plus publiques. Puis nous avons tenté d'autres structures, parce que les premières présentaient des

manques. Et nous continuons de changer, car l'école est vivante. Mais tous dans cette maison nous avons vu assez vite que la formation de l'acteur est une aventure particulière, qu'il y a une part de talent, de présence, de nature, de personnalité qui ne s'apprend pas, qui n'est pas soumise à telle ou telle structure, et que ce qui détermine la bonne marche du Conservatoire, ce ne sont pas les structures, mais les êtres humains qui sont là, les uns avec les autres. »

Qui sont les étudiants ? Qui sont les professeurs, les animateurs des ateliers ? Et comment eux-mêmes changent-ils, deviennent-ils autres, dans la durée de leur séjour ? Tout repose sur cela.

Par l'effet mal 1968, effet décalé dans le temps, les femmes et les hommes du Conservatoire changèrent. Les élèves étaient d'autres élèves, plus ouverts, plus conscients, plus responsables, plus curieux d'une culture d'ensemble, plus travailleurs, et plus intéressés aux destinées du pays. Moins repliés sur eux-mêmes, prêts à partager plus profondément, plus de choses avec leurs professeurs et leurs camarades. Quant aux professeurs, on sait comme ils figuraient des esprits, des projets, des méthodes nouvelles. »

Lorsque le bond en avant a cessé

« Un caractère particulier de ce bond en avant, c'est qu'il impliquait, chez les élèves comme chez les professeurs, une mobilisation de l'esprit d'ordre général, une toralité de prise de conscience, dont le champ débordait de beaucoup les murs de l'école, recouvrait les choses publiques, alors qu'en revanche la politique officielle et la majorité restaient apparemment en retrait. Cela est vrai pour l'ensemble des activités de la nation, 1968 avait « lancé » un mouvement réel qui allait de l'avant, dans une société qui ne suivait pas. »

Et puis, tout d'un coup, le bond en avant a cessé. Parce que, tout d'un coup, les élèves vivants au Conservatoire ont été autres. Cela s'est passé, d'une manière brusque, très frappante, en 1978. Dès l'échec de l'union de la gauche.

Cela peut sembler surprenant. Mais le fait est. La cassure fut nette. Et je crois que le Conservatoire a réagi alors comme un microcosme, un micro-climat, du pays entier. Dès l'échec de l'union de la gauche, ce ne furent plus, au Conservatoire, les mêmes filles et les mêmes garçons. Ceux qui arrivèrent étaient plus seuls. Plus sombres. Ils ne participaient plus à une trajectoire d'ensemble. Ils avaient plus l'enthousiasme. Ils fréquentaient moins les cours. Ne venaient pas aux ateliers. Ils travaillaient encore, mais chacun pour soi. Ils étaient redevenus les éponitiques de naguère. Les affaires du pays, ils feignaient d'y être insensibles. »

A la fin des années 1979, 1980, vous avez vu passer, au cours

des Journées, ces étudiants nouveaux, chez qui l'on sentait un détachement, un refus. Le tableau d'ensemble se maintenait pourtant, parce qu'il y avait là encore des étudiants entrés avant la cassure de 1978, comme Reoing ou Benedetti, qui continuaient de travailler beaucoup et qui « poussaient » certains autres. Et le jour était reconnaissant, certes, d'entretenir, dans le désarroi chronique, cette flamme. Mais, l'année dernière, ils sont partis. Ils avaient fait leurs trois ans. Il n'est demeuré que les entrées d'après 1978. Nous avons fait de notre mieux pour leur donner du tonus. Mais en même temps pour, quoi ne pas dire que leur désarroi nous paraissait inévitable, et même respectable. Désarroi qui a pris la forme d'entreprises bizarres, de mises en scène bizarres, et d'un théâtre plutôt pessimiste. Ce sont ces étudiants d'après 1978 qui ont tenu la scène au cours de ces dernières Journées de fin 1980, qui viennent d'avoir lieu. »

Les professeurs, eux, sous l'effet de la cassure de 1978, restèrent les mêmes hommes. Aussi bien ne m'appartenait-il pas de dire de le contraire, et cela avait eu lieu. Ils gardèrent la même énergie, et cette même dynamique d'un projet théâtral neuf. Cependant, la situation était à des échos différents, qui refusaient jusqu'à un certain point le partage. Dans l'enceinte du Conservatoire, comme hors du Conservatoire, après 1978, apportait une démobilitation maligne, contre quoi les professeurs, pour leur part, luttèrent, mais cette lutte elle-même suscitait sans

doute un changement des êtres et des actes. Ce que vous avez vu aux Journées 1981, les professeurs y ont pris leur part. Les étudiants avaient demandé cette expérience : agir entre eux. Et même pas entre eux : ce fut le résultat d'efforts individuels isolés, d'un refus d'agir ensemble. Or le théâtre est partage, partage incessant, travail à plusieurs, et il n'est pas étonnant que les élèves, au cours de ces Journées, aient paru plusieurs fois absents, alors qu'il y avait là, comme toujours, d'excellents acteurs. »

Plus fort, c'est que ce phénomène de non-jeu, de non-partage, des Journées 1981, s'est produit, lui aussi, avec un décalage dans le temps, mais un décalage à l'envers. Car, quelques semaines avant ces Journées, une nouvelle cassure s'est produite, aussi brusque que celle de 1978 : l'élection présidentielle. »

J'ai été très frappé par le fait que les étudiants, les solitaires et les démobilités de l'après-78, avaient peu participé à cette élection : beaucoup se sont abstenus. Or ils sont allés en masse voter aux législatives. De même qu'ils sont venus en masse demander, le soir de la dernière journée, une assemblée générale pour le lendemain, alors que depuis plusieurs années ils « séchaient » les assemblées générales. »

Qu'ils ont présenté à ces Journées de 1981, qui ne nous ont pas convaincu, c'était déjà plus eux. Ils étaient de nouveaux d'autres hommes par l'effet du renversement politique. Mais il était trop tard pour présenter aux Journées autre chose. A l'assemblée générale du samedi 27 juin, ils ont donc décidé, en somme, de reprendre le travail d'une manière collective. Ils vont se retrouver dans les ateliers et les stages. La solitude, le quant-à-soi, les lectures en secret, on fait tout temps. Mais ils ont même projeté que, l'année prochaine, chaque samedi, il y aurait confrontation, dans des réunions d'ensemble, de plusieurs travaux d'ateliers différents. Les échanges aideront à redonner l'air pour des créations du Conservatoire, pour un style ou des styles neufs qui nous seront propres, qui partiront d'ici, mais deux bons élèves n'ont pu passer aux Journées de scènes où ils auraient été, le crois, convaincant : Renoucl tournait un film, et Orcler répétait une pièce. »

Pour le reste, le départ est pris. Il ne faut pas s'émouvoir, les Journées 1982 sont excellentes. Déjà, avant même les vacances, les étudiants bouillonnent d'idées. N'est-il pas normal qu'ils prennent des résolutions, comme il n'était pas évitable que, dans un pays désemparé, ils manifestent à leur manière, le désarroi commun ?

Propos recueillis par MICHEL COURNOT.

Les acteurs pris de court

(Suite de la première page.)

Mais cette mutation, qui au Conservatoire comme ailleurs, a remplacé une conduite de rassemblement, par une conduite d'initiative et d'espérance, cette mutation brusque avait surgi trop tard pour que les étudiants du Conservatoire aient devant eux le temps matériel de recommencer autrement, du tout au tout, le travail qu'ils avaient déjà préparé pour ces Journées.

Contre mauvaise fortune bon cœur

Ils auraient pu annuler ces Journées. C'est été discuté. Et préjudiciable aux carrières, puisque viennent assister à ces Journées les futurs employeurs de ces acteurs nouveaux : directeurs de théâtre ou de compagnies, metteurs en scène (Plançon, Chéreau, étaient là comme de coutume) et agents d'acteurs, dont l'entreprise aide à trouver des engagements aussi bien dans les théâtres qu'au cinéma et à la télévision. On a donc estimé plus raisonnable de faire contre mauvaise fortune bon cœur, et de jouer un jeu que l'on avait déseigné. Et il est certain que cette situation fautive, ce fait d'accomplir une action déjà caduque, par la déception même qu'elle drainait, en a accentué les défauts.

Cela posé, examinons tout de même ces défauts, pour mémoire si l'on veut, et parce que toute expérience sert à quelque chose. Tout d'abord, après un prologue si grave, disons que ces défauts ne

furent pas criminels, que ces Journées ne furent pas une catastrophe. Il y eut même des moments, un sketch merveilleux de l'Allmand Karl Valentin, une scène de l'Echange de Claudius, un passage de l'Henri V de Shakespeare, et d'autres, où l'état de grâce passa, où ça brûlait les planches.

Mais, dans l'ensemble, le feu justement ne prenait pas, le jeu était laborieux, la mise en scène absente, les textes que l'on avait choisis étaient rebutants, obscurs : on assistait cette fois à des prestations ingrates, inhabitées, privées de vie, de fraîcheur, d'émotion, et c'était d'autant plus pénible à voir et à écouter que chaque prestation était trop longue : les élèves occupaient la scène, l'occupaient pour pas grand-chose puisque c'était raté, ou bécoté, et ils ne la quittaient pas.

Pour l'avenir, disons que les scènes si longues (facilement une demi-heure), ce n'est raisonnable que si c'est vraiment réussi. Mais c'est, de toute manière, prendre un risque idiot. Car les qualités d'un acteur, sa nature, sa présence, son talent, un metteur en scène ou un agent peuvent les déceler en dix minutes, et en rester frappés, et ne pas s'être trompés. Alors que l'enlèvement, la déception, qui s'emparent du témoin si la scène « foire » durant trente minutes ou plus, cela n'est pas immédiatement rattrapable, et c'est d'autant plus bête que c'est peut-être injuste, parce que la déception peut venir du texte, de la mise en scène, et du temps trop long lui-même. A l'avenir, présidentielle ou pas, législatives ou pas, les étudiants du Conservatoire doivent se convaincre que leur intérêt est de

ne pas s'émouvoir sur scène. Cela permettra d'ailleurs de les voir plus nombreux et dans plus de rôles différents.

Dans ce ratage général, dans ce désastre, il semblait que les seuls soins aient été donnés aux robes, aux costumes, comme Colette Godard l'a noté dans son compte rendu (le Monde du 25 juin). Mais ces costumes étaient trop riches, trop naïfs aussi, d'une imagerie trop voyante, et c'était, pour les acteurs, un handicap plus qu'un soutien. Ajoutons, détails déplorables à écrire, mais tout compte dans le travail d'acteur, — qu'à de rares exceptions près on avait tenu à se présenter avec les cheveux les plus sales possible, ce qui peut convenir à tels rôles, mais pas à tous, loin de là, et que les jeunes actrices manifestaient comme un souci obsessionnel de faire voir leurs petites culottes blanches, et d'y porter la main, — les défauts que le plus souvent arrivait à contraindre. Mais ces deux derniers détails, que l'on ne peut passer sous silence tant ils étaient systématiques, la contestation du shampoing et l'idée fixe de la lingerie, nous ne les reverrons peut-être pas, car ils étaient peut-être deux symptômes intentionnels du « res-le-bol » pré-séminel.

En tout état de cause, ces anomalies et ces faiblesses de ces trois Journées empêchaient les témoins de déceler les vraies valeurs des comédiens. C'est cela surtout qui est dommage. Mais n'exagérons rien. Il était clair tout de même qu'une Nathalie Bacula, une Sylvie Orcler, un Robin Renoucl, un Philippe Crubczy, un Régis Ostermann, un Frédéric Vandendriessche sont d'ores et déjà de vrais acteurs, précis, avisés,

grands rôles : Antoine Vitez, Marcel Bluwal. Leurs successeurs seront bientôt annoncés. Dans la section traditionnelle, Lise Delamare, en va, elle attend l'âge de la retraite. Elle sera remplacée par Jacques Sereys. Quand Jean Meyer et Robert Manuel dans un avenir non lointain, nous quitteront aussi, la section traditionnelle n'existera pratiquement plus, et c'est alors Jacques Sereys, qui placé si l'on veut « en charnière », assurera la continuation, pour ce qui est des futurs acteurs, d'un certain théâtre disons de « boulevard » de vraie qualité, dont nous tenons à garantir la vie. »

Le second point, qui appelle changement, c'est la situation matérielle des étudiants. C'est là le seul problème d'argent : en suspens au Conservatoire : les bourses accordées aux étudiants par l'Etat ne suffisent pas du tout.

Le taux de ces bourses (à peu près 500 F par mois quand elles existent) correspond à une situation précaire : autrefois, une fille ou un fils qui voulait être acteur, c'était l'angoisse, l'inconnu, mais une certaine fierté quand même, et la famille ou une grand-mère indulgente assurait la « matérielle ». Et, très souvent, les élèves du Conservatoire habitaient chez un parent.

Aujourd'hui, c'est fini. Il y a la majorité à dix-huit ans, cela change bien des choses. Un enfant qui veut être acteur, ça ne fait ni chaud ni froid. Les enfants n'hésitent plus chez leurs parents, ils s'installent, seuls ou à plusieurs, dans un studio quelconque. Ils ont plus de besoins, car la vie est plus difficile. Quand ils travaillent, ils ne peuvent pas même prendre un repas en famille, ou dégarmer le frigidaire, mais ce ne va pas plus loin.

Autrefois, pour gagner un peu d'argent, ils faisaient des travaux durs, étrangers à leurs études, la nuit aux Halles, c'était la plaisanterie d'usage, mais ça existait. Cela aussi a disparu. Ils préfèrent décrocher un rôle au cinéma, au théâtre, à la télévision. Nous les y aidons, dans la mesure de nos moyens. Cette activité « prématrice » n'est pas en soi nuisible, mais elle reste concurrente, et elle jette tout de même un certain désordre dans les travaux de l'année, comme dans les Journées de fin d'année, Jeudi et Vendredi, deux bons élèves n'ont pu passer aux Journées de scènes où ils auraient été, le crois, convaincant : Renoucl tournait un film, et Orcler répétait une pièce. »

Pour le reste, le départ est pris. Il ne faut pas s'émouvoir, les Journées 1982 sont excellentes. Déjà, avant même les vacances, les étudiants bouillonnent d'idées. N'est-il pas normal qu'ils prennent des résolutions, comme il n'était pas évitable que, dans un pays désemparé, ils manifestent à leur manière, le désarroi commun ?

CINÉMA

« CHAMBRE D'HOTEL », de Mario Monicelli

Une locataire encombrante

Scénaristes prolifiques et fort doués de la comédie italienne, Age et Scarpelli ont eu l'idée — avec Monicelli — de confronter le cinéma vérité à la fiction, pour une réflexion sardonique sur la vie et sa représentation romanesque, sur le reportage et la mise en scène.

Des jeunes gens ont caché des caméras dans une chambre d'hôtel et apportent ce qu'ils ont enregistré à un producteur véreux et combinard (Vittorio Gassman en patriarche barbu). Celui-ci entreprend alors de retrouver les divers occupants de la chambre pour qu'ils jouent quelques scènes en plus des « documents ».

Il est bien évident que Monicelli, réalisateur, a voulu tourner en ridicule les adeptes du cinéma direct (en fait, ici, des intellectuels voyeurs par caméras interposées) afin de montrer que la vérité n'existe pas, que les artifices du cinéma « romanesque » sont plus forts. Il suffit.

par exemple, de doubler les voix de deux hommes pour changer le sens, banal, de leur présence dans une chambre. Le film est très drôle dans des sketches rapides comme celui-ci, dans l'allusion goguenarde.

Malheureusement, par un jeu de télescopage au demeurant original, Monicelli permet à Monica Vitti le numéro de fantasiste dont elle a fait, depuis plusieurs années, une démonstration presque permanente. Une sorte de parodie de Drame de la jalouse de Sciolto envahit ainsi peu à peu le film, au détriment du rythme et des variations sur la réalité, les apparences, la reconstruction. La présence de la vedette devient encombrante, et il semble bien qu'en fin de compte Monicelli se soit plus intéressé à ses partenaires Enrico Montesano (un jeune acteur étonnant) et Nestor Garay.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films suivants.

EXPOSITION

A CHATEAUXROUX

Première biennale de la céramique

A Châteaurox, le couvent des cordeliers restauré et peut-être aussi le voisinage du grand centre des potiers de La Borne semblent porter bonheur à la céramique. Après le succès d'un vaste rassemblement de cinq cents pièces en 1979, on vient d'y organiser cette année une première biennale nationale. Le choix a porté sur environ quatre-vingts artistes, mais un fort bon niveau donne de l'unité à la présentation qui passe des grandes terres de grès (Pastor) aux compositions sculpturales (Capparon). Ni l'imagination, avec l'espace baroque d'Eva Eisenloeffel ou l'énormité de Vivian, ni la monumentalité avec la pyramide de Viot, ni la pure réussite classique avec les pièces de Varian, Deblender, Jean Grel, etc., ne manquent.

Cette biennale cherche délibérément l'ouverture. Elle opère sa sélection « en direction d'expressions contemporaines », si possible peu connues des grandes expositions, ou « très jeunes ». Dans ce sens, il faut noter la participation d'écoles comme celles de Strasbourg et, surtout, d'Aix, où professe Jean Bissini, et dont la production est remarquable par la poésie du matériau, parfois marmoréens, ou par des suggestions de paysages bien équilibrés et d'une authenticité fraîcheur.

Quatre prix de 3 000 F chacun ont été attribués, dont l'un par le public. Le jury, de son côté, a sélectionné un panneau de Marianne Requena, sœur mais follement érotique et en effet « très jeune », la composition italienne en forme de tour de Dominique Balar et une pièce ovoïde et brillamment exécutée par Pierre Bayle.

Dans l'ensemble, l'exposition est intéressante et variée, qui va des vases bien établis de Daphné Cor-

réen aux poteries de Lachenes et Porret, sans oublier, biennale oblige, la « recherche » : par exemple, quand Nicole Giroud introduit des tissus dans ses porcelaines. Naturellement à 1 300 degrés les tissus brûlent quand les pièces cuisent : « Tout s'avachit, tout dégringole... C'est la probabilité quand à la dynamique des matières. » En somme, l'éternel risque du genre.

P.-M. GRAND.

* Couvent des Cordeliers, jusqu'au 31 août.

MUSIQUE

Concours du Conservatoire de Paris

CLAVICIN. — Premiers prix : Ilon Wijniski, Olivier Beaumont, Marlene Chapuis. Deuxième prix : Laurent Teycheyre. CORNET. — Premiers prix : Gilles Akoka, Dominique Bougard, T. R. O. M. P. E. T. E. — Premiers prix : Antoine Ilouza, Dominique Collemare, Didier Declercq, Hakan Ulf Hardenberg, Eric Genestier. Deuxième prix : Pierre Wessisch, Jacques Guillemand, Mauro Mair. VIOLON. — Premiers prix : Stéphane Tran Ngoc, Christophe Calot, Pierre Teodorovich, Hélène Lequere, Yumiko Maest, Agnès Suen, Danuta Glowacka, Laurent Korcia, Pierre-François Truys, François Cantault, Laurent Feller et Thomas Turcotte. Deuxième prix : Pierre Hommage, Frédéric Laroque, Véronique Marcel, Caroline Regnaud, de Prémenist, Mirille Jardon, Bruno Lhuissier, Yves Desmons et Elazar Yafet.

CONTRESCARPE

IN GIRUM IMUS NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI
Un film de GUY DEBORD

BAR AMERICAIN BROADWAY RESTAURANT
Du 1^{er} au 30 juillet
CAVIAR AU PRIX DES RADIS
Service permanent de 12 heures à 2 heures du matin - P. sam et dim.
1, rue d'Armaillé (17^e) - Prolong. av. Carnot - 390-45-69

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
2-3-4 JUILLET 1981 A 20H30
AMERICAN BALLET STARS
LES ÉTOILES DE LA DANSE AMÉRICAINE DU
NEW YORK CITY BALLET - AMERICAN BALLET THEATRE - JOFFREY BALLET
BALANCHINE - BOB FOSSE - JOSE LIMON - JEROME ROBBINS
PRIX DES PLACES : DE 15 à 120 F
LOCATION : THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES TEL. 702.27.77, AGENCES ET FNAC

HEATERS

Charm

Salon

14 JUILLET 1981

مركز من لامل

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

La Neige noire : Espace Cardin (200-17-30), 21 h.
Commissaire Nicole Benton : Espace Cardin (200-17-30), 20 h. 30.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (743-57-50), 20 h. 30 : La Valse de Strauss.
Cité internationale universitaire (200-17-30), 20 h. 30 : La Locandiera.
Chaillet (200-17-30), 20 h. 30 : La Locandiera.
Centre Pompidou (200-17-30), 20 h. 30 : L'art en Italie, de 1959 à aujourd'hui.
Centre Pompidou (200-17-30), 20 h. 30 : Les Veuves ambulantes.
Théâtre musical de Paris (200-17-30), 20 h. 30 : Les Veuves ambulantes.
Théâtre musical de Paris (200-17-30), 20 h. 30 : Les Veuves ambulantes.

Les autres salles

Carreau du Temple (200-17-30), 21 h. : Comme le sang du serpent.
Centre d'Art contemporain (200-17-30), 20 h. 30 : Prévert Jacques, Breton André.
Comédie de Paris (200-17-30), 20 h. 30 : Boris Supervin.
Espace Cardin (200-17-30), 21 h. : Dancin' (Sartre).
Fondation Debut de la Musique (200-17-30), 20 h. 45 : Avis de concert.

Lucernaire (544-97-34), 21 h. 15 : Sylvie Joly.
Rue Saint-Jacques (200-17-30), 21 h. : Sylvie Joly.
Rue Saint-Jacques (200-17-30), 21 h. : Sylvie Joly.
Rue Saint-Jacques (200-17-30), 21 h. : Sylvie Joly.
Rue Saint-Jacques (200-17-30), 21 h. : Sylvie Joly.
Rue Saint-Jacques (200-17-30), 21 h. : Sylvie Joly.

Les cafés-théâtres

An See film (200-17-30), 20 h. 30 : L'homme qui a tué.
Woody Poles : 20 h. 45 : L'homme qui a tué.
Woody Poles : 20 h. 45 : L'homme qui a tué.
Woody Poles : 20 h. 45 : L'homme qui a tué.
Woody Poles : 20 h. 45 : L'homme qui a tué.
Woody Poles : 20 h. 45 : L'homme qui a tué.

Le music-hall

Cité internationale universitaire (200-17-30), 21 h. : La Gaieté.

Les chansonniers

Caveau de la République (200-17-30), 21 h. : Sept ans de bail, bye bye.

La danse

Palais des Congrès (752-27-78), 20 h. 30 : Le Lac des cygnes.

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la République (200-17-30), 21 h. : Sept ans de bail, bye bye.
Caveau de la République (200-17-30), 21 h. : Sept ans de bail, bye bye.
Caveau de la République (200-17-30), 21 h. : Sept ans de bail, bye bye.
Caveau de la République (200-17-30), 21 h. : Sept ans de bail, bye bye.
Caveau de la République (200-17-30), 21 h. : Sept ans de bail, bye bye.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. : Concerts de l'Orchestre de Paris.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. : Concerts de l'Orchestre de Paris.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. : Concerts de l'Orchestre de Paris.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. : Concerts de l'Orchestre de Paris.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. : Concerts de l'Orchestre de Paris.

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de seize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet (200-17-30), 20 h. 30 : La Locandiera.

Les exclusivités

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.)

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.)

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.)

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.)

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.)

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.)

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.)

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.)

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.)

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.
LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : 20 h. 30 : Les Ailes de la Colombe.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.28 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 29 juin

(Adon, Lully, Gervaise, Grieg, J. Lucernaire, 19 h. 30 : M. - C. Chevalier-Dumay, B. Bahurel (Schubert, Bartok, Liszt).
Eglise Saint-Jacques-le-Fauvre, 21 h. : Ensemble de l'Institut (Maurice, Yvonne, Lucien).
Eglise Saint-Jacques-le-Fauvre, 20 h. 30 : Chœur d'enfants de France (Mozart, polyphonies chorales).

Festival du Marais

Hôtel d'Aumont, 21 h. 30 : La Fausse Suivante ou le Fourbe puni.
Théâtre de la Ville, 21 h. 30 : La Fausse Suivante ou le Fourbe puni.
Théâtre de la Ville, 21 h. 30 : La Fausse Suivante ou le Fourbe puni.
Théâtre de la Ville, 21 h. 30 : La Fausse Suivante ou le Fourbe puni.
Théâtre de la Ville, 21 h. 30 : La Fausse Suivante ou le Fourbe puni.

Place du marché Sainte-Catherine

21 h. 30 : Couplet, mystère.
21 h. 30 : Couplet, mystère.
21 h. 30 : Couplet, mystère.
21 h. 30 : Couplet, mystère.
21 h. 30 : Couplet, mystère.

Café de la Gare, 20 h. 30 : l'Ordre des Femmes

de M. Fanon.

cinémas

GEMME SHELTER (A. v.o.) : V. de

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

LE GUEPOT (U.G.C.-Opéra, 20 h. 30)

de M. Fanon.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

SHOGUN (A. v.o.) : Paramount

City, 20 h. 30 : Shogun.

État de grâce à R.T.L.

هكذا من الأهل

Le Monde

ECONOMIE

Scénarios pour 1981 et 1982

Le maintien de la valeur du franc facteur déterminant du redémarrage

L'arrivée au gouvernement d'une nouvelle majorité devrait entraîner une inflexion importante des tendances de l'économie française. Mais quelle sera-t-elle au plan de la croissance, des prix, de l'emploi, et des paiements extérieurs ? C'est pour

éclairer une telle interrogation que le GAMA — un institut de prévision indépendant que dirige le professeur Raymond Courbis — a fait « tourner » ses modèles économétriques pour étudier deux scénarios possibles pour 1981 et 1982. Les résultats de ce genre d'exercice — il convient de le souligner — ne doivent

être accueillis qu'avec la plus grande prudence, ne serait-ce que parce que les hypothèses sur lesquelles on raisonne supposent résolus les problèmes qui se présenteront. Tel est le cas, par exemple, en matière de financement du déficit budgétaire.

par RAYMOND COURBIS
ALAIN FONTENEAU
et ANDRÉ KELLER (*)

QUELLE sera l'incidence de la politique du nouveau gouvernement sur l'économie française, et notamment sur l'emploi ? Question essentielle, surtout si l'on considère l'accélération récente de la montée du chômage.

Avant de répondre à cette interrogation, un bref retour en arrière est nécessaire pour établir un constat préalable. Après le premier choc pétrolier et la récession de 1974, les mesures de relance de 1975 avaient conduit à une vive reprise de la croissance en 1975-1976. En 1977-1978, la croissance s'était stabilisée autour de 3,5 % par an, qui correspondait à un sentier compatible avec les nouveaux prix de l'énergie. Un réajustement des paiements extérieurs s'était opéré, mais la croissance était plus faible que par le passé, le chômage — qui avait commencé à s'accroître tendanciellement dès le milieu des années 60 — avait en contrepartie connu une progression plus forte.

Le deuxième choc pétrolier de 1979 est revenu tout remettre en question. Il a conduit à une nouvelle récession dès le printemps 1980, d'importance comparable à celle de 1974. Le premier trimestre 1981 correspondait au point bas du cycle, et en l'absence de changement politique, une reprise était à attendre au deuxième trimestre de 1981. Différents facteurs y poussaient : économiques (suppression en février de la cotisation exceptionnelle de 1 % des salaires à la Sécurité sociale, aide à l'investissement et à l'habitat, techniques (reconstitution des stocks) et extérieurs (reprise prévisible dans plusieurs pays, dont l'Allemagne fédérale).

Dans l'hypothèse d'une poursuite d'une politique d'inspiration bartriste, l'évolution de l'économie française aurait correspondu, selon nous, au scénario R0 (tableau et graphique page 22) caractérisé par une croissance soutenue à partir du deuxième trimestre de 1981. En termes annuels, cela aurait correspondu à une légère décroissance du PIB marchand en volume en 1981 (-0,1 %) et une croissance de 2 % en 1982. Mais le chômage aurait continué à augmenter fortement.

Un tel constat est important. C'est par rapport à cette évolution R0 qu'il faudra juger de l'impact des mesures du nouveau gouvernement. Une incertitude existe toutefois à leur sujet. Certaines ont déjà été prises, mais

d'autres suivront, dont plusieurs ont été annoncées sans ambiguïté. Nous avons donc été conduits à faire des hypothèses à ce sujet. Les résultats présentés ci-dessous dépendent de ces hypothèses : ils correspondent à une exploration de l'avenir économique possible de la France, plus qu'à une véritable prévision.

Les principales mesures de la politique économique susceptibles d'être mises en œuvre en 1981-1982 peuvent se regrouper en quatre ensembles :

- Une hausse du SMIC (+ 25 % en pouvoir d'achat d'ici à juillet 1982). Son incidence (compte tenu des phénomènes de diffusion) : 1 % de hausse du SMIC conduit à une augmentation de 0,2 % environ du salaire moyen) serait compensée pour moitié par un allègement des charges sociales des employeurs ;
- Une augmentation des prestations sociales (allocations familiales, allocations-logement, minimum vieillesse, etc.) ; nous avons ici supposé que, par rapport à R0, cette augmentation supplémentaire s'élèverait à 13 milliards de francs en 1981 et à 50 milliards de francs en 1982. A cela s'ajouterait l'incidence mécanique des mécanismes d'indexation (retraites, allocations-chômage) ;
- Un accroissement de l'em-

ploi public (210 000 emplois créés au total d'ici à la fin de 1982) et de la dépense publique ;

- Une baisse de la durée du travail. Nous avons supposé pour 1982 une réduction d'une heure de la durée hebdomadaire effective (avec compensation salariale intégrale) et la généralisation de la cinquième semaine de congés payés (qui s'applique déjà à la moitié environ des effectifs).

Si ces mesures de relance ne nous paraissent pas d'une ampleur démesurée. Quelle sera leur incidence ? Pour l'évaluer, nous avons effectué une simulation de l'aide de deux des modèles économétriques du GAMA : le modèle Mogli (un modèle annuel) et le modèle Protée (un modèle trimestriel). Les résultats en sont donnés dans le tableau ci-contre et dans le graphique retraçant l'évolution trimestrielle du PIB marchand.

(*) Raymond Courbis, professeur à l'université de Paris-X-Nanterre et maître de conférences à l'école polytechnique, est le directeur du GAMA. Alain Fonteneau est chercheur au GAMA et André Keller, maître assistant à l'université de Paris-II, est chercheur associé au GAMA.

Deux scénarios ont été envisagés. Dans le premier — le scénario R1 — nous avons considéré une politique de défense du franc (en particulier grâce au maintien de taux d'intérêt élevés) permettant une évolution du change comparable à celle que l'on aurait eu dans le scénario de référence R0. En même temps, nous avons supposé que, grâce à un aménagement du temps, la réduction de la durée hebdomadaire du travail en 1982 ne se répercuterait que pour moitié sur la durée d'utilisation des équipements de l'industrie. Il en résulterait néanmoins pour 1982 une baisse de la production potentielle de l'industrie (-1,3 %) qui tend à freiner les exportations et à accélérer la hausse des prix.

Dans le scénario R2, la croissance du PIB marchand serait augmentée de 0,4 % en 1981, et de 1,1 % en 1982 par rapport au scénario de référence R0. On aurait donc une accélération de la reprise, en particulier fin 1981 et début 1982.

L'incidence sur les prix serait, en l'absence de comportements spéculatifs des entreprises en matière de prix, relativement limitée. En effet, l'accélération de la croissance permet d'améliorer la productivité horaire du travail (« cycle de l'emploi », ce qui limite la hausse des coûts uni-

taires provoquée par les augmentations de salaires. D'ailleurs, en 1975-1976, l'incidence sur les prix des mesures de relance avait été limitée. Le retour de franc dans le « serpent » en juillet 1976 y avait contribué pour beaucoup, et on comprend l'importance qu'il y a, de ce point de vue, de continuer à maintenir aujourd'hui le parité du franc. Toutefois, contrairement à ce qu'on avait constaté en 1975, les taux d'utilisation des capacités de production sont aujourd'hui encore assez élevés, ce qui pourrait poser des problèmes de tensions dans les mois à venir si les investissements ne repartent pas.

Un niveau de l'emploi, les effets seraient spectaculaires : + 640 000 emplois au total en 1982 par rapport à R0. Cela résulte en très grande partie de la politique de recrutement public et de la réduction du travail. Le chômage diminuerait fortement (1) en 1982 par rapport à 1981 (mais resterait en moyenne post-1982 un peu supérieur à celui de 1980).

(Lire la suite page 22.)

(1) La baisse du chômage est toutefois plus faible que l'augmentation de l'emploi, car cette dernière entraîne un accroissement du nombre des actifs du fait de la diminution des taux d'activité.

Espérant gagner les élections législatives de septembre 1982

Les sociaux-démocrates suédois proposent un programme d'austérité

Dans l'opposition depuis bientôt cinq ans, le parti social-démocrate suédois demeure néanmoins la plus grande force politique du pays avec, selon de récents sondages d'opinion, environ 50 % des préférences du corps électoral. Son objectif est de revenir au pouvoir après les législatives de l'automne 1982.

La perspective de la victoire et l'incapacité des trois partis de l'alternative bourgeoise de gouverner ensemble amènent, le 17 juin, le rapport du « groupe de crise ».

« L'objectif de la politique à un contenu économique qui ne permet pas d'envoyer une hausse du niveau de vie des Suédois », a déclaré M. Kjell-Olof Feldt, porte-parole économique du parti social-démocrate, en

présentant, le 17 juin, le rapport du « groupe de crise ». M. Rune Molin, son homologue du puissant syndicat, a ajouté : « Les marges d'augmentation réelle des salaires seront extrêmement réduites dans les années à venir. La croissance devra être utilisée

pour préserver l'emploi et sortir la Suède des difficultés.

Il ressort de ce rapport que l'assainissement de l'économie, le réajustement des comptes extérieurs et du budget demanderont entre cinq et dix années d'efforts et de sacrifices. Par ailleurs, les sociaux-démocrates intensifient depuis quelques mois les contacts avec l'industrie pour tenter, semble-t-il, de trouver un nouveau « compromis historique ».

en premier lieu pour développer notre potentiel industriel.

Pendant près d'un demi-siècle, la social-démocratie a été, pour de nombreux Suédois, synonyme de progrès social et de réussite économique. Mais il est clair que, si elle revient au pouvoir, au lendemain des élections de septembre 1982, elle sera bien obligée de prendre une série de mesures peu agréables. Autant alors prévenir l'opinion tout de suite que les problèmes ne seront pas résolus du jour au lendemain, d'un coup de baguette magique, par le retour de la gauche au gouvernement, comme M. Palme et ses amis ont longtemps voulu en donner l'impression. Tel paraît être, en fait, l'objectif de ce catalogue de près de deux cents pages analysant les difficultés actuelles et présentant les grandes lignes d'une « politique de crise » socialiste.

La situation économique a considérablement changé depuis 1976, et les « bourgeois », malgré leurs continuelles hésitations, ne sont pas responsables de tous les maux. Ce serait trop vite oublier le fait que la Suède n'a pu échapper à la récession internationale et au deuxième choc pétrolier. Les trois problèmes majeurs, constatés le groupe, sont les déficits croissants du budget de l'Etat (plus de 11 % du produit national brut) et de la balance des paiements (environ 20 milliards de couronnes en 1981), l'inflation, qui augmente à un rythme annuel supérieur à 13 %, ainsi que la faiblesse de la compétitivité et de la croissance du secteur industriel.

Pour s'attaquer à ces problèmes « qui ne doivent pas être con-

sidérés séparément », les sociaux-démocrates veulent lancer une offensive générale contre la hausse des prix : gel pendant une période de six mois à un suivi d'un contrôle étroit et d'un retour éventuel au blocage ! Si ces mesures ne donnent pas les résultats escomptés, une réduction de moitié du taux d'inflation, rendu possible également par des réévaluations échelonnées de la couronne, se traduirait, espère-t-on, par une meilleure compétitivité et une amélioration de la balance des paiements.

En ce qui concerne le réajustement du budget — problème assez urgent à résoudre en raison de l'augmentation rapide de la dette extérieure — les socialistes disent clairement qu'aucune réforme sociale coûteuse ne peut être envisagée, et que des majorations d'impôts directs et indirects sont inévitables : l'heure est aux économies, et les dépenses des communes doivent être contenues. Toutefois, ils insistent sur le rôle important, dans l'entreprise de redressement économique, du secteur public et des services, qui représente pourtant 65 % du produit national brut, contre 46 % en 1973, et qui est souvent dépeint dans les milieux patronaux comme la cause de toutes les maladies, à tel point que les syndicats des agents de l'Etat et des communes ont mené, au printemps, une contre-offensive, par voie d'affiches dans les rues, sur le thème : « L'école, les hôpitaux, les transports sont aussi le secteur public. Voulez-vous y renoncer ? »

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 23.)

Le contentieux agro-budgétaire européen

La Communauté s'appuie à engager dans les plus mauvaises circonstances — la crise internationale qui lamine tout — une négociation importante pour son avenir qui portera sur le règlement budgétaire et sur la politique agricole commune (PAC). En vertu du mandat que les gouvernements membres lui avaient donné en mai 1980, la Commission vient de leur soumettre un rapport qui va servir de base à leurs discussions.

Ce document est dans plusieurs de ses parties imprévisible et par conséquent, dangereux. Il est en effet parce que les forces qui s'opposent dans la Communauté trouvent un écho dans les débats de la Commission. Le rapport n'est pas un compromis : les tenants d'une ligne, celle de la continuité, plaident pour une réforme modérée, parmi lesquels les commissaires français, MM. Ortoli et Pisani, l'ont emporté. Il était difficile d'imaginer que leur victoire apparaîsse dans le détail avec netteté.

La Commission, dont le rôle n'est certainement pas d'envenimer les querelles entre les Dix, a hérité de la situation créée par la décision prise en mai 1980 par les gouvernements de réduire la contribution nette du Royaume-Uni au budget européen. Des compensations substantielles ont été accordées au Royaume-Uni pour 1980 et 1981, et le conseil, en donnant mandat à la Commission de réfléchir à la question, indiquait sa volonté de la voir régler de façon durable. Une autre donnée de fait s'imposait à la Commission : la PAC est l'objet d'une contestation qui est profonde, même si elle repose, en partie, sur de mauvais arguments.

La réforme de la PAC ? L'idée dominante de la Commission est d'en sauver les principes et les objectifs, y compris l'objectif de revenus, en la faisant évoluer et en enlevant ainsi leurs arguments à ceux qui la contestent. Encore une fois, en effet, la réforme est à la porte : il est nécessaire, si l'on veut éviter une remise en cause radicale, d'aménager progressivement le système actuel pour qu'il ne concoure plus, puisque c'est là son principal défaut, à la création d'excédents permanents. La faiblesse du rapport : il définit la ligne, mais pas le contenu, ouvrant ainsi la voie à d'inévitables dérapages.

Le problème anglais ? La Commission développe un raisonnement dont le premier avantage est d'en circonscire la portée : elle considère qu'il y a droit à compensation pour les Britanniques uniquement en ce qui concerne la partie agricole du budget européen. C'est là seulement, parce qu'ils ont une agriculture aux dimensions limitées et parce que la politique agricole est la seule vraie politique commune, qu'il existe un déséquilibre à atténuer. En clair, cela signifie que la compensation à leur offrir devrait être, quoique encore substantielle, inférieure à ce qui a été décidé par le conseil pour 1980 et 1981.

La Commission s'efforce aussi de régler, par anticipation, le problème allemand que l'on voit poindre : la R.F.A. qui s'est lassée de payer pour l'Europe et qui n'en a plus tout à fait les moyens, critique volontiers, elle aussi, la PAC, dont pourtant elle bénéficie. Il lui arrive d'être tentée par des réformes à la fois simplistes et destructrices, tel le plafonnement de l'ensemble des contributions nettes au budget européen. Deux des solutions suggérées par Bruxelles vont à la rencontre de ses préoccupations : la Commission se prononce pour une PAC plus économique : elle propose que, par le biais d'un « correctif agricole », la compensation en faveur du Royaume-Uni soit davantage supportée par les pays riches, qui sont les principaux bénéficiaires de la PAC (le Danemark et le Benelux) et donc, toutes proportions gardées, moins par la R.F.A.

La Commission est en droit d'affirmer que son rapport est équilibré. Il ne suffit évidemment pas de régler le contentieux agro-budgétaire pour que l'Europe trouve le second souffle qui lui est nécessaire. Mais c'est là une condition préalable. Pour réussir, chacun, Britanniques y compris, devra y laisser quelques plumes. La France, pour sa part, sur le terrain agricole où elle a tendance à une défense crispée, devra faire preuve de moins de méfiance.

PHILIPPE LEMAITRE.

BF La Banque de France

organise un concours spécial

de REDACTEUR (premier grade du personnel d'encadrement) pour le recrutement d'

ANALYSTES

dans ses

services informatiques

Ce concours est ouvert aux candidat(e)s âgé(e)s de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er janvier 1981, libérés OU NON des obligations militaires et militaires d'une

MAITRISE D'INFORMATIQUE APPLIQUEE A LA GESTION (MIAG)

ou au moins d'un diplôme national sanctionnant un premier cycle d'études supérieures (DEUG, DUT, BTS...) ou du diplôme d'une école de niveau équivalent.

Les épreuves écrites auront lieu les 19 et 20 septembre 1981. Les inscriptions sont reçues jusqu'au 28 juillet 1981.

Les postes sont à pourvoir à PARIS.

Renseignements et documentation :
BANQUE DE FRANCE - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone : 261.56.72 Postes 35-43 et 35-44.

FIN RAPPORT

(Suite de la page 31)

En revanche, des problèmes apparaissent: du plan financier. Tout d'abord pour les finances publiques. Certes, la relance de l'économie accroît les recettes fiscales et parafiscales, ce qui allège (d'environ 40 %) le coût initial des mesures pour les finances publiques. Mais le déficit des finances publiques s'accroît d'environ 30 milliards de francs pour 1982: il atteindrait alors 130 milliards de francs, soit 4 % environ du PIB marchand. Mais cela est comparable à ce que l'on prévoit pour l'Allemagne en 1982. Les répercussions n'en seraient toutefois pas négligeables, car un recours important au marché obligataire serait, en principe nécessaire, ce qui impliquerait une mainmise accrue des pouvoirs publics sur l'épargne. Une éventualité qui est que le gouvernement cherche à limiter l'accroissement du déficit par une augmentation des impôts sur le revenu, mais cela réduirait l'ampleur de la relance. A titre indicatif, un accroissement de 25 milliards de francs de l'im-

munisme et la consommation 0,2 % - 0,1 % la consommation des ménages et le PIB en 1982. Peut-être sur l'épargne que sur la consommation, l'effet est limité à court terme, mais il faudrait prendre en compte les effets négatifs que la diminution du montant de l'épargne aurait sur le financement des investissements.

Plus préoccupante est finalement l'évolution de la balance des paiements extérieurs courants, dont le déficit atteindrait 68 milliards de francs en 1982 dans R1 (contre 21 dans R0).

L'importance du déficit extérieur dans le scénario R1 peut entraîner une spéculation contre le franc qui pourrait conduire à le dévaluer. Nous avons donc considéré un deuxième scénario - le scénario R2 - pour lequel on a supposé une dépréciation du franc.

Une autre incertitude correspond à l'incidence de la réduction de la durée du travail sur la durée d'utilisation des équipements: nous avons supposé dans R2 que l'incidence (défavorable

diminueraient de respectivement 0,2 % et 0,1 % la consommation des ménages et le PIB en 1982. Pesant plus sur l'épargne que sur la consommation, l'effet est limité à court terme, mais il faudrait prendre en compte les effets négatifs que la diminution du montant de l'épargne aurait sur le financement des investissements.

Plus préoccupante est finalement l'évolution de la balance des paiements extérieurs courants, dont le déficit atteindrait 68 milliards de francs en 1982 dans R1 (contre 21 dans R0).

L'importance du déficit extérieur dans le scénario R1 peut entraîner une spéculation contre le franc qui pourrait conduire à le dévaluer. Nous avons donc considéré un deuxième scénario — le scénario R2 — pour lequel on a supposé une dépréciation du

Une autre incertitude correspond à l'incidence de la réduction de la durée du travail sur la durée d'utilisation des équipements : nous avons supposé dans R2 que l'incidence (défavorable) serait totale, la production de

l'industrie est de ce fait moins forte en 1982 que dans R1 (et *a fortiori* R0), avec les effets négatifs que cela a sur les

Au total, l'incidence des mesures de relance sur la croissance est plus faible : leur impact en 1982 sur le niveau du PIB marchand n'est que de 0,8 % contre 1,5 % pour le scénario R1. L'amplification de l'emploi reste néanmoins forte : 590 000 emplois par rapport à R0 (contre 640 000 pour R1), car, on l'a vu plus haut, l'augmentation de la v/p n'est que pour partie la conséquence d'une reprise plus

Toutefois, pour les prix, la hausse s'accélère fin 1981 et reste vive en 1982 ; elle atteint en termes de moyenne annuelle 14 % pour les prix de détail, ce qui correspondra des rythmes annuels voisins de 16 % fin 1981 et début 1982.

et début 1982.

aggravé à cause de l'incidence négative de la dépréciation du franc : 100 milliards de francs environ en 1982 contre 68 milliards dans 1981.

convertissons $\times 1,1$ la dévaluation de 10 % du franc n'est pas nécessairement bénéfique. Ainsi, une dévaluation de 10 % du franc améliore certes la compétitivité et la production de l'industrie (+ 0,8 % la première année), mais elle relâche l'inflation et accroît les importations (d'environ 30 milliards de francs la première année). Ce n'est que progressivement que les effets favorables de l'amélioration de la compétitivité industrielle de l'ont sentis au niveau de la balance des paiements. Il ne faut pas oublier en outre les importations de biens complémentaires (dont le pétrole) et le fait que l'élasticité-prix \times des importations industrielles est limitée.

Mise en œuvre d'une politique structurelle

Cela montre bien l'intérêt qu'il y a de soutenir le franc. Le succès d'une politique de défense du franc conditionne pour une part la limitation du déficit extérieur en 1982. Mais, même dans RI, celui-ci reste important du fait de la relance de la demande. Une politique d'endettement extérieur devrait néanmoins être possible pour résoudre

A plus long terme, il sera par contre indispensable de mettre en œuvre une politique structurelle. Les mesures considérées plus haut visent essentiellement à relancer la demande et à augmenter l'emploi, mais elles freinent l'augmentation de capacité de production. Dans le long terme, les effets d'une relance par la demande et par la création d'emplois publics disparaissent.

grande partie.

Permettre aux secteurs exposés à la concurrence étrangère d'investir davantage et d'améliorer leur compétitivité est fondamentale, à la fois pour la croissance et pour les échanges extérieurs. Seule une telle politique permet véritablement de reconquérir le marché intérieur.

Mais il ne s'agit pas d'augmenter les dépenses de la recherche et de l'innovation chez-ci au mieux et d'économiser le capital. De ce point de vue, utiliser des techniques capitalistiques peut être intéressant pour l'emploi sans compromettre la compétitivité, si le coût du travail est diminué par rapport à celui du capital.

En outre, une attention toute

1981			
2	R0	R1	R2
0,2	2,0	3,1	2,5
3,3	1,5	0,4	- 0,6
1,8	4,2	3,0	7,3
1,8	1,9	5,5	5,2
4,3	1,8	1,8	0,6
2,6	2,9	1,6	1,7
2,9	1,4	5,6	5,0
14,1	11,1	12,...	14,0
0,2	- 0,4	1 915	1,9
851	1 880	- 67,6	1 560

la durée d'utilisation du capital qu'on doit s'efforcer d'accroître. Enfin, on doit chercher à réduire les tensions inflationnistes, par exemple grâce à une politique régionale adaptée ou à une politique des revenus.

Mettre en œuvre dès à présent une véritable politique structurelle est essentiel, car les effets que l'on peut attendre ne sont pas immédiats. Elle doit accompagner la politique conjoncturelle, et c'est de celle-ci que dépendra en définitive la poursuite à plus long terme de la réussite de 1981.

1982. **RAYMOND COURBIS,**
ALAIN FONTENEAU,
ANDRÉ KELLER

Le tableau de bord de l'économie française

FRANCE	DATES de référence	UNITES	EVOLUTION	
			En un mois	En douze mois
PREIX	Mai	278,5	+ 0,9 %	+ 12,7 %
PRODUCTION INDUSTRIELLE (*) :	Avril	135 (125)	- 4,9 % (- 1,6 %)	- 4,9 % (- 8,1 %)
COMMERCE EXTERIEUR (*) :	Mai			
- Importations		90 496 (30 357)	- 3,2 % (- 0,8 %)	+ 9,5 % (+ 11 %)
- Exportations		47 174 (47 810)	- 6,1 % (- 3 %)	+ 29,9 % (+ 22,5 %)
- Taux de couverture		55,4		(90,4 %)
EMPLOI :				
- Demandes d'emploi :				
Données observées	Mai 1981	1 630 700	- 0,9 %	+ 21,9 %
Données corrigées	Mai 1981	1 794 906	+ 4,1 %	+ 21,9 %
- Allocations Assédic :				
Données observées	Mai 1981	1 316 578	+ 1,7 %	+ 42,3 %
- Offres d'emploi :				
Données observées	Mai 1981	74 000	- 4,1 %	- 26 %
Données corrigées	Mai 1981	70 190	- 8,5 %	- 28,1 %
- Licenciements économiques	Avril 1981	62 000	- 0,2 %	+ 45,8 %
- Effectifs en chômage partiel (1)	Avril 1981	445 015	+ 5,95 %	-
C.E.S.				
- Demandes d'emploi	Mai 1981	8 291 580	- 0,6 %	+ 35,1 %
DUREE DU TRAVAIL :			en un trimestre	
- Hebdomadaire ouvrière	1 ^{er} avril 1981	49,8	-	- 6,75 %
- Hebdomadaire employés	1 ^{er} avril 1981	49,4	-	-
EFFECTIFS OCCUPES				
- Indice 100 en décembre 1979	31 mars 1981	97,3	- 0,9 %	- 2,6 %
SALAIRES :				
- SMIC	1 ^{er} juin 1981	16,72	+ 19 %	+ 21 %
- Salaire horaire ouvrier (indice 100 janvier 1977)	Avril 1981	170,3	+ 2,6 %	+ 14,2 %
- Gain mensuel ouvrier avant impôt	Avril 1980	3 790	+ 8,9 %	+ 13,8 %
- Gain mensuel cadre avant impôt	Avril 1980	70 990	+ 6,7 %	+ 12,5 %
ASSURANCE-MALADIE (salariés) :				
- Dépenses crutées depuis janvier	Avril 1981	49 683 millions de francs	+ 1,5 %	+ 16,7 %
MAISSE MONETAIRE :				
- Données corrigées (en milliards de francs)	Mars	1 622,3	+ 0,5 %	+ 10,8 %
	juin		Taux mai 1981	Taux mai 1980

(1) La série statistique a été révisée depuis avril 1980 et ne permet pas de comparaison annuelle. Les effectifs touchés étaient de 110 495, en avril, et de 124 191 en mai.

[illegible]

ANNÉE UNIVERSITAIRE 1981-1982

**DIPLOME D'ÉTUDES APPROFONDIES
ET DOCTORAT DE 3^e CYCLE
EN ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE**

ORGANISATION : Université de Paris-2, Université de Dijon
et Institut Français du Pétrole (I.N.S.P.M.) avec le concours
de professeurs de plusieurs Universités.

CONDITIONS D'ACCÈS : Être titulaire d'une Maîtrise de
Sciences Économiques, d'Économétrie, de Gestion ou d'un
diplôme reconnu équivalent (grandes écoles scientifiques,
commerciales...).

FORMATION : En étroite collaboration avec les milieux profes-
sionnels qui ont accepté la responsabilité de nombreux
enseignements.

DEBOUCHÉS : Les étudiants pourront acquérir les connaissances
et l'expérience nécessaires pour accéder aux postes de
décision dans les industries et organismes liés aux domaines
de l'énergie.

ENSEIGNEMENTS : Pour l'année universitaire 1981-1982, ils
auront lieu à :

**ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DU PÉTROLE et des MOTEURS
INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE**
4, avenue du Bois-Préau
92500 RUEIL-MALMAISON

INSCRIPTION : Demandes d'informations et dépôt des dossiers
de candidature à l'adresse ci-dessus.

DATE LIMITE 15 JUILLET 1981

Gestion
de Production
en Temps réel
stocks, achats,
nomenclatures,
MRP,
ordonnancement,
en-cours,
prix de revient.
347.66.66.

 sotragem - éditeur
Informatique responsable

0169 347 66 66

**PAROLE
PUBLIQUE**
COURS
D'EXPRESSION ORALE
HUBERT LE FÉAL
documentation
sans engagement
☎ 367 25 00

E.P.E.C FORMATION-
RÉVISION D.E.C.A.
(Juillet et août)
RÉVISION CERTIFICATS
SUPÉRIEURS (début, sept.)
Juridique Organisation
746-59-16

(Publiée)

**POUR PRÉPARER UNE CARRIÈRE DANS LES BANQUES
LES ASSURANCES ET AUTRES ENTREPRISES FINANCIÈRES**

**D.E.S.S. Banques et Finances (Action commerciale
dans les professions financières)**

(UNIVERSITÉ DE PARIS-X)

A la suite d'études en sciences économiques ou en gestion des entreprises (maîtrise...), vous souhaitez acquérir en un an une spécialisation professionnelle dans un domaine exigeant la fois de solides connaissances et le goût de contact.

Le diplôme d'études supérieures spécialisées de banques et finances est une filière de trois cycles. Il comporte un stage de dix semaines et un enseignement de huit cent cinquante heures assuré par des praticiens de haut niveau et des professeurs d'université. Il prépare à des fonctions commerciales dans la Banque, l'Assurance et les autres réseaux de collecte de l'Épargne.

Cours d'octobre à juin : Admission sur dossier.

Renseignements détaillés sur demande :

**U.E.R. de Sciences Économiques - 200, avenue de la République
92000 NANTERRE CEDEX**

**Tél. 725-92-34 (poste 813) de 14 h à 19 h.
Inscriptions closes le 11 septembre 1981**

usage décom

L'actionnaire

La Commission des opérations de Bourse (COB) vient de publier une étude fort détaillée sur l'actionnariat en France, une publication qui vient à point nommé alors que le débat ouvert sur les nationalisations — et le mode d'indemnisation qui en découle — revêt à présent une acuité toute particulière.

SYSTEMATIQUEMENT relégués dans l'ombre tout au long de l'année, l'actionnaire français se trouve tout à coup propulsé sur le devant de la scène une fois par an — une seule fois — lors d'une assemblée générale. Les assemblées générales des sociétés qui se déroulent à partir de la mi-mai, et jusqu'aux premiers jours de juillet.

Tirés de la douce torpeur où se complaisait bien malgré lui le sentiment de nombreux mois, il faut fendre la nuit, l'obscurité, l'activité peu commune, sans pour autant compter sur les fuseaux horaires, pour être en mesure d'assister, souvent à la même heure et aux deux extrémités de Paris à l'assemblée organisée par telle ou telle de ces sociétés dont détiennent jalousement quelques

Bien coté dans les faubourgs
un grand hôtel de la capitale,
devra alors assister au rituel
assablement ennuyeux qui ré-
sulte de ce genre de réunion : la lec-
ture monocrédite du rapport du
conseil d'administration, puis du
rapport du commissaire aux
comptes, enfin, du rapport du
président. Un long monologue qui
s'explique sans doute la somno-
lence qui s'empare souvent de
l'auditoire, quelques fois réveillée
par la projection d'une série de

croissance de l'entreprise, voire d'un petit film vantant la marche inexorable de la firme sur la voie du progrès social, récentes concessions à l'audiovisuel de la part de certaines sociétés qui témoignent à cet égard d'une

audace certaine...

Voilà bien la seule occasion qui se donnee à cet actionnaire de se retrouver au round à coudre avec ses semblables dont, au demeurant, il ignore tout, le langage, les goûts, les goûts confiants, ceux qui, à partir d'un image floue et, comme toute, peu favorable dans l'esprit du public. Il aura fallu attendre l'étude particulièrement fouillée que vient à réaliser la Commission des opérations de Bourse (1) pour recevoir un éclair du voile qui recouvre encore la partie la plus riche de l'industrie textile : l'actionnaire individuel.

La simple tentative d'identification du nombre réel des actionnaires en France témoigne des difficultés de l'entreprise. Les informations varient selon les sources interrogées (fiscales ou études de patrimoine) mais le nombre d'actionnaires pouvait être estimé à 2,5 millions au 31-12-1980, soit 100 millions de francs, soit 1,8 million de francs fiscaux, contre 1 million

(1) Les actionnaires - les Français et le marché des actions, publié par la Documentation Française, 31, quai Voltaire, 75390 Paris CE.

(1) Les actionnaires - les Français et le marché des actions, publié par la Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris Ce-

مركز الدراسات الاقتصادية

DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

à visage découvert

tionnariat des salariés devrait augmenter d'environ 1 million de personnes le nombre des actionnaires. Cela supposerait qu'il soit convenablement appliqué par toutes les sociétés visées, auxquelles la nouvelle loi ouvre la possibilité de distribuer à leur personnel 3 % de leur capital.

Au total, la France devrait donc bientôt compter près de 3,5 millions d'actionnaires physiques, ce qui rapprocherait la situation de son marché financier de la moyenne observée dans un certain nombre d'autres pays industrialisés (voir tableau ci-dessous). Au passage, la COB constate qu'il y a désormais un actionnaire sur vingt-trois Français, contre un sur trente et un précédemment du seul fait de l'indemnité de la « loi Monory » du 13 juillet 1978 à travers la détachation fiscale de l'épargne investie en actions (dans la limite de 5 000 francs par an).

Dressant à grands traits le portrait de l'actionnaire moyen, cette étude constate tout d'abord qu'un vieillissement de la population concernée, constaté pour la période 1970 à 1978, a succédé à un certain renouveau grâce à une meilleure ventilation des porteurs de « Sisy Monory ». Il était nécessaire d'effacer quelques rides puisque 55 % des actionnaires recensés avaient plus de cinquante-cinq ans en

Supplément pour l'instant les investisseurs institutionnels, les actionnaires privés détiennent environ 40 % de la capitalisation boursière des actions françaises, leur part ne s'étant accrue que de 4 % environ depuis la « loi Monory », qui a surtout contribué au développement de la détention indirecte d'actions à travers la souscription aux Sisy. La part de ces mêmes investisseurs institutionnels a crû de façon bien plus sensible puisqu'elle est passée de 11,7 % en 1968 à 30 % en 1979, un mouvement qui a dû amplifier l'année dernière et, surtout, depuis l'élection présidentielle et la chute brutale des actions françaises qui en a résulté, obligeant les organismes de placement collectif à engranger des quantités considérables de titres.

Le poids de la capitalisation boursière est devenu, grosso modo, par les banques (4 % environ), les entreprises étatiques et para-étatiques (22 %) et enfin par des intérêts étrangers à hauteur de 15 % à 16 %.

L'arrivée sur le marché financier de cette nouvelle race d'actionnaires que constituent les salariés bénéficiant de la distribution — gratuite et facultative — d'actions de leur entreprise va-t-elle bouleverser pour autant le rapport de forces établi ? Cela n'a pas été le cas

moitié à peine ont préparé un projet de résolution prévoyant une distribution d'actions, la moyenne par salarié ressortant à 2 600 F. Toutes les sociétés l'assemblée générale extraordinaire qui doit entériner la décision. Pour limiter les effets de la loi, certaines assemblées d'actionnaires n'ont pas hésité à étaler sur une longue période de temps l'échafaudage des distributions d'actions, reculant d'autant le moment où les salariés deviendront à leur tour actionnaires de leur entreprise.

Impuissants face au conseil d'administration en raison du système des « pouvoirs en blanc » qui permet à ce dernier de contrôler la situation, les actionnaires s'épuisent à longueur d'assemblée annuelle à réclamer l'abrogation de ce procédé à travers des associations ou groupements, qui font bien le contraire, ne représentant qu'une infime partie d'entre eux.

L'anonymat qu'implique la détention de titres « en porteur » paralyse inévitablement toute initiative de regroupement des actionnaires, handicap, soulignons-le au passage, qui n'existe pas aux États-Unis où les actions sont, en principe, nominatives. En dépit des efforts méritoires de la loi, les syndicats de salariés de la COB qui a recouru le délai d'information obligatoire en cas de prise de participation dans une société, l'actionnaire se voit encore privé de nombreuses informations qui devraient l'intéresser au premier chef, sauf quand il arrive qu'on pourrait avoir besoin de lui.

Témoin le débat actuel sur les nationalisations qui a conduit un certain nombre de dirigeants d'entreprises éventuellement visées par cette « extension et démocratisation du secteur public » à trouver des accents pathétiques pour prôner la sainte alliance des forces vives et « des chers actionnaires » au nom de l'intérêt suprême de l'entreprise.

SERGE MARTI.

UN COLLOQUE A PÉKIN

Marques et brevets en Chine

par ANDRÉ NETTE (*)

En Chine millénaire, dans Pékin, avec ses temples, ses lamas, la Cité interdite, que viennent faire les marques de fabrique, les brevets d'invention, apanages des sociétés hautement industrialisées, des sociétés techniciennes ? C'est pourtant un colloque sur les marques qui a réuni à Pékin, récemment, des spécialistes français et de hauts fonctionnaires chinois.

PARADOXE, s'il en est, d'étudier dans ce pays, probablement le plus planifié de l'univers, les « privilèges de propriété industrielle » élaborés en Occident pour fixer les règles des compétitions individuelles que se livrent les firmes capitalistes, tendant à éviter que la concurrence, admise et recherchée comme facteur de progrès, ne devienne déloyale et n'aboutisse à des luttes de trépassés.

Et, toutefois, pendant trois journées, une centaine de Chinois, vraisemblablement destinés à former de futurs cadres administratifs, ont écouté avec attention les conférences françaises disserter sur les subtilités de nos lois, ont posé des questions, qui témoignaient d'ailleurs de l'abîme qui sépare les économies des deux pays, le tout dans une atmosphère de sympathie conforme aux traditions d'hospitalité du plus grand peuple de la terre.

La recherche de concours étrangers

Aspect juridique de la grande quête à travers le monde que conduisent les responsables de ce pays, qui, dès maintenant, transforment Pékin en une ville devenue la capitale du vingt et unième siècle, avec, déjà, des avenues de 100 mètres de large, des passages souterrains, des alignements d'immeubles destinés à loger les innombrables travailleurs fraîchement extraits des cabanes voisines.

Curieusement, alors que la loi des marques en Chine remonte à 1982, aucune loi des brevets n'a encore vu le jour. Mais elle est en préparation, et aura certainement, une originalité liée aux conditions uniques qui prévalent dans le pays : nécessité d'encourager l'introduction des techniques occidentales et japonaises ; de promouvoir les chercheurs chinois, les découvreurs, qui sont encore les oiseaux rares, ô combien ! d'assurer à la production chinoise la qualité qui lui permettra d'être compétitive sur le marché international ; le tout en accord avec les principes socialistes régissant le pays.

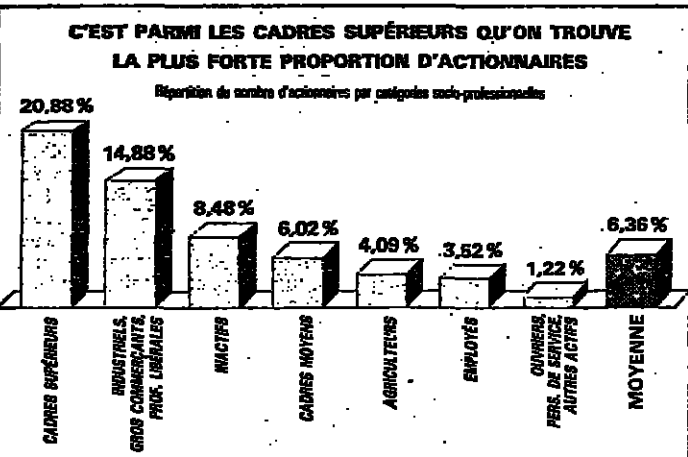
L'intérêt de la qualité d'une production

Or, d'une manière tout à fait inattendue, c'est déjà cette préoccupation de qualité qui forme le fondement de la loi des marques en Chine : ce qui intéresse l'Etat, et aussi le consommateur chinois, c'est la qualité d'une production, c'est la qualité d'une production qui ne soit pas défectueuse, à ce qu'elle était lorsque la marque qui doit la désigner. A cet égard, la loi des marques chinoise peut être considérée comme une loi de défense des consommateurs. Notion qui ne fait que naître dans nos pays occidentaux, au moins dans ses relations avec le concept de la marque, alors qu'elle en est le fondement initial en Chine.

Dans le chaos apparent du monde actuel, est-il naïf de penser qu'une nation, comme la France, s'engagerait dans une noble voie, et probablement fructueuse, si elle contribuait, à sa mesure, à la prospérité future du peuple chinois, infiniment plus grand, par le nombre, que le nôtre, et qui désire combler, sur le plan technique et industriel, un retard qui lui est de plus en plus difficilement supportable ?

La Chine prépare ainsi l'avenir dans un présent qui commence à la dégrader des entraves héritées de son système social passé et de conceptions politiques récentes, maintenant rejetées : elle souhaite décoller ; tout laisse croire que l'envol n'est plus très éloigné.

(*) Conseil en brevets d'invention.



1970/1978 et 10 % seulement moins de trente-cinq ans. Qui plus est, ces derniers ne possèdent que quelque 3 % de la valeur des titres déposés, contre les deux tiers pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans.

La répartition des actionnaires par catégorie socio-professionnelle confirme la nette prédominance des cadres et « inactifs » (essentiellement retraités) puisqu'ils atteignent environ 86 %. C'est parmi les industriels et les « gros commerçants » que l'on trouve la plus grosse proportion d'actionnaires. Parallèlement, les cadres représentent plus de 30 % du nombre des actionnaires, la sous-représentation restant naturellement la plus forte pour les ouvriers et les agriculteurs.

Là encore, l'arrivée des nouveaux actionnaires « Monory » a terni le cours des événements puisque 78 % d'entre eux sont considérés comme des ménages actifs. Les salariés, cadres moyens, employés et ouvriers sont particulièrement nombreux parmi eux ; 5 % à 8 % des actionnaires seulement détiennent plus de 200 000 F d'actions — sur lesquels 1,5 % possèdent des portefeuilles d'actions de plus de 1 million de francs — et 75 % des actionnaires ont finalement moins de 50 000 F d'actions. Affaiblissant encore son analyse, la COB signale que 17 % de ces derniers sont des actionnaires « moins de 5 000 F », ce qui les classe d'office dans la catégorie des « petits actionnaires ».

Enfin, la concentration par tranche de revenu impossible permet d'observer qu'en 1978 50 % des foyers actionnaires disposaient d'un revenu impossible supérieur à 50 000 F. Dans le même temps apparaît une forte concentration des montants d'actions détenues par les titulaires des revenus les plus élevés. Ce sont ces derniers qui possèdent la plus grande partie des valeurs étrangères et des parts sociales.

jusqu'à maintenant. La loi du 4 janvier 1978 permettant la cession d'actions des banques et intéressées n'ont pas encore réuni des entreprises nationales n'a visé qu'environ cent trente mille personnes. Son extension au secteur privé sous la forme de plans

QUELQUES ASSOCIATIONS D'INFORMATION ET DE DÉFENSE

- Promotion et défense de l'actionnariat (PRODAC), 3, rue de Copenhague, 75008 Paris. Téléphone : 322-70-21.
- Association nationale des actionnaires France (ANAF), 13, avenue de Latrône-Tarziat, 94100 Saint-Maur. Téléphone : 393-27-57.
- Association nationale des porteurs français de valeurs mobilières, 22, bd de Courcelles, 75008 Paris. Tél. : 763-77-58.
- Fondation pour la promotion de l'épargne et de l'actionnariat des salariés (FONDACT), 5, rue Saint-Georges, 75009 Paris. Tél. : 286-57-33.
- Association des épargnants actionnaires et copropriétaires du Crédit du Nord, 82, rue J.-Jaurès, 93280 Armentières.
- Association pour l'actionnariat et la responsabilité des salariés (APARS), 1, rue Thomas-Edison-Echat, 94025 Créteil Cedex.

d'options sur actions a été un échec quasi complet.

Mais la loi du 24 octobre 1980 permettant de distribuer 3 % du capital social aux salariés parait d'une toute autre ampleur. Ne devrait-elle pas concerner un bon million de personnes ? Cependant, là encore, la traduction dans les faits des dispositions législatives rencontre des obstacles. Ainsi que le révèle la Commission des opérations de Bourse dans son dernier bulletin mensuel (mai 1981), sur les quelque six cents sociétés susceptibles d'appliquer cette loi, la

NOMBRE D'ACTIONNAIRES INDIVIDUELS DIRECTS ET INDIRECTS

Pays	En millions	Nombre d'habitants pour un actionnaire
E.-U.	29,8	7
Grande-Bretagne	2,3	24
R.F.A.	4,5	14
Japon	18	22
France	1,7 (début 1978)	31
	2,3 (fin 1979)	23

Le programme d'austérité des sociaux-démocrates suédois

(Suite de la page 21.)

Cependant, afin de freiner les importations, le parti social-démocrate veut, en outre, les organisations syndicales lancer de grandes campagnes du genre « Achetez suédois » ou « Faites vos courses en Suède », puis, que le solide touriste négatif correspond au quart du déficit de la balance des paiements.

En fait, toutes ces idées, toutes ces recettes, ne sont pas nouvelles, et de nombreux centristes et libéraux suédois pourraient sans doute y souscrire. Selon M. Ingvar Carlsson, président du « groupe de crise », « on ne peut choisir, pour rétablir les déséquilibres, entre une politique de restriction de la production et une politique d'austérité visant à freiner la consommation. Nous devons mener ces deux politiques de pair ».

Une meilleure utilisation de nos ressources, la modernisation de l'industrie suédoise et l'assainissement des comptes extérieurs supposent un déplacement de la consommation vers l'investissement. Les salariés sont-ils prêts à consentir des sacrifices, s'ils savent que ces sacrifices sont équitablement partagés par tous et qu'ils ne sont pas les seuls à faire les frais de la crise ? « Il n'est pas question, ajoute-t-il, de revenir sur le plein emploi ou la politique de juste redistribution des revenus ».

Concrètement, ces sacrifices devraient être facilités, assure le parti social-démocrate, par l'introduction des « fonds de salaires ». Ce projet d'intéressement collectif des travailleurs aux bénéfices des entreprises a été à peine discuté au cours de ces dernières années. Le « plan Meidner » de 1976, qui insistait sur la notion de pouvoir de décision, prévoyait le partage obligatoire du profit et la transformation automatique de 20 % des bénéfices annuels des entreprises en actions, détenues collectivement par les syndicats.

Le projet, sensiblement révisé, qui sera soumis au congrès du parti et de L.O. à l'automne prochain, met l'accent sur les besoins de capitaux de l'industrie pour financer ses investissements. Vingt-quatre fonds régionaux seraient alimentés par le prélèvement de 20 % des bénéfices au-dessus d'un certain niveau (15 à 30 % avant impôts) et de 1 % des salaires. Deux à

trois milliards de couronnes seraient ainsi libérés chaque année pour l'acquisition d'actions dans les entreprises, donnant aux travailleurs une plus large influence sur les décisions.

Renforcement de la démocratie économique ? Options de confiscation des biens privés qui met fin à l'économie mixte et bouleverse l'ensemble du système économique suédois ? La discussion est ouverte, même dans les rangs sociaux-démocrates, où l'on n'oublie pas que ce projet a contribué à l'échec électoral de 1976. Plusieurs dirigeants syndicaux indiquent qu'une formule d'intéressement individuel partiel aux bénéfices est nécessaire pour « motiver les travailleurs ».

Tout porte à croire, par conséquent, que le plan de « fonds de salaires », ébauché en fait par

les théoriciens des syndicats, sera de nouveau remanié dans les mois qui viennent, mais les sociaux-démocrates paraissent déterminés à l'appliquer rapidement, s'ils reviennent au pouvoir en 1982, avec si possible le soutien d'autres partis au Parlement.

L'esprit d'entente et de consensus des « belles années 50 et 60 » a cédé progressivement la place à un climat de confrontation qui ne correspond guère au tempérament des Suédois et qui, sans aucun doute, les irrita. Les relations entre les sociaux-démocrates et les industriels se sont nettement durcies depuis six ans. Les premiers ont imposé aux seconds, par la voie législative, des réformes sur la participation et la sécurité de l'emploi qui faisaient autrefois l'objet de négociations ; d'accords entre les partenaires sociaux.

Dialogue avec l'industrie

On note cependant, depuis quelques mois, un souci de rétablir le contact et d'apaiser les querelles. Le « groupe de crise » souligne, par exemple, dans son rapport, le besoin d'une nouvelle expansion industrielle et d'une politique « favorable à l'indus-

trie ». Les rencontres privées entre dirigeants du parti et responsables des grandes banques et entreprises sont de plus en plus fréquentes.

Des syndicalistes, comme le futur président de L.O., M. Stig Malm, appellent au dialogue :

« Les parties concernées doivent sortir de leurs retranchements et engager une discussion constructive. » Des économistes influents de ce syndicat, comme M. Claes Erik Odner, déclarent que « la coopération est plus utile que la confrontation. Si les gens s'opposent, la confrontation ne les enrichit pas. Au contraire, elle contribuera à la ruine des uns et des autres ».

Il y a là, semble-t-il, une amorce de stratégie différente, un changement de ton, une subtile « modestie » de la part d'un mouvement ouvrier qui a en beaucoup de mal à s'accommoder à son rôle dans l'opposition et qui parle souvent à ses adversaires politiques au gouvernement sur le ton d'un maître à des élèves connaissant mal leur leçon. Reste à savoir si l'opération de séduction en cours peut réussir, tant que le projet de « fonds de salaires » sera maintenu. Reste à savoir aussi si l'appel à la solidarité et aux sacrifices « pour le bien de la nation » a des chances d'être entendu dans une société de bien-être où le respect pour les hommes politiques est vacillant et où chacun pense, de plus en plus, à son confort personnel.

ALAIN DEBOVE.

Assistance technique

Etudes préalables, analyse, programmation, formation, démarrages.

Fortes compétences : IBM, Prime, Univac.

341.66.66.

sofragem-ordres

l'informaticien responsable

LOTO

C'EST FACILE

C'EST PAS CHER

ÇA PEUT RAPPORTER GROS

REPRODUCTION INTERDITE

	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	65,00	75,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

	La 1ère	La 2ème
ANNONCES ENCADREES	37,00	43,52
OFFRES D'EMPLOI	10,00	11,76
DEMANDES D'EMPLOI	28,00	32,93
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

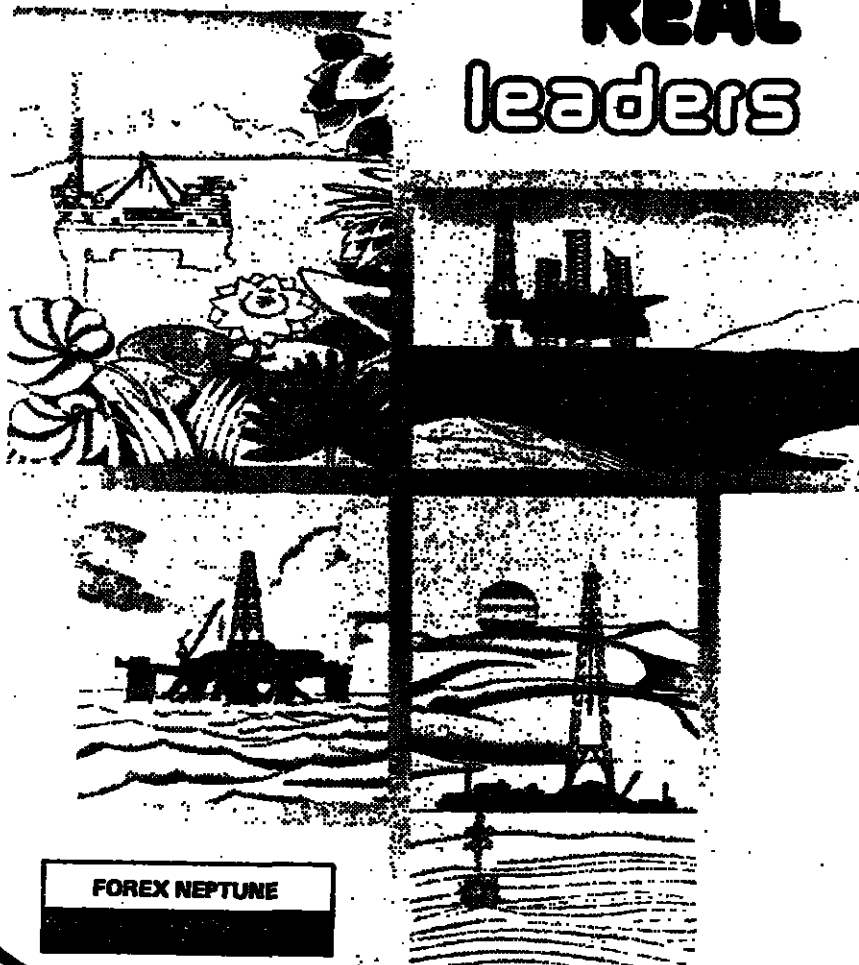


emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

A world leader
is looking for
REAL
leaders



**VOULOIR REUSSIR,
SAVOIR S'IMPOSER,
OSER ENTREPRENDRE, . . .**

Ce sont les clés de notre succès et de notre réussite,
FOREX NEPTUNE est un leader mondial du
FORAGE PETROLIER

Nos chantiers dans le MONDE ENTIER servent de référence.
Nos INGENIEURS en assurent la responsabilité avec un très large degré d'autonomie et une véritable vocation d'entrepreneur. Nous savons leur faire confiance . . . et nos clients nous font confiance. Nous avons des projets, nombreux et ambitieux.
Alors nous recrutons

INGENIEURS DEBUTANTS
CENTRALE, MINES, ENSAM, ENSM,
ECAM, ICAM, INSA, ETP, . . .

Nous leur assurons une formation de 2 ans au métier d'INGENIEUR de FORAGE ; responsable d'un site de forage, des hommes (50 à 100 personnes) et du matériel.

Ils ont le goût du contact, le sens de la décision, de la rigueur, de l'organisation.
Plus qu'un métier nous leur proposons une véritable carrière de responsable, en expatriation, et dans tous les cas UN GENRE DE VIE PASSIONNANT SUR LE TERRAIN.
La connaissance de l'Anglais est nécessaire.

Votre candidature doit nous intéresser.
Faites la parvenir à :
FOREX NEPTUNE - B.P. 111.07
75726 PARIS CEDEX 07

UNE SOCIETE du GROUPE SCHLUMBERGER



TECHFOR

TECHFOR est une jeune société française à vocation internationale, spécialisée dans l'exploitation du FORAGE PETROLIER.

Nos projets sont ambitieux, dans un secteur en forte croissance.
Pour compléter les équipes existantes, nous recherchons des professionnels confirmés ayant déjà eu une expérience à l'étranger dans ce secteur et parlant Anglais.

Nous proposons les postes suivants :

- CHEF de CHANTIER
- CHEF de POSTE
- SECOND
- CHEF MECANICIEN
- CHEF ELECTRICIEN
- CAPITAINE

Les avantages sont ceux liés à l'expatriation, dans le cadre d'une entreprise qui réussit.

Merci d'adresser votre candidature détaillée à TECHFOR
6, avenue Anatole de la Forge - 75017 PARIS.

We are looking for a

TECHNICAL SALESMAN

for our Agricultural Chemicals Department.
The new employee will, after an initial training period, be based in one of Dow's offices in Africa - in either Lagos, Nairobi or French West Africa.

He/she will be responsible for all aspects of the agricultural chemical business for a group of countries.

The selling part of the job consists of the further development of our existing business, and the technical part involves among others introduction of new compounds, including planning and conduction of field trials.

Qualifications :

- A degree in Agriculture.
- A minimum of five years field experience with agricultural chemicals. Tropical agricultural experience will be an asset.
- A proven track record and the willingness and ability to work alone.
- English is mandatory and in addition French for the French speaking territories.

We offer a challenging job with a large degree of freedom in a fast growing organization with good career prospects, excellent remuneration and benefits.

If you are interested in this position, please send your C.V. or contact :

DOW
Employee relations Department
P.O. Box 196
1211 GENEVA 20 /Switzerland
Phone : (022) 98-75-51.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIÈRE
recherche
pour les besoins de ses services au Sud
(Bassin de Gafsa)

DES INGENIEURS DE TRAVAUX MINERS
ayant une solide formation et bonne expérience.
Bonne rémunération. Avenir assuré.

Ecrire Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume d'Arabie-Séoudite - 1035 Tunis R.P. TUNISIE.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéresse et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

CHEF COMPTABLE

200 000 F

Travaux Publics
Moyen Orient

Un des premiers groupes français du secteur T.P. et Génie Civil (CA 2500 millions de Frs - Effectif 15.000 p.) recherche un CHEF COMPTABLE pour l'un de ses très gros chantiers situés au Moyen Orient. (montant des travaux : 1 milliard de francs - effectif 1.500 p. dont 100 expatriés). Sous l'autorité du Directeur Administratif du chantier il sera chargé de la Comptabilité Générale avec établissement des bilans et comptes d'exploitation, suivi des comptes clients et de la trésorerie, tenue de différents états... Il participera à la mise en place d'une comptabilité analytique avec contrôle des imputations. Il contrôlera la paie du personnel local (apurement des avances, supervision de la distribution). Il sera aidé dans ses missions par 2 comptables 1 caissier et 1 aide-comptable dont il organisera et contrôlera les activités. Le candidat retenu âgé d'au moins 35 ans, de formation DECS ou équivalente possédant plusieurs années d'une expérience professionnelle identique acquise au moins en partie sur un grand chantier de T.P. Une connaissance suffisante de l'Anglais pour le comprendre et le parler est requise. A la rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation (logement, gratuité médicale...). La rémunération mentionnée sera versée en partie en France et en partie localement.
Ecrire sous référence 419/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discretion assurée.



NAT et PERRODO

Dans le cadre de la réorganisation d'une de nos filiales, spécialisée dans une production à haute technicité dans le secteur de la CHAUDRONNERIE (destinée en particulier aux industries du PETROLE et de la PETROCHIMIE), nous recherchons pour notre siège de SINGAPOUR et notre usine indonésienne, nos futurs cadres dirigeants

**. general manager
. directeur de production
. ingénieurs
responsables de projet
et un directeur financier**

Cette équipe sera chargée d'assurer à notre filiale un développement à la mesure des objectifs de notre groupe : il s'agit de postes s'adressant à des cadres de valeur, techniciens expérimentés pour les uns, gestionnaires performants pour les autres. Ces fonctions autonomes, impliquent une bonne maîtrise de l'Anglais. Une expérience acquise dans cette région ne peut manquer d'être un atout.

Nous étudierons avec intérêt toutes les candidatures.
(C.V., photo et prétentions) TECHFOR
6, avenue Anatole de la Forge - 75017 PARIS

**NOUS VOUS OFFRONS
UNE CARRIERE INTERNATIONALE**

Votre compétence, développée par la formation interne s'exercera dans les administrations et établissements publics des pays en voie de développement.

Votre responsabilité évoluera rapidement vers :

- la conception et la direction de projets (organisation/informatique)
- la responsabilité de systèmes informatiques (architecture, systèmes d'exploitation, réseaux, etc...)
- assistance et conseil auprès de hauts responsables.

Vos interventions nécessitent soit de nombreuses missions dans des pays en voie de développement, soit une installation résidentielle à l'étranger.

La préférence sera accordée aux candidats pratiquant couramment l'anglais parlé et écrit.

Si vous êtes :

**JEUNES INGENIEURS
GRANDE ECOLE**

(X - Centrale - Mines - Arts et Métiers)

- ayant l'expérience de la conception et de la conduite de projets importants d'organisation et d'informatique
- ayant une première expérience du développement de systèmes informatiques avancés
- optionnaires informatique, désirent approfondir une expérience des hommes et des organisations dans une société entretenant des relations permanentes avec des laboratoires de recherche en informatique et automatique

Adressez un curriculum vitae détaillé avec photo, prétentions et détail de disponibilité à réf. 7827/M à SINORG Recrutement - 7, rue Royale 75008 PARIS.



SINORG

Une Société Internationale d'Organisation du groupe des filiales techniques de la Caisse des Dépôts et Consignations



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

INGENIERIE D'ENSEMBLE MOYEN-ORIENT INGENIEUR BATIMENT

Le groupe français dont nous faisons partie est l'un des plus importants dans son domaine : l'ingénierie du bâtiment et des travaux publics. Spécialistes en construction industrielle, nous concevons et réalisons, clés en main, des usines de fabrication d'éléments. Pour participer à la construction de trois usines au Moyen-Orient, nous recherchons l'Adjoint du Directeur des travaux. Il se chargera de l'ensemble des questions techniques de cette opération d'entreprise générale (calcul et petites études complémentaires, supervision des travaux, ordonnancement et pilotage) et l'assistera dans les autres domaines. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé, d'au moins 28 ans, ayant quelques années d'expérience des chantiers (bâtiment, BA, génie civil). Il a déjà travaillé à l'étranger et parle correctement anglais. Pour ce séjour, qui permet un accompagnement en famille, les conditions sont de nature à intéresser un ingénieur de valeur. Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous réf. M 5479 D, un dossier complet de candidature, en précisant leur rémunération actuelle.

egor international
8 rue de Belfort 75008 Paris

CHEF DU PERSONNEL D'UN GRAND CHANTIER

Cette importante entreprise française de Travaux Publics réalise d'importants ouvrages dans plus de 25 pays. Pour l'un de ses grands chantiers, situé au Moyen-Orient, elle recherche un Chef du Personnel maîtrisant bien les questions de direction, d'organisation et d'entretien d'un personnel nombreux (environ 1300 personnes) et de nationalités diverses. Nous souhaitons rencontrer un homme d'expérience et de terrain, habitué au management du personnel à l'étranger et possédant connaissance anglaise. Le Groupe offre de bonnes perspectives d'évolution, un contrat à durée indéterminée et des avantages sociaux. Nous remercions les cadres intéressés auxquels nous garantissons la discrétion d'usage, d'adresser, sous référence M 5441 E, un dossier complet, en précisant leur rémunération actuelle.

egor international
8 rue de Belfort 75008 Paris

UN FRANCAIS A LONDRES GESTION ET COMPTABILITE

Cette société anglaise, filiale d'un très puissant groupe américain, est spécialisée dans l'ingénierie de matériel de production pour forage pétrolier. Le développement de ses activités en Afrique francophone la conduit à renforcer ses structures et à créer le poste de Chef de la Comptabilité à la française - des filiales africaines. Responsable devant le Directeur Financier du Groupe, le titulaire du poste sera chargé de la centralisation et de la consolidation des comptes (bilans, comptes d'exploitation), de l'analyse des résultats, de la gestion de trésorerie et du reporting vis-à-vis de la société mère. Nous souhaitons rencontrer un professionnel (minimum du niveau DECS) justifiant d'une expérience significative acquise en entreprise ou en cabinet d'expertise comptable. Le poste étant basé à Londres, la pratique courante de l'anglais est indispensable. Statut d'expatrié et logement fourni.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 11505 A à

egor international
8 rue de Belfort 75008 Paris

L'INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION PUBLIQUE à Maastricht (Pays-Bas)

est un institut interdisciplinaire et multinational pour la formation de fonctionnaires de la Communauté Européenne et de ses Etats membres et pour les recherches dans le domaine de l'administration publique européenne et comparée. Les langues de travail sont le français et l'anglais.

L'Institut recherche un

DIRECTEUR DE FORMATION (h/f)

Exigences de la fonction :

- Pour ce poste dynamique au niveau de la direction exécutive nous recherchons une personne ayant :
- un grade universitaire (doctorat) ;
- une bonne connaissance des langues de travail ;
- la capacité de s'intégrer activement dans une équipe internationale de direction ;
- une large expérience dans la formation et le perfectionnement de fonctionnaires supérieurs.

Responsabilités de la fonction :

- Parmi les responsabilités du Directeur de Formation, il y a lieu de mentionner :
- les investigations dans le domaine des besoins de formation (avant et après embauche) de fonctionnaires au niveau européen (dans le cadre de la C.E.E.) ;
- le développement de la formation (avant et après embauche) à dispenser aux fonctionnaires de la C.E.E. et des Etats membres ;
- d'assurer la direction d'une équipe multinationale de professeurs responsables (à temps plein et à temps partiel) de l'application des programmes de formation (avant et après embauche).

Rémunération :

Compte tenu des connaissances et de l'expérience du candidat engagé, la rémunération pourra varier de 6.959 Francs à 9.585 Francs net après impôt, plus d'intéressantes conditions secondaires de travail.

Les candidatures sont à adresser avant le 15 août 1981 au Directeur Général de l'Institut Européen d'Administration Publique, Brusselsstraat 51, 6211 PB MAASTRICHT. Vanc. XI/106.

SOCIÉTÉ recherche

pour projets agricoles Afrique

1) DIRECTEUR FINANCIER

2) CHEF COMPTABLE

- expérience agricole outre-mer
- indispensable ;
- contrat expatrié.

Ecrire avec C.V. + tél. à :

M. T. 027935 M. R. France, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Société fiduciaire d'expertise

comptable en développement, poste à pourvoir à Adjuq, Côte d'Ivoire rech. pour faire face à son extension

CHEFS DE MISSION

DECS complet, minimum 3 ans d'expérience dans une société de conseil, avantages sociaux.

Ecr. C.V., photo, rémunération souhaitée sous réf. 3103 à

INTER PA, S.P. 506, 75008 Paris, Cedex 02, qui tr.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL

recherche

CHARGÉ DE MISSION

EN AFRIQUE

DANS LE DOMAINE

CONTROLE FINANCIER

- Connaissances de l'organisation administrative (gestion de personnel, contrôle financier, gestion des investissements, comptabilité, opérations informatiques) ;

- Expérience administrative publique et/ou de consultant appréciée ;

- Expert payé en sept. 81 ;

- Contrat d'un an renouvelable ;

- Rémunération et avantages attractifs.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et références en France s/réf. M. T. 027974 M. R. France, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEURS

SYSTÈME

confirmé ou débutant

pour SÉNÉGAL

Indice 3 sous réf. 0101

OTET - Tél. : 288-05-81 +

IMPT ORGANISME de TOURISME

recherche

LE RESPONSABLE

DU MATÉRIEL D'ANIMATION

pour ses installations à l'étranger.

IL AURA SIMULTANÉMENT A :

- gérer le stock de matériel d'animation et à établir les prévisions ;
- établir et maintenir les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants ;
- mettre en place les matériels sur les installations à l'étranger et assurer le suivi de leur maintenance, par conséquent il effectuera de nombreux déplacements à l'étranger dont certains non programmables.

PROFIL DU CANDIDAT RECHERCHÉ :

1) Génie-matériel de matériel cotton et synthétique utilisés dans des conditions difficiles.

2) Négociateur habile avec les fournisseurs et sous-traitants.

3) Techniques son et lumière.

4) Homme rapide, économique et fiable dans ses interventions.

5) Anglais souhaité.

Adr. C.V. et prêt s/r T 027956 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

SPIE

Division de SPIE BATIGNOLLES

recherche pour AFRIQUE FRANCOPHONE

Directeur de Filiale

Travaux Electricité

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN DIPLOME

Il devra avoir :

- L'expérience des postes similaires sur des chantiers, agences ou filiales (électricité industrielle, postes et lignes HT/BT stations de pompage, etc.) ;
- Les qualités techniques, commerciales et humaines lui permettant d'assurer la bonne marche et le développement de l'établissement qui lui sera confié.

Le candidat retenu devra faire un stage à CLICHY

Conditions d'expatriation intéressantes

La connaissance d'une langue étrangère (anglais, espagnol) facilitera l'évolution de carrière dans le groupe.

Envoyez C.V., photo, références s/r SPC/7

SPIE BATIGNOLLES

202, quai de Cligny - 92113 CLICHY

MAURITANIE

SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIERE

recherche

contrôleur de gestion

170 000 F

Rattaché à la Direction Economique et Financière, il sera chargé de développer les systèmes de préparation et de contrôle de budgets, les analyses diverses et l'établissement des procédures.

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'Enseignement Supérieur, pouvant justifier d'une expérience de 3 ans dans une société industrielle.

La durée prévue du contrat est de 12 mois dont 2 mois de congés.

Adresser dossier de candidature sous référence 309/M à

SNIM s.a.m. - Succursale de Paris - Bureau de Recrutement

5, rue Scarpe - 75009 Paris.

PERRODO OFFSHORE

dans le cadre de nos activités liées à

l'industrie pétrolière

et en particulier dans le secteur OFFSHORE,

nous recherchons pour nos différents sites

d'exploitation

jeunes ingénieurs

AM, CENTRALE, MINES, ENSM, ENSTA, ...

possédant une première expérience dans ce secteur, nous

leur proposerons de réelles responsabilités, humaines et

techniques.

Basés à SINGAPOUR, ils auront la charge d'importantes

opérations exigeant autonomie, initiative et disponibilité.

Les conditions de rémunération et d'environnement sont

motivantes. (Anglais indispensable).

Nous étudierons avec intérêt votre candidature

(C.V. détaillé, photo et prétentions) TECHFOR

6, avenue Anatole de la Forge - 75017 PARIS.

EG-Wirtschaftsverband

mit Sitz in Brüssel

sucht jüngeren deutschen

Voll-Juristen

Die nicht nur juristische Tätigkeit in kleinem internationalen Team erfordert sehr gute Französischkenntnisse. Bewerbungen mit den üblichen Unterlagen und Lichtbild sind zu richten an :

C.B.M.C.

Chaussée de la Hulpe, 178, Bte no. 2

B 1170 Bruxelles

Tel. 2/672 23 91

Responsables de formation

(Mécanique - Electromécanique - Electricité)

Ces formateurs, d'un niveau B.T.S., auront à prendre en main, sous la responsabilité du Chef de Service Formation, la formation du Personnel d'exploitation et de maintenance de la Société.

Les conditions d'expatriation attrayantes garanties par un contrat de travail à durée indéterminée comportent, entre autres, la fourniture d'un logement meublé et d'une voiture de fonction.

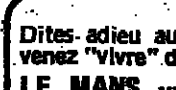
Pour faire acte de candidature, adressez C.V.

et photo sous réf. 6766 à

SCS Jonction 9, rue des Halles 75001 Paris

qui transmettra.

emploi régional



Dites adieu aux contraintes de la capitale et venez "vivre" dans la Sarthe...

LE MANS un important organisme d'assurances engage plusieurs ANALYSTES ET ANALYSTES PROGRAMMEURS débutants

(gestion de système) diplômés MIAGE, maîtrise système, DUT... Après une formation complémentaire à l'utilisation de CORIG et PAC 700,

ils participeront à la réalisation de nouvelles applications transactionnelles utilisant les Bases de données.

Les évolutions de carrières prévues doivent permettre à des éléments de valeur d'accéder à des fonctions de chef de projet, de gestionnaire

Base de données ou de responsable système.

Jean PORRACCHIA vous remercie de lui écrire sous la référence 2635M à

CARRIÈRES INFORMATIQUE

conseil en recrutement et formation

149, rue SAINT HONORE 75001 Paris



emploi

ASSURER LA CONTROLE DANS UN SECTEUR

Une société française, filiale d'un très puissant groupe américain, est spécialisée dans l'ingénierie de matériel de production pour forage pétrolier. Le développement de ses activités en Afrique francophone la conduit à renforcer ses structures et à créer le poste de Chef de la Comptabilité à la française - des filiales africaines. Responsable devant le Directeur Financier du Groupe, le titulaire du poste sera chargé de la centralisation et de la consolidation des comptes (bilans, comptes d'exploitation), de l'analyse des résultats, de la gestion de trésorerie et du reporting vis-à-vis de la société mère. Nous souhaitons rencontrer un professionnel (minimum du niveau DECS) justifiant d'une expérience significative acquise en entreprise ou en cabinet d'expertise comptable. Le poste étant basé à Londres, la pratique courante de l'anglais est indispensable. Statut d'expatrié et logement fourni.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 11505 A à

egor international
8 rue de Belfort 75008 Paris

SYNTHÈSE ORGANISME

recherche

INGENIEUR ENTRETIEN

ET TRAVAUX NOUS

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ALSACE
ASSURER LA FONCTION
CONTROLE QUALITE
DANS UN SECTEUR DE POINTE

Cette société horlogère, filiale d'un groupe important, est spécialisée dans la fabrication des microcomposants et pièces d'habillage de la gamme horlogère. Une restriction des activités implique à court terme l'ouverture de postes consacrés à la micro-électronique et mini-informatique.

Cet ingénieur, chef du service contrôle, 50 personnes, gère la qualité technique depuis la définition des normes jusqu'à la garantie SAV.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé, 35 ans maximum, titulaire d'une double compétence (7 ans minimum) contrôle qualité en microélectronique et mini-informatique. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Il exerce des fonctions de gestion dans un cadre agréable. Les perspectives d'avenir sont satisfaisantes du fait de la diversification des activités de la société.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 17502 A à

egor industrie
8 rue de Berni 75008 Paris

BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES
BATIMENT

INGENIEUR B.E.T.
EXPERIMENTE

Cette Agence locale assure toutes missions d'étude et d'ingénierie du bâtiment, notamment dans le secteur habitat.

Pour en prendre la direction, nous recherchons un ingénieur de Bureau d'Etudes capable d'assurer la gestion d'une petite unité, d'animer son personnel, d'entretenir et de développer les contacts commerciaux, de conduire les études et d'assurer techniquement.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé, expérimenté, évoluant vers des responsabilités après avoir acquis une expérience en B.E.T. bâtiment et plus particulièrement dans le domaine du logement.

Ce poste est à pourvoir en province, à moins de deux heures de Paris.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous réf. M 5496 D, un dossier complet de candidature, en précisant leur rémunération actuelle à

egor
8 rue de Berni 75008 Paris

SEP

ACHETEUR INDUSTRIEL
CONTRATS INTERNATIONAUX

La Société Européenne de Propulsion, une des premières sociétés françaises du secteur aérospatial, développe de nombreuses activités nouvelles, ce qui l'amène à renforcer son département Achats Approvisionnement.

Elle crée un poste d'Acheteur confirmé à l'établissement de Vernon (27).

Directement rattaché au chef du département, il est responsable de la négociation d'importants contrats internationaux d'industrialisation. Il participe à la définition des besoins avec les services techniques et les Bureaux d'Etudes de la Société.

Nous souhaitons rencontrer un acheteur confirmé, rompu aux négociations internationales et possédant au moins la langue anglaise.

Une formation supérieure et une connaissance des techniques avancées représentent un atout supplémentaire.

De larges perspectives d'avenir sont envisageables.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 10152 Q à

egor industrie
8 rue de Berni 75008 Paris

SOCIÉTÉ DE SYNTHÈSE ORGANIQUE FINE

Filiale d'un leader pharmaceutique français recherche

INGÉNIEUR ENTRETIEN
ET TRAVAUX NEUFS

Il est responsable de l'entretien des installations existantes, de l'amélioration des performances du matériel actuel et, ultérieurement, des conceptions et réalisations des lignes de nouveaux produits.

Ingénieur Génie Chimique ou Arts et Métiers, il aura nécessairement une certaine expérience dans la branche.

Poste d'avenir dans une usine en développement en région touristique du nord de la France.

Adresser lettre manuscrite avec photo et C.V. détaillé AG. HAYAS 49, rue Victor Hugo 62200 BOULOGNE S/MER, réf. 2260 qui transmettra.

Pour son usine de Notre-Dame-de-Gravenchon (Région du Havre), ESSO CHIMIE recherche

un jeune H.E.C./ESSEC/ESCP

Une première expérience vous a familiarisé avec la vie de l'entreprise, de préférence en milieu industriel et vous êtes ouvert aux applications informatiques.

Le développement de nos systèmes d'information comptable passe par la constitution d'une base de données commune aux différentes filiales européennes du groupe.

Nous vous proposons en première étape de participer à la conception et à la mise en place de cet outil de gestion. Rattaché au Département Comptable, vous serez l'interlocuteur des différents services utilisateurs et de vos homologues européens. Votre aptitude à la communication et la qualité de votre anglais seront donc des atouts importants.

La dimension internationale de notre groupe nous permettra ensuite de vous proposer une évolution en France et/ou à l'étranger, dans des activités comptables ou informatiques.

Merci d'adresser vos candidatures sous réf. LM/22, à

Département des Relations sociales
Esso
CHIMIE
BP 52 - 76330 Notre-Dame-de-Gravenchon

LES C.N.I.M.
CONSTRUCTIONS NAVALES
ET INDUSTRIELLES
LA SEYNE-SUR-MER

recherchent leur

DIRECTEUR D'ACHATS

Ingénieur grande école de formation, il assurera le dialogue avec les bureaux techniques et les grands services.

Il démontrera sur un très complet et probant dossier de références, le niveau d'autorité et de compétence nécessaire au regard d'un montant annuel de fournitures de 800 millions de francs et à celui de l'animation d'une équipe d'une centaine de personnes couvrant également les approvisionnements.

Négociateur avisé, il se fournira largement sur le marché international et devra de ce fait parler couramment l'anglais.

Il aura de solides notions d'informatique. Le poste se situe à l'un des plus hauts niveaux de la structure d'une entreprise comportant 5000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs.

Adr. lettre de candidature CV sous réf. 2406 BAILLY CONSEIL 40, avenue Hoche - 75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
Recrute pour grande ville SUD OUEST

DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure plus DECS, ayant quelques années d'expérience et désirant accéder à de nouvelles responsabilités.

Adresser C.V. + photo + rémunération souhaitée sous réf. 3073 M I.C.M., 83, rue de Rennes PARIS 6e qui transmettra.

DIRECTEUR DES VENTES
EQUIPEMENT COLLECTIVITES

Implantée en région ouest et disposant d'un outil de production récent et performant, la Société fabrique du mobilier de grande diffusion.

Pour franchir une nouvelle étape de son développement, elle recherche un cadre commercial efficace pour lancer une nouvelle gamme de mobilier destinée aux collectivités (hôtels, résidences de loisirs, ...). J'ai pour moi l'expérience traditionnelle du meuble. Expérience souhaitée de la vente de biens d'équipement, de matériel de second œuvre pour le bâtiment et de contacts avec les prescripteurs et promoteurs. Rémunération 180.000 + voiture.

Adresser CV détaillé sous réf. 212/25M à : France Cadres 22 rue St Augustin 75002 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
D'ELECTRONIQUE PARISIENNE
recherche son

directeur d'usine

Région SOISSONS, 250 personnes

Pour production en grandes séries matériels professionnels des circuits micro-électronique hybrides.

Ingénieur diplômé ou équivalent, il possède l'expérience nécessaire :
• encadrement et relations sociales,
• gestion industrielle et technique de production électronique.

Envoyer CV et prétentions à SECRE, 214 rue du Faubourg Saint-Martin 75480 PARIS Cedex 10 ou téléphoner au 200.33.66 à Madame OBRTIN.

PHILIPS

Pour son usine de FLERS dans l'ORNE recherche

JEUNES INGÉNIEURS
ELECTRONICIENS et MÉCANICIENS

JEUNES TECHNICIENS
B.T.S. OU D.U.T.
(Électronique)

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à Mlle DEBOUSKER - PHILIPS BP 12 - 61102 FLERS Cedex.

ALSTHOM ATLANTIQUE

propose d'intéressantes possibilités de carrière au sein de l'un de ses établissements implantés en

Région RHONE-ALPES

qui met en œuvre des technologies de pointe dans le domaine de l'électro-mécanique à de

jeunes ingénieurs
débutants

ESE, Centrale, AM, IDN (ou équivalent)

3 POSTES COMMERCIAUX

France et Export avec évolution possible vers les fonctions d'Ingénieurs d'Affaires. Anglais indispensable.

1 POSTE B.E.

pour l'étude de pré-séries à partir des prototypes élaborés par le service Recherche, avec l'animation d'un groupe de travail.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 4326-M à Mamrégies 3 rue d'Hauteville - 75010 Paris, qui transmettra.

Entreprise industrielle de la Vallée du Rhône (CA 350 millions), filiale THOMSON, recherche, dans le cadre de ses fabrications diversifiées

RESPONSABLE
METHODES

CENTRALE ou AM.T peut venir soit des méthodes, soit de la fabrication en petites et moyennes séries de produits impliquant l'électromécanique et l'automatique.

Il devra animer une équipe de 15 techniciens. Placé à un poste clef de l'entreprise, il devra assurer la promotion des méthodes et moyens de production faisant appel aux technologies les plus modernes.

Evolution ultérieure du poste prévue.

Ecrire au Cabinet Gatier, sous réf. 620, 32 rue Barrême 69006 Lyon.

Cabinet Gatier

Adjoint au Directeur Export

CEBE

leader de la lunette de ski, poursuit son développement dans le solaire par l'adjonction des licences des couturiers ANDRE COURREGES et TORRENTE. Notre vocation est fortement exportatrice (62% du C.A.). Notre Directeur Export recherche un adjoint qui participera activement à la gestion du réseau et notamment de nos trois filiales européennes : relations avec les directeurs, définition des objectifs quantitatifs et qualitatifs, contrôle des résultats. Il sera personnellement responsable du solaire actuellement en plein essor et assurera les négociations de vente et le suivi des commandes.

Ce poste s'adresse à un homme jeune, sportif, doté d'une formation supérieure et justifiant déjà d'une première expérience (3 à 5 ans) de l'export acquise dans un produit de grande consommation.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée. Il est prévu de se déplacer à 40% du temps de travail.

Résidence dans la région de MOREZ (Jura).

Envoyer votre CV détaillé, photo et dernier salaire sous référence M/303/A au 106 boulevard Haussmann 75008 Paris Téléphone : 294.03.58 à

Jean Paul VELLA Conseil

CCMC

Société de Service en Informatique de Gestion Groupe à dimension internationale

« Parce que notre démarche initiale était cohérente, notre expansion a été continue depuis bientôt 20 ans. »

« Parce que notre entreprise a toujours su garder une dimension humaine, ce qui elle est aujourd'hui c'est aux hommes qu'elle le doit. »

En 3 ans les effectifs de la Société ont progressé de plus de 10% et le nombre de Cadres a augmenté de 26%. A partir des prévisions basées sur la croissance des années à venir, nous devons envisager une progression encore supérieure.

Dans une telle évolution, la Direction des Relations Humaines, particulièrement préoccupée par les domaines de la Formation, du Recrutement et de la Gestion des Carrières, envisage la création de divers postes :

CADRES
FONCTION PERSONNEL

- Vous avez une formation supérieure (Universitaire, Sciences Humaines, Grandes Ecoles Commerciales...)
- Vous êtes désireux de valoriser une première expérience de 3 à 5 ans.
- Vous avez déjà abordé, voire résolu des problèmes humains d'entreprise dans un ou plusieurs aspects de Communication, Formation, Information, etc.
- Vous êtes à la fois capable d'autonomie et de collaboration étroite avec une équipe.

Si vous adhérez à notre conception de travail et d'entreprise, veuillez adresser votre lettre manuscrite avec CV, photo et prétention sous réf. 5788 à Service Recrutement et Carrières BP 6129 - 45061 ORLÉANS Cedex

Tout dossier de candidature fera l'objet d'un examen approfondi et d'une réponse appropriée.

CCMC
informatique de gestion



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

INGENIEURS GRANDE ECOLE

débutants ou expérimentés **HF**

DEVELOPPER des méthodes dans les domaines théoriques les plus divers.
CONCEVOIR des systèmes toujours plus élaborés et performants.
PRODUIRE en série des appareils compétitifs sur le marché international.
ASSURER l'après-vente des avions en service.
Telles sont les missions de l'Etablissement de TOULOUSE de la DIVISION AVIONS. Pour chacune d'elles, nous souhaitons étoffer les équipes avec des hommes et des femmes de valeur.
Quelque soit votre spécialité, si vous souhaitez prendre des responsabilités techniques et humaines au sein d'une Entreprise en pleine expansion, si vous parlez l'Anglais, adressez-nous votre candidature avec photo, en précisant votre domaine préférentiel d'activité.

Aéropatiale - Service des Relations Sociales - 316, route de Bayonne - 31060 TOULOUSE CEDEX



aérospatiale

TOULOUSE

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE

(2.000 personnes) -
filiale d'un puissant Groupe financier,
recherche pour sa Direction de
LILLE

INGENIEUR

chargé du montage et de la mise au point des
OPERATIONS IMMOBILIERES.

Formation : CENTRALE, E.T.P., A.M. ou équivalent.
Vous avez 35 ans minimum ; sous l'autorité de l'adjoint direct
du Directeur Régional, vous serez chargé du montage sur les
plans : technique, administratif et financier des opérations
de promotion et de leur mise au point et devrez veiller sur un
plan général à la résolution des problèmes qui s'opposent au
bon déroulement de la phase de réalisation.

Vous êtes invité à adresser lettre manuscrite,
C.V. et prétentions sous la référence 4638 à :



Notre entreprise, filiale d'un grand groupe industriel français, intervient dans le domaine électronique.
Ayant rapidement développé ses activités en France et à l'étranger, elle compte aujourd'hui 5000 personnes, en majorité
cadres et ingénieurs. Elle souhaite intégrer à l'une de ses divisions, basée à LYON, un

INGENIEUR A & M ou équivalent

qui prendra en charge l'élaboration et la préparation des dossiers techniques de fabrication ainsi que le suivi de fabrication
auprès de nos usines et des sous-traitants.
Une expérience de quelques années, complétée par des notions de technologie ou de métallurgie, est indispensable.
Cette fonction implique de nombreux contacts internes et externes, permettant d'acquies une connaissance complète et
précise de nos produits et favorisant, en conséquence, une évolution au sein de l'entreprise pour un candidat de valeur.
Quelques déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. La connaissance de l'anglais technique est nécessaire.
Un dossier de candidature est à adresser sous référence 72025 M à

MILO G.R.H.

Place de l'Eglise,
06810 Antibes-sur-Seine.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE L'OR-ET-CHER

recherche

INGENIEUR

susceptible de diriger
sur Centre
de Formation Technique.
Expérience industrielle.
Anglais parlé.

Envoyer lettre manuscrite
avec curriculum vitae,
photo, prétentions.

au Président de la
CHAMBRE
DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE L'OR-ET-CHER
N°101, rue de la Vallée-Maillard,
41018, BLOIS CEDEX.

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEILS EN ORGANISATION LYON

Dans le cadre du développement de notre bureau de Lyon, nous
recherchons de jeunes diplômés de grandes écoles commerciales ou
d'ingénieurs désirant faire carrière dans l'information ou le conseil.
Vous participerez en équipe à la promotion, la conception et la
réalisation de systèmes de gestion dans des domaines variés, tout en
recevant une formation permanente en France et aux Etats-Unis.
Vous exercerez vos activités dans un cadre jeune et motivant.
Votre promotion sera rapide si vous savez démontrer vos aptitudes.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo, sous référence 3100 à
INTER PA - B.P. 508 - 75066 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

LE GROUPE PHARMACEUTIQUE SANOFI

offre à des chercheurs C.N.R.S. ou INSERM ou d'autres
organismes de recherche français ou étrangers, Docteurs
d'Etat ou Ph. D., un recrutement stable et la possibilité de
créer une équipe de recherche en

PHARMACOLOGIE CELLULAIRE

Cette équipe sera installée à TOULOUSE et travaillera
en étroite collaboration avec les chercheurs du Laboratoire de
Pharmacologie et Toxicologie Fondamentales du C.N.R.S.
à TOULOUSE.

Le niveau de rémunération, au moins égal à celui de
chargé 5 du C.N.R.S., sera fixé en fonction de la qualité
des travaux scientifiques et de l'épreuve de titres.

Candidature à adresser : SANOFI RECHERCHE
Service du Personnel, 195, route d'Espagne
31036 TOULOUSE CEDEX.

ETABLISSEMENT D'ETUDES DU MINISTERE DE LA DEFENSE REGION MICHYRENNES

recherche pour poste à pourvoir rapidement :

INGENIEUR D'ETUDES

à caractère numérique, encadrant une équipe de
techniciens analystes numériques et programmeurs.
Domaine de recherche : Ondes de choc - Mécanique
des milieux continus.
Utilisation systématique de gros codes de calculs
aux différences finies.
Participation au développement de nouveaux
codes spécifiques des problèmes traités.
Anglais lu.
Salaire annuel brut 87500 à 96500 pour
ingénieur débutant.

Envoyer lettre de candidature et C.V. à
Monsieur le Directeur
du Centre d'Etudes de Gramat - 46500 GRAMAT

responsable intervention sur site

Société de construction d'ensembles industriels clés en main, nous développons notre
activité dans le domaine électronique.
Nous recrutons un

ingénieur mécanicien

pour lui offrir la responsabilité complète d'un chantier d'une certaine de personnes. Ces
fonctions couvrent aussi bien des aspects techniques, qu'administratifs et financiers
(animation et gestion humaine, coût, délais...). Il travaillera en relation avec des ingénieurs
d'affaires, les sous-traitants, le client.
Agé de 35 ans minimum, il a une formation d'ingénieur grande école, ainsi qu'une expérience
de chantier (montage de grosses unités clés en main par exemple).

Ce poste est basé à Lyon.
Des déplacements de courte durée (2 mois en moyenne) sont à prévoir.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 72046 à HAVAS CONTACT - 156,
boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra directement.

Informatique en Tardenois

Autrement dit informatique dans une agréable petite ville à proximité de
Château-Thierry et de Soissons. Un IBM 34, 128 K, 5 écrans, une imprimante
650 lignes. Toutes les applications administratives habituelles et en développement
des programmes de gestion usine, avec l'appui de jeunes conseils performants et
quelques mois de recouvrement avec le responsable actuel.

Le ou la jeune responsable de ce petit service reportera au Directeur Général et
travaillera de l'ensemble des problèmes de la société y compris de ceux des services
du siège, puis sera en mesure de leur imposer une ligne. Homme ou femme de
dialogue, ce responsable devra donc être un interlocuteur valable qui réussira
plus par sa culture générale que par son expérience. Un débutant de formation
supérieure peut ainsi faire ses premières armes et s'imposer par l'ouverture
d'esprit, la capacité de synthèse et, bien sûr, la passion informatique.

Donc, l'opportunité de concilier un métier passionnant dans une usine à taille
humaine à la campagne, à 110 kms de Paris. Ecrivez vite à Sircia sous réf. 814 593M.

Sircia
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTIC

Nous sommes une Société spécialisée
dans la transformation de la tôle

filiale d'un groupe sidérurgique international,
situé dans l'Est, à 300 km de Paris.

Désireux de diversifier nos produits
et pénétrer de nouveaux marchés,
nous recherchons

UN COLLABORATEUR

de formation technique ou sciences économiques,
intéressé par le marketing industriel
et ouvert aux problèmes techniques.

Le candidat, âgé de 25 ans environ, devra justifier d'une
expérience de quelques années dans ce domaine. Attaché à la
Direction commerciale, il sera chargé de toutes études
préliminaires à la commercialisation de produits nouveaux et
au développement des marchés.

Si cette offre vous intéresse, env. votre candid. accompagnée
d'un C.V. détaillé et/ou 100.204 à la REGIE-PRESS, 80 bis,
rue Ménilmontant, 75003 PARIS, qui transmettra.

Discrétion assurée.

Futur chef des services administratifs

GROUPE T.P. - BATIMENT, d'importance internationale, recherche
un futur Chef des services administratifs.
De formation supérieure (Ecoles Supérieures de Commerce...) il aura
3 à 4 ans d'expérience de gestion administrative et financière d'une
unité de production, si possible dans les T.P.

Dans un premier temps, il secondera le Chef des services administratifs
de la Direction Régionale du NORD de la France.

A terme, il prendra en charge le service administratif d'une Direction
en France ou à l'étranger (fonction administrative, financière, juri-
dique, comptable, ainsi que gestion du personnel).

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec photo et prétentions
sous réf 3219 à rscg carrières 48 rue Saint - Ferdinand 75017 PARIS.

GRANDE BANQUE DE PROVINCE

recherche pour son

CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

UN INGENIEUR EN ORGANISATION

Expérience banque nécessaire.

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

3 à 5 ans d'expérience acquise si possible en milieu bancaire.

UN INGENIEUR DEBUTANT

Formation Grande Ecole option informatique.

Adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant le
poste choisi à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

BANQUE SCALBERT DUPONT

RECHERCHE

Futurs Cadres Commerciaux

Diplômés d'études supérieures commerciales
(ESCP, ESC, EDHEC, IEP...)

Après une période de formation pratique aux métiers de la
banque, ils se verront confier au sein de son réseau (Nord de la
France ou Région Parisienne), une clientèle d'entreprises ou de
particuliers qu'ils auront à conseiller et à développer.

Adresser lettre de candidature (CV + photo) à
Monsieur FOUGERES - 36, rue de l'Hôpital Militaire,
59000 LILLE.

LE CRÉDIT MUTUEL MEDITERRANÉEN

UN GÉRANT DE CAISSE

pour une de ses succursales la plus en pointe de la région
- Excellent gestionnaire connaissant parfaitement les systèmes
comptables financiers et bancaires et les procédures
administratives. Il sera chargé de toutes études
préliminaires et sera conseiller des principaux clients.

Adresser, votre demande manuscrite et joignant C.V. et photo :
L.N.S.T.P., Conseil formation, Château Marmont,
84, boulevard Alphonse-Albani, 13014 Marseille

OFFRE



INGENIEURS I

GRANDE ECOLE ou équivalent

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION



emplo

à Marseille voire direction

recherche pour sa Direction de
FORMATION

Sircia

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

recherche pour sa Direction de

FORMATION

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF COOPERATION
Recherche pour la FORMATION DES CLIENTS ETRANGERS
du Groupe THOMSON

UN INGENIEUR MECANICIEN
ET
DES INGENIEURS ELECTRONIENS

Spécialisés :
- Microprocesseurs, techniques digitales
- Radars (techniques nouvelles)
- Télécommunications.

Débutants ou confirmés - Aptitudes pédagogiques - Anglais indispensable.
Lieu de travail : VERSAILLES ou mobilité étrangère.

Envoyer C.V., photo et prétentions au Service du Personnel 147, rue Yves le Coz 78000 VERSAILLES.

Première entreprise française d'ingénierie électromécanique, nous souhaitons recruter, pour assurer la coordination et le suivi des parties « gros équipements mécaniques » de nos contrats un

ingénieur responsable d'affaires

Présent à tous les stades de l'évolution des matériels dont il a la charge, il est l'interlocuteur des Départements internes concernés (Etudes - montage - essais...), des sous-traitants et des clients. Très autonome, il « gère » toutes les activités touchant à ces équipements, y compris dans leurs aspects budgétaires.

Ces fonctions peuvent intéresser un ingénieur, 30 ans au moins, ayant déjà pris en charge sur chantier, dans l'ingénierie ou dans l'industrie, des affaires de cette nature, et désirant élargir ses responsabilités à des investissements de très grandes dimensions.

La polyvalence que ce poste permet d'acquérir prépare à de plus larges responsabilités dans l'entreprise.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un CV détaillé, sont à adresser, sous réf. 72047, à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

FRANCE DIGITAL

Micro-Informatique

CRÉER ET DIRIGER VOTRE AGENCE

FRANCE DIGITAL S.A. développe ses activités dans le domaine micro-informatique. Société à service complet, elle commercialise des systèmes à technologie de pointe, leaders de leur marché aux ETATS-UNIS, et des logiciels s'adaptant à une large clientèle industrielle commerciale et de professions libérales.

Elle envisage la création d'une nouvelle agence à Paris et à Lyon, qu'elle souhaite confier à un ingénieur commercial connaissant bien les milieux et/ou micro-ordinateurs.

Agé de plus de 30 ans, c'est un professionnel du marché de l'informatique, capable de prendre en charge la création de son agence, d'engager l'action commerciale, de constituer son équipe pour prendre la direction effective de l'affaire.

Relevant directement du PDG, c'est avec lui qu'il établira ses objectifs, et les moyens de sa stratégie de développement.

La rémunération et l'évolution du poste seront étroitement fonction des résultats et pourront atteindre de hauts niveaux.

Un dossier de candidature est à adresser sous réf. 72042/LM à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

LESIEUR

vous propose de prendre des

responsabilités commerciales évolutives

dans une de ses filiales en région parisienne,
en allant à la conquête de nouveaux marchés
pour des produits alimentaires de haut de gamme.

Vous avez une formation supérieure, une première expérience commerciale, l'esprit d'entreprise, le goût de la vente et de l'animation.

La réussite dans ce poste doit vous permettre un développement de carrière motivant au sein de notre Groupe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo à LESIEUR, Recrutement Cadres
122, Avenue du Général Lachère 92103 BOULOGNE.

Vous possédez un diplôme de BTS ou de DUT en électronique, électrotechnique ou automatique ou FPA technicien.

Vous avez une expérience industrielle d'au moins 5 ans dans l'automatique, l'informatique industrielle ou les télécommunications.

Vous avez le goût des contacts humains.

l'afpa

vous offre la possibilité de participer à la formation des adultes aux techniques actuelles et futures.

Elle vous offre un poste de

PROFESSEUR

pour les formations de **TECHNICIENS EN ELECTRICITE ET ELECTRONIQUE** dans son centre de CHAMPS SUR MARNE (77).

Adressez votre CV détaillé à Madame LARDREAU DRCO - 88, rue Robespierre-93100 MONTREUIL.

LA DIVISION RELAIS MTI
de ITT COMPOSANTS et INSTRUMENTS
recherche

**UN INGENIEUR DE VENTES
TECHNICO-COMMERCIAL**

de formation électromécanique ou électrotechnique (BTS, DUT minimum).

Jeune, il est motivé par la vente et a de l'expérience dans les Composants électroniques ou électromécaniques.

Sous la responsabilité du Chef des Ventes, il s'intègre dans une équipe, et est chargé de développer les ventes de composants et de rechercher de nouveaux marchés.

Il a le sens de l'organisation et des relations.

Le poste est situé à BAGNEUX avec exercice de l'activité en Région Parisienne.

Envoyer CV, photo et prétentions à Société MTI Direction du Personnel Monsieur DELERUE 2, av. des Sablons Bouillants 77101 - MEAUX.

**UNION NATIONALE
DE SYNDICATS PATRONAUX**

recherche

**UN SECRETAIRE
GENERAL**

pour la Région Parisienne

Formation souhaitée:
Etudes supérieures, juridiques, économiques ou techniques.

Expérience de 5 ans au moins dans des fonctions à caractère relationnel.

Mobilité, expression écrite et orale de qualité, aisance dans les contacts, esprit d'équipe indispensables.

Adresser C.V. et photo à UNICEM - Service du Personnel
3, rue Alfred Roll, 75002 Paris Cédex 17.

ETPM

LEADER EUROPEEN
DE L'OFFSHORE
PETROLIER
C.A. : 1,7 milliard de FF
Oscar à l'exportation.

Recherche pour PARIS

**ADJOINT DU
CHEF COMPTABLE**

- vous êtes un excellent professionnel de la comptabilité,
- vous êtes titulaire du DECS complet ou du BP ancien régime et de préférence diplômé d'une ESCAE,
- vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans de préférence dans une Société à vocation internationale,
- vous êtes rompu aux problèmes comptables dans les domaines suivants :
comptabilité générale et analytique,
contrôle et consolidation de comptabilités pluri-monnaies,
établissement de bilans.

Votre expérience en informatique vous permet de dialoguer efficacement avec les informaticiens.

- vous exercerez des responsabilités directes de commandement,
- vous effectuerez de brèves missions dans nos établissements et filiales à l'étranger
- vous possédez une très bonne connaissance de l'Anglais.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 6229M à P. LICHOU S.A.
B.P. 220 - 75083 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Importante Société Industrielle
en constante expansion,
C.A. 350 M.F., proche banlieue
Nord-Est, recherche

INGENIEUR

- Formation mécanique ;
- Expérience acquise en thermique et électronique ;
- Sera également chargé du développement des produits utilisant les énergies nouvelles.

**PERSPECTIVES D'AVENIR POUR
CANDIDAT DE VALEUR**

Envoyer C.V., photo et prétentions
N. 1180 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

steria
ENTREPRISES

Vous êtes

**INGENIEUR INFORMATICIEN
ANALYSTE
ANALYSTE PROGRAMMEUR**

(Jusqu'à 5 années d'expérience informatique)

Nous sommes une des premières Sociétés Européennes d'ingénierie informatique et nous avons plus de 30% de croissance annuelle.

Vous souhaitez travailler dans le cadre d'applications diversifiées de Gestion.

Nous vous proposons de participer à des projets de CONCEPTION et de DEVELOPPEMENT dans divers secteurs (Banques, Industries, Assurances) et dans des contextes techniques attractifs (transformation, bases de données, minis, réseaux...).

Lieu de travail : Région Parisienne.

Nous vous offrons :

- le bénéfice de solides méthodes de travail dans un environnement de professionnels très expérimentés,
- une formation sans cesse renouvelée, en liaison avec la diversité de nos projets,
- un développement professionnel à la hauteur de vos ambitions.

Envoyez votre curriculum vitae et vos prétentions à :

steria M. J.C. CHANTREAU
147 rue de Courcelles
75017 PARIS

Un groupe français de génie climatique à vocation internationale
(CA : 650 MF/an), spécialisé dans les équipements techniques pour le bâtiment et l'industrie, cherche pour son siège à Paris

**son directeur
commercial adjoint**

Agé d'au moins 30 ans, vous êtes un ingénieur diplômé d'une grande école et avez une expérience industrielle : vous avez conçu, vendu, réalisé des installations techniques, soit comme entrepreneur, soit en bureau d'ingénierie ou de contrôle. Vous souhaitez aujourd'hui élargir vos responsabilités commerciales dans une société dynamique, appréciant l'esprit d'entreprise.

Vous développez nos affaires auprès des administrations, des grandes entreprises et des collectivités, initiatrices de projets importants. Bien sûr, vous animerez nos ingénieurs d'études et êtes l'interlocuteur privilégié de nos clients.

La connaissance de l'anglais est appréciée.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 3976 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

auditeur interne

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL CHERCHE, POUR SON SERVICE AUDIT A PARIS, un auditeur confirmé.

Il est responsable du contrôle des procédures et de la vérification des comptes de nombreuses sociétés, pour permettre à la direction générale de s'assurer du bon fonctionnement des systèmes de gestion.

Ce service dépend, bien entendu, de la direction générale du groupe qui lui donne, sans réserve, son appui.

Ce poste convient à un diplômé grande école HEC, ESSEC, ESC, ayant acquis au moins trois ans d'expérience, par exemple dans un cabinet d'audit anglo-saxon. C'est déjà un auditeur confirmé, désireux d'entreprendre une carrière en entreprise pour parvenir, dans quatre à cinq ans, à un poste de responsabilité dans la gestion. Il a une bonne connaissance de l'anglais.

Il est disponible pour voyager environ 50 % de son temps en France et à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 208 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach - 75017 paris

membre de syntec

Ingénieur de Vente
130 000 F/an ±

Moyenne entreprise fabricant et commercialisant en France et à l'étranger des biens d'équipement pour des industries industrielles, recherche un INGENIEUR DE VENTE.

Il sera chargé de visiter la clientèle existante, de prospecter le marché potentiel, d'assurer l'établissement et le suivi des offres.

Nous recherchons également un diplômé d'une école d'ingénieurs ou équivalent, ayant une première expérience d'au moins cinq ans dans la vente de produits similaires.

Une évolution vers des responsabilités plus importantes peut être envisagée pour un candidat de valeur.

Le poste, basé dans l'Oise, nécessite de fréquents déplacements en France et à l'étranger. La pratique de l'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 61545 M à Madame Claude FAVEREAU.

centor 13 bis, rue Henri Monnier
75008 PARIS
Tél : 285.15.53

ingénieur
A.M. ENSMA, ENSEI, ENSEIAT

**DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**

le mut de Ca

CHEFS DE PRO

**Message à un
TRESORIER**

groupes pétroliers

mcp CABINET

FIRST NATIONAL BANK

UN CADRE

مركز الامارات

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Une Ingénierie de pointe à la Défense

Ingénieur mécanicien débutant

A&M, ENSMA, ENSM, INSA, DEA mécanique des structures

Par votre formation, vous êtes préparé à effectuer:
- des synthèses bibliographiques de problèmes techniques;
- la définition, le suivi et l'interprétation des essais sur prototypes;
- l'exécution des calculs de vérification et de soutien à l'aide de méthodes numériques avancées (éléments finis).

Nous vous proposons d'approfondir vos connaissances en vous intégrant dans une équipe de recherche développement sur les mécanismes d'endommagement des enceintes sous pression.

Merci d'écrire sous référence 72051 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

Filiale française d'un groupe industriel européen recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

De formation supérieure, âgé d'au moins 30 ans, le candidat justifie de connaissances approfondies dans les domaines financier, comptable, contrôle de gestion, informatique. Il a une expérience réussie de 5 ans au moins dans l'animation d'une équipe (15 personnes environ) d'une société commerciale gérant un grand nombre de clients. Rattaché au directeur général, le titulaire aura la responsabilité dans les domaines suivants:
- supervision du service comptable et financier
- élaboration des budgets
- mise en place du contrôle de gestion
- gestion de trésorerie
- gestion du personnel
Ce poste, à pourvoir rapidement, est basé à Paris. Envoyer C.V. + photo sous n° 100186 M à Régie Presse 85 bis rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

URGENT

Société spécialisée dans la gestion immobilière Proximité Gare Saint-Lazare recherche

COMPTABLE

BTS, même débutant
Emploi stable
Adresser C.V. manuscrit sous réf. 20817 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel 94300 VINCENNES

le mur de Cartier

Paris

CHEFS DE PRODUITS

Rattachés aux Chefs de Groupe Produits, ils évolueront dans un contexte international et auront pour principales missions de:
- Définir, proposer puis mettre en application les projets de développement et de lancement de nouveaux produits; assurer la gestion des produits existants;
- Animer, coordonner et contrôler l'ensemble des activités concernant leur ligne de produits et en optimiser le Marketing Mix;
- Contrôler la production des produits dont ils ont la charge;
- Dynamiser les réseaux de distribution.
De formation Grande Ecole Commerciale, les candidats ont acquis une première expérience réussie dans le marketing de produits de Luxe ou de grande consommation.
Anglais indispensable.

Envoyer CV, photo et rémunération actuelle à notre Direction du Personnel, 7, place Vendôme - 75001 PARIS.

INFOREX

LE TRAITEMENT DISTRIBUÉ DE L'INFORMATION (FILIALE DE DATAPOINT)

RECRUTE DANS LE CADRE DU LANCEMENT DE SES NOUVEAUX PRODUITS:

- Réseaux locaux
- Partage des ressources
- Traitements répartis

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

4/5 ANS D'EXPERIENCE MOYENS OU GRANDS SYSTEMES
220 000 FF +

INGÉNIEUR

TECHNICO COMMERCIAL

EXPERIENCE RESEAUX (S.N.A. - C.I.C.S.)
130 & 170 000 FF +

Téléphonez ou écrivez à Alain GOUDET
INFOREX FRANCE
10, Rue Jean-Jaures - 92807 - PUTEAUX (776.00.33)

Message à un

TRESORIER

HF



Vous souhaitez entrer chez le leader français, numéro 2 Européen des tubes en matières plastiques, CA avoisinant 800 MF, filiale de CHLOE CHIMIE donc de ELF et de TOTAL, les deux

groupes pétroliers français

Sous l'autorité de la direction générale, il prend en charge la trésorerie de la société et étend progressivement sa compétence sur le credit-control et les comptabilités fournisseurs et clients. C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez une formation supérieure financière et comptable - grande école ou universitaire - et si vous avez déjà acquis une première expérience de gestion de trésorerie en France. Les possibilités d'évolution de carrière dans le groupe sont importantes. Le lieu de travail est à la CELLE SAINT CLOUD.

Merci d'adresser photo, CV, salaire actuel sous référence M/133/A à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous convoquer.

Discretion d'usage assurée.



CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

FIRST NATIONAL BANK IN DALLAS

Première banque au Texas, recherche pour son Bureau de Représentation à Paris,

UN CADRE BANCAIRE

possédant les qualités suivantes:

- Une expérience d'environ quatre ans en France dans une banque française ou étrangère, et plus particulièrement dans les domaines du financement international, des euromarchés ou le financement des exportations et importations.
- L'anglais courant. Des notions d'espagnol ou d'italien seront un atout supplémentaire.
- La capacité de négocier avec des responsables de haut niveau de grandes entreprises ou de banques.
- La possibilité de voyager en Europe et quelques fois aux Etats-Unis.

Veuillez envoyer lettre et C.V. à l'attention de Monsieur David TURPIN, FIRST NATIONAL BANK IN DALLAS, 22, rue des Capucines 75002 PARIS.

LNE

LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

recherche

UN INGÉNIEUR

Ayant quelques années d'expérience en mesures thermiques et électriques de précision, pour activité d'élaboration et d'évaluation.

Il sera responsable de la section de métrologie des températures.

Envoyer C.V., présentations et photo (retournée) sous référence 81/DEI/02, 1, rue Gaston-Boulanger, 75015 PARIS.

SOCIÉTÉ DE PROMOTION SANDERS
19, quai de l'Industrie
91200 ATHUS-MONS

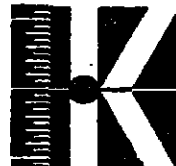
recherche

COMPTABLE

pour contrôle filiales possédant DECS ou équivalent et 5 années d'expérience minimum.

Ecrire avec C.V. et photo.

De l'électronique aux Sciences de la Vie



ROCHE BIOELECTRONIQUE KONTRON
Division ultrasons

INGENIEURS ELECTRONICIENS ET PHYSICIENS

Roche Bioélectronique Kontron a acquis sa notoriété internationale dans le domaine de l'échographie ultrasonore par la qualité technique de ses appareils utilisés en cardiologie, obstétrique, médecine interne et radiologie.

Pour conforter son succès face à la vive concurrence étrangère, il faut maintenir un très haut niveau technologique. Les équipes du service Etudes et Développement doivent être particulièrement performantes. Plusieurs postes sont offerts à des ingénieurs - expérimentés ou débutants - diplômés des grandes écoles.

Basés dans un cadre très agréable à Montigny-Le Bretonneux (Yvelines), ces ingénieurs utilisent pleinement leurs compétences techniques et contribuent à améliorer l'équipement médical nécessaire au confort des hommes.

Les ingénieurs intéressés peuvent adresser sous réf. M 4209 leur dossier de candidature à

egor industrie
8 rue de Berni 75008 Paris

medisystem



ROCHE BIOELECTRONIQUE KONTRON
Division ultrasons

INGENIEUR ELECTRONICIEN MICROPROCESSEURS

Roche Bioélectronique Kontron est un des leaders mondiaux de l'électronique médicale appliquée aux sciences de la vie. Les performances du Groupe reposent en grande partie sur la qualité technique de ses appareils.

Pour renforcer son potentiel technique, il est créé au sein du Groupe Etudes et Développement, un poste d'ingénieur Electronicien responsable du développement des applications des microprocesseurs à la gamme d'échographes.

Nous souhaitons rencontrer un spécialiste ayant au minimum 2 ans d'expérience professionnelle des aspects matériel et logiciel des microprocesseurs 8 bits.

Le poste est basé dans un cadre particulièrement agréable à Montigny-Le Bretonneux (78).

Nous remercions les ingénieurs intéressés par cette proposition de bien vouloir nous faire parvenir sous référence M 4209 R leur dossier manuscrit de candidature.

egor industrie
8 rue de Berni 75008 Paris

medisystem

RESPONSABLE D'ETUDES STATISTIQUES

au sein d'un groupe professionnel d'assurances à vocation nationale - 1700 personnes. Vous encadrerez un groupe de collaborateurs chargés de la production des statistiques manuelles et des états de synthèse non encore informatisés. Tirant le meilleur parti des éléments statistiques existants tant sur le plan de la présentation des tableaux de bord que de la synthèse des documents, vous serez l'élément moteur de l'évolution du système statistique que vous contribuerez à définir en relation avec l'organisation et en tenant compte des contraintes de l'informatique et des fichiers existants.

Enfin, nous vous confierons la prise en charge personnelle d'études statistiques particulières nécessitant l'utilisation des langages spécialisés de type AFL - ADL. Justifiant d'une première expérience professionnelle de 2 à 5 ans (informatique, etc), vous aurez une formation supérieure du type Ingénieur - Maîtrise Economie, Mathématiques ou Statistiques - Sup de Co - ISUP - avec un intérêt marqué pour l'économie.

Statut Cadre - horaires variables - parking - restaurant self service - vacances 81 possibles.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé mentionnant votre rémunération actuelle sous réf. M 5392 à

egor
8 rue de Berni 75008 Paris qui transmettra

medisystem

Auditeur-contrôleur de gestion

PARIS - 130 000 F +

Un très important groupe agro-alimentaire français spécialisé dans la transformation d'oléagineux souhaite intégrer à son équipe de Direction Générale à Paris, une jeune personnalité à fort potentiel. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce + DECS, notre futur collaborateur possède en outre une expérience de 3 ans minimum à un poste similaire dans l'industrie ou en qualité d'auditeur. Il maîtrise parfaitement la comptabilité générale et l'analyse budgétaire. Son rôle : contrôler les comptabilités des différentes unités industrielles du Groupe et les conseiller dans les domaines comptable et fiscal. Prenant en charge le contrôle budgétaire des usines, sa mobilité est indispensable. Les personnes intéressées sont invitées à adresser rapidement leur dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo) sous réf. 81160 à

Selecom 225, bld Saint Honoré 75008 PARIS

Important Groupe du tertiaire Paris propose à

2 jeunes diplômés ESC débutants
de rejoindre la Direction comptable

pour occuper après formation poste à responsabilités au sein de ce département.

Dans un premier temps, ils participeront à l'exploitation et au contrôle des chiffres provenant des filiales du Groupe à l'étranger et à différents travaux concernant la confection des bilans.

Pour ces postes évolutifs une sérieuse formation comptable est nécessaire (DECS si possible) ainsi que des notions d'informatique de gestion.

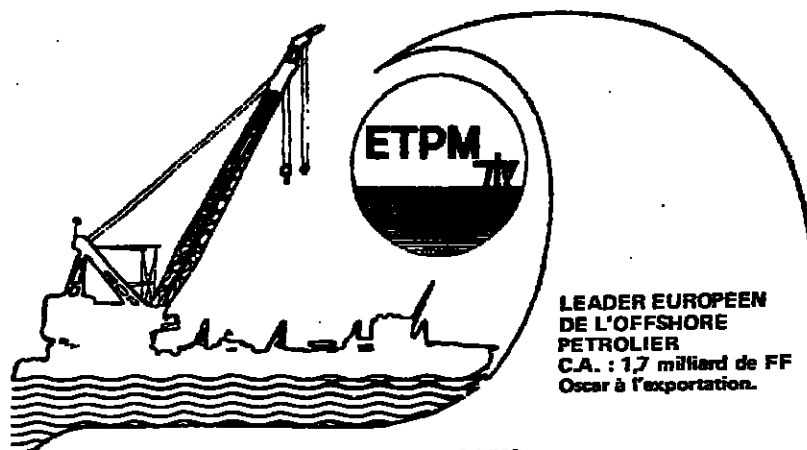
Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous N° 2.651 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



LEADER EUROPEEN
DE L'OFFSHORE
PETROLIER
C.A. : 1,7 milliard de FF
Oscar à l'exportation.

recherche pour PARIS

L'ADJOINT DE SON CHEF DES SERVICES FINANCIERS

Le poste :

Nous vous proposons, au sein d'une équipe chargée de promouvoir et d'assurer la gestion financière de la Société et de ses filiales à l'étranger, de seconder le Chef du Service dans ses différentes missions :

- conception et suivi d'une politique financière,
- prévisions de trésorerie du Groupe,
- montage et suivi des crédits à long et moyen termes, équipement, exportation, pré-financement,
- contrôle budgétaire et contrôle des filiales, etc...

Votre profil :

Vous avez environ 32 ans, vous êtes diplômé HEC - ESSEC ESCP - Sciences Po. (Eco-Fi) et vous pouvez faire état d'une solide expérience - cinq ans minimum - acquise dans une Société Internationale (secteur T.P. si possible), auprès d'une Direction Financière ou d'une Direction Exportation.

Enfin, vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise et vous êtes disponible pour de courtes missions à l'étranger. Vous souhaitez pouvoir évoluer dans un Groupe important et mettre vos qualités d'initiative et de dynamisme au service d'un secteur d'activité en pleine croissance.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 6227M à P. LICHOU SA B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

organisateur informaticien, visez une responsabilité de poids dans nos études.

Le directeur organisation et informatique d'un établissement bancaire parisien à statut mutualiste, vous propose de rejoindre son département organisation pour y mener un projet clé pour son développement avant de vous confier une responsabilité de poids au sein des études. Sa direction regroupe 120 informaticiens et dispose d'un gros 303X/MVS utilisant IMS/DB/DC et gérant un important réseau de terminaux.

De formation supérieure, ingénieur de préférence, vous avez acquis en six à huit ans, dans les milieux financiers, éventuellement sous les couleurs d'une SSCI, l'expérience de la conduite d'équipes de réalisation et après vous êtes rodé aux techniques avez appris à raisonner système d'information avec vos utilisateurs.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 4019 LM) à « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE
75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTIC

IMPORTANT SOCIETE DE VOYAGES recherche pour ses SERVICES CENTRAUX des INVALIDES à PARIS

L'ADJOINT AU CHEF DU DEPARTEMENT FINANCIER ET COMPTABLE

- Il sera responsable de la comptabilité générale et analytique de la Société.
- Il assurera la production des états analytiques, statistiques et comptables périodiques.
- Il assistera la Direction pour la gestion de trésorerie et pour la résolution de problèmes particuliers.
- Apte à l'encadrement d'une équipe de plus de 10 personnes, il sera impérativement titulaire du DECS complet.
- Une expérience opérationnelle, en comptabilité, de 5 années au moins est demandée.
- Les connaissances informatiques constitueront un atout supplémentaire.

Envoyer C.V., photo salaire actuel et prétentions à No 02744, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE BIENS D'EQUIPEMENT ELECTRIQUES recherche pour son Siège - PARIS Seine

CONTROLEUR COMPTABLE

35 ans environ
Travaillant avec l'aide d'un collaborateur, il aura pour mission :

- de contrôler les comptes des organismes et filiales du groupe (partiellement en province)
- de participer éventuellement à l'étude de dossiers ou à des opérations de restructuration.

PROFIL :

- MAITRISE DE LA FISCALITE. Formation experte comptable
- expérience environ de 5 ans en cabinet ou dans un service de contrôle
- expérience d'une société industrielle
- familiarité avec les procédures informatiques
- esprit de synthèse nécessaire à la présentation de rapports clairs

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous No 2.395 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Knoll International France

pour renforcer son équipe informatique ANALYSTE CONFIRMÉ

grande expérience en contrôle de systèmes
Fonctionnel CS-40 52
Préférence de l'anglais nécessaire.
Salaire intéressant pour candidat de valeur.

Usine de travail : Saint-Denis-Aurillac (95),
Ad. C.V., photo, prét. à B. Moreau-Knoll, BP 748, 95004 Cergy.

Sup. de Co Paris, ESCA, ISG
ou équivalent...

Changer d'entreprise est-ce encore possible ?

Diplômé des grandes écoles commerciales, votre expérience s'applique à la grande distribution, vous animez votre équipe de vente, vous gérez vos stocks, et pourtant vous vous sentez à l'étroit dans votre poste.

Ce que nous proposons ? Un secteur de pointe dans la distribution : le loisir, l'utilisation active du temps libre.
Qui sommes-nous ? Une entreprise qui n'a cessé de faire ses preuves depuis 25 ans dans ce même domaine.
Ce qu'exige ce poste, basé à Paris ? Un homme de terrain, de vente en magasin, un gestionnaire, un animateur, une personnalité dynamique, à notre image.

Vous avez attendu cette offre pour vous manifester, de notre côté nous assurons que nous souhaitons vous rencontrer.
Transmettez votre candidature sous réf. 142 à Trendances 41, avenue de Friedland 75008 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION

MÉCANIQUE ET AÉRONAUTIQUE

RECHERCHE

AGENT DE MAÎTRISE SERVICE ACHATS

GRANDE EXPÉRIENCE ACHATS PIÈCES DE FORGE, FONDERIE ET MÉCANIQUE SUR PLANS ET CATALOGUES. CONNAISSANCE LANGUE ANGLAISE EXIGÉE.

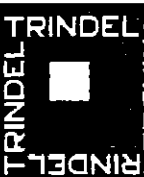
Envoyer C.V. et prétentions
à D.B. MARKETING
9, rue Danton, 94270 LE KREMLIN-BICÊTRE
qui transmettra.

Importante société de financement automobile recherche pour Paris et toutes régions de France

DELEGUES COMMERCIAUX

Niveau : Baccal., Ecoles Sup. de Co exigé.
Cette fonction convient à des hommes actifs, 30 ans maximum, ayant fait la preuve de leurs capacités dans les branches correspondantes à leurs études.

Envoyer lettre manuscrite, photo et CV au :
Directeur du Personnel
B.P. 720-08 - 75361 PARIS Cedex 08



TRINDEL
6.000 personnes

Sa Division
« PROCESS INDUSTRIEL »,
basée à PARIS,
recherche plusieurs

ANALYSTES PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS

DEBUTANTS et CONFIRMES, ayant une expérience de un à trois ans en Assemblée ou COBOL Temps Réel sur matériel DEC. Formation BTS Informatique ou équivalent.

Avantages sociaux : restaurant d'entreprise, 13ème mois, bonifications sociales, mutuelle, etc... Possibilité d'absence pour les congés 1981.

Il existe de réelles perspectives d'évolution mais... nous voulons des candidats de valeur !
Adresser CV avec photo et prétentions sous référence A 51/12 à la Société TRINDEL-DP/PS - 44, rue de Libourne 75362 PARIS CEDEX 08



COMPTOIR LYON ALEMAND LOUYOT (métaux précieux et spéciaux) leader français dans sa branche, recrute pour son LABORATOIRE DE RECHERCHES

Ingénieur-Chimiste

Formation : Ecole Nationale Supérieure de Chimie ou Université, spécialisée en chimie analytique, et intéressé par les méthodes physiques d'analyse des métaux.

Les candidats sont, soit débutants, soit ayant une expérience professionnelle de 1 à 2 ans.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence L.C. ou CLAL - 13, rue de Montmorency 75003 PARIS.



Importante Filiale THOMSON-CSF

notre développement dans le domaine des nouveaux systèmes de transmission nous amène à intégrer à nos équipes d'études, de jeunes diplômés grandes écoles, ENST, ESE...

ingénieurs électroniciens

débutants ou possédant une première expérience, après une formation à nos produits et méthodes, nous leur confierons la responsabilité de l'étude et du développement de nouveaux équipements de transmissions.

La réussite dans cette fonction, dans un environnement technique évolué,

transmissions optiques, transmissions de données,

doit permettre une évolution rapide au sein de l'entreprise et du groupe.
La connaissance de l'Anglais serait appréciée.
(Lieu de travail : banlieue Ouest).

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, C.V., photo) à : M. SIOU
2, rue de Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

TELESYSTEMES, Société de Télécommunications et d'informatique recherche pour son agence commerciale de NANCY.

UN INGENIEUR TECHNICO- COMMERCIAL

confirmé ou débutant très motivé.
- expérience BASIC, FORTRAN.
- connaissances gestion financière, bases de données appréciées.
Adresser CV et prétentions à Telesystèmes, Mr. DEPRUGNEY
4 rue Piroux - 54000 NANCY.

Associez votre
avenir au succès



SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Collaborateur direct du Directeur Général

En relation personnelle avec les Directeurs Commerciaux, vous devrez :

- diriger l'administration des ventes : gestion des commandes, de la prise d'ordre au recouvrement des créances ;
- organiser toutes actions coordonnées présentant un caractère administratif ;

En relation fonctionnelle avec les Directions correspondantes de la Société-mère (Personnel, Finance et Informatique notamment), vous serez appelé à :

- être le responsable des Affaires Sociales : gestion du personnel (80 personnes) et liaison avec les différents organismes sociaux ;
- assurer la tenue de tableaux de bord performants : préparation des budgets et contrôle de gestion ;
- participer à la définition puis à la réalisation de procédures automatisées efficaces.

Vous êtes, de préférence, jeune Diplômé de l'Enseignement Supérieur (IEC ou équivalent), avez mis en pratique depuis quelques années vos connaissances juridiques et administratives, et désirez participer à la gestion d'une Société en pleine expansion.

Votre réussite dans ce premier poste, localisé à Paris Nord-Ouest, ouvrira de nouvelles perspectives de carrière au sein du Groupe avec une évolution attrayante de votre rémunération.

Vous adressez votre candidature sous forme de lettre manuscrite accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo (retournée) sous référence 37860 M à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS

OFFRES

du service

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

recherche pour son Siège - PARIS Seine

مذاكرات

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Chef du service informatique

Il s'agit de prendre en charge le service informatique d'une société française distribuant des produits de grande consommation (six personnes particulièrement compétentes / matériel IBM 4331 et organisation en télétraitement).

Le responsable que nous cherchons :

- gère son service dans le cadre d'un budget,
- anime son équipe,
- assure les relations avec les différents utilisateurs dans l'entreprise pour optimiser les applications actuelles ou à venir (en terme de qualité de l'information, de coût et de délai),
- s'implique personnellement au niveau de certaines analyses,
- maintient le matériel et l'organisation, en prévoit les évolutions.

Le patron que nous cherchons est de formation supérieure (type Ecole de Gestion, de Commerce, d'Ingénieurs, à option informatique).

Il a au minimum 5 ans de pratique professionnelle en entreprise, il connaît déjà notre matériel et a l'expérience de l'encadrement. Rémunération non inférieure à 170 000 F annuels.

Poste à pourvoir en proche banlieue parisienne (N-O).

Nous remercions les personnes intéressées de nous adresser leur candidature sous référence IN 697-M.

SEFOP

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTec

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION COSMÉTIQUES : CA 165 MF recherche son FUTUR

DIRECTEUR COMMERCIAL

Après un an en tant que Directeur Régional à LYON (10 Représentants), l'intéressé prendra la Direction Commerciale de la Société à PARIS et sera chargé de l'animation d'une équipe de 100 Représentants et 10 Directeurs Régionaux.

Agé de plus de 35 ans, le candidat devra avoir l'expérience de l'animation d'une équipe de vente et du contact avec des détaillants spécialisés.

Adresser C.V. et prétentions ss No 2605 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra - 75008 PARIS Cedex 01 q.tr.

SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION Filiale d'un grand groupe industriel recherche pour compléter son équipe de ses services études

UN AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN NIVEAU V

BTS ou DUT Electronique

Expérience circuits analogiques et logiques numériques. Notions microprocesseurs souhaitées.

Lieu de travail : IVRY-SUR-SEINE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prêt à n° 2765 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra - 75008 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE recherche dans le cadre de l'expansion de son bureau de représentation à BAHRAIN

L'ASSISTANT de son REPRESENTANT

Pour contribuer au développement des activités bancaires et financières dans la péninsule arabique.

Profil du candidat recherché :

- minimum 30 ans,
- formation universitaire
- minimum 5 ans d'expérience professionnelle internationale, bancaire et financière
- bilingue anglais-français
- bonne connaissance du monde arabe.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et prêt à n° 1859 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. Opéra 75008 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

LE CARAVANER, LE CAMPING-CAR recherche

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION PLEIN TEMPS

Travail de texte : préparation copie, relecture, correction, etc. + relation service fabrication.

Sélection rapide : embauche le 24-06-1981.

Envoyer C.V. avec prétentions (nécessaire) à EDIREGIE, 1, ch. d'Alsaceville, 75010 PARIS

Renseignements gratuits au 246-92-98 (Marc Roussier ou G. Meynard)

AUDITEUR SENIOR

Société d'expertise comptable ayant la pratique d'audits relevant les normes internationales.

Recherche pour les intégrer à sa programmation en France (Paris) 2 COLLABORATEURS désireux mettre en œuvre dans un cabinet français les techniques de révision comptable pratiquées au sein de cabinets internationaux.

Ecrire à PETITEAU SCACCHI & ASSOCIÉS, 31, rue du Colisée, 75008 PARIS. Réponses et discrétion assurées.

Ingénieurs d'études

Groupe opérant dans le domaine ENGINEERING INDUSTRIEL, implanté en France et à l'étranger 2.000 personnes - recherche des INGENIEURS MECANICIENS THERMO-HYDRAULIQUES pour ses services centraux en région Parisienne (banlieue Sud-Ouest).

Diplômés d'une grande école (Mines - Centrale - Ponts...) ils doivent posséder quelques années d'expérience dans le domaine des études.

Envoyez C.V. et prétentions sous réf. 3217 à rscg carrières - 48 rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

arianespace

LE RESPONSABLE GESTION DE SA DIRECTION DES OPERATIONS à Evry

Il sera chargé notamment :

- de l'élaboration et du suivi des budgets et participera à la négociation et au suivi des contrats.

FORMATION : Ingénieur familiarisé avec la gestion administrative et comptable ou H.E.C., E.S.C., Sciences Economiques ou équivalent.

EXPERIENCE : 3 ou 4 ans de négociation et gestion de contrats dans un secteur industriel ou de contrôle budgétaire. Anglais courant indispensable.

Missions fréquentes à KOUROU (GUYANE).

Envoyer C.V. et prétentions à : ARIANESPACE, Direction Administrative et Financière, Rue Charles Baudelaire 91000 EVRY.

Ingénierie et gestion

Nous sommes spécialisés dans la maîtrise d'œuvre, en France et à l'étranger, de vastes projets incorporant une forte proportion de travaux souterrains en grande profondeur. Nous devons renforcer la cellule qui assure à Paris le suivi technico-administratif de ces projets.

Comme responsable de cette cellule, il vous incombera d'assurer une assistance d'ensemble des chefs de projets. Plus particulièrement de préparer avec eux et de suivre le budget, d'établir les plannings généraux aux différents stades du projet, de suivre les imputations comptables et les facturations, d'assurer, pour les contrats avec l'étranger, la fonction approvisionnement et l'expédition de matériel.

Honnêtement, nous pensons qu'une expérience préalable de l'ingénierie dans une fonction semblable vous sera des plus utiles pour tenir ce poste. Un poste où vous travaillerez en large autonomie sur des projets d'envergure. Nous y mettons quelques conditions malgré tout : avoir une bonne aisance en anglais, accepter quelques déplacements ponctuels et être très rapidement disponible. Ecrivez sans tarder à Sirca sous la référence 812.591 M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTec

La filiale informatique d'un important établissement financier, aux activités diversifiées, souhaite intégrer à son équipe deux jeunes

DIPLOMÉS D'UNIVERSITÉS débutants

de niveau Licence ou Maîtrise scientifique ou économique.

Une formation à l'informatique et aux activités de l'entreprise leur est assurée, débouchant rapidement sur des fonctions opérationnelles de programmation, puis d'analyse.

A l'opportunité de faire carrière dans un secteur où l'informatique est un outil privilégié s'ajoutent les conditions de travail et de rémunération propres aux établissements bancaires.

Candidature manuscrite, CV et photo sont à adresser sous la référence 72060 L.M. à

GROUPE ETHNOS
Conseil en recrutement.
Membre de Syntec Informatique
9, rue Alfred-de-Vigny, 75008 PARIS.

GROUPE S12

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

recherche pour son département mini ordinateurs :

Ingénieurs Informaticiens Analystes Programmeurs (DUT ou équivalent)

pour conception et développement de systèmes de gestion, au sein d'équipes dynamiques et de petite taille.

Une expérience professionnelle de 2 ou 3 ans, le goût des contacts humains et l'esprit d'initiative seront particulièrement appréciés.

Adresser candidatures, CV et prétentions sous références JPC 06/81 (LM) à SGR, 18/24, avenue Van-Whitehead - 75008 PARIS.

sade

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE TRAVAUX d'HYDRAULIQUE
- 5.000 personnes - C.A. 1 milliard 1/2, recherche

ingénieur - mécanicien

Agé au minimum de 30 ans, de formation A.M., I.N.S.A. ou équivalent et possédant une première expérience de la fonction MATÉRIEL dans une Grande Entreprise de Travaux Publics, acquise soit en Entreprise, soit chez un Constructeur.

Rattaché aux services Matériel du Siège à Paris, il sera chargé de missions variées auprès des Établissements et Agences d'exploitation (étude des besoins, conception de procédures, conseils aux utilisateurs...) ainsi qu'auprès des Constructeurs de matériels.

Déplacements courts, mais fréquents à prévoir.

Envoyez C.V., photo et prétentions, sous la référence 902 M (à préciser sur l'enveloppe) au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Débutants école d'ingénieurs informatique

...si vous avez fait quelques stages si possible sur matériel IBM... si vous avez de bonnes notions d'anglais... si vous aimez les contacts clients... si vous désirez vous imposer dans un domaine d'avenir : les réseaux de télétraitement.

Nous vous proposons, BASES PARIS, des postes évolutifs d'assistance clientèle pour la mise en œuvre de nos matériels et logiciels, le suivi et le développement de projets.

Ecrire avec CV et photo à ITT Data Systems France SA Département du Personnel Tour Maine Montparnasse (Boite 148) 33, av. du Maine 75755 Paris Cedex 15

ITT

huichinson Responsable marketing et développement APPLICATIONS NOUVELLES DU «KLEGECELL»

Le KLEGECELL : matériau destiné, sous forme de sandwich, à de nombreux domaines d'application de haute technicité : Aviation, Marine, Frigorifique...

Afin de poursuivre son développement, nous recherchons un INGENIEUR DE HAUT NIVEAU pour une mission tout à la fois :

TECHNIQUE : en étant l'initiateur des études destinées à améliorer et à élargir les applications du produit.

COMMERCIALE : en étant le promoteur auprès de la clientèle et avec l'aide de l'équipe de vente, à laquelle il apporte son soutien technique.

Nous proposons cette fonction - clé à un ingénieur confirmé, de formation ECP, A.M., par préférence, ayant assuré des responsabilités similaires (3 à 5 ans).

Goût des contacts humains, autorité naturelle, aptitude à vendre ses idées : atouts indispensables pour maîtriser ce poste, qui comporte de larges perspectives d'évolution.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions, sous la référence 306 à la Direction des Relations Sociales - 2 rue Balzac - 75008 PARIS.

unilever france services recherche pour l'une de ses sociétés spécialisée dans les produits frais et surgelés un

RESPONSABLE DE DISTRIBUTION PHYSIQUE

Le candidat retenu aura deux responsabilités principales :

- Superviser un dépôt frigorifique (13 000 m³, 60 personnes), dans les domaines de l'exploitation, des investissements et de la gestion du personnel.
- Réaliser et assurer les études, l'organisation et la mise en place de solutions logistiques adaptées à l'évolution du commerce moderne (information, problèmes de stockage, palettisation).

Profil recherché :

- Formation : Grande Ecole Scientifique ou de Gestion.
- Expérience indispensable de 3 à 5 ans dans une fonction similaire.
- Anglais indispensable.

Le poste, à pourvoir rapidement, est situé en proche banlieue Nord. Importantes possibilités d'évolution de carrière dans un grand groupe.

Adresser C.V., photo et prétentions (réf. IX/81) au Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE SERVICES - 8, av. Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.

W

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ENERGIE INGENIEUR ou GESTIONNAIRE ETUDE et MANAGEMENT

Nous sommes l'un des plus importants chauffagistes français : nous gérons le chauffage de 100.000 logements ; certains de nos clients sont de longue durée et de grande valeur. Nous recherchons un diplômé CENTRALE, ENSAI, ECOLE DE GESTION ou DROIT, connaissant bien le métier de la production thermique pour faire "vivre" nos engagements face au secteur public. Rattaché au Directeur Général, il développera la technique des révisions de prix, l'application et la négociation des nouveaux indices. Il aura à gérer ces accords en fonction de l'évolution économique et de la législation : nouvelles propositions, modifications des services, mise à jour et aménagements auprès du client. C'est un poste de Direction de très haut niveau dont la rémunération motivante est fonction de la formation et de l'expérience du candidat.

Adressez votre candidature à :
Monsieur DUNOD
148, rue Saint Honoré - 75008 PARIS

FAIRCHILD

A Schlumberger Company

PARIS 13ème, recrute :

un chef service informatique un analyste-programmeur

LES CANDIDATS DEVONT :

- Participer aux travaux de développement de nouveaux projets sur IBM 38, utilisant bases de données et télétraitement.
- Posséder une bonne expérience en matière de projets informatiques de préférence sur matériels IBM et une bonne connaissance de l'Anglais.
- Être de formation supérieure.

De courts déplacements dans d'autres pays européens sont à prévoir.

Possibilité d'évolution de carrière au sein du groupe.

POSTES A POURVOIR IMMEDIATEMENT.

Adressez C.V. et prétentions, à : Madame MERLET
FAIRCHILD - 121, Avenue d'Italie - 75013 PARIS.

RODIER

220 magasins franchisés en France,
recherche le

chef de son service franchise 180.000 F

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il est responsable de l'organisation et de la gestion du réseau, comportant la création des nouveaux points de vente.

Ce poste convient à un cadre, homme ou femme, pouvant justifier d'une formation financière ou bancaire et si possible ayant une expérience commerciale.

Ecrire avec C.V. détaillé à M. CHERMAT
RODIER
11 Boulevard de la Madeleine 75001 Paris.
Discretion assurée.

SLIGOS

Une des premières sociétés de
conseil et services en informatique
recherche un

Jeune assistant(e) de contrôle de gestion DECS, maîtrise ou école de gestion (option finance-comptabilité)

Une première expérience dans un cabinet
d'expertise comptable serait appréciée.

Veuillez adresser votre C.V. photo et prétentions à
SLIGOS, Direction du Personnel,
91, rue Jean Jaurès 92800 PUTEAUX

Composants Electroniques

Directeur filiale de distribution

Groupe international d'origine suisse recherche pour son département Composants Electroniques le Directeur de sa Filiale de Distribution en France (Paris) parlant allemand (ou anglais).

Personnalité de formation supérieure (Ing. ou Eco.), avec une solide expérience de la branche des composants et du marketing moderne.

Excellent commercial sachant négocier au plus haut niveau, animer et motiver une équipe, organiser la gestion administrative et commerciale avec rigueur et dynamisme et assurer un dialogue efficace avec la maison-mère.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite + photo-sous réf. 2141 à :

Deutsch-französische
Unternehmensberatung
Klaus W. Herberich
44, rue la Boétie
75008 PARIS
Tél : 563.49.24
Interconseil

LES PAVILLONS CHRISTOFLE Paris 8ème recherche

un chef des services administratifs

Formation : Sup. de Co. ou DUT Comptable
ou personnel + expérience 5 ans minimum en
gestion administrative - informatique - stocks.

Adapté à l'organisation et au
commandement.

Poste très stable dans groupe dynamique.

Adressez C.V. détaillé et photo à :
Mr le Chef du Personnel
112, rue Ambroise Croizat - 93206 St-Denis

Nous sommes une P.M.E.
leader du marché de construction
et d'installation de systèmes
électroniques de régulation du trafic.

Nous recherchons pour poste évolutif

un ingénieur système diplômé en électronique

120.000 F +

ayant de bonnes connaissances en informatique afin
de développer l'utilisation de microprocesseurs.

Le candidat devra

- avoir 3 à 4 ans d'expérience professionnelle et
la parfaite maîtrise des techniques électroniques.
- la pratique de l'Anglais lu et écrit
- être jeune, dynamique et très adaptable pour
étude régulation de système de trafic,
la mise en place de microprocesseurs,
le conseil auprès de nos clients.

Adressez CV + lettre manuscrite
et photo récente à

MOGIVES conseil
12, rue de Chazelles - 75017 Paris - 766.19.20

Chef du Service Juridique 180/240.000 F an

Importante Société Multinationale, nous
recherchons un juriste d'entreprise issu du
secteur de la grande consommation ou de la
grande distribution. Il devra prendre en charge
nos affaires juridiques, animer et étoffer la petite
équipe qui lui est confiée. Allemand indispensable.
Siège : Banlieue Parisienne.

Ecrire sous référence 6836 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

JEUNE CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER 100.000 F

- Diplômé de l'Enseignement Supérieur (ESC,
IEP, Sciences Eco.) + DECS, vous avez une
expérience d'environ 3 ans en entreprise et/ou
en cabinet.
- Nous sommes une société française de dimension
internationale et souhaitons vous confier,
dans un premier temps, en étroite relation avec
le Responsable Administratif et Financier, la
responsabilité de l'ensemble de la comptabilité
de l'un de nos établissements (1.800 personnes,
200 millions de Frs de C.A.), à la tête d'une
équipe d'une dizaine de personnes.
- Le poste à pourvoir est situé en banlieue ouest de
Paris.

Ecrire avec CV et photo à N° 2006 TELEX P.A.
34, Bd Haussmann - 75009 PARIS qui transmettra

d'agriculture, de presse et de publicité ...

Nous sommes la régie publicitaire d'un grand journal agricole.
Vous serez le DIRECTEUR DE PUBLICITE à qui nous voulons
en confier la responsabilité. Vous participerez très étroitement à
la définition de la politique marketing qui sera menée, vous
dirigerez une petite équipe commerciale (jeunes chefs de publicité)
et d'exécution et vous assurerez personnellement des contacts
avec agences et annonceurs.

Nous pensons que vous devez avoir notamment trois atouts :

- expérience très complète de la publicité presse, tant au plan
technique (fabrication...) qu'à celui de la stratégie et du
marketing.
- sens éperonné des relations humaines. Vous évoluerez entre le
journal, la régie, les annonceurs, les agences... Vous êtes un
vendeur, et un animateur.
- connaissance du milieu rural (que vous en soyez issu, y ayez
déjà travaillé ou, mieux, ayez fait une école d'agriculture, vous
devez vous sentir à l'aise dans ce monde et y être adapté).

Vous avez, vous le voyez, nous intéressons mais, en revanche vous
pouvez avoir chez nous un bel avenir, le journal est, dans son
lecteur, le premier européen et le budget à gérer est déjà supé-
rieur à 25 millions.

Nous avons confié ce dossier à SEFOR. Nous vous remercions de
lui écrire sous réf. AP 694M.

SEFOR

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

PSYCHOLOGUE CONSEIL EN RECRUTEMENT

Notre Société, GFI-SERTI, bénéficie d'une solide image de marque
comme Conseil en Informatique et Organisation des grandes
entreprises privées et publiques. Nous avons aussi acquis com-
pétences et notoriété dans le domaine du Conseil en Recrutement
de Cadres. Cette activité fait partie de nos axes de développement.

Le Psychologue que nous cherchons assistera le Responsable du
Département, SERTI-SELECTION. Il aura la charge complète
d'opérations de recrutement et assurera lui-même les relations
avec les clients dans le cadre de ces missions. Nous souhaitons
également qu'il participe à la négociation des contrats et au déve-
loppement du Département.

Diplômé en Psychologie, il aura 3 ans minimum d'expérience
de Conseil en Recrutement.

Ecrivez sous réf. M 110 à Hélène REFREGIER qui étudiera con-
fidentiellement votre candidature.

SERTI
SELECTION

48, avenue de l'Opéra
75002 Paris

CONSEILLERS DE GESTION

(Gestion de valeurs mobilières dans une optique patrimoniale)

Après une formation étalée sur plusieurs mois, ils se verront confier une clientèle
de particuliers.

Outre la charge de prospection et de développement commercial, ils assureront
l'organisation, la gestion et l'administration de leur fonds de commerce.

Dans le cadre de leurs activités, les missions consisteront à analyser la situation
patrimoniale de chaque client, à fournir les informations légales et fiscales sur la
gestion des valeurs mobilières, à personnaliser les placements.

Ces postes exigent des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (HEC,
SUP. de CO., IEP ou équivalent), possédant l'esprit d'entrepreneur et le sens
aigu du service, et pouvant se prévaloir d'une première expérience réussie.

Les postes offrent de larges perspectives d'avenir et une rémunération motivante
pour candidats de valeur.

Envoyer lettre de motivation + C.V. + photo et prétentions sous réf. BCM à
B. CEYROLLE CONSULTANT

Ordis 10, rue Aubert - 75009 PARIS

BUREAU VERITAS

recherche

1 INGENIEUR

EN CONSTRUCT. NAVALE

(débutant ou 2 ou 3 années
d'expérience). Formation :

ENSTA, ENSCM ou similaire

pour réalisation d'essais
et de mesures à bord de navires
et installations maritimes.

Nombreux déplacements à prévoir.

Anglais indispensable.

Emploi à PARIS.

Env. C.V. sous réf. n° 38

à BUREAU VERITAS

Services maritimes

Département Recherche

et Développement R&D,

31, rue Henri-Rochefort,

75017 PARIS.

CASNET D'AUDIT

recherche

pour une entreprise en forte

expansion secteur tertiaire

CHEF COMPTABLE

- 5 ans d'expérience de révi-

sion - DECS min. ou équivalent

Envoyer C.V. à : S.A. EXCOM

25, av. Montparnasse - 75016 PARIS.

ENTREPRISE T.P.

recherche

INGENIEUR

DÉBUTANT

Suivre ou équivalent

pour être affecté

Centre de travaux

de qualification en province.

Envoyer lettre manuscrite avec

prétentions à Mlle Casanova,

185, rue de la Pompe,

75116 PARIS.

Importante société T.P.

recherche

INGENIEUR

Adjoint chef de centre

Travaux de qualification

à Nîmes-le-Sec (34).

Ce poste conviendrait

à ingénieur 35 ans minimum,

ayant pratiqué des chantiers

et bons contacts humains.

Env. lettre manuscrite avec

prétentions à Mlle Casanova,

185, rue de la Pompe,

75116 PARIS.

NATIONAL BANK

OF PAKISTAN

recherche

de toutes urgences

GRADE

RESPONSABLE

COMPTABLE

de nationalité française parlant

couramment l'anglais avec expé-

rience bancaire : état CCB -

Banque de France, valeurs,

taxes, comptabilité générale.

Adressez C.V. à National Bank

of Pakistan, 17, av. Maitland,

75008 Paris.

Cablot expertises comptable

à vocation nationale recs.

EXPERTS

COMPTABLES

DIPLOMES ET

COMPTABLES

Expérience cabinet

pour direction régionale.

Ecrire : 1100, Palais National,

112, bd Voltaire, 75011 Paris.

COMPTABLE II

COMPTABLE I

Cabinet Bonnet 236-23-40.

Importante Société minière
et métallurgique possédant plusieurs
établissements industriels
dans la région parisienne et
en province, souhaite recruter un

agent administratif

titulaire d'un D.U.T. et ayant
quelques années d'expérience dans
les domaines de la gestion,
de la comptabilité et du personnel.
Possédant des notions de gestion
impliquant des postes successifs
dans les différents établissements
de la société, donc une certaine
mobilité géographique.

Vous pouvez téléphoner à
Danièle Geoffroy au 766.70.70 ou
adresser votre dossier de candidature
complet sous la référence 1101 à :

SVP RESSOURCES HUMAINES

7 rue de Lognon 75017 Paris.



ORGANISATION DE COOPERATION
ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

AGENCE POUR
L'ENERGIE NUCLEAIRE

recherche un

PHYSICIEN

possédant une expérience confirmée de la recherche
dans le domaine de la physique expérimentale
neutronique ou nucléaire à bases énergétiques pour sa

BANQUE DE DONNEES

DANS LA REGION PARISIENNE

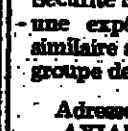
QUALIFICATIONS REQUISES : diplôme supérieur
en physique (niveau minimum doctorat) complété de
recherche, soit universitaire, bonne expérience de
l'utilisation des ordinateurs pour le maniement et
le calcul des données à très haute connaissance de
l'anglais ou du français.

Poste ouvert sans distinction aux candidats des deux
sexes.

Engagement pour une durée initiale de deux ans.
Salaire libre d'impôts de 132.000 à 163.000 FF par
an, avec indemnités suivant situation de famille et
de résidence.

Candidatures des ressortissants des pays membres
accompagnées d'un curriculum vitae détaillé en
français ou en anglais et adressées à l'adresse à :
DIVISION DU PERSONNEL, OCEC

2, rue André Pascal, 75775 PARIS Cedex 16.



IMPORTANT
ORGANISME DE PREVOYANCE

Paris - recherche

le responsable de la gestion de sa mutuelle maladie

Le poste implique :

- de bonnes connaissances en matière de
Sécurité Sociale
- une expérience confirmée d'un poste
similaire avec la responsabilité d'un
groupe de 30 à 40 personnes.

Adressez lettre manuscrite et c.v. à
AXIAL Publicité, (référence DM)

27, rue Talbot 75008 Paris, qui tr.

OFFRE

jeunes

analystes-programmeurs

Paris nord

recherche

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

pour

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes analystes-programmeurs

Paris nord

Un important établissement financier, disposant d'une large implantation nationale et mettant en œuvre de puissants moyens informatiques (IBM 3031 + IBM 4341 à venir - 90 terminaux) souhaite renforcer son équipe d'analyses-programmeurs. Sous l'autorité d'un Chef de projets, les participants au développement et à la mise en place d'applications relatives aux domaines financiers, comptables et administratifs. Ces postes conviendront à des jeunes diplômés ou disposant d'une première expérience) diplômés d'études supérieures (DUT informatique, MIAGE, ESC option informatique...) et possédant de solides aptitudes pour les activités d'organisation. Connaissances en D1, CIMS, CICS appréciées. La rémunération annuelle, motivante, sera essentiellement fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à J. HAKAJE - PS CONSEIL - 8 rue Bellini - 75002 PARIS Cedex 16 - Réf. A242M

PS Conseil

Importante Société (800 personnes)
Siège social Paris-Centre
C.A. 130 M.F.
recherche son

CHEF COMPTABLE

Capable :
- de prendre en charge l'ensemble des comptabilités générale et analytique informatisées de la société et de ses filiales ;
- et de diriger un service de 6 personnes.
D.E.C.S. souhaité.
Expérience exigée de 5 à 10 ans dans la fonction. Candidat âgé d'un mois 30 ans.
Position cadre.
Adresser C.V., photo et prétentions à n° 2.671 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL

contrôleur de gestion

- 30 ans minimum, très bonne connaissance générale en gestion. Expérience des problèmes industriels et de gestion dans un environnement industriel. Profonde maîtrise de gestion et de l'audit. Anglais, ou même le, souhaité.
- Attaché au Contrôle de Gestion central, son rôle consiste à assurer la fiabilité des résultats, de l'efficacité de l'analyse de gestion pour les décisions du groupe. Il aura à s'occuper et dans ce cadre, d'assurer des audits et d'en établir les comptes-rendus.
- Fréquent déplacements courts durée France à l'étranger.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à GUILLOU Sélection sous référence 830-M (réponse et discrétion assurées)

guillon sélection

25, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

TOWNSEND

Nous commercialisons des équipements destinés aux industries de la viande, supermarchés, boucheries...
Pour répondre à notre développement, nous recherchons le

RESPONSABLE DU SERVICE TECHNIQUE

qui aura pour principal d'encadrer et d'animer l'équipe de nos techniciens.

Agé d'environ 30 ans, vous possédez un bon niveau professionnel (BTS ou autodidacte) et vous maîtrisez la langue anglaise. Vos solides connaissances techniques et votre sens des responsabilités feront de vous le collaborateur efficace que nous souhaitons rencontrer.

Vous êtes dynamique et disponible pour de très fréquents déplacements sur le terrain (voiture fournie).
Pour ce poste qui offre au candidat de valeur une possibilité de carrière très intéressante au sein de notre société, nous proposons une rémunération motivante.

Pour obtenir un dossier de candidature, écrivez ou téléphonez-nous :
Marie-José OURY
TOWNSEND ENGINEERING
Zone d'activité des Marais - 2 av. de la Marne
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
Téléphone : (1) 877.44.06

Nous sommes la filiale d'un important groupe industriel français, spécialisée dans des systèmes automatisés industriels complexes (principalement à base d'électronique analogique et digitale). Nous renforçons nos équipes d'étude et de recherches des

JEUNES INGÉNIEURS

Débutants ou ayant une première expérience
(X, Centrale, Mines, Supélec...)

Suivant votre expérience, nous vous confierons la responsabilité de l'étude totale ou partie d'un système, depuis le contact technique avec le client jusqu'à la réalisation de prototypes.

Lieu de travail : Paris Nord.
Nous attendons pour vous rencontrer que vous ayez écrit et envoyé votre CV au consultant qui nous assiste dans ces recrutements
Catherine ROZES

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959

UNIROYAL

Société française faisant partie du
Système groupe européen du
PNEUMATIQUE,
recherche pour son
DÉPARTEMENT COMMERCIAL
Basé à Paris

UN JEUNE SUP DE CO

(OU EQUIVALENT)

même débutant, pour lui confier progressivement l'animation d'équipements de son secteur vers les constructeurs d'automobiles et de matériels roulants divers. Sa formation devra lui permettre, après une période d'adaptation à l'entreprise et à ses méthodes, de se livrer naturellement à une approche Marketing des divers problèmes commerciaux propres à cette catégorie de clientèle.

Une bonne aptitude à la négociation est indispensable. Des possibilités d'évolution existent, elles sont liées aux performances réalisées.

Rémunération de départ motivante et propre à satisfaire un candidat de valeur.
Adresser C.V., photo (retournée), présent. PRIEU UNIROYAL - ENGLEBERT
Service du Personnel, Madame Grifart
B.P. 163 - 60205 COMPIEGNE.

GFI SERTI

Notre Société appartient à la Division Conseil, Assistance et Ingénierie du GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE - 1200 personnes, une croissance de 35 % en 1980 - Elle cherche plusieurs

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (ECP, ENST, ESE, X...)

Débutant ou bénéficiant d'une première expérience professionnelle, vous participez à la réalisation de projets et, plus tard, vous en assurez la direction. Grâce à cette expérience de tout premier plan, des missions de conseil dans de grandes entreprises et dans des Administrations peuvent également vous être confiées.

Avant de vous intégrer dans nos équipes, vous suivez un stage de formation qui commence en septembre.
Nous vous remercions d'écrire sous réf. M 51, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI-SELECTION
48, avenue de l'Opéra
75002 PARIS

2 jeunes ingénieurs chantiers

AM, IDN, Centrale Lyon, ENSI (mécanique)

GRAND CONSTRUCTEUR TURBO-MACHINES
recherche 2 Jeunes Ingénieurs Chantiers qu'ils soient débutants ou qu'ils aient une première expérience professionnelle.

Après formation, ils auront la responsabilité de diriger les travaux de MONTAGE et MISE EN SERVICE de nos matériels en France comme à l'étranger (Europe, Asie, Amérique).

Anglais indispensable.
Pour ces postes qui impliquent mobilité, esprit d'entreprise, autonomie, vous écrivez avec C.V. détaillé sous référence 4330-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Career Advisory

2, rue de Valenciennes - 75001 PARIS

Important organisme de prévoyance Paris - recherche

Le responsable de la gestion

de sa mutuelle malade

Le poste implique :
- de bonnes connaissances en matière de Sécurité sociale ;
- une expérience confirmée d'un poste similaire avec la responsabilité d'un groupe de 30 à 40 personnes.
Adresser lettre manuscrite et C.V. à Axial Publicité (réf. D.M.), 27, rue Talbot, 75009 PARIS, qui transmettra.

Organisme d'information socialisée

CHARGE (E) D'ÉTUDES
Sociologue, sachant bien rédiger, ayant acquis une expérience professionnelle en matière de communication.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 2.671 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris, qui transmettra.

Société de distribution recherche pour son service informatique

PUPITREUR
adjoind à un responsable d'exploitation. Adresser C.V. avec photo et prétentions à Société JUBIN, 10, place de Saint-Jacques, 75116 Paris.

GABRIEL DE COMMERCE ET DE RECHERCHE

RÉVISEUR CONFIRMÉ

2 à 3 ans d'expérience. Niveau confirmé supérieur. Envoyer C.V. et photo à S.C.S.P. 21, rue Valenciennes, 75001 Paris.

VILLE DE SAINT-DENIS

INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

Format et prêt V.R.D. études d'impact dans les conditions normales. Sal. net 5.200 F + prime spéciale et prime de tech. Env. C.V. muni de St-Denis.

NOUS :

importante Sté française fournisseur de l'industrie nucléaire et engineering en COMPENSATEURS METALLIQUES ou JOINTS D'EXPANSION

Notre croissance est à la hauteur de notre dynamisme. Nos objectifs sont ambitieux, mais réalisables, et pourtant nous sommes les plus chers...

VOUS :
INGÉNIEUR - METALLURGISTE ou BTS ou DUT

Expérience technique et commerciale de plusieurs années des produits et de la clientèle (votre âge importe peu).

FONCEUR - DECIDEUR - ESPRIT DE COMMANDO mais qualités humaines.

Aimez le risque, ne raisonnez pas en plan de carrière, mais en fonction des résultats.

Alors, vous et nous sommes complémentaires et nous vous proposons l'opportunité d'occuper un poste

CHEF DE PRODUIT

avec une équipe de commerciaux et techniciens

Adresser lettre manuscrite résumant votre personnalité et expérience acquises à N. 1182 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

La ville de NANTERRE, 100.000 habitants, nous :
- 1 ans d'expérience titulaire du C.A.P.E. option dessin.
- Expérience professionnelle substantielle.
Adresser candidatures et C.V. à M. le Maire de Nanterre - 92014.

SOCIÉTÉ AMATEUR

1) SECRÉTAIRE à mi-temps.

Evolution du poste vers emploi à temps complet. Connaissance comptabilité souhaitée.

2) ÉLECTRICIEN confirmé.

Niveau B.T.S. ou D.U.T. Activités, conception et réalisation d'équipements à base de micro-processeur.

Exp. minimum 5 ans. Env. C.V. manusc. et prétentions 18, rue de Sarrouville 92040 Courbevoie-Paris.

BUREAU VERTAS

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Formation E.N.S.M., A & M ou équivalent pour contrôle de plans et études dans domaine mécanique et applications aéronautiques et spatiales.

Les candidats auront une formation supérieure I.S.G.-E.S.C. et pourront être affectés à l'étranger.

Paris, bonnes connaissances de l'anglais indispensables.

Ad. C.V., photo et prétentions sous référence n° 40 à BUREAU VERTAS

Services maritimes

31, rue Henri-Morlot, 75017 PARIS.

UTI-SERVICES

6-14 rue de la Pérouse 75116 PARIS

recherche

ANALYSTES

Ayant solides connaissances T.S.O. et J.C.L. O/S

pour assistance clients BATCH et TELECOM

Env. lettre avec C.V., photo et prét. au chef du personnel.

F.J.T.

74 bis, boulevard Nord-Ouest recherche

ANIMATRICE

Envoyer C.V.

S/N° T 02785 M à Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MOYENNE D'AMÉNAGEMENT

(E.P.)

Appartenance à important groupe parapublic recherche

UN CADRE

chargé(e) d'opérations

Études supérieures :
- Solide exp. de l'admin. urbaine et/ou de la const. sociale ;
- Capacité à assurer un contact avec collect. locales, administr., milieux d'œuvre ;
- Perspectives de carrière.
Ad. candidatures et C.V.

S/N° T 02784 M à Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Centre René Huguenin 5, rue Gaston-Lesclapart, 92210 Saint-Cloud recherche

INFIRMIÈRE D.E.

temporaire, libre suite selon contrat. 5.650 F pour 40 h par semaine. Tél. pour R.V. : 771-81-81.

Organisme d'information socialisée

CHARGE (E) D'ÉTUDES
Sociologue, sachant bien rédiger, ayant acquis une expérience professionnelle en matière de communication.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 2.671 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris, qui transmettra.

85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

CONFIRMÉ. Exp. pédagogique et administrative acquises.

Adresser C.V. + photo à : A.S.P. sous réf. 3128/J.N. 40, rue Olivier de Serres, Paris-15° qui transmettra.

Cherche courtois pour route de nuit, 9 h à 12 h et après 18 h. Tél. : 238-31-80.

PROFESSEURS

HAUTEMENT QUALIFIÉS 1^{er} et 2^{es} cycles : Français, Maths, Ph. - Ch. Sc. Eco. Sc. Nat., Hist. - Géog. Anglais, Allemand, Espagnol.

SURVEILLANT GÉNÉRAL

CONFIRMÉ. Exp. pédagogique et administrative acquises.

Adresser C.V. + photo à : A.S.P. sous réf. 3128/J.N. 40, rue Olivier de Serres, Paris-15° qui transmettra.

Cherche courtois pour route de nuit, 9 h à 12 h et après 18 h. Tél. : 238-31-80.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Représentations offres

SOCIÉTÉ FRANÇAISE FILIALE GROUPE INTERNATIONAL recherche

2 V.R.P. EXCLUSIFS

SECTEURS :
21 - 89 - 10 - 82 - 70 - 45 - 41 - 18 - 88
22 - 39 - 25 - 74 - 01 - 03 - 63

PROFIL :
- 30 ans environ,
- excellentes qualités personnelles,
- aptitudes aux problèmes techniques,
- introduction en clientèle industrielle serait un +

MISSION :
- vente de produits et outillages à technologie de pointe dans clientèle très diversifiée, multi et développement clientèle.

Adresser lettre manuscrite résumant votre personnalité et expérience acquises à N. 1182 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

Adresser C.V., lettre manuscrite + prétentions et photo sous référence 7709 A :

FERRE LICHOU 54-8728 75003 PARIS Cedex 03 qui transmettra.

secrétaires

PARIS

SECRÉTAIRE ASSISTANTE DE DIRECTION

TRILINGUE, NEZÉLANDAIS, ANGLAIS, après du directeur d'une P.M.E.

à vocation internationale.

- Fonction de secrétaire, sténodactylo, responsabilité d'assistance administrative, commerciale, relations publiques.

- Excellente présentation, disponibilité, rigueur et perfectionnisme.

- Expérience 5-10 ans.

Env. curriculum vitae + lettre man. + photo et prétentions, sous n° 6.587, Publicité Masters, 113, rue de Reilly, 75012 PARIS, qui transmettra.

Organisation professionnelle

secteur de l'audio-visuel recherche

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

27-35 ans environ

Ad. C.V., photo et prétentions

à M. BONNEVAL

10, rue Marignan, 75008 PARIS.

RANDSTAD

« Bilingual Personnel »

the new agency of RANDSTAD temporary work urgently seeks a

BILINGUAL SECRETARY

with shorthand

call 241-09-00 or come into RANDSTAD office

at 4, place Félix-Eboud Centre Paris Deumoulin, 75012 Paris

LA SECRÉTAIRE DU DIRECTEUR FINANCIER

Outre une bonne formation de base (BTS ou équivalent), elle aura pour mission de :

- contrôler la comptabilité de la France-comptabilité. Elle parle bien l'anglais, ne désigne pas la sténodactylo.

Ce poste, à pourvoir au sein de la holding d'un groupe de sociétés spécialisées dans le transport routier (2000 personnes, Miro AUBER), s'adresse à une jeune femme d'au moins 25 ans, d'excellente présentation.

Ecrire avec C.V. et photo en précisant la rémunération souhaitée (réf. 6330) à RSCG CAPRÈRES, 45, rue Saint-Ferdinand, 75017 PARIS, qui transmettra.

STE MULTINATIONALE

recherche pour recruter son Directeur Division Science et Santé

ASSISTANTE SECRÉTAIRE

Bilingue allemand-anglais. Connaissance anglaise parlée.

Envoyer curr. vitae + photo s/n° T 02788 M, R-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

méthodique, sans initiative et responsabilité, références.

Pour l'emploi, 75002 Paris, C.V. : J.P.F. 2, rue Cambray, 75004 Paris Cedex 17.

formation professionnelle

La Programmation en 100 heures !

GAP 2

Stage de programmation en GAP II.

- Initiation à l'informatique (40 h) pour les débutants.

- Début de stage : Septembre 1981.

Pour renseignements et inscriptions, s'adresser à :

CONSORTIUM GENERAL

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

C.S.G.B. 97, rue Réaumur, 75002 PARIS

Tél. : 233.44.81.

FORMATIONS INFORMATIQUES POUR INGÉNIEURS

Centre International de Formation Informatique

206-24-83 + tous langages. 241-83-83 et 238-14-83 et gestion.

propositions diverses

Arch., 40 a., cherch. compagnon d'éc. pour un voyage en Tunisie, dep. 25 juillet. T. 745-73-55

Région Parisienne, murs de boutique à vendre, rentabilité 11 %. 524-08-08.

APPEL à tous les contributeurs

3 jeunes experts comptables, très haut niveau académique, fiscal, informatique et audit, capotés importants, ambitieux et enthousiastes recherchent à Paris un cabinet à leur mesure.

Env. s/n° T027818 M, R-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

UN MINIMUM VIEILLESSE A DEUX ÉTAGES

Une des premières mesures prises par le nouveau gouvernement concerne le relèvement du minimum vieillesse, qui représente désormais 58 % du SMIC.

Le minimum vieillesse n'existe pas en tant que tel. Il naît de l'addition de deux prestations : un avantage de base plus l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité, qui se conjuguent et s'ajoutent pour aboutir au minimum, à condition que les ressources du bénéficiaire n'excèdent pas le plafond fixé pour le minimum vieillesse.

Le secours viager, versé aux veuves ou veufs d'un titulaire de l'A.V.T.S. et l'allocation aux mères de famille sont aussi considérés comme « avantages de base ».

Un million huit cent mille intéressés

Toutes ces prestations sont servies par le régime général par l'intermédiaire des caisses en province, et par la Caisse nationale d'assurance-vieillesse pour la région parisienne (1). L'allocation spéciale de vieillesse est, pour sa part, versée par la Caisse des dépôts. Elle s'adresse aux personnes âgées ne pouvant bénéficier d'aucun avantage. Le dernier de ces « avantages » s'intitule « allocation simple d'aide sociale aux personnes âgées », et, en fait, n'est plus accordée qu'aux seuls étrangers non bénéficiaires d'une convention de réciprocité. Mensuelle, elle fait partie des avantages distribués au titre de l'aide sociale légale.

Mais avec la généralisation des systèmes de pension et retraite, on voit s'amenuiser le nombre des bénéficiaires de ces avantages non liés à versement de cotisations. Il n'en demeure pas moins qu'environ un million huit cent mille personnes âgées ont droit à ce minimum vieillesse, qui devrait, ainsi que l'a promis le président de la République, passer à 2 000 F mensuels en janvier 1982 (ce qui représenterait 70 % du taux actuel du SMIC). Dans l'attente de voir se réaliser une des propositions de la commission relative du travail socialiste qui estime souhaitable, en avril 1981, « de rapprocher le minimum vieillesse du SMIC (90 %) ».

CHRISTIANE GROLIER.

L'ÉTÉ À PARIS

La mairie de Paris organise une opération « spécial troisième âge » pendant les mois de juillet et d'août, afin d'aider les personnes âgées de la capitale.

Des services, des distractions, des conférences, des séjours de vacances en France, dans des résidences du bureau d'aide sociale (BAS), des voyages et des croisières de dix à quinze jours avec une participation financière modérée selon les ressources des participants sont proposés.

Pour les invalides, le BAS a prévu des services de soins et d'aides ménagères à domicile ou des séjours hospitaliers (téléph. : 277-11-22).

L'université d'été, qui fonc-

tionnera à partir du 1^{er} juillet jusqu'au 11 septembre, comportera cette année trois lieux d'enseignement (Paris-Dauphine, René-Descartes et l'université Pierre-et-Marie-Curie) pour une plus grande diversité de sujets : médecine, droit, histoire, littérature, arts, etc.

Enfin, trois journées (7, 8 et 9 juillet) seront particulièrement consacrées par la Ville aux personnes âgées, qui pourront prendre part à des promenades sur la Seine et le canal Saint-Martin, avant d'être reçues dans les salons de l'Hôtel de Ville.

* Permanence centrale, place de l'Hôtel-de-Ville (angle de l'avenue Victoria), tél. : 274-43-11, répondant automatiquement le soir et durant la nuit.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 1^{er} JUILLET

* Claude Monet à Giverny, 13 h, place de la Concorde, Mme Oswald.

* Hôtel de Bully, 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mme Allaz.

* Versailles, 15 h, garerive droite par Saint-Lazare, Mme Bouquet des Champs.

* Notre-Dame, 15 h, façade portait central, Mme Riout (Caisse nationale des monuments historiques).

* Hôtel de Lamoignon, 15 h, 15, quai d'Anjou (Approche de l'art).

* L'Opéra, 15 h, 30, entrée (R.-Y. Jassé).

* Rue Montfaucon, 14 h, 30, façade de Saint-Jacques (Paris pittoresque et insolite).

* Le Marais, 14 h, 30, métro Saint-Paul (Reconstruction du passé).

* La Concorde, 14 h, 30, 1, quai de l'Élysée (Courtoisie culturelle).

CONFÉRENCES

17 h, palais du Louvre, M. Flahelle : « L'usage des jolis chapeaux de Dantigny » (à l'attention de la réputation » (SNAP).

19 h, 30, 11 bis, rue Koppler : « L'homme moral et amoureux » (Logos aux des Théosophes) (Entrée libre).

pond à une progression de 5 % par rapport au 1^{er} janvier 1981 et de 13 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

* FORMER POUR MIEUX AGIR. — Sous le titre « La Formation permanente », les « Cahiers de la Fondation nationale de gérontologie » proposent de « faire le point, sans aller cependant jusqu'à dresser un bilan » des réflexions et expériences concernant aussi bien les personnes âgées que les bénévoles s'occupant de personnes âgées.

* L'ampleur des besoins d'intervention, que ce soit dans le domaine médical ou dans le domaine social, ou à ce double titre, commande les besoins de formation, mais aussi elle en complique les modalités », estime M. Paillet dans son éditorial.

* Formation permanente, cahiers de la Fondation nationale de gérontologie, n° 14, avril 1981, 127 pages, 50 F, 60, rue Mithras, 75016 Paris. Tél. : 252-82-30.

* Formation permanente, cahiers de la Fondation nationale de gérontologie, n° 14, avril 1981, 127 pages, 50 F, 60, rue Mithras, 75016 Paris. Tél. : 252-82-30.

* Formation permanente, cahiers de la Fondation nationale de gérontologie, n° 14, avril 1981, 127 pages, 50 F, 60, rue Mithras, 75016 Paris. Tél. : 252-82-30.

* Formation permanente, cahiers de la Fondation nationale de gérontologie, n° 14, avril 1981, 127 pages, 50 F, 60, rue Mithras, 75016 Paris. Tél. : 252-82-30.

* Formation permanente, cahiers de la Fondation nationale de gérontologie, n° 14, avril 1981, 127 pages, 50 F, 60, rue Mithras, 75016 Paris. Tél. : 252-82-30.

* Formation permanente, cahiers de la Fondation nationale de gérontologie, n° 14, avril 1981, 127 pages, 50 F, 60, rue Mithras, 75016 Paris. Tél. : 252-82-30.

* Formation permanente, cahiers de la Fondation nationale de gérontologie, n° 14, avril 1981, 127 pages, 50 F, 60, rue Mithras, 75016 Paris. Tél. : 252-82-30.

* Formation permanente, cahiers de la Fondation nationale de gérontologie, n° 14, avril 1981, 127 pages, 50 F, 60, rue Mithras, 75016 Paris. Tél. : 252-82-30.

* Formation permanente, cahiers de la Fondation nationale de gérontologie, n° 14, avril 1981, 127 pages, 50 F, 60, rue Mithras, 75016 Paris. Tél. : 252-82-30.

MODE

LOUIS FERAUD PASSE UN ACCORD AVEC LA FIRME AMÉRICAINE AVON

Le couturier parisien Louis Feraud vient de conclure un accord avec Avon, la firme américaine qui est la première productrice et distributrice mondiale de cosmétique, parfums et bijouterie fantaisie.

Fantastique, le premier parfum de cette association, sorti à l'automne, n'est d'ailleurs pas d'origine d'osmanthe, ces fleurs jaunes chinoises ainsi que d'autres fleurs d'été ornées de végétaux et de notes boisées, présentées dans un beau flacon triangulaire de verre noir et en, dont le vaporisateur de 50 ml sera vendu 145 F.

C'est la première fois qu'un parfum de couturier bénéficie d'une aussi large diffusion mondiale. En effet, on sait que le succès d'Avon réside dans son réseau de vente exclusive en direct par quelque 1 200 000 conseillers à travers le monde, dont la plupart, dit-on, sont en France, sont réparties à la commission, mais suivant un stage de formation. — M. S.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 30 juin :

DES ARRÊTÉS

* Modifiant un précédent arrêté fixant le programme et les horaires des départements de médecine générale et des administrations des instituts universitaires de technologie.

* Fixant la liste des diplômes, certificats et titres de médecins spécialistes qui délivrent conformément aux obligations communales aux ressortissants des États membres de la Communauté économique européenne par lesdits États, ont en France le même effet que les diplômes, certificats ou autres titres français de médecin spécialiste.

UNE LOI

* L'admission au concours ouvert en 1981 aux élèves de l'École normale supérieure et de l'École normale supérieure de jeunes filles accomplissant leur dernière année de scolarité pour admission en qualité d'ingénieur-élève des ponts et chaussées.

BREF

MAISON

LINGE PAS CHER. — Près de la Bastille, une nouvelle boutique propose des fins de séries de linge de maison. Ce linge de premier choix, retiré des collections des grandes marques, est vendu 50 % moins cher qu'aux prix habituels. Des serviettes, éponge réversible, à rayures rouges, bleues ou bleues, 34 F ; un ensemble pour lit d'une personne, en bleu, rose pêche ou brun avec bordure blanche, comprend drap-housse, housse de couette et taie, 250 F. Pour recevoir des transats, du couffin ou à rayures jaunes sur fond gris, bordeaux sur bleu ou gris sur beige, à partir de 35 F le mètre.

* Les Deux Portes, 38, boulevard Saint-Louis, 75004 Paris.

ARTISANAT DE TURQUE

Un artisanat turc authentique est réuni dans une nouvelle boutique, nichée dans une rue peu passante près de l'École militaire. A côté d'objets de bois, sculptés par les normands (meubles à graine de café, bûches à l'ail), se trouvent des bijoux d'argent d'époque ottomane : longues chaînes de montre, colliers, bagues-sceaux, à partir de 300 F. Déclinés dans les villages, des cuivres anciens (plaqueaux, cruches, coupes à yaourt), de fines broderies, des amulettes de chapeaux turcs et de laque. Des sacs d'Anna, tissés comme des tapis, peuvent devenir d'amusants coussins.

* Derviche, 54, rue de l'Exposition, 75007 Paris.

RÉFRIGÉRATEURS DE BATEAU

Une nouvelle race de réfrigérateurs est née pour les voiliers de plus de 8 mètres et le mot-nautisme. Un appareil de 45 litres, à absorption, supporte un roulis de 15 degrés à 20 degrés. Fonctionnant sur batterie de 12 volts ou au gaz, il est à circuit étanche, avec prise d'air extérieur protégée par un chapeau des vagues et embrure (R.B. 180, 270 F environ). Équipé d'un compresseur à vibreur (acceptant une forte gîte), deux autres réfrigérateurs, de 30 litres ou 60 litres, sont alimentés par batterie de 12 volts ou 24 volts, ou en 220 volts, par deux câbles distincts.

* Electrolux-Industrie, départ. « le froid et la plaisance », 43, av. Félix-Louat, 93284 Senlis. Tél. : (4) 433-30-64.

VACANCES

TIR TOURISME. — La société de tir à la cible les Francs Tireurs de Mont, dans les Pyrénées-Atlanti-

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29.06.81 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 30 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le mardi 29 juin à 0 heure et le mardi 30 juin à 24 heures :

Les perturbations pluvio-orageuses actives qui affectent de nombreuses régions de France s'éloigneront lentement vers l'Europe centrale et une hausse du champ de pression se poursuivra du proche Atlantique vers le nord de la Méditerranée. Il en résultera une amélioration, surtout marquée dans les précipitations. Mardi, ces perturbations donneront encore le matin des nuages abondants avec des pluies ou des averses du nord de la Somme aux frontières du Nord-Est. Ces précipitations s'atténueront ensuite lentement par l'ouest et des éclaircies locales pourront se développer.

Sur le reste de la France, le matin, le temps sera encore assez nuageux et parfois brumeux, sauf près du golfe de Gascogne où les éclaircies commenceront plus tôt. Les éclaircies se développeront. Le soir, le ciel se couvrira sur l'extrême ouest, où quelques faibles pluies pourront apparaître à nouveau. Les vents de nord-ouest faibliront. La machine sera encore fraîche. Les températures maximales marqueront une hausse par rapport à celles de la veille, mais elles seront encore assez inférieures aux normales.

Le lundi 29 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1 017,5 millibars, soit 765,5 millimètres de mercure.

Le mardi 30 juin, le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 juin ; le deuxième le minimum de la nuit du 29 au 30 ; le troisième le maximum du 30 au 31 ; le quatrième le minimum du 31 au 1^{er} juillet ; le cinquième le maximum du 1^{er} au 2^e juillet ; le sixième le minimum du 2^e au 3^e juillet ; le septième le maximum du 3^e au 4^e juillet ; le huitième le minimum du 4^e au 5^e juillet ; le neuvième le maximum du 5^e au 6^e juillet ; le dixième le minimum du 6^e au 7^e juillet ; le onzième le maximum du 7^e au 8^e juillet ; le douzième le minimum du 8^e au 9^e juillet ; le treizième le maximum du 9^e au 10^e juillet ; le quatorzième le minimum du 10^e au 11^e juillet ; le quinzième le maximum du 11^e au 12^e juillet ; le seizième le minimum du 12^e au 13^e juillet ; le dix-septième le maximum du 13^e au 14^e juillet ; le dix-huitième le minimum du 14^e au 15^e juillet ; le dix-neuvième le maximum du 15^e au 16^e juillet ; le vingtième le minimum du 16^e au 17^e juillet ; le vingt-et-unième le maximum du 17^e au 18^e juillet ; le vingt-deuxième le minimum du 18^e au 19^e juillet ; le vingt-troisième le maximum du 19^e au 20^e juillet ; le vingt-quatrième le minimum du 20^e au 21^e juillet ; le vingt-cinquième le maximum du 21^e au 22^e juillet ; le vingt-sixième le minimum du 22^e au 23^e juillet ; le vingt-septième le maximum du 23^e au 24^e juillet ; le vingt-huitième le minimum du 24^e au 25^e juillet ; le vingt-neuvième le maximum du 25^e au 26^e juillet ; le trentième le minimum du 26^e au 27^e juillet ; le trente-et-unième le maximum du 27^e au 28^e juillet ; le trente-deuxième le minimum du 28^e au 29^e juillet ; le trente-troisième le maximum du 29^e au 30^e juillet ; le trente-quatrième le minimum du 30^e au 31^e juillet ; le trente-cinquième le maximum du 31^e au 1^{er} août ; le trente-sixième le minimum du 1^{er} au 2^e août ; le trente-septième le maximum du 2^e au 3^e août ; le trente-huitième le minimum du 3^e au 4^e août ; le trente-neuvième le maximum du 4^e au 5^e août ; le quarantième le minimum du 5^e au 6^e août ; le quarantième le maximum du 6^e au 7^e août ; le quarantième le minimum du 7^e au 8^e août ; le quarantième le maximum du 8^e au 9^e août ; le quarantième le minimum du 9^e au 10^e août ; le quarantième le maximum du 10^e au 11^e août ; le quarantième le minimum du 11^e au 12^e août ; le quarantième le maximum du 12^e au 13^e août ; le quarantième le minimum du 13^e au 14^e août ; le quarantième le maximum du 14^e au 15^e août ; le quarantième le minimum du 15^e au 16^e août ; le quarantième le maximum du 16^e au 17^e août ; le quarantième le minimum du 17^e au 18^e août ; le quarantième le maximum du 18^e au 19^e août ; le quarantième le minimum du 19^e au 20^e août ; le quarantième le maximum du 20^e au 21^e août ; le quarantième le minimum du 21^e au 22^e août ; le quarantième le maximum du 22^e au 23^e août ; le quarantième le minimum du 23^e au 24^e août ; le quarantième le maximum du 24^e au 25^e août ; le quarantième le minimum du 25^e au 26^e août ; le quarantième le maximum du 26^e au 27^e août ; le quarantième le minimum du 27^e au 28^e août ; le quarantième le maximum du 28^e au 29^e août ; le quarantième le minimum du 29^e au 30^e août ; le quarantième le maximum du 30^e au 31^e août ; le quarantième le minimum du 31^e au 1^{er} septembre ; le quarantième le maximum du 1^{er} au 2^e septembre ; le quarantième le minimum du 2^e au 3^e septembre ; le quarantième le maximum du 3^e au 4^e septembre ; le quarantième le minimum du 4^e au 5^e septembre ; le quarantième le maximum du 5^e au 6^e septembre ; le quarantième le minimum du 6^e au 7^e septembre ; le quarantième le maximum du 7^e au 8^e septembre ; le quarantième le minimum du 8^e au 9^e septembre ; le quarantième le maximum du 9^e au 10^e septembre ; le quarantième le minimum du 10^e au 11^e septembre ; le quarantième le maximum du 11^e au 12^e septembre ; le quarantième le minimum du 12^e au 13^e septembre ; le quarantième le maximum du 13^e au 14^e septembre ; le quarantième le minimum du 14^e au 15^e septembre ; le quarantième le maximum du 15^e au 16^e septembre ; le quarantième le minimum du 16^e au 17^e septembre ; le quarantième le maximum du 17^e au 18^e septembre ; le quarantième le minimum du 18^e au 19^e septembre ; le quarantième le maximum du 19^e au 20^e septembre ; le quarantième le minimum du 20^e au 21^e septembre ; le quarantième le maximum du 21^e au 22^e septembre ; le quarantième le minimum du 22^e au 23^e septembre ; le quarantième le maximum du 23^e au 24^e septembre ; le quarantième le minimum du 24^e au 25^e septembre ; le quarantième le maximum du 25^e au 26^e septembre ; le quarantième le minimum du 26^e au 27^e septembre ; le quarantième le maximum du 27^e au 28^e septembre ; le quarantième le minimum du 28^e au 29^e septembre ; le quarantième le maximum du 29^e au 30^e septembre ; le quarantième le minimum du 30^e au 1^{er} octobre ; le quarantième le maximum du 1^{er} au 2^e octobre ; le quarantième le minimum du 2^e au 3^e octobre ; le quarantième le maximum du 3^e au 4^e octobre ; le quarantième le minimum du 4^e au 5^e octobre ; le quarantième le maximum du 5^e au 6^e octobre ; le quarantième le minimum du 6^e au 7^e octobre ; le quarantième le maximum du 7^e au 8^e octobre ; le quarantième le minimum du 8^e au 9^e octobre ; le quarantième le maximum du 9^e au 10^e octobre ; le quarantième le minimum du 10^e au 11^e octobre ; le quarantième le maximum du 11^e au 12^e octobre ; le quarantième le minimum du 12^e au 13^e octobre ; le quarantième le maximum du 13^e au 14^e octobre ; le quarantième le minimum du 14^e au 15^e octobre ; le quarantième le maximum du 15^e au 16^e octobre ; le quarantième le minimum du 16^e au 17^e octobre ; le quarantième le maximum du 17^e au 18^e octobre ; le quarantième le minimum du 18^e au 19^e octobre ; le quarantième le maximum du 19^e au 20^e octobre ; le quarantième le minimum du 20^e au 21^e octobre ; le quarantième le maximum du 21^e au 22^e octobre ; le quarantième le minimum du 22^e au 23^e octobre ; le quarantième le maximum du 23^e au 24^e octobre ; le quarantième le minimum du 24^e au 25^e octobre ; le quarantième le maximum du 25^e au 26^e octobre ; le quarantième le minimum du 26^e au 27^e octobre ; le quarantième le maximum du 27^e au 28^e octobre ; le quarantième le minimum du 28^e au 29^e octobre ; le quarantième le maximum du 29^e au 30^e octobre ; le quarantième le minimum du 30^e au 31^e octobre ; le quarantième le maximum du 31^e au 1^{er} novembre ; le quarantième le minimum du 1^{er} au 2^e novembre ; le quarantième le maximum du 2^e au 3^e novembre ; le quarantième le minimum du 3^e au 4^e novembre ; le quarantième le maximum du 4^e au 5^e novembre ; le quarantième le minimum du 5^e au 6^e novembre ; le quarantième le maximum du 6^e au 7^e novembre ; le quarantième le minimum du 7^e au 8^e novembre ; le quarantième le maximum du 8^e au 9^e novembre ; le quarantième le minimum du 9^e au 10^e novembre ; le quarantième le maximum du 10^e au 11^e novembre ; le quarantième le minimum du 11^e au 12^e novembre ; le quarantième le maximum du 12^e au 13^e novembre ; le quarantième le minimum du 13^e au 14^e novembre ; le quarantième le maximum du 14^e au 15^e novembre ; le quarantième le minimum du 15^e au 16^e novembre ; le quarantième le maximum du 16^e au 17^e novembre ; le quarantième le minimum du 17^e au 18^e novembre ; le quarantième le maximum du 18^e au 19^e novembre ; le quarantième le minimum du 19^e au 20^e novembre ; le quarantième le maximum du 20^e au 21^e novembre ; le quarantième le minimum du 21^e au 22^e novembre ; le quarantième le maximum du 22^e au 23^e novembre ; le quarantième le minimum du 23^e au 24^e novembre ; le quarantième le maximum du 24^e au 25^e novembre ; le quarantième le minimum du 25^e au 26^e novembre ; le quarantième le maximum du 26^e au 27^e novembre ; le quarantième le minimum du 27^e au 28^e novembre ; le quarantième le maximum du 28^e au 29^e novembre ; le quarantième le minimum du 29^e au 30^e novembre ; le quarantième le maximum du 30^e au 1^{er} décembre ; le quarantième le minimum du 1^{er} au 2^e décembre ; le quarantième le maximum du 2^e au 3^e décembre ; le quarantième le minimum du 3^e au 4^e décembre ; le quarantième le maximum du 4^e au 5^e décembre ; le quarantième le minimum du 5^e au 6^e décembre ; le quarantième le maximum du 6^e au 7^e décembre ; le quarantième le minimum du 7^e au 8^e décembre ; le quarantième le maximum du 8^e au 9^e décembre ; le quarantième le minimum du 9^e au 10^e décembre ; le quarantième le maximum du 10^e au 11^e décembre ; le quarantième le minimum du 11^e au 12^e décembre ; le quarantième le maximum du 12^e au 13^e décembre ; le quarantième le minimum du 13^e au 14^e décembre ; le quarantième le maximum du 14^e au 15^e décembre ; le quarantième le minimum du 15^e au 16^e décembre ; le quarantième le maximum du 16^e au 17^e décembre ; le quarantième le minimum du 17^e au 18^e décembre ; le quarantième le maximum du 18^e au 19^e décembre ; le quarantième le minimum du 19^e au 20^e décembre ; le quarantième le maximum du 20^e au 21^e décembre ; le quarantième le minimum du 21^e au 22^e décembre ; le quarantième le maximum du 22^e au 23^e décembre ; le quarantième le minimum du 23^e au 24^e décembre ; le quarantième le maximum du 24^e au 25^e décembre ; le quarantième le minimum du 25^e au 26^e décembre ; le quarantième le maximum du 26^e au 27^e décembre ; le quarantième le minimum du 27^e au 28^e décembre ; le quarantième le maximum du 28^e au 29^e décembre ; le quarantième le minimum du 29^e au 30^e décembre ; le quarantième le maximum du 30^e au 31^e décembre ; le quarantième le minimum du 31^e au 1^{er} janvier ; le quarantième le maximum du 1^{er} au 2^e janvier ; le quarantième le minimum du 2^e au 3^e janvier ; le quarantième le maximum du 3^e au 4^e janvier ; le quarantième le minimum du 4^e au 5^e janvier ; le quarantième le maximum du 5^e au 6^e janvier ; le quarantième le minimum du 6^e au 7^e janvier ; le quarantième le maximum du 7^e au 8^e janvier ; le quarantième le minimum du 8^e au 9^e janvier ; le quarantième le maximum du 9^e au 10^e janvier ; le quarantième le minimum du 10^e au 11^e janvier ; le quarantième le maximum du 11^e au 12^e janvier ; le quarantième le minimum du 12^e au 13^e janvier ; le quarantième le maximum du 13^e au 14^e janvier ; le quarantième le minimum du 14^e au 15^e janvier ; le quarantième le maximum du 15^e au 16^e janvier ; le quarantième le minimum du 16^e au 17^e janvier ; le quarantième le maximum du 17^e au 18^e janvier ; le quarantième le minimum du 18^e au 19^e janvier ; le quarantième le maximum du 19^e au 20^e janvier ; le quarantième le minimum du 20^e au 21^e janvier ; le quarantième le maximum du 21^e au 22^e janvier ; le quarantième le minimum du 22^e au 23^e janvier ; le quarantième le maximum du 23^e au 24^e janvier ; le quarantième le minimum du 24^e au 25^e janvier ; le quarantième le maximum du 25^e au 26^e janvier ; le quarantième le minimum du 26^e au 27^e janvier ; le quarantième le maximum du 27^e au 28^e janvier ; le quarantième le minimum du 28^e au 29^e janvier ; le quarantième le maximum du 29^e au 30^e janvier ; le quarantième le minimum du 30^e au 31^e janvier ; le quarantième le maximum du 31^e au 1^{er} février ; le quarantième le minimum du 1^{er} au 2^e février ; le quarantième le maximum du 2^e au 3^e février ; le quarantième le minimum du 3^e au 4^e février ; le quarantième le maximum du 4^e au 5^e février ; le quarantième le minimum

La négociation sur la réduction de la durée du travail

Le patronat joue « la politique du blocage et du renvoi à l'Etat »

affirme M. Edmond Maire

Reçu au « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 28 juin, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a dénoncé l'attitude du patronat, qui joue, selon lui, en matière de réduction de la durée du travail, « la politique du blocage et du renvoi à l'Etat ». Pourrait-il, a-t-il ajouté, « un bon nombre de patrons savent que seules des négociations de branches peuvent permettre de réduire, dans de bonnes conditions, la durée du travail ».

La négociation sur ce thème s'est ouverte entre les partenaires sociaux le 22 juin, à Paris, après une rencontre tripartite organisée par M. Pierre Mauroy.

M. Edmond Maire a annoncé également que sa centrale avait écrit au C.N.F.P. pour lui signifier qu'elle considérait « son opposition actuelle sur la durée du travail comme une opposition de type politique ».

« Le patronat cherche à pousser le gouvernement à légiférer tout de suite pour pouvoir ériger ensuite à l'autoritarisme et faire de la résistance passive, tentant ainsi de mettre en échec la politique gouvernementale », a poursuivi M. Edmond Maire. Pour lui, dès le retour des vacances, l'action syndicale doit se faire « plus

intense », sinon « le gouvernement serait bloqué dans son avancée sociale ».

M. Edmond Maire s'est ensuite déclaré lucide sur l'état exact de la C.G.T., qu'il considère comme « très en retrait sur les positions du P.C.F. », et comme « la force critique » d'un parti communiste qui « garde deux fers au feu (...) ce qui n'empêche pas que nous entendons rechercher l'entente sur des objectifs concrets ».

A propos de la revalorisation du SMIC, M. Maire a enfin souligné une nouvelle hausse de 5 à 6 % d'ici à la fin de 1981.

Dans la lettre à M. François Ceyrac, président du C.N.F.P., rendue publique le 29 juin, le secrétaire général de la C.F.D.T. réaffirme que « la recherche d'un accord cadre inter-professionnel » sur la durée du travail « ne peut que conduire à nouveau à l'échec ».

Accusant le C.N.F.P. de mener une politique de « blocage » érigée plus haut, M. Edmond Maire « lui demande (C.N.F.P.) de « rechercher pour la durée du travail » la « recherche d'un accord cadre inter-professionnel ».

Enfin, 62 % des Français se prononcent pour « le pluralisme syndical ».

Un sondage de la Sofres

DEUX FRANÇAIS SUR TROIS ESTIMENT QUE LES SYNDICATS DOIVENT « FACILITER L'ACTION » DE M. MITTERRAND

Réalisé pour le compte du Figaro Magazine, qui le publie dans son numéro du 27 juin, un sondage de la Sofres, entreprise du 23 au 26 mai auprès d'un échantillon national de mille personnes, indique que 67 % des Français estiment que les syndicats doivent « faciliter l'action » de M. François Mitterrand et du gouvernement de M. Mauroy. Seulement 22 % pensent que les syndicats doivent « profiter de l'arrivée de la gauche au pouvoir pour relancer les revendications ».

D'autre part, 49 % des personnes interrogées pensent que les syndicats font « trop souvent » appel à la grève, et ce pourcentage monte à 58 % s'agissant des salariés de travail dans les services publics. Quant à l'image de marque des syndicats, c'est la C.F.D.T. qui est en tête (44 %), devant le C.G.T. (39 %) et le S.N.I.A.S. (38 %).

Enfin, 62 % des Français se prononcent pour « le pluralisme syndical ».

ANCIEN SECRÉTAIRE D'ÉTAT A LA RECHERCHE

M. Pierre Aigrain réintègre le groupe Thomson

Spécialiste à la fois des problèmes industriels et scientifiques, M. Pierre Aigrain, ancien secrétaire d'Etat à la recherche, du troisième - et dernier - cabinet de M. Raymond Barre, va réintégrer le groupe Thomson, qu'il avait quitté en avril 1978.

M. Aigrain se verra confier « de hautes responsabilités » dans les domaines scientifiques et techniques en retrouvant son fauteuil de directeur technique général du groupe Thomson, qu'il avait occupé de 1974 à avril 1978, avant de recevoir le portefeuille de secrétaire d'Etat auprès du premier ministre.

Dans le même temps, le groupe Thomson poursuit sa réorganisation en désignant M. Jean-Pierre Bouysse, président-directeur général de Thomson-C.S.F., à la présidence de la maison mère, la société Thomson-Brandt. M. Bouysse, âgé de soixante ans, succède ainsi à M. Michel Walhain, démissionnaire par la limite d'âge depuis septembre dernier, et qui ne souhaitait pas le renouvellement de son mandat de président (le Monde du 5 juin), président d'honneur tout en conservant ses fonctions de vice-président de Thomson-C.S.F.

Cette disposition confirme la volonté du groupe Thomson de renouer avec la tradition en se

dotant d'un commandement unique, comme tel était le cas jusqu'en 1976, lorsque la présidence des deux groupes était réunie entre les mains de M. Paul Richard.

L'accession de M. Bouysse à la tête des deux branches du groupe intervient au moment où sa filiale, Thomson-C.S.F., figure en bonne place sur la liste des sociétés visées par une éventuelle « extension du service public », selon le vocabulaire du moment pour désigner les nationalisations.

Au demeurant, l'animation et la gestion d'un groupe bicéphale de l'envergure de Thomson impliquent de lourdes tâches pour un président unique. Une délégation de responsabilités au sein du groupe apparaît inévitable dans le cadre d'un programme remanié en fonction de l'arrivée de M. Aigrain et de la récente accession de M. Jacques Darnaud.

Entré dans le groupe - plus exactement chez Thomson-C.S.F. - en avril 1980, avec le titre de directeur délégué, M. Darnaud, ancien directeur de cabinet de M. Michel d'Ornano, avait effectué auparavant un passage aussi bref que remarqué dans le groupe Uut. A peine neuf mois plus tard, celui qui n'est considéré comme l'un des plus proches collaborateurs de M. Bouysse ne voyait ses fonctions élargies et M. Darnaud était alors chargé, notamment, de la coordination industrielle de l'ensemble du groupe Thomson. — S. M.

La crise Boussac-Saint Frères

LA C.G.T. RÉCLAME LA SAISIE DES BIENS PERSONNELS DES FRÈRES WILLOT

(De notre correspondant.)

Lille. — Au cours d'une conférence de presse donnée à Lille, le samedi 27 juin, M. Manuel Dias, secrétaire de l'Union régionale textile C.G.T. Nord-Pas-de-Calais, a affirmé que rien ne justifiait le dépôt de bilan de la société Boussac-Saint Frères maintenant, plutôt qu'il y a six mois ou un an : « Les comptes arrêtés au 30 avril, prétend-il, n'apportent financièrement aucun élément nouveau. L'endettement global a même diminué et, d'une certaine façon, on peut dire que depuis un an, la situation se serait même redressée. C'est donc, selon la C.G.T., une décision politique qui vient d'être prise ».

D'autre part, la C.G.T. s'élève contre une procédure qui permet aux frères Wilhot d'abandonner le textile avec un minimum d'inconvénients. Elle est contre une participation de fonds publics pour sponger le déficit de la société. Elle demande, au contraire, la saisie de tous les biens personnels des frères Wilhot en affirmant que l'argent ainsi récupéré pourrait être réinjecté dans le holding sous forme d'augmentation de capital.

La C.G.T. demande pour l'instant le gel de la situation afin qu'il n'y ait aucune « casse » et que les usines puissent continuer à tourner. Elle réclame également une enquête administrative et financière sur les pratiques de la société financière Agache-Wilhot. La C.G.T. organise une journée de lutte le 2 juillet, date de la réunion du comité central d'urgence prise Wambrechies, dans la banlieue lilloise. La C.F.D.T. a déjà lancé un appel pour une manifestation du même genre. — G.S.

La Confédération des syndicats médicaux français approuve les nouveaux tarifs

Une semaine après la victoire socialiste aux élections législatives, quelques jours après la nomination de M. Jack Ralite, membre du P.C.F. au poste de ministre de la santé (1), la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) a tenu son assemblée générale, comme prévu bien antérieurement, à Paris, les 27 et 28 juin. A l'ordre du jour figuraient, entre autres, l'examen de l'avenant tarifaire négocié le 25 juin à Paris entre les caisses d'assurance-maladie et les syndicats signataires de la convention 1980 régissant les relations médecins-sécurité sociale (« le Monde » du 28 juin). L'assemblée générale a approuvé les positions de ses représentants en matière de tarifs. Mais le contexte politique a fortement marqué l'essentiel des débats.

L'hôtel particulier de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) à Paris a accueilli, le samedi 27 et dimanche 28 juin, quelque cent cinquante délégués de syndicats départementaux et régionaux (spécialistes, médecins de groupe, etc.), venus de toute la France. L'ordre du jour de cette assemblée générale extraordinaire prévoyait plusieurs points : l'examen et l'approbation de la négociation tarifaire menée avec les caisses d'assurance-maladie (le Monde du 28 et du 27 juin).

L'étude de la mise en route d'une renégociation de la convention 1980 ; la préparation de la réforme des structures confédérales réclamées avec vigueur et depuis longtemps par des délégués départementaux estimant la base insuffisamment représentée dans les instances confédérales, et les syndicats verticaux, par contre, trop avancés. Enfin il s'agissait de préparer le projet C.S.M.F. de contrat social de santé et de définir la position de la profession à l'égard du nouveau gouvernement. L'assemblée générale a été marquée par une tension certaine.

Certes, les hausses de tarifs négociées le 25 juin ont été approuvées. Mais l'application en deux temps de ces hausses a été contestée.

Le principe d'une renégociation de la convention a fait l'objet d'une motion, votée à main levée, à la majorité, et - à l'arraché -, pourrait-on dire. Les plus fervents partisans du libéralisme semblent depuis le 10 mai que la convention en état actuel pour mieux défendre la médecine libérale qu'un éventuel projet socialiste dont ils se méfient. Le gel immédiat et conservatoire de certaines clauses de la convention 1980, demandé le 25 juin par le docteur Jacques Monier, président de la C.S.M.F., a été approuvé. Mais la renégociation de la convention, toujours envisagée, ne paraît plus aussi urgente à certains. A tout le moins, elle ne pourrait commencer qu'après l'abrogation des ordonnances de 1967 annoncées par le gouvernement - ordonnances portant sur la composition des conseils d'administration des caisses. Il faut bien savoir avec qui on négociera...

Des délégués parlant au nom de leur base départementale ont rappelé leur « profond malaise » syndical et réitéré leur revendication d'une meilleure représentativité. La commission de la base dans la bagarre anticonventionnelle de l'an dernier, a adouci le ton de ses critiques, semblait-il, certains membres affirmant leur adhésion à la présidence actuelle de la C.S.M.F. Car l'heure paraît grave, le débat principalement politique. La discussion sur les centres de santé intégrés, chers aux

gouvernements socialistes, a été sur ce point échauffante. Les praticiens se méfient d'une nouvelle structure de santé qui pourrait être « sans concertation », sans participation de « médecins du cru » et où leur autonomie ne serait pas garantie. Ainsi à Montpellier, le contestataire le plus virulent du centre de La Palud, créé sans concertation entre les deux tours d'élection, est un membre du P.S.

Après avoir souligné leur attachement à une médecine libérale pluraliste garantissant l'indépendance des médecins, les participants ont débattu d'un projet confédéral sur une politique « globale » de santé mieux intégrée sur le terrain. La C.S.M.F. s'est déclarée, dans une motion présentée par son président et votée à l'unanimité moins trois voix, favorable à l'établissement d'un « contrat social de la santé », sorte de contrat-cadre dépassant les rapports médecins-caisses. La table ronde récemment envisagée par le gouvernement est considérée par la confédération comme le moyen de jeter les bases d'un tel projet.

Les praticiens se sont enfin déclarés hostiles à toute initiative qui ne passerait pas par une concertation préalable.

La prochaine assemblée, prévue pour la fin de l'année, devrait permettre d'élire et le bureau et le président confédéraux. D'ores et déjà, le départ jadis envisagé de M. Monier paraît de moins en moins probable. Face à des troupes toujours divisées, l'heure est à la consolidation et non à la démission...

DANIELLE ROUARD.

(1) Si l'on en croit un sondage express du Quotidien du médecin, publié le 28 juin, 52 % des médecins jugent « inquiétante » l'appartenance politique de M. Jack Ralite, ministre de la santé.

M. JACQUES DELPY EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

M. Jacques Delpy, jusqu'alors directeur adjoint de l'UNEDIC, a été nommé par décret, en date du 28 juin, directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi. Il remplace à ce poste M. Jacques Bandouin, nommé en janvier 1979.

[Né à Souillac (Lot), âgé de quarante-huit ans, M. Jacques Delpy est diplômé de l'Institut d'études politiques de l'université de Toulouse et docteur en sciences économiques. Il a été secrétaire général de l'UNEDIC avant 1980.

Inspecteur élève de l'administration des douanes jusqu'en 1972, il est devenu directeur adjoint en 1973, poste qu'il a occupé jusqu'à maintenant.]

A la SNIAS-Saint-Nazaire (Loire-Atlantique)

UN ANCIEN CADRE ACCUSE LA DIRECTION DE « TORTURES MORALES »

(De notre correspondant.)

Saint-Nazaire. — Un cadre de cinquante et un ans, M. Boistel, ancien chef du service d'hygiène et de sécurité de l'établissement SNIAS de Saint-Nazaire, accuse la direction de l'entreprise de « tortures morales » après quatre années de « tortures morales ». Dans une déclaration lue devant les prud'hommes, M. Boistel écrit : « En cours de la SNIAS en 1971, je croyais que l'on me demandait d'être compétent, honnête et courageux. J'ignorais alors qu'il allait falloir être soumis et servile ».

La C.F.D.T. et la C.G.T., qui ont diffusé la déclaration de M. Boistel auprès du personnel de la SNIAS, ont, dans une conférence de presse, fait état, aussi, d'un rapport du chef de service hygiène et sécurité remis à son avocat et à l'inspecteur du travail. Dans ce document, M. Boistel raconte les étapes qui l'ont mené à la démission depuis l'entrée en fonction de M. Boistel, directeur de l'établissement SNIAS de Saint-Nazaire, en avril 1976.

M. Boistel a été démis de ses responsabilités en mai 1977 après avoir refusé d'assister à des rencontres d'information qui se tenaient chaque matin à 10 heures « Sous couvert de réunions techniques », il s'agissait, affirme-t-il, de réunions à caractère politique, et les informations apportées visaient à déstabiliser la C.G.T. et la C.F.D.T. au profit du P.O. M. Boistel se retrouve isolé dans un bureau et chargé de faire des plans de secours, travail terminé en septembre 1977. A partir de cette date et jusqu'à son départ de la SNIAS en avril dernier, accuse M. Boistel, la direction a tenté de faire passer une action devant les prud'hommes pour obtenir réparation. Le jugement devrait être rendu le 24 septembre prochain.

MICHEL LE TALLEC.

Entreprise et Progrès lance une enquête sur la compétitivité

Entreprise et Progrès, association indépendante regroupant une centaine de sociétés, adresse à ses membres un document intitulé « Treize questions pour la compétitivité des entreprises et de la nation ». L'association lance une enquête d'opinion sur la compétitivité. Elle demande aux chefs d'entreprise d'exprimer leur avis sur ces problèmes par le biais d'un questionnaire qui doit lui être retourné. Le dépouillement et l'analyse des réponses seront assurés par la Sofres, en collaboration avec Entreprise et Progrès, et feront l'objet d'un rapport de synthèse qui devrait être diffusé début septembre.

Les responsables de la Sofres ont stipulé qu'il s'agit d'un sondage, mais d'une consultation. En effet, l'échantillon constitué ne saurait être représentatif de l'ensemble des entreprises françaises, puisque les trois critères de recrutement sont : l'importance de l'entreprise au sein de son secteur d'activité, sa notoriété, le rayonnement territorial.

● Réélection de M. Michel Baroin à la tête du Groupement des mutuelles d'assurances. M. Michel Baroin, P.-D.G. de la Garantie mutuelle des fonctionnaires, a été réélu, récemment, et pour la sixième fois, président du Groupement des sociétés d'assurances à caractère mutuel, qui représente 40 % du marché de l'assurance automobile en nombre de véhicules et environ huit millions de sociétés.

● Moraliser les circuits de distribution. C'est ce que souhaite l'Organisation communale des consommateurs travailleurs agricoles (O.C.C.T.A.), créée en 1974 par F.O., la F.N.S.E.A. et le

UN CONSORTIUM FRANCO-ÉGYPTIEN POUR LE MÉTRO DU CAIRE

Après un concours international, le gouvernement égyptien a choisi un consortium franco-arabe pour construire le métro du Caire. Ce consortium groupe l'ensemble des grandes entreprises françaises de travaux publics (1) conduites par S.G.E.-T.P.I. (société générale d'entreprise pour les travaux publics et industriels), et associées à l'entreprise égyptienne Arab Contractors.

Le métro du Caire sera réalisé, en tranchée couverte, dans un site très urbanisé. Quatre ans de travaux seront nécessaires pour mener à bien ce projet qui comporte près de 5 kilomètres de ligne à deux voies. Le coût de ces travaux est estimé à 1,4 milliard de francs.

(1) S.E.T.P., Campenon Bernard, Dragages et T.P., Dumez, Fougereille et les Grands Travaux de Marseille.

● Moraliser les circuits de distribution. C'est ce que souhaite l'Organisation communale des consommateurs travailleurs agricoles (O.C.C.T.A.), créée en 1974 par F.O., la F.N.S.E.A. et le

AGRICULTURE

LA F.N.S.E.A. S'OPPOSE AU PROJET DE RÉFORME DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE PROPOSÉ PAR LA C.E.E.

La F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) a manifesté, le samedi 27 juin, son hostilité aux récentes propositions de réforme de la PAC (Politique agricole commune), présentées par le président de la commission de l'Agriculture. La commission propose l'instauration de seuils de production, secteur par secteur, au-delà desquels les producteurs participeraient au financement des exportations des excédents.

La F.N.S.E.A. déclare que cette politique « aurait des conséquences dommageables sur la récolte et l'emploi ». Elle appelle le gouvernement français « à la plus grande fermeté ». — (A.F.P.)

C.N.J.A. M. Bergeron a, déclaré cet effet, « il n'est pas normal qu'un effondrement des cours à la production n'ait aucune répercussion au niveau du consommateur ». L'O.C.C.T.A. envisage des

DYSYS

LE PETIT OISEAU FIDÈLE COMME UN CHIEN.

DYSYS. LE MICRO-ORDINATEUR QUI NE VOUS LAISSE JAMAIS TOMBER. POUR MOINS DE 90 000F. TEL. 071 19 19.

DYSYS

LE PETIT OISEAU A LA MÉMOIRE D'ÉLEPHANT.

DYSYS. LE MICRO-ORDINATEUR A MÉMOIRE EXCEPTIONNELLE. POUR MOINS DE 90 000F. TEL. 071 19 19.

LANCÉE

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Le patronat se prononce pour une réduction du niveau des augmentations de salaire

De notre correspondant

Londres. — Orchestrant la campagne lancée la semaine dernière par Sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Echiquier, insistant pour une réduction sensible des règlements de salaire, la fédération patronale du C.B.I. a recommandé, le dimanche 28 juin à ses membres, de réduire l'an prochain de moitié au moins le niveau des augmentations de salaire s'établissant actuellement autour de 10 %. Dans une interview télévisée, Sir Terence Beckett, président du C.B.I., a estimé que les travailleurs devaient accepter une diminution temporaire de leur niveau de vie, condition nécessaire à un redressement. Sir Terence a clairement indiqué que même les compagnies prospères ne devaient céder ni sur l'augmentation des salaires ni sur le problème de la durée du travail. A défaut d'une réduction sensible des règlements de salaire, il faut prévoir, a-t-il dit, une augmentation du nombre des chômeurs, qui passera de près de 3 millions à 3,5 millions et même au-delà, ainsi qu'une reprise du taux d'inflation qui remonterait à 15 %.

Le C.B.I. se garde bien de recommander un pourcentage limite d'augmentation en pensant qu'il serait considéré comme un minimum par les syndicats, mais il a exclu tout blocage des salaires. Les patrons restent maîtres de leur décision, compte tenu de leur situation particulière mais, selon le C.B.I., toute augmentation au-dessus de la moyenne aboutit à « exporter » du chômage. A l'appui de ses recommandations, le C.B.I. note que l'écart a grandi entre la Grande-Bretagne et ses concurrents. Ainsi, entre 1970 et 1980, la productivité moyenne a augmenté de 28 % en Grande-Bretagne contre 52 % dans les pays concurrents. Pendant la même période, l'augmentation des salaires a été de 345 % en Grande-Bretagne contre 190 % à l'étranger.

Les milieux syndicaux ont réagi vigoureusement en dénonçant la « collusion » du C.B.I. et du gouvernement. M. Murray, secrétaire général de la Confédération inter-syndicale du TUC, a déclaré que le C.B.I. faisait passer son allégeance politique avant les intérêts de ses membres et M. Bennett, le président de la commission économique de l'organisation syndicale, a qualifié d'« absurdité économique » de suggérer qu'une diminution du niveau de vie des travailleurs pourrait

En Pologne

LE POUVOIR D'ACHAT DEVIENDRAIT BAISSE DE PLUS DE 10 %

Le niveau de vie de la grande majorité des Polonais va diminuer de 10 % à 30 % dans les mois à venir, a indiqué le nouveau ministre polonais des prix, M. Zdzisław Krasinski, à l'agence suédoise T.T.

Le gouvernement polonais, a-t-il dit, va procéder à l'automne à une première augmentation de prix sur le pain, le lait, le charbon et l'électricité notamment. Cette-ci sera suivie d'une nouvelle hausse à la fin de l'année sur l'ensemble des produits de consommation.

Ces hausses sont l'un des éléments principaux de la politique de prix qu'entend mener les autorités polonaises et qui doit être soumise au Parlement, déclare l'agence suédoise.

M. Krasinski précise que « les détenteurs de revenus moyens et élevés devront porter tout le poids des efforts pour la Pologne de la crise économique ». « Les mieux payés devront leur consommation baisser de 20 % et ceux qui disposent de revenus moyens de 10 % », ajoute-t-il.

Seules les personnes ayant un revenu égal ou inférieur au « minimum social » (20 % de la population) ne verront pas leur pouvoir d'achat baisser.

M. Krasinski estime que ces mesures sont rendues nécessaires par le montant croissant des subventions à la consommation, l'une des causes principales, selon lui, de la crise économique polonaise. — (A.F.P.)

SECTEUR PUBLIC

LES PROJETS DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

M. DELORS : le secteur public ne dépassera pas 16 % de la production nationale

« Il n'y aura pas de nationalisation rampante de l'économie », a déclaré M. Jacques Delors, ministre de l'économie, à R.T.L., le samedi 27 juin.

M. Delors a indiqué que l'extension du secteur public, « qui est un moyen pour nous de financer la politique industrielle », se fera « dans une grande transparence et la concertation ». A l'issue de cette extension, « le secteur public ne dépassera pas 16 % de la production nationale », a-t-il précisé. Il a ajouté qu'« il prendra des précautions pour ne pas aller plus loin » car « l'appareil des lois » « une contradiction formidable » avec la volonté de décentralisation.

« Il n'y aura pas de spoliation des actionnaires », qui seront indemnisés en venant compte de l'évolution des cours en Bourse, des actifs des sociétés concernées, qu'indiqueront des experts des risques de dégradation monétaire et des performances économiques. « On leur remettra un titre qui leur fera participer à la maison », a-t-il dit.

D'autre part, M. Delors a lancé un appel au « dialogue » et à la « sagesse » des patrons de l'économie, leur demandant d'« arrêter de faire un troisième tour économique. Ce n'est pas en faisant la politique du pire que vous empêcherez M. François Mitterrand d'être président pendant sept ans ».

Pas de virage à 180 degrés

Le ministre a indiqué aux patrons qu'il était disposé « à répondre franchement » à ceux qui auraient des « craintes ». « Vous êtes prêts pour la reprise ? Il n'y aura pas de flambée des prix, de mesures sociales transitoires en automne. Investissez, travaillez, achetez des machines, aidez-vous pour le poste pour l'emploi », a-t-il dit.

M. Delors a « bon espoir » que la relance de la consommation, la stimulation des investissements privés et les investissements collectifs permettront une reprise de l'économie, « même si les marges de jeu sont étroites, l'état de l'économie ne permettrait pas d'aller plus loin. Mais il a rap-

MONNAIES

La Banque de France ramène de 20 % à 19 % son taux d'intervention au jour le jour

La Banque de France a ramené, le lundi 29 juin, de 20 % à 19 % son taux d'intervention au jour le jour sur le marché monétaire de Paris. Ce taux avait été porté de 13,5 % à 20 %, record historique, « l'année est prise pour la reprise », a-t-il dit.

M. Delors a indiqué que la Banque de France « n'a pas de problème de financement », mais qu'elle « ne sera pas en mesure de financer les besoins des entreprises », et qu'il « ne faut pas compter sur lui pour opérer un virage de l'économie à 180 degrés ». Il a annoncé que la Banque de France « ne fera pas de nationalisation rampante de l'économie ». « C'est la loi la plus importante. Avec elle, nous sommes au pied du mur de l'histoire, car la gauche a toujours été jacobine. Nous voulons déjouer avec ce projet de loi une nouvelle épreuve, c'est-à-dire donner à la fois plus de liberté et de responsabilité aux citoyens. Tout ce que nous ferons, même les nationalisations, sera marqué du sceau de la décentralisation ».

M. MAUROY : nous nationaliserons le crédit

Dans son interview au Point (lire d'autre part page 12), a propos de la loi sur la décentralisation, M. Mauroy précise qu'un projet sera présenté durant la session de juillet et ajouté : « C'est la loi la plus importante. Avec elle, nous sommes au pied du mur de l'histoire, car la gauche a toujours été jacobine. Nous voulons déjouer avec ce projet de loi une nouvelle épreuve, c'est-à-dire donner à la fois plus de liberté et de responsabilité aux citoyens. Tout ce que nous ferons, même les nationalisations, sera marqué du sceau de la décentralisation ».

Concernant les grands groupes nationaux, le premier ministre précise : « Il n'est pas besoin que je le dise, un homme qui se laisse aller à dire qu'il n'est pas besoin de lui le savent et je le redrai solennellement devant l'Assemblée nationale. (...) Nous nationaliserons le crédit. Si on entend, il y a des frères à trouver. Il ne faut pas, par exemple, que les banques étrangères puissent jouer le rôle que les banques privées jouaient jusqu'à présent ».

Abordant le problème de la réduction de la durée du travail, M. Mauroy déclare : « Le patronat semble dire qu'il ne peut pas arriver aux trente-cinq heures. C'est une erreur. Nous sommes capables de soutenir certaines entreprises. Sur ce point, je lui

TRANSPORTS

Au ministère

M. Denis COTON, directeur du cabinet de M. FITERMAN

La composition du cabinet de M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, a été publiée au Journal officiel du dimanche 28 juin.

Le directeur du cabinet est M. Denis Coton, administrateur civil. En outre sont nommés : directeur adjoint du cabinet M. Pierre Ferrol, ingénieur en chef des ponts et chaussées ; conseillers techniques : MM. Laurent Barbraux, administrateur civil ; Pierre Bégault, conseiller de l'administration ; J. Jacquot, ingénieur principal hors classe à la S.N.C.F. ; Jean-Paul Jouany, agrégé de philosophie ; chef de cabinet : M. Daniel Davisse ; attaché parlementaire : M. Roger Gauthier ; attaché de presse : Mme Amélie Dreyfus ; chef du secrétariat particulier : Mme Anne Clerambourg.

En outre, M. Guy Brabant, conseiller d'Etat, a été nommé chargé de mission.

Parmi les autres membres du cabinet, il faut noter que M. Guy Brabant est ministre de la Seine-Saint-Denis de 1967 à 1969 et de 1973 à 1981 ; le 14 juin dernier, il fut élu député communiste de la cinquième circonscription de la Seine-Saint-Denis.

M. Jean-Paul Jouany était, depuis 1979, chef des services culturels à l'Education nationale et des idées (1980). M. Daniel Davisse, instituteur, était le secrétaire

crédit foncier de France

APRIL 1981

SAGA SAGA HOLDING

SAGA TRANSPORT

Face aux pressions protectionnistes

LE GATT POURRAIT TENIR

UNE CONFÉRENCE INTERMINISTÉRIELLE EN 1982

Genève (A.F.P.). — La tenue d'une nouvelle conférence ministérielle réunissant les vingt-deux membres du GATT a été demandée, le 26 juin, au siège de l'organisation, huit ans après celle qui, dans la capitale japonaise, avait donné le coup d'envoi au « Tokyo Round ». Le groupe consultatif des « 18 » qui réunit des hauts représentants de neuf pays industrialisés et de sept pays en voie de développement, s'est déclaré en faveur de la tenue d'une telle réunion « pour examiner l'état général du système commercial », a indiqué le directeur général, M. Arthur Dunkel. La réunion aurait lieu probablement à Genève au début du second semestre 1982.

« Les relations commerciales sont menacées par (...) l'intensification des pressions protectionnistes », souligne un communiqué publié à l'issue de la réunion du groupe des « 18 » jeudi 25 et vendredi 26 juin à Genève. La conférence ministérielle pourrait contribuer au respect du principe de non-discrimination, a estimé M. Dunkel, qui se refuse toutefois pour l'instant à parler de nouveau « Round » après les « Kennedy, Nixon et Tokyo Rounds » ; depuis six mois, des appels de nombreux pays en voie de développement et d'industries démunies parvenues à Genève pour la tenue d'une telle conférence, dont le principe doit encore être approuvé par les parties contractantes — la plus haute instance du GATT — à la fin de cette année.

« General Motors est condamné pour tromperie sur la marchandise », a déclaré le tribunal fédéral de Chicago à l'égard du constructeur automobile de Détroit à payer une amende de 7,7 millions de dollars (13,13 millions de francs) pour avoir vendu en 1977 des voitures Oldsmobile équipées de moteurs Chevrolet moins puissants que ceux d'origine. Le procès a duré onze semaines. Chacune des quatre mille personnes qui s'étaient rendues propriétaires de ces véhicules avant le 10 avril 1977 se verra verser 500 dollars de dommages et intérêts, soit la moitié de ce que demandaient leurs avocats. Les trente-six mille autres, dont l'acte de vente est postérieur à cette date, ont été exclus du champ de l'indemnisation, le jury ayant jugé que dès lors la substitution était de notoriété publique.

REPLI DU DOLLAR ET DE L'OR

Le dollar a fléchi en début de semaine sur les marchés des changes, revenant de 2,50 \$ à 2,28 \$ à Paris. Ce fléchissement est imputable à une légère baisse des taux d'intérêt américains.

A Paris, le cours du mark s'est maintenu aux alentours de 2,362 F, ce qui a permis à la Banque de France de réduire de 1 % son taux d'intervention (voir d'autre part).

Sur le marché de l'or, le cours de l'once à Londres a continué de baisser, revenant de 423,75 dollars vendredi 26 juin à 421,10 dollars le lundi 29 juin.

« La Chine achètera cette année huit millions de tonnes de blé aux Etats-Unis ». La Chine est en passe de devenir le troisième client mondial des Etats-Unis en matière de produits agricoles. Elle importe environ quinze millions de tonnes de céréales par an, dont la moitié en provenance des Etats-Unis. Un accord signé entre les deux parties en octobre 1980, prévoit des achats annuels de six à neuf millions de tonnes de céréales pendant quatre ans. — (A.F.P.)

« ERRATUM ». Dans l'article de François Groux « L'eau et le fil de fer » (le Monde du 26 juin), le numéro de téléphone de l'A.C.P. 158, rue de Rivoli, 75001 Paris aurait dû être 386-16-76, et non 386-16-76 comme une coquille nous l'a fait indiquer.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bar + bar	Rep. + en Rep.	Rep. + en Rep.	Rep. + en Rep.
S. E. U.	5.6389	5,6312	+ 20 + 98	+ 79 + 190 + 229
can.	2.7204	2,7181	+ 10 + 84	+ 104 + 117 + 127
yen (100) ..	2.2521	2,247 + 27	+ 450 + 49	+ 1.190 + 1.250
DM	2.2516	2,2539	+ 130 + 155	+ 229 + 583 + 670
Florin	2.1523	2,1543	+ 130 + 150	+ 229 + 565 + 625 + 678
F. S. (100) ..	14.2211	14,2435	+ 335 + 828	+ 381 + 676 + 716 + 1313
F. L. (100) ..	2.0828	2,0811	+ 125 + 113	+ 258 + 117 + 127
F. (100)	4.7947	4,7952	+ 354 - 250	+ 398 - 580 - 1820 - 1845
F. (100)	10.9949	11,1282	+ 258 + 381	+ 580 + 1.170 + 1.250

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	12	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2
S. E. U.	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
Yen (100) ..	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
F. S. (100) ..	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
F. L. (100) ..	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
F. (100)	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
F. (100)	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Rentrée : Septembre 1981

Seconde - Première - Terminales

BAC A.B.C.D.G

EXTERNAT - DEMI-PENSION

NAPAUD enseignement

18/22, rue Tiphaine 75015 PARIS

Métro La Motte Picquet Grenelle

Tél. 579.82.37 - 337.71.16

مركز الاملا

Cours d'anglais et séjours en Universités américaines
DE VRAIES ÉCOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chazy 92200 Neuilly Tel. 637-35-88

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. EUROPE : « Relance ou liquidation ? », par Robert Toulmon ; « Vers une communauté des techniques », par Maurice Doublet ; « Qui veut la fin veut les moyens », par Giuseppe Petrelli.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT : — ISRAËL : le résultat des élections législatives du 30 juin demeure incertain ; — EUROPE : la visite de M. Gromyko à Varsovie ; — 5-7. AMÉRIQUES : — BOLIVIE : l'échec du putsch du 27 juin ; — 7. ASIE : — AFGHANISTAN : « Radio-Kaboul libre », une libre opinion de Marek Halter ; — 8. AFRIQUE : — La fin du sommet de Nairobi.

POLITIQUE

10. La succession de M. Crépère à la présidence du M.R.G. révèle quelques rancœurs ; 12. La nomination de ministres communistes et les réactions américaines.

RÉGIONS

13. Les projets du ministre de l'intérieur et de la décentralisation : l'élection au suffrage universel des conseils régionaux aurait lieu dans deux ans ; 14. ILE-DE-FRANCE : nouveautés dans les villes nouvelles.

SOCIÉTÉ

15. JUSTICE : la libération de Thibault d'Orléans à Turbas ; le cas Faurisson au tribunal de Paris ; 16. DÉFENSE : l'ère opiaï ou Philippe Debos ; « La mépris de l'ennemi » ; 17. MÉDECINE : une manifestation du Syndicat de la psychiatrie ; — ÉDUCATION.

CULTURE

18. THÉÂTRE : entretien avec Jacques Renard, directeur du Conservatoire ; 20. RADIO-TELEVISION : la situation dans l'indivisuel.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. « Scénarios pour 1981 et 1982 : la maîtrise de la valeur du franc, facteur déterminant du redémarrage », par Raymond Courbis, Alain Fonteneau et André Keller ; 22-23. L'océanographie : le voyage découvert ; 24. Une interview de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie.

ÉCONOMIE

39. SOCIAL : la négociation sur la réduction de la durée du travail ; — AFFAIRES ; 40. ÉTRANGER ; 40-42. SECTEUR PUBLIC : les projets de nationalisation de gouvernement.

RADIO-TELEVISION (20)
INFORMATIONS
« SERVICES » (38) ;
Troisième Age ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ;
Annonces classées (25 à 38) ; Carnet (37) ; Programmes spectacles (19) ; Bourse (43).

Le numéro du « Monde », daté 28-29 juin 1981 a été tiré à 570 070 exemplaires.

**SOLDES
D'ÉTÉ**
DE VRAIES TROUVAILLES
ET DES BONNES AFFAIRES !
**TISSUS "COUTURE"
ET "DÉCORATION"**
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

A PARIS ET DANS LE SUD DE LA FRANCE

Quarante enquêteurs du fisc ont saisi les documents comptables d'une société gérant des Prisunic

Le ministère du budget a confirmé, ce lundi 29 juin, les informations données la veille par « le Journal du dimanche » révélant qu'une quarantaine d'enquêteurs de la direction nationale des enquêtes fiscales avaient procédé, vendredi, à la saisie de documents comptables des différentes succursales de la société SOGAR (Société générale d'achat et de répartition), qui gère une quinzaine de magasins de la chaîne Prisunic. Cette société est dirigée par M. Jacques Amselem, âgé de cinquante ans. Les évaluations de malversations éventuelles ne sont pas précisées par l'administration. « Le Journal du dimanche » donnait le chiffre de 100 millions de francs.

Une quarantaine de fonctionnaires de la Direction nationale des enquêtes fiscales se sont présentés, vendredi 26 juin, vers 9 h. 30, dans onze magasins Prisunic, à Paris, et dans plusieurs villes du Var, du Vaucluse et des Alpes-Maritimes. Ils ont saisi les livres de comptes ainsi que les documents de comptabilité générale, au siège commercial de la SOGAR (Société générale d'achat et de répartition), qui gère une quinzaine de succursales de Prisunic, et divers dossiers au domicile privé du P.-D.G. de la SOGAR, M. Jacques Amselem.

Les inspecteurs du fisc, agissant en application de l'article 16 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à « la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique », avaient pour mission de vérifier les accusations d'un détective, M. Marcel Giammarino, âgé de quarante ans, qui avait été employé par M. Amselem pendant quelques mois pour la répression des vols dans ses magasins. M. Giammarino avait accusé la certitude que la direction de la SOGAR et plusieurs directeurs de succursales se livraient à des malversations. Selon le détective, des sommes d'argent importantes, sans doute plusieurs millions de francs, auraient été prélevées, depuis 1976, sur les recettes des magasins, à l'aide d'une double comptabilité. Ces manipulations auraient été ensuite couvertes par un système de fausses factures, relatées à des opérations commerciales fictives d'une succursale à l'autre.

M. Jacques Amselem a eu connaissance à Cannes, où il séjourne, de l'intérêt soudain que lui portait les services fiscaux. Revenu à Paris, le P.-D.G. de la SOGAR s'est refusé, dimanche et lundi, à toute déclaration. Un photographe du Journal du dimanche, M. Jean-Pierre Colin, qui tentait, samedi, de prendre des clichés au domicile de M. Amselem, été conduit au commissariat du quartier de la Muette (16^e) à la demande du P.-D.G. Les policiers, toutefois, ont refusé d'enregistrer la plainte de M. Amselem.

Le ministère du budget a confirmé, lundi 29 juin, dans la matinée, que la direction des enquêtes avait bien procédé à certaines investigations dans les différents locaux de la SOGAR. Il a précisé, dans un communiqué, que les comptes de cette société étaient examinés par les services fiscaux. Si la preuve de malversations fiscales pouvait être établie, la loi prévoit que le directeur de la SOGAR, M. Jacques Amselem, pourrait être poursuivi en justice. M. Amselem a fait toute sa carrière dans les sociétés de vente. Il a occupé successivement les fonctions suivantes : administrateur-directeur général adjoint de la société des Bazarins Belles - Feuilles (1955 - 1964), P.-D.G. de la société des Bazarins Saint - Augustin (1964 - 1966), P.-D.G. de la SOGEX (1966 - 1972). Il a ensuite été fondé de pouvoir de la société Félix-Potin et directeur des filiales de cette société (1972-1977). De 1978 à 1979, il fut directeur général de la société SOFAL-Cercle bleu.

Il présida ou dirige, depuis une dizaine d'années, de nombreuses sociétés : monnaie des magasins Printania, Antipolia, vacanciers de bazar, monnaie des bazarins, bazarins de La Clotat, bazarins de La Paillade, marseillaise et bazarins de la République, marseillaise et bazarins Blancarde, marseillaise de la rue de la République, marseillaise. Il présida la SOGAR depuis 1973.

En 1975 il a été nommé conseiller du commerce extérieur (C.C.E.), M. Amselem, qui est chevalier de l'Ordre de la Légion d'honneur, est titulaire de nombreuses autres décorations.

(3) Le titre de conseiller du commerce extérieur est reconnu à des hommes d'affaires et à des industriels sur le plan de la direction des relations extérieures du ministère de l'économie. Ces conseillers sont appointés, à titre privé, à donner des conseils d'administration.

celsa Institut des Hautes Etudes de l'Information et de la Communication — Université de Paris-Sorbonne —
Un certain nombre de places restant à pourvoir ; un CONCOURS COMPLEMENTAIRE D'ENTREE est organisé les 2-3-4 septembre 1981 en COMMUNICATION SOCIALE ET COMMERCIALE (Relations Sociales, Relations Publiques, Marketing, Publicité) ;
■ Il s'adresse aux étudiants justifiant d'un diplôme d'Etat sanctionnant deux années d'études supérieures ;
■ Diplômes délivrés : Licence et Maîtrise d'Information et de Communication ;
DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS : LE 28 JUILLET 1981
Pour tous renseignements, s'adresser au CELSA
77, rue de Villiers 92523 NEUILLY - Tél. 745.17.90

L'anglais ? c'est la langue des affaires
Chez U.C., apprenez l'anglais international
Nouvelle session intensive lundi prochain : 325.41.87
40 écoles d'anglais dans le monde
I.L.C. : International Language Centre - 20, passage Dauphine, 75006 Paris

**15.000 TAPIS
D'ORIENT**
avec certificat
d'origine
Crédit gratuit et immédiat sur demande
ouvert tous les jours de 10 à 19 h sauf dimanche
1, RUE FLAHERT LYON VILLEURBANNE Tél. 767.368.22
15 R. DIEU 75010 PARIS T. 239.32.00 Mo République

En Chine

M. HU YAOBANG REMPLACE M. HUA GUOFENG A LA PRÉSIDENCE DU P.C.

M. Hu Yaobang, un partisan de M. Deng Xiaoping, remplace M. Hua Guofeng à la présidence du P.C. chinois, a-t-on annoncé officiellement à Pékin, lundi 29 juin. M. Hua Guofeng devient l'un des vice-présidents du parti.

De notre correspondant

Pékin. — Le long suspense qui planait depuis bientôt quinze jours quant à l'issue des travaux du comité central, dont la réunion plénière, ouverte à la fin de la semaine dernière, avait été précédée depuis le 15 juin d'une conférence préparatoire élargie, a pris fin dans la soirée du lundi 29 juin avec l'annonce officielle de la démission du président Hua Guofeng.

La disgrâce de M. Hua Guofeng ne faisait plus guère de doute depuis déjà quelques jours, mais elle avait gagné encore en crédibilité au cours du week-end, à la suite de certaines indiscrétions. Selon d'autres indices relevés précédemment, il ne pouvait plus faire de doute en effet dans la journée de lundi que les points les plus importants soumis à la discussion. Après le départ jeudi pour l'Inde de M. Huang Hua, ministre des affaires étrangères, on avait noté dans la soirée de samedi celui du général Yang Dehi, chef d'état-major général de l'armée pour l'Europe, et dimanche l'envoi de M. Yang Shangjun, autre personnage important de la direction, pour les Philippines. On imaginait mal en particulier que le comité central puisse se pronon-

cer sur une décision d'aussi grande portée que le maintien ou non en ses fonctions du président du parti en l'absence du chef de l'armée, en outre membre du secrétariat du parti communiste.

En discussion depuis le mois de décembre dernier, la démission de M. Hua Guofeng, selon des informations de très bonnes sources, aurait fait l'objet d'une proposition officielle du bureau politique, soumise à l'approbation du comité central. Cette motion aurait été adoptée il y a déjà quelque temps par la direction après qu'une majorité se fut dessinée en son sein pour estimer que M. Hua Guofeng avait commis trop d'erreurs au cours des deux ans qui ont suivi la mort de Mao et qu'il ne possédait pas véritablement la stature de l'emploi. La proposition du bureau politique suggérerait en outre de maintenir M. Hua au sein du comité permanent et elle se serait abstenue de soumettre à l'approbation du comité central le nom d'un successeur. Ce n'était pourtant un mystère pour personne que M. Deng Xiaoping désirait vivement élever à cette fonction l'un de ses protégés, M. Hu Yaobang.

MANUEL LUCBERT.

Au Cambodge

M. Pen Sovan est nommé premier ministre

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — L'Assemblée nationale de la République populaire, élue le 1^{er} mai dernier, a procédé, samedi 27 juin, à la mise en place des nouvelles institutions, inscrites dans la Constitution qu'elle avait auparavant adoptée. M. Pen Sovan, récemment confirmé secrétaire général du parti populaire révolutionnaire khmer (P.P.R.K.), est nommé président du conseil des ministres, simple organe de gestion. M. Heng Samrin, jusqu'alors président du Conseil populaire révolutionnaire, prend la tête du Conseil d'Etat.

M. Pen Sovan est assisté de trois vice-présidents ministres, tous membres du bureau politique du P.P.R.K. : MM. Chan Si anquei, il occupe le portefeuille de la défense nationale, Heng Sen, ministre des affaires étrangères, et Chea Soth, ministre du plan. M. Say Phouthang, membre du bureau politique, se voit confier la vice-présidence du Conseil d'Etat. La présidence de l'Assemblée nationale revient à M. Chea Sim, également membre du bureau politique et ancien ministre de l'intérieur.

Cette redistribution des pouvoirs à quatre pen surprise certains observateurs, qui attendaient la nomination à la tête du Conseil d'Etat de M. Pen Sovan. Conformément à la Constitution, celui-ci abandonne à M. Heng Samrin le commandement suprême des forces armées. Même « délégué » de ses responsabilités militaires, l'homme de confiance de Hanoi demeure le numéro un du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh. Il a, en effet, la haute main sur le parti.

Depuis le début de l'année, les autorités khmères ont, par étapes successives, donné à leur régime des structures définitives en éliminant une Assemblée nationale, en élaborant une nouvelle Constitution, en officialisant le parti communiste et en mettant en place les organes du pouvoir. La grille d'entente par les Khmers rouges et les Khmers libres à l'intérieur du pays n'a pas notablement contrarié leurs desseins. La mise en place simultanée,

tant à Phnom-Penh qu'à Hanoi, d'institutions similaires, tend, d'autre part, à prouver, et bientôt en était dans quelle « tutelle » politique vivent les deux régimes. M. Pen Sovan ne s'est pas fait faute de le rappeler, lors de l'ouverture de la première session de l'Assemblée nationale, voyant dans cet événement « la consolidation de l'alliance étroite entre le Cambodge, le Laos et le Vietnam ».

Ainsi, deux semaines seulement avant la réunion à New-York d'une conférence internationale sur le Cambodge, Hanoi et Phnom-Penh laissent en ne peut plus clairement comprendre qu'ils leurs yeux la situation est bel et bien politiquement « brève ».

Ignorant les appels à la négociation, les protestations et les menaces venues de l'étranger, ces deux régimes continuent imperturbablement de pratiquer la politique du fait accompli.

JACQUES DE BARRIN.

Voici la liste des membres du Conseil d'Etat et du conseil des ministres :
CONSEIL D'ETAT
Président : M. Heng Samrin ;
Vice-président : M. Say Phouthang ;
Secrétaire général : M. Chan Ven ;
Membres : MM. Men Chhan, Heng Teav, Vandy Ka Onn.
CONSEIL DES MINISTRES
Premier ministre : M. Pen Sovan ;
Vice-premiers ministres : M. Heng Sen, ministre des affaires étrangères ; M. Chan Si, ministre de la défense nationale ; M. Chea Soth, ministre du plan ;
Intérieur : M. Kheng Sam ;
Agriculture : M. Kong Sam Ch ;
Industrie : M. Koo Chanda ;
Finances : M. Khun Chhy ;
Commerce intérieur et extérieur : M. Taing Sam ;
Éducation nationale : M. Pen Naruth ;
Santé : M. Yith Kim Sang ;
Information, presse et culture : M. Chheng Phon ;
Justice : M. Ouk Bun Choem.

M. ELKABBACH quitte la direction de l'information d'Antenne 2

Au terme d'une réunion du conseil d'administration d'Antenne 2, qui a eu lieu dans la matinée du lundi 29 juin, M. Maurice Ulrich, président démissionnaire de la chaîne qui reste cependant en fonction, a annoncé le départ de M. Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'information.

Ce départ, décidé avec l'accord de M. Ulrich, sera assorti d'indemnités et ne prend donc pas la forme d'une démission. M. Elkabbach, en effet, avait à plusieurs reprises affirmé qu'il ne démissionnerait pas.

M. Noël Copin est chargé d'assurer l'intérim de M. Elkabbach jusqu'au départ de M. Ulrich. (24 le 29 septembre 1977 à Orléans, M. Jean-Pierre Elkabbach est diplômé de l'Institut d'études politiques. Journaliste à France-Inter en 1961, il est nommé en 1962 à Toulouse, puis à Bonn en 1963. Rédacteur en chef adjoint à l'AFP 2 en 1974, où il présente le magazine « Actualité », il devient, en 1975, le responsable du journal « 13-14 » à France-Inter, puis rédacteur en chef à la direction de l'information de Radio-France. En 1977, il est nommé directeur de l'information à Antenne 2. M. Elkabbach est membre de l'association de la presse présidentielle.)

M. GEORGES FILLIOUD :
MM. Caste et Thomas ne sont ni l'un ni l'autre des politiques.

Dans un entretien accordé au *Matin de Paris* du lundi 29 juin, M. Georges Fillioud, ministre de la communication, a notamment déclaré :

« J'aurais dû être procédé à deux nominations, dans le cadre de la loi relative à la présidence de la République, à la tête de la Sofrad et à la présidence du conseil d'administration de F.R.3. Le gouvernement a nommé des hommes, Michel Caste à la Sofrad et Guy Thomas à F.R.3, qui ne sont ni l'un ni l'autre des politiques, qui ne sont ni l'un ni l'autre membres du parti socialiste, qui ne l'ont jamais été et qui, lorsque l'un ou l'autre ont eu dans leur vie personnelle l'occasion de prendre des positions politiques, ne l'ont jamais fait au titre ou au nom du parti socialiste.

Les deux premières personnalités qui ont été désignées ont été choisies en fonction de leur carrière, de leur compétence professionnelle, de leur autorité et non pas en raison de choix politiques.

M. LAGARDÈRE DÉMENT LES BRUITS SUR LA SUCCESSION DE M. MOUGEOTTE À EUROPE 1

M. Jean-Luc Lagardère, président - délégué de la société Europe 1-Image et son aîné, dans un communiqué daté du 28 juin, les bruits d'un remplacement de M. Etienne Mougéotte à la direction de l'information d'Europe 1. Le nom de M. Gérard Carruron, chef du service politique de la station périphérique, avait été notamment avancé comme successeur possible de M. Mougéotte (le Monde du 27 juin).

**CRÉATEURS
D'ENTREPRISE ET EXPORTATEURS**
Votre siège
à Paris ou à Londres
à 80 à 300 F par mois
Constitution de Sociétés
G.E.I.C.A. 55 rue de la Harpe
75005 PARIS
Tél. 236-61-21

**DU 30 JUIN
AU 4 JUILLET**
CERRUTI 1881
**VENTE
SPECIALE
D'ETE**
CERRUTI HOMME
27 rue ROYALE
CERRUTI FEMME
15 Pl. de la MADEIRAINE
59 av. VICTOR-HUGO

**Boutiques
Saint Honoré**
265, rue Saint-Honoré Paris 1^{er}
Prêt à porter de luxe Femme et Homme
Per Sbook
PAUL-LOUIS ORRIER
Francesco Smato
GUY LAROCHE
ANGELO TIAZZI
Christian Dior
NINA RICCI
NINO CERCHI
SOLDES

مركز لاداميل